LUDWIG VON MISES

MONNAIE, MÉTHODE ET MARCHÉ

Écrits de Ludwig von Mises.

Édition. Leonardo DE VIO.
Conception. Benoît MALBRANQUE.

Parus précédemment :
NATION, ÉTAT ET ÉCONOMIE.
LE SOCIALISME.
LE CALCUL ÉCONOMIQUE EN RÉGIME SOCIALISTE.

Parus en 2025 et 2026 :
LE CHAOS DU PLANISME
LA BUREAUCRATIE.
LE GOUVERNEMENT OMNIPOTENT.
LE LIBÉRALISME.
L'ACTION HUMAINE.
L'INTERVENTIONNISME.
THÉORIE ET HISTOIRE.
LA MENTALITÉ ANTICAPITALISTE.
*LES FONDEMENTS ULTIMES DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE.
MÉMOIRES (SOUVENIRS D'EUROPE).
POLITIQUE ÉCONOMIQUE. RÉFLEXIONS POUR AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN.
*MONNAIE, MÉTHODE ET MARCHÉ.
PLANIFIER LA LIBERTÉ ET AUTRES ESSAIS.
*THÉORIE DE LA MONNAIE ET DES MOYENS DE CIRCULATION.

Les titres précédés d'un astérisque signalent les traductions inédites de l'Institut Coppet.

Ces ouvrages ont été conçus et relus par une équipe de bénévoles.
Merci de nous signaler toute faute à l'adresse suivante : icoppet@gmail.com

LUDWIG VON MISES

MONNAIE, MÉTHODE ET MARCHÉ

(1990)

Traduit par Hervé de Quengo,
et par Colin Halard pour l'introduction de R. Ebeling

Préface par Leonardo de Vio

Paris, 2026
Institut Coppet

PRÉFACE

Le volume que le lecteur tient entre les mains, *Monnaie, méthode et marché*, est un recueil d'essais de l'économiste viennois Ludwig von Mises (1881-1973), réunis à titre posthume par sa femme Margit, à partir de manuscrits inédits et d'articles dispersés dans des revues devenues introuvables.

Comme le montre l'introduction de Richard Ebeling incluse dans ce volume, les trois axes du titre ne sont pas trois domaines juxtaposés, mais forment au contraire une unité pour Mises. On retrouve dans son analyse monétaire sa méthode praxéologique, strictement individualiste, centrée sur l'analyse des processus d'action plutôt que sur des états d'équilibre ; dans son analyse du marché, celui-ci apparaît comme l'institution dont la compréhension dépend entièrement de cette méthode subjectiviste et dynamique ; et enfin dans ses réflexions sur le rôle des idées, où l'on retrouve l'idée subjectiviste d'interpretation. Ebeling montre notamment comment la critique misésienne de la macroéconomie, et en particulier son insistance sur l'analyse « pas à pas » des effets d'une injection monétaire sur les prix relatifs et la structure de production, n'est pas un simple détail technique, mais la conséquence directe d'un engagement méthodologique profond, qui tisse des liens étroits entre ses prémisses et ses conclusions, entre la méthode, la théorie de la valeur subjective et la théorie monétaire.

Enfin, dans cette même introduction, Ebeling replace Mises dans la généalogie de l'École autrichienne, depuis Carl Menger, Eugen von Böhm-Bawerk et Friedrich von Wieser, et explique avec clarté pourquoi la pensée misésienne fut marginalisée pendant l'ère keynésienne avant de connaître, dans les années 1970, un renouveau qui donna naissance à ce que l'on nomme le « renouveau autrichien ».

Leonardo de Vio
Institut Coppet

MONNAIE, MÉTHODE ET MARCHÉ

AVANT-PROPOS

À la mort de mon mari en 1973 j'ai dû me plonger dans ses papiers. Certains d'entre eux étaient encore sous forme manuscrite et n'avaient jamais été publiés. J'en ai sélectionné plusieurs, ainsi que d'autres articles qui étaient déjà parus dans des revues mais n'étaient désormais plus édités. Ce livre en est le résultat.

Lorsque je l'ai sollicité, Richard Ebeling a écrit une introduction très détaillée. À la lecture, il apparaît immédiatement qu'il comprend les travaux de mon mari en profondeur.

Je suis heureuse que ce volume soit édité par le Ludwig von Mises Institute.

Margit von Mises
New York, septembre 1989

INTRODUCTION

I

Dans les années 1920 et les années 1930, Ludwig von Mises était considéré comme l'un des plus grands économistes du continent européen. F.A. Hayek a affirmé que la critique de Mises sur l'impossibilité du calcul économique dans un régime socialiste « a laissé une impression profonde sur ma génération… Ce livre [*Le socialisme*, NdT] a changé la vision du monde de tous ceux d'entre nous qui l'avaient lu. » Lord Lionel Robbins, quand il présentait les thèses de l'école autrichienne d'économie sur la monnaie et les cycles économiques à des lecteurs anglophones en 1931, soulignait l'« extraordinaire renaissance » de l' « école de Vienne » sous « la direction du professeur Mises ». Dans son étude exhaustive de la *Théorie monétaire allemande*, Howard Ellis considère que *La théorie de la monnaie et du crédit* de Mises a été « l'un des traités les plus remarquables de théorie monétaire dans la littérature allemande. » Il souligne que Mises était devenu « une personnalité reconnue » du fait de son rôle dans la fin de l'hyperinflation autrichienne du début des années 1920. Fritz Machlup notait qu'au début des années 1920, « Ludwig von Mises était le seul, pour autant que je sache, à souligner le phénomène de la consommation du capital » causé par l'inflation et la fiscalité du gouvernement autrichien, en raison de leurs effets sur la balance des capitaux. Dans son étude historique de la théorie des coûts, James Buchanan souligne que « Ludwig von Mises était la principale source d'inspiration de l'école subjectiviste » développée dans les années 1930 à la London School of Economics et reprise, plus récemment, par l'école autrichienne contemporaine.

Pourtant, durant la majeure partie de l'après-guerre, les écrits de Mises n'ont eu aucun retentissement auprès des économistes, bien qu'il continuât à donner des conférences, qu'il publiât de nombreux livres durant cette période et qu'il poursuivît ses activités d'enseignement à l'Université de New York jusqu'à sa retraite en 1969 à l'âge de 89 ans. Sa prise de position à l'égard de la théorie keynésienne permet de comprendre cette situation curieuse. À partir de 1945, la théorie keynésienne a occupé les esprits des économistes de manière pratiquement monolithique, si bien que toute personne qui osait critiquer l'édifice théorique ou les propositions de politique économique de la « Nouvelle économie » était promise à une mort académique certaine. C'est exactement ce que fit Ludwig von Mises en examinant et en critiquant scrupuleusement le corpus de la doc-

trine keynésienne. En retour, il fut pratiquement ostracisé par le reste de la profession.

Dans les années 1970, le terrain intellectuel commençait à bouger. Devant l'échec abyssal des politiques keynésiennes, on commença à s'interroger sur les fondations de l'édifice. Toute une littérature autocritique émergea alors, tandis qu'une myriade d'exégètes se disputaient l'interprétation de « ce que Keynes avait vraiment voulu dire. » Ces réflexions amenèrent à la conclusion que Keynes avait pratiquement voulu dire tout et n'importe quoi, selon que l'on choisissait tel volume de ses œuvres ou tel passage dans un livre plutôt que tel autre.

Le déclin du keynésianisme favorisa un renouveau intellectuel, une concurrence ouverte, et l'apparition d'économistes comme on n'en avait pas vu depuis les années 1930. Parmi ceux-ci figurèrent en bonne place les idées de Ludwig von Mises et de l'école autrichienne d'économie dont il était l'un des membres les plus illustres.

II

La publication en 1871 des *Principes d'économie politique* de Carl Menger marque le début de l'école autrichienne. Carl Menger est généralement cité aux côtés de William Stanley Jevons et Léon Walras comme l'un des cofondateurs du « marginalisme » qui succéda à l'économie « classique » et sa théorie de la valeur-travail. Dans ce traité fondateur, cependant, Menger produisit une contribution unique à la théorie économique qui le distingue de Jevons et Walras.

Chacun d'eux avait saisi le rôle essentiel de l'utilité marginale : la valeur est une question de préférences entre des alternatives et ces préférences sont appréciées *à la marge*, c'est-à-dire en se focalisant sur chaque unité additionnelle d'un bien ou d'un service qui aurait pu être obtenue ou aurait dû être abandonnée à l'occasion de l'acte de choix.

Tant pour Jevons que pour Walras, cependant, l'intérêt du concept d'utilité marginale résidait dans sa capacité à démontrer les *conditions nécessaires à la réalisation d'un équilibre* dans un environnement *donné*. Selon Menger, à l'opposé, l'équilibre était une notion purement hypothétique dont la seule utilité se résumait à symboliser les conditions sous lesquelles plus aucun désir d'échanger n'existerait entre des parties ; l'importance du concept d'utilité marginale, dans la conception mengérienne, était qu'il permettait d'analyser le processus d'échange en lui-même, et peu importait à cet égard que ce processus aboutît ou non à une situation d'équilibre.

L'étude du processus d'échange dans une situation de déséquilibre devait soulever diverses questions à propos des informations détenues par chacun des agents économiques, de l'influence du facteur temps à l'égard des relations entre les périodes d'ajustement et de production et le changement, et de la façon dont ces agents essaient de prévoir l'état futur du marché afin de guider leurs propres actions.

L'analyse économique issue de Jevons et Walras contracta une forme fondamentalement statique puisqu'elle consistait à essayer de définir les conditions nécessaires à la réalisation d'un état d'équilibre. L'approche « autrichienne » issue de Menger revêt en comparaison une forme essentiellement dynamique qui la place clairement à l'écart des autres écoles de pensée.

Les fondements posés par Menger en 1871 furent repris et développés dans les deux dernières décennies du XIX^e^ siècle et durant la première décennie du XX^e^ siècle. Les deux économistes qui contribuèrent le plus à cette entreprise (et à qui, en fait, l'École autrichienne dut sa reconnaissance mondiale) furent Eugen von Böhm-Bawerk et Friedrich von Wieser. Böhm-Bawerk fit usage de l'analyse de Menger quand il s'intéressa à la théorie du capital et à l'origine et à la formation de l'intérêt. Wieser, reconnaissant la justesse de la conception de Menger selon laquelle la valeur et l'utilité marginale résultent des estimations subjectives des individus, démontra que le coût était lui aussi un phénomène subjectif et pouvait être défini comme l'opportunité qui, parmi toutes celles qui ont dû être écartées ou abandonnées afin d'atteindre le but désiré, aurait revêtu le plus d'attrait aux yeux de la personne ayant fait le choix considéré.

III

Les apports de Ludwig von Mises à l'École autrichienne se sont étendus sur six décennies et ont concerné presque tous les aspects de la science économique. Les écrits de Mises les plus controversés et les plus importants furent indubitablement ceux consacrés aux questions de méthodologie. En effet, Mises aspirait à poser les fondations philosophiques de l'édifice entier de la science économique, telle qu'elle avait été développée depuis les premières analyses d'Adam Smith jusqu'à leur reformulation par Carl Menger sur la base d'un strict respect de l'individualisme méthodologique.

Les différents écrits de Mises ayant trait à la méthodologie s'étalent quasiment sur sa carrière entière. Ses premiers exposés en la matière furent regroupés en 1933 dans un livre intitulé *Les problèmes*

épistémologique de la science économique. Leur contenu fut ensuite retravaillé et intégré dans un véritable traité d'économie rédigé en allemand, *Économie nationale* (1940), adapté en anglais en 1949 sous le titre de l'*Action humaine*, avant d'être repris dans deux ouvrages intitulés respectivement *Théorie et histoire* (1957) et *Les fondements ultimes de la science économique* (1962).

Mises soutenait que le caractère spécifique qui distingue les sciences naturelles des sciences sociales résidait dans le caractère volontaire et intentionnel de tout projet humain. L'Homme, avant toute autre chose, est un être qui agit, qui interroge son environnement, est conscient des possibilités d'améliorer son sort qui s'ouvrent à lui et qui s'efforce de mettre en œuvre des moyens pour atteindre des fins quand il considère que les circonstances lui offrent des chances de succès.

Intentionnalité, sensibilité aux circonstances, réceptivité aux opportunités constituent selon Mises autant d'attributs des individus dont la forme concrète est définie en fonction des perspectives et interprétations adoptées par les acteurs eux-mêmes. La science sociale repose donc sur une méthodologie à la fois individualiste et subjectiviste. L'alpha et l'oméga d'un phénomène social est l'appréhension subjective de son environnement par chaque homme agissant. Certes, les lois de la nature et l'environnement physique délimitent le cadre à l'intérieur duquel les hommes sont susceptibles d'agir, mais c'est la perception par chaque individu de ce qui est possible et de ce qui peut être atteint qui constitue la baguette de sourcier permettant la conception de chaque action.

Nous reconnaissons aussi dans le schéma misésien tous les éléments dynamiques qui dominaient les *Principes d'économie politique de Menger* : *l'imperfection de la connaissance, le temps et le changement, les anticipations et les prévisions. Chacun de ces éléments est déjà contenu dans le concept d'action intentionnelle, parce qu'une action — i.e. tout comportement conscient dirigé vers un but défini — n'a de sens que lorsque l'acteur est en mesure de faire un choix. Et tout choix — i.e. toute sélection parmi des opportunités qui s'excluent mutuellement — n'a de réalité que si aucune certitude n'est acquise concernant le futur. Mises soulignait de même que le temps et le changement sont inséparables de l'idée d'action, puisque la pensée même de l'action implique qu'il existe un becoming et un became*[1].

L'approche méthodologique subjectiviste adoptée par Mises pour analyser les relations entre le temps et l'action, la signification des notions de « fins possibles » et de « moyens disponibles », ou les concepts de coûts (conçus comme les opportunités abandonnées)

[1] Un *devenir* et un *étant*, NdT.

et de bénéfices (conçus comme l'anticipation d'améliorations psychiques) le conduisit à rejeter ce qu'il appelait l'*impérialisme positiviste*, i.e. l'obligation de transposer dans le champ des sciences sociales des méthodes considérées comme appropriées pour les sciences naturelles. Le recours aux règles positivistes de la « science objective » aurait impliqué l'abandon de ce qui constitue le caractère unique des actes humains : le fait qu'ils revêtent tous une signification subjective dans l'esprit de l'acteur. Selon Mises, les déplacements d'objets physiques d'un individu à un autre ne pouvaient être qualifiés d'« échange » que dans la mesure où les acteurs attribuaient ce sens à leurs propres actions.

Cependant, pour Mises, le refus de considérer la mesure et la quantification comme des outils nécessaires de la science sociale n'avait pas pour corollaire de verser dans l'historicisme, i.e. d'adopter la thèse selon laquelle il n'y a ni lois ni constantes dans le monde social. Mises soutenait que les lois régissant les phénomènes sociaux peuvent toujours en dernière analyse être rattachées à la *logique de l'action*, qui, elle-même, se confond avec la logique de la pensée et de la raison. Les processus de marché qui tendent à égaliser les prix et les coûts dérivent de la loi de l'offre et de la demande. Ils sont tous réductibles au principe guidant les actions des individus « offreurs » et « demandeurs » : la valeur d'un moyen donné ne doit pas excéder la valeur de l'objectif pour l'obtention duquel il est utilisé.

Cet aspect de la théorie misésienne doit être pris en compte pour comprendre l'insistance particulière de Mises sur le fait que la théorie économique est à la fois vraie *a priori* et empiriquement vérifiée. La théorie économique est une science aprioriste, selon Mises, parce que la logique de l'action et ses présupposés, les catégories « fins » et « moyens », « coûts » et « bénéfices », etc., sont nécessairement antérieures, dans l'ordre de la pensée, au choix de toute fin concrète ou à l'application de tout moyen concret, et donc à l'analyse de toute chose comme étant une fin ou un moyen. La théorie économique doit également être tenue pour vraie empiriquement puisque la logique même de la pensée humaine s'oppose à ce que l'on conçoive une action humaine consciente qui n'opérerait pas au moyen de ces catégories ; de sorte que la théorie économique reflète les qualités essentielles de tout comportement humain.

Si les catégories de l'action humaine peuvent servir de système de classement permettant au scientifique en science sociale et à l'économiste d'ordonner et de rendre intelligible la complexité du monde social, ces catégories restent d'une nature purement générique, en ce sens qu'elles ne fournissent aucune information spéci-

fique concernant les fins et les moyens effectivement choisis par les individus ou les résultats concrets qui pourraient résulter d'une série d'actions. Ainsi, l' « élasticité » de chaque type d'offre et de demande et la « vitesse d'ajustement » spécifique à chaque genre de prix, de production et de prévision dépendront de circonstances historiques. Ce point est limpidement exposé par Mises dans « Le traitement de l'irrationalité dans les sciences sociales », l'un des essais inclus dans ce recueil :

> Il y a pléthore de données chiffrées disponibles concernant l'inflation en Allemagne pendant les années 1914-1923. La théorie économique met à notre disposition toute la connaissance requise pour une compréhension parfaite des causes de ces changements de prix. Mais cette connaissance ne nous fournit aucune précision quantitative. La science économique est […] qualitative et non quantitative. […] Dans la sphère de l'action humaine il n'y a aucune relation constante entre magnitudes. […] L'augmentation des prix en Allemagne à l'époque de la première guerre mondiale n'était pas seulement due à une augmentation de la quantité de billets de banque en circulation. D'autres facteurs y ont contribué. L'offre de biens de consommation avait diminué parce que de nombreux travailleurs, étant sous les drapeaux, ne pouvaient plus travailler dans les usines, parce que le contrôle étatique sur l'économie réduisait la production, parce que le blocus empêchait les importations, et parce que les travailleurs souffraient de malnutrition. Il est impossible d'établir au moyen de méthodes autres que la *Verstehen* (« compréhension » interprétative) dans quelle mesure chacun de ces facteurs contribuèrent à la hausse des prix. […] La *Verstehen* est, dans le royaume de l'histoire, autant qu'il est possible de l'être, le substitut de l'analyse quantitative et du mesurage, lesquels ne sont pas transposables aux actions humaines en-dehors du domaine de la technologie. (pp. 28-29)

Mises soulignait de même que faire des prévisions en matière d'économie se réduisait fondamentalement à essayer de se comporter comme un « historien du futur ». Cela revient en effet à se projeter soi-même dans le futur et à anticiper la façon dont les acteurs de marché classeront, pendant une période de temps déterminée, des entités variées entre les catégories moyens et fins ; quelles prévisions ils formeront à l'égard des comportements qu'il leur serait le plus

avantageux d'adopter ; et d'analyser les conséquences désirées ou non d'une multitude de plans individuels qui se rencontrent et se mélangent dans l'arène sociale au cours d'une période à venir.

Les contributions de Mises à la science économique ont toujours été, d'une façon ou d'une autre, des tentatives d'appliquer cette méthodologie à des problèmes particuliers. Comme F. A. Hayek le faisait remarquer avec finesse, « la plupart des particularités de la pensée [de Mises] qui semblaient à première vue étranges et inacceptables à ses lecteurs pouvaient être rattachées au fait que, dans le développement constant de l'approche subjectiviste, il avait toujours un temps d'avance sur ses contemporains. »

En théorie monétaire, par exemple, Mises fit l'une des premières applications réussies de la loi de l'utilité marginale pour expliquer la valeur de la monnaie en soulignant le rôle de l'incertitude et des anticipations dans les actions des agents de marché. Son œuvre devenue classique, *La théorie de la monnaie et du crédit* (1912 ; 1924 ; 1935) et sa monographie, *La stabilisation monétaire et les politiques cycliques* (1928), de même que certains passages de *L'action humaine*, vont cependant au-delà. Adoptant le vocabulaire de la science économique contemporaine, Mises essaya de développer un fondement micro-économique à la macro-économie. Recourant à la théorie du capital de Böhm-Bawerk et à la distinction établie par Knut Wicksell entre la monnaie et le taux d'intérêt « naturel », il élabora une méthode d'analyse dynamique mettant en évidence comment des changements dans l'offre de monnaie pouvaient générer des glissements dans la distribution du revenu, provoquer une allocation inadéquate des ressources par le biais de distorsions dans la détermination des prix relatifs, et conduire à des fluctuations dans le cycle économique.

Ce qui distinguait les théories de Mises de la théorie quantitative de la monnaie d'Irving Fisher, par exemple, c'était précisément son refus d'opérer des pirouettes analytiques (pourtant pratiquées par Fisher et par d'autres) pour établir des relations entre des variations de la masse monétaire et des changements dans le « niveau des prix » général. Mises insistait sur le principe d'une adhésion stricte à l'individualisme méthodologique. Toute explication des variations mesurées statistiquement dans le total de l'emploi ou de la production ou dans le « niveau des prix » devait être disséquée au moyen d'une analyse séquentielle, « pas à pas », des actions et réactions individuelles sur le marché, des plans d'ajustement ou de réajustement consécutifs à toute augmentation (ou diminution) de l'offre de monnaie. Les agrégats macro-économiques devaient de la sorte être décomposés en différents composants micro-économiques par une

analyse rigoureuse du « mécanisme de transmission » d'une injection monétaire.

Les mêmes considérations méthodologiques traversent également les célèbres études comparatives de Mises sur les différents systèmes économiques. Dans les années 1880 et 1890 déjà, Wieser et, surtout, Böhm-Bawerk, avaient sévèrement critiqué la théorie marxiste de la valeur-travail et mis en lumière des défauts fondamentaux dans ses postulats et dans la rigueur de sa démonstration, alors que presque aucune réflexion n'avait été menée quelque économiste que ce soit, socialiste ou non, sur la viabilité d'un système étatique de planification économique comme alternative à l'économie de marché. Dans une série de trois livres, *Le socialisme* (1922), *Le libéralisme* (1927) et *Une critique de l'interventionnisme* (1929), Mises s'était donc saisi de cette question.

Il comprit qu'elle devait mettre en jeu des problématiques de connaissance, de changement et d'ajustement — les thèmes mengériens, une fois de plus. Dans le monde walrassien de l'équilibre général, où il est au contraire présumé que les conditions d'offre et de demande sont connues et où tous les marchés ont atteint des prix d'équilibre, il peut sembler à première vue que le résultat « de marché » et le résultat « planifié » sont de même nature et peuvent être identiques. Mais que faudrait-il penser si, au lieu de la situation envisagée par Walras, l'économie devait se révéler *ne pas* être en équilibre et si des variations constantes de l'offre et de la demande étaient des rouages nécessaires du système ? En d'autres mots, qu'en est-il du *monde réel* ? Comment se coordonnent une multitude de plans et d'actions individuels pour que puisse être assurée une tendance vers une allocation efficace des biens de consommation et des moyens de production ?

Ainsi que Mises l'expliquait, dans une économie de marché, cette coordination est accomplie par le mécanisme des prix : des entrepreneurs en concurrence enchérissent pour acquérir l'usage ou la propriété de facteurs de production dont la quantité est limitée en se basant sur leurs propres anticipations du niveau auquel s'établira la demande relative des consommateurs pour chacun des produits existants ou à venir. Les prix de ces facteurs de production résultent de l'interaction entre, d'une part, les prévisions établies par les entrepreneurs relativement aux prix que les consommateurs pourraient accepter de payer pour l'achat des produits créés au moyen de ces facteurs de production et, d'autre part, les prévisions des propriétaires de ces facteurs de production relativement à la rentabilité des autres emplois possibles de ces facteurs. Parallèlement, le processus continu de profit et de perte assure que le contrôle économique de

ces facteurs de production en quantité limitée tende toujours à se placer dans les mains des entrepreneurs ayant démontré le plus d'exactitude dans leurs prévisions relatives aux changements dans les conditions de marché.

Mises soutenait que le socialisme s'opposait totalement à ce processus de marché. En l'absence de propriété privée des moyens de production, il est impossible d'organiser un marché à partir duquel les prix des ressources rares pourraient être établis. Or, en l'absence de véritables prix de marché reflétant l'état constamment changeant de l'offre et de la demande, il n'existe aucune technique rationnelle qui permettrait de réaliser les calculs nécessaires pour déterminer quelles sont les méthodes de production les moins coûteuses. C'est pourquoi, concluait Mises, l'établissement d'un socialisme universel nécessiterait l'abandon de toute planification économique rationnelle.

Selon Mises, l'intervention de l'État sur le marché devait créer à long terme les mêmes problèmes que ceux créés par le socialisme, dans une forme seulement un peu modérée. Dans la mesure où ces interventions entravent la formation des prix et la direction de la production par le marché libre, les forces animant le marché — i.e. les efforts des entrepreneurs pour satisfaire de manière concurrentielle et de la façon la plus efficace possible les demandes des consommateurs — étaient contrecarrées. De surcroît, comme chaque intervention de l'État générerait des distorsions dans la structure de prix, l'État serait continuellement confronté à un dilemme lui imposant, soit d'étendre ses contrôles et régulations dans l'espoir de compenser les déséquilibres causés par ses précédentes interventions, soit de revenir sur les interventions existantes et permettre un retour à une forme de marché concurrentiel. Mises insistait sur le fait qu'une économie interventionniste (dite « économie mixte ») était intrinsèquement instable, ce type d'économie devant logiquement conduire, soit à une extension progressive des interventions étatiques jusqu'à la planification centralisée, soit à une rétractation de la sphère étatique permettant à l'ordre de marché de prédominer de nouveau.

La conclusion à laquelle aboutissait Mises, selon laquelle une économie de marché était la seule solution raisonnable au problème économique, n'impliquait selon lui aucun jugement de valeur. Bien au contraire, il la concevait comme la solution purement scientifique d'un problème tout aussi scientifique. Une fois que la société a dépassé le stade d'une économie purement primitive, ou plus exactement, afin qu'elle puisse dépasser un tel état, il doit exister des structures institutionnelles permettant l'approfondissement de la division du travail. La complexité croissante et l'émiettement de la connais-

sance qui résultent de la division du travail rendent impossible la réussite de toute coordination qui serait effectuée par une autorité centrale de planification. Seul un mécanisme bien spécifique peut permettre la possibilité d'une telle coordination, et ce mécanisme, selon Mises, c'est justement celui des prix. L'information relative à la multitude des préférences des consommateurs et des prévisions des entrepreneurs pourrait efficacement être diffusée au sein d'une nation, d'un continent et même, en pratique, dans le monde entier, via des variations dans les prix de marché des biens finis et des facteurs de production.

Des prix de marché *réels*, reflétant des préférences *réelles*, des prévisions *réelles*, une information *réelle* à propos des conditions de rareté, seraient rendus impossibles si la propriété privée des moyens de production était abolie par la loi, car sans droit de propriété il ne peut exister de transactions, sans possibilité de faire des transactions, les offres et surenchères sont également impossibles, et sans offres et surenchères il ne peut y avoir des prix *réels*. Par ailleurs, les interventions dans l'économie de marché, si elles n'abrogent pas les prix, entraînent en revanche des distorsions dans les flux d'information, et réduisent en conséquence les bénéfices de la division sociale du travail. C'est pourquoi Mises affirmait avec certitude, de manière scientifique, qu'en dernière analyse il ne pouvait y avoir d'autre choix qu'un ordre de marché généralisé.

Dans la critique misésienne de l'interventionnisme reparaît de nouveau la méthode d'analyse des processus micro-économiques déjà mise en œuvre dans ses travaux monétaires. Une intervention de l'État affecte le système économique. Dès ce moment, les prix relatifs et les relations de production subissent une perturbation, en conséquence de laquelle les agents de marché modifient leur comportement et incitent ainsi d'autres agents à adapter leurs propres actions à la nouvelle configuration, ce qui aboutit au final à un nombre croissant de distorsions et de déséquilibres entre chaque niveau d'offre et de demande. Mises en déduisait qu'à long terme une intervention isolée pouvait avoir pour conséquences de rendre la situation à laquelle elle était supposée remédier pire que ce qu'elle était initialement. Ainsi, avec les outils de la théorie économique moderne, Mises fut capable d'élaborer une séquence sophistiquée d'analyses venant confirmer les arguments des économistes classiques tendant à ce que soit pris en compte, dans l'évaluation de toute politique économique, tant de ce qui se voit (les effets à court terme, initiaux, de l'intervention) que de ce qui ne se voit pas (les conséquences de long terme).

IV

Dans les années d'après-guerre, la critique méthodologique implicite dans les écrits de Mises ne pouvait qu'entrer en conflit avec la mentalité keynésienne de l'époque. Pour un grand nombre de problèmes théoriques et pratiques, la micro-économie était réputée constituer un instrument d'analyse inefficace. Une approche micro-économique « subjective » telle que celle de Mises était condamnée à être rejetée. En lieu et place, pour les problèmes spécialement « macro »-économiques, il était soutenu que de nouveaux outils avaient besoin d'être forgés. Des recherches étaient lancées pour tenter de découvrir les relations « fonctionnelles » quantitatives censées relier divers agrégats économiques, par exemple l'investissement total et l'emploi total, ou le revenu total et la consommation totale. Ces recherches s'avérèrent un échec complet, et il n'aurait pu en être autrement.

Le keynésianisme était condamné dès le début car il était complètement englué dans le sophisme du « réalisme conceptuel », i.e. le raisonnement consistant à attribuer à des grandeurs statistiques des propriétés et des qualités indépendantes de leurs constituants. Comme l'a souligné un autre économiste autrichien proche de Mises, F. A. Hayek, l'adoption d'une telle approche macro-économique a constitué « une entrave significative au développement » des théories de la monnaie et du cycle monétaire. En effet, c'est la théorie économique elle-même qui est mise au rebut lorsque l'on essaie

> d'établir des relations causales directes entre la quantité totale de monnaie, le niveau général des prix et […] le montant total de la production. En effet, aucune des ces grandeurs en tant que telle n'exerce d'influence sur les décisions des individus, alors que c'est sur le postulat de la connaissance des décisions des individus que sont fondées […] la plupart des propositions […] de la théorie économique. C'est à cette méthode « individualiste » que nous devons tout ce que nous savons des phénomènes économiques. […] Par conséquent, si la théorie monétaire s'obstine à essayer d'établir des relations causales entre des agrégats et des moyennes générales, elle ne pourra que rester à l'écart du développement des autres branches de la science économique. En effet, ni les agrégats ni les moyennes ne s'influençant les uns les autres, il ne sera jamais possible de démontrer l'existence entre ces données statistiques de liens de causalité semblables à ceux établis

entre des phénomènes individuels, tels que les prix individuels, etc.

La critique fondamentale à l'encontre cette approche macro-économique, qui demeure dominante aujourd'hui, porte sur le fait que les éléments agrégés entrant dans cette analyse n'ont en eux-mêmes aucune existence en dehors des calculs menés par les économistes. Le « niveau des prix », par exemple, est une moyenne statistique arrêtée à un instant *t* d'une sélection de prix affectés de coefficients. Mais les individus ne sont jamais confrontés sur le marché à un quelconque « niveau des prix ». Ce qu'ils ont à appréhender est une gamme de prix déterminés représentant les ratios d'échange entre la monnaie et chacun des autres biens ou services. Toute variation mesurée dans le « niveau des prix » ne peut être qu'une moyenne établie *ex post* à partir d'une série de variations dans les prix individuels. Les facteurs causaux ayant entraîné les changements dans les décisions des agents auront été des altérations dans des ratios d'échange individuels et spécifiques entre la monnaie et divers biens, et non un « niveau des prix » statistique établi par un analyste économique *a posteriori*, lorsque les changements dans les prix individuels auront déjà exercé ou seront toujours en train d'exercer leurs effets sur l'économie.

Le même raisonnement vaut pour tout changement mesuré dans le total de la production ou de l'emploi. De tels calculs sont, disons-le encore une fois, de simples additions et moyennes établies *ex post* à partir d'une série de variations intervenues dans des taux de production ou des possibilités d'emploi spécifiques. On ne peut établir de séparation entre les variations « globales » et les événements particuliers ayant contribué à produire ces variations. Toute tentative d'opérer une telle séparation interdirait d'analyser les conditions ayant permis ces changements ainsi que les forces qui ont joué, soit pour conserver, soit pour faire varier davantage les « niveaux » de production et d'emploi atteints.

Bien des économistes ne pouvaient accepter la conclusion inévitable, selon laquelle la majeure partie des théories macro-économiques ont eu pour effet d'engager la science économique dans une impasse. Dans une discussion sur la méthodologie qui incluait une appréciation critique des théories de Mises et de l'École autrichienne, le Professeur Mark Blaug a perçu « ce qu'un individualisme méthodologique strictement interprété […] impliquerait pour la science économique. Une telle interprétation conduirait en effet à abandonner toutes les propositions macro-économiques qui ne peuvent être réduites à des propositions micro-économiques, et puisque

peu de propositions macro-économiques pourraient résister à un tel test, cela reviendrait à dire au revoir au presque entier corpus des lois macro-économiques. » Intimidé, Blaug déclare qu'« il doit y avoir quelque chose de faux dans un principe méthodologique qui aurait des conséquences si dévastatrices. »

En réponse à Blaug, je ne peux faire mieux que de citer un autre économiste, Arthur W. Marget, qui, à l'instar de Mises, fut emporté par le raz-de-marée de l'euphorie keynésienne parce que lui aussi mettait en question les fondements du système de Keynes :

> C'est une proposition méthodologique fondamentale postulée par les versions « modernes » de la *théorie* « *générale* » *de la valeur* que toutes les catégories relatives à l' « offre » et la « demande » doivent être liées de manière non équivoque aux catégories qui se présentent elles-mêmes à l'esprit des opérateurs économiques individuels (individus ou sociétés commerciales) dont les calculs forment les « offres » et « demandes » telles qu'elles apparaissent sur le marché […] Le genre de problème soulevé par la nécessité d'établir des relations entre les décisions « micro-économiques » et ces processus « macro-économiques » n'est pas résolu par l'introduction arbitraire d'une « fonction de l'offre agrégée » et d'une « fonction de la demande agrégée » pour l'économie *considérée dans sa globalité*, puisque aucune de ces « fonctions » ne concerne des données entrant directement dans les calculs des entrepreneurs individuels dont les décisions et actions « micro-économiques » donnent lieu aux processus « macro-économiques ». Une telle « solution », bien au contraire, méconnaît complètement la vraie nature des relations entre l'analyse micro-économique et l'analyse macro-économique […] »

Jusqu'à récemment, un bon nombre de théoriciens macro-économistes renonçaient à toute velléité d'établir des connections micro-économiques. La nouvelle littérature développée ces dernières années cherche à satisfaire cet objectif en suivant des lignes principalement statiques, à savoir une analyse des choix théoriques censés guider les agents économiques dans leurs décisions relatives aux prix, aux genres de production, aux opportunités d'emploi, les quantités micro-économiques étant alors additionnées pour former des agrégats macro-économiques.

Les Autrichiens, suivant les suggestions de Mises, ont tenté une analyse nettement plus dynamique. Le cœur de la procédure du « pas à pas » adoptée par Mises est de démontrer comment les chan-

gements dans les diverses données micro-économiques déclenchent des effets qui se déploient au fil du temps et modifient les actions des individus, lesquelles, à leur tour, produisent des changements non seulement dans les quantités « agrégées » mais aussi dans les *prix relatifs et les structures de production*.

Cela a été clairement expliqué par un autre Autrichien, Oskar Morgenstern. Recourant à l'exemple du processus d'inflation, Morgenstern soutenait que,

> Si rien n'est dit de l'origine de cette monnaie additionnelle, de l'endroit où elle est injectée, de ses différentes magnitudes et de la façon dont elle se diffuse dans l'économie (par quelles voies et à quelle vitesse), on dispose de très peu d'information. La même somme globale aura des conséquences différentes selon qu'elle est injectée via des prêts aux consommateurs ou aux producteurs, via le Ministère de la défense, ou via des allocations chômage, etc. Selon les conditions économiques existantes, chaque point d'injection produira des conséquences différentes pour un même montant agrégé de monnaie, de sorte que l'analyse monétariste devra être combinée avec une analyse détaillée des changements intervenant dans les flux de biens et de services.

Mises et les Autrichiens insistent sur la nécessité d'analyser les phénomènes macro-économiques en termes de processus micro-économiques, ce qui conduisit Schumpeter à conclure que « la méthode des Autrichiens consistant à mettre en lumière les comportements ou décisions des individus et à définir la valeur monétaire d'échange en fonction des biens individuels plutôt qu'en tenant compte du niveau des prix a ses mérites, particulièrement pour l'analyse des processus d'inflation ; elle tend à remplacer une image simple mais inadéquate par une image moins nette mais plus réaliste et porteuse de davantage de résultats. »

L'importance d'une telle approche, il faut le souligner, dépasse le cadre « purement théorique ». Les crises continuelles dans la théorie macro-économique sont dues à la méconnaissance des différentes facettes des dynamiques micro-économiques. Concentrant toute leur attention sur les effets des politiques économiques à l'égard de la demande « totale », de l'emploi « agrégé » et du « niveau général des prix », la garde prétorienne de la désormais vieillissante « Nouvelle économie » demeure encore aveugle aux effets pervers des politiques qu'ils préconisent. Des injections monétaires récurrentes par la banque centrale (the Federal Reserve System) ont provoqué des

perturbations dans la structure des prix, créé des emplois artificiels et provoqué ainsi un malinvestissement massif du travail et du capital. Les politiques fiscales ont tant faussé les structures d'incitation que le niveau d'épargne des Américains est parmi les plus bas du monde occidental. Quant aux couches d'interventions et de réglementations superposées au fil du temps, elles ont sévèrement réduit l'utilisation effective de la capacité productive existante et rétréci le champ des opportunités ouvertes aux innovations entrepreneuriales.

Les temps présents semblent cependant offrir une possibilité de changement. Le keynésianisme orthodoxe est tombé en discrédit, le marché libre suscite de plus en plus l'intérêt et la sympathie des économistes, et le public se sent de plus en plus préoccupé par l'étendue des interventions étatiques dans les affaires sociales et économiques ; un changement de tendance semble possible.

V

Écrit par l'une des figures les plus remarquables de la pensée économique du XX^e^ siècle, et traitant de presque tous les problèmes majeurs du moment, le présent volume pourrait constituer un mode d'emploi précieux pour une telle révolution théorique et pratique.

Les essais contenus dans cet ouvrage, dont beaucoup n'avaient jamais été publiés auparavant, abordent une sélection de thèmes majeurs de la pensée misésienne. Ils incluent des discussions sur presque tous les aspects de la théorie sociale et économique jugés par Mises d'une importance capitale. De surcroît ils comportent souvent des illustrations pratiques du système misésien qui ne figurent pas dans ses autres livres.

Les trois premiers essais, sur la « méthode », soulignent avec soin les différences entre les sciences sociales et naturelles, abordent la question de l'importance, pour un système d'analyse social, d'être neutre au point de vue des valeurs, et expliquent la distinction que Mises établissait entre la science de l'action humaine — la *praxéologie* — et les méthodes de l'école historique allemande.

Les cinq essais suivants sur la « monnaie » traitent de la position singulière de la monnaie dans l'échange économique, des distorsions causées sur l'activité économique par l'expansion monétaire et des conséquences dévastatrices d'une inflation galopante. L'analyse de Mises sur les limites de toute politique de stabilisation de l'activité économique basée sur le ciblage d'inflation est particulièrement intéressante.

Les quatre essais suivants sur le « commerce » se focalisent sur les distorsions économiques et les inefficacités générées par une politique économique nationaliste. Bien qu'écrits principalement durant les années 1940 et le début des années 1950 ces essais sont plus que jamais d'actualité. Dans un contexte où les pays du tiers-monde poursuivent de manière agressive des politiques d'autosuffisance alimentaire et où les pays industrialisés occidentaux font de plus en souvent le choix du protectionnisme, les avertissements de Mises quant au risque de conflits internationaux et de guerres dans un monde sans liberté du commerce sont particulièrement bienvenus.

Les sept essais portant sur des « comparaisons entre systèmes économiques » analysent les affrontements politico-économiques entre l'ordre de libre marché et la planification centralisée collectiviste. Ils comprennent des études détaillées sur le socialisme, le mouvement coopératiste et le terreau économique sur lequel des conflits de groupes peuvent germer.

Les deux derniers essais, sur les « idées », soulignent qu'en dernière analyse, en politique et en économie, le principal conflit est celui qui oppose, non des nations et des armées, mais les idées qui gouvernent les actions des hommes.

Le célèbre économiste allemand Wilhelm Röpke racontait que la lecture du livre intitulé *Nation, État et économie* (1919) écrit par Mises à l'issue de la Première guerre mondiale avait été pour lui « de bien des manières différentes une réponse apaisante à des questions qui tourmentaient un jeune homme fraîchement revenu des tranchées ». Avec la fin de la suprématie keynésienne et le commencement d'une nouvelle bataille des idées parmi les économistes et les hommes politiques, les écrits de Ludwig von Mises devraient une fois de plus être d'une aide précieuse aux nouvelles générations d'hommes de troupe dans le combat des idées. C'est dans cet esprit que ce volume d'essais intitulé *Monnaie, méthode et processus de marché* est présenté au public.

Richard M. Ebeling
Ancien chargé de cours auprès de Ludwig von Mises

Hillsdale College
Hillsdale, Michigan
Septembre 1989

Partie 1
La méthode

1

Science sociale et science de la nature

Publié pour la première fois dans le *Journal of Social Philosophy and Jurisprudence* 7, numéro 3 (Avril 1942).

I

Les fondations des sciences sociales modernes ont été posées au XVIII[e] siècle. Jusqu'à cette époque nous ne trouvons que l'Histoire. Bien sûr les écrits des historiens sont pleins d'insinuations qui prétendent valoir pour toute action humaine quels que soient le moment et le milieu, et même quand ils ne mettent pas en avant de telles thèses ils basent forcément leur compréhension des faits et leur interprétation sur des hypothèses de ce type. Mais aucune tentative n'était faite pour clarifier ces suppositions implicites par une analyse spécifique.

Par ailleurs la croyance dominante dans le champ de l'action humaine était que l'on ne peut utiliser de critère autre que celui du bien et du mal. Si une politique ne parvenait pas à sa fin, son échec était attribué à l'insuffisance morale de l'homme ou à la faiblesse du gouvernement. Avec des hommes bons et des gouvernements forts tout semblait possible.

Puis, au cours du XVIII[e] siècle, survint un changement radical. Les fondateurs de l'économie politique découvrirent une régularité dans le fonctionnement du marché. Ils découvrirent qu'à tout état du marché correspondait une certaine structure de prix et qu'une tendance à restaurer cet état se manifestait à chaque fois que quelque chose essayait de la modifier. Cette prise de conscience ouvrit un nouveau chapitre dans les sciences. Les gens se mirent à comprendre avec étonnement que les actions humaines pouvaient être un objet d'étude de points de vue autres que celui du jugement moral. Ils furent obligés de reconnaître une régularité qu'ils comparèrent à celles dont ils avaient déjà l'habitude dans le domaine des sciences de la nature.

Depuis l'époque de Cantillon, de Hume, des Physiocrates et d'Adam Smith, la théorie économique a fait des progrès continus — bien que non constants. Au cours de ce développement elle est devenue bien plus qu'une théorie du fonctionnement du marché dans le cadre d'une société basée sur la propriété privée des moyens de

production. C'est depuis un certain temps une théorie générale de l'action humaine, des choix et des préférences des hommes.

II

Les éléments de la connaissance sociale sont abstraits et irréductibles à de quelconques images concrètes pouvant être appréhendées par les sens. Pour les rendre plus faciles à visualiser certains aiment recourir au langage métaphorique. Pendant un temps les métaphores biologiques étaient très populaires. Il y avait des écrivains qui poussèrent cette métaphore à des extrémités ridicules. Il suffira de citer le nom de Lilienfeld[1].

Aujourd'hui la métaphore mécanique est bien plus utilisée. La base théorique de son emploi se trouve dans la vision positiviste des sciences sociales. Le positivisme écartait joyeusement tout ce que l'Histoire et l'économie enseignaient. L'Histoire, à ses yeux, n'est tout simplement pas une science ; et l'économie est un type particulier de métaphysique. À la place des deux le positivisme postule une science sociale qu'il faudrait bâtir par la méthode expérimentale comme la physique newtonienne l'a fait de manière idéale. L'économie doit être expérimentale, mathématique et quantitative. Son objet est de mesurer parce que la science est la mesure. Toute affirmation doit être susceptible de vérification par les faits.

Chaque affirmation de cette épistémologie est erronée.

Les sciences sociales en général et l'économie en particulier ne peuvent pas se baser sur l'expérience au sens où ce terme est employé dans les sciences de la nature. L'expérience sociale est une expérience historique. Bien entendu toute expérience est expérience d'une chose passée. Mais ce qui distingue l'expérience sociale de celle qui forme la base des sciences de la nature est qu'il s'agit toujours de l'expérience d'un ensemble complexe de phénomènes. L'expérience à laquelle les sciences de la nature doivent toutes leurs

[1] Cf. par exemple *La Pathologie Sociale* de Paul von Lilienfeld (Paris, 1896). [« Quand un gouvernement emprunte de l'argent à la maison Rothschild, la sociologie organique se représente l'opération de la façon suivante : « La maison Rothschild agit, dans cette occasion, parfaitement en analogie avec l'action d'un groupe de cellules qui, dans le corps humain, coopèrent à la production du sang nécessaire à l'alimentation du cerveau dans l'espoir d'en être indemnisées par une réaction des cellules de la substance grise dont ils ont besoin pour s'activer de nouveau et accumuler de nouvelles énergies. » (*Ibid.*, p. 104). Telle est la méthode qui affirme d'elle-même qu'elle est bâtie sur « un sol ferme » et explore « le devenir des phénomènes pas à pas en allant du simple au complexe. » cité dans Ludwig von Mises, *Le Socialisme,* Librairie de Médicis, 1952, p. 332, note 1. (Remarque ajoutée dans l'édition américaine).

succès est l'expérience de l'expérimentation[1]. Lors des expérimentations les différents éléments du changement sont observés de façon isolée. Le contrôle des conditions du changement fournit à l'expérimentateur la possibilité d'attribuer à chaque effet sa cause suffisante. Sans se soucier du problème philosophique sous-jacent il procède en amassant des « faits ». Ces faits sont les briques que le scientifique utilise pour construire ses théories. Ils constituent le seul matériau à sa disposition. Sa théorie ne doit pas être en contradiction avec ces faits. Ce sont les choses ultimes.

Les sciences sociales ne peuvent pas faire usage d'expérimentations. L'expérience à laquelle elles ont affaire est expérience de phénomènes complexes. Elles sont dans la position où serait l'acoustique si le seul matériau du scientifique était l'interprétation d'un concerto ou le bruit d'une chute d'eau. Il est à la mode de nos jours de qualifier de laboratoires les bureaux statistiques. Ceci est trompeur. Le matériau que fournissent les statistiques est historique, ce qui veut dire le résultat d'un ensemble complexe de plusieurs forces. Les sciences sociales ne bénéficient pas de l'avantage de pouvoir observer les conséquences du changement d'un seul élément, les autres conditions restant constantes.

Il s'ensuit que les sciences sociales ne peuvent jamais utiliser l'expérience pour vérifier leurs énoncés. Chaque fait et chaque expérience que nous avons à traiter est ouvert à diverses interprétations. Bien entendu l'expérience d'un ensemble complexe de phénomènes ne peut jamais prouver ou réfuter une affirmation à la manière dont une expérimentation prouve ou réfute. Nous n'avons aucune expérience historique dont le sens est jugé pareillement par tous. Il n'y a pas de doute que jusqu'à présent dans l'Histoire seules les nations qui ont basé leur ordre social sur la propriété privée des moyens de production ont atteint un stade relativement élevé de bien-être et de civilisation. Néanmoins personne ne considérerait qu'il s'agit d'une réfutation incontestable des théories socialistes. Dans le domaine des sciences de la nature il y a aussi des avis différents concernant l'interprétation des faits complexes. Mais la liberté d'explication est limitée dans ce cas par la nécessité de ne pas contredire les affirmations vérifiées de façon satisfaisante lors des expérimentations. Dans l'interprétation des faits sociaux on ne rencontre pas de limites de ce genre. On pourrait tout affirmer sur elles, si nous n'étions pas contraints par les limites de principes dont la nature logique sera abor-

[1] Le texte anglais de Mises utilise les mots « experience » et « experiment ». Le premier terme a été traduit par « expérience » (connaissance) et le second par « expérimentation » (expérience de laboratoire) pour éviter la confusion. NdT.

dée plus loin. Nous devons toutefois mentionner ici que toute discussion concernant la signification de l'expérience historique se transforme en une discussion sur ces principes en abandonnant toute référence supplémentaire à l'expérience. Les gens peuvent commencer par débattre de la leçon à tirer d'une taxe sur les importations ou du système soviétique russe ; ils se retrouveront vite en train de discuter de la théorie générale du commerce interrégional ou de la théorie non moins pure du socialisme et du capitalisme.

L'impossibilité de l'expérimentation signifie en même temps impossibilité de mesure. Le physicien doit traiter de grandeurs et de relations numériques parce qu'il a le droit de faire l'hypothèse que certaines relations invariables entre les propriétés physiques demeurent. L'expérimentation lui fournit les valeurs numériques à leur donner. Pour le comportement humain il n'existe pas de relations constantes de ce genre, il n'y a pas d'étalon pouvant être utilisé pour mesurer et il n'y a pas d'expérimentations pouvant établir une uniformité de ce type.

Ce que le statisticien établit en étudiant les relations entre les prix et l'offre ou entre l'offre et la demande n'a qu'une importance historique. S'il détermine qu'une hausse de 10 % de l'offre de pommes de terre dans l'Atlantide entre les années 1920 et 1930 a été suivie d'une baisse du prix des pommes de terre de 8 %, il ne dit rien du tout sur ce qui s'est passé ou pourrait se passer pour un changement de l'offre de pommes de terre dans un autre pays ou à un autre moment. Des mesures comme celles de l'élasticité de la demande ne peuvent pas être comparées avec la mesure du physicien, par exemple sur la densité ou la masse spécifique des atomes. Tout le monde se rend naturellement compte que le comportement des hommes concernant les pommes de terre et tous les autres biens varie. Des individus différents donnent une valeur différente aux mêmes choses, et le jugement change aussi pour le même individu quand les conditions changent. Nous ne pouvons pas ranger les individus dans des classes dont tous les membres réagiraient de la même façon et ne pouvons pas déterminer les conditions qui aboutissent à la même réaction. Dans ces circonstances nous devons comprendre que l'économiste statisticien est un historien et non un expérimentateur. Pour les sciences sociales la statistique constitue une méthode de recherche historique.

Dans toute science les considérations qui conduisent à la formulation d'une équation sont de nature non mathématique. La formulation de l'équation revêt une importance pratique parce que les relations constantes qu'elle comprend sont établies de façon expérimentale et parce qu'il est possible d'introduire des valeurs spéci-

fiques connues dans la fonction déterminant ces inconnues. Ces équations sont ainsi à la base de la conception technique ; elles ne sont pas seulement le couronnement de l'analyse théorique mais aussi le point de départ du travail pratique. Mais en économie, où il n'y a pas de relations constantes entre les grandeurs, les équations n'ont aucune application pratique. Même si nous pouvions écarter toutes les objections concernant leur formulation, nous devrions encore comprendre qu'elles n'ont aucune utilité pratique.

Mais l'objection principale que nous devons faire au traitement mathématique des problèmes économiques vient d'ailleurs : il ne traite en réalité pas de la réalité des actions humaines mais d'un concept fictif que l'économiste construit uniquement pour des raisons utilitaires. Je veux parler du concept d'équilibre statique.

Afin de pouvoir appréhender les conséquences du changement et la nature du profit dans une économie de marché, l'économiste construit un système fictif où il n'y a aucun changement. Aujourd'hui est pareil à hier et demain sera comme aujourd'hui. Il n'y a pas d'incertitude sur l'avenir et l'activité ne comporte par conséquent aucun risque. Sans tenir compte de l'intérêt, la somme des prix des facteurs de production complémentaires est exactement égale au prix du produit, ce qui signifie qu'il n'y a plus de place pour le profit. Mais ce concept fictif n'est pas seulement irréalisable dans la vie réelle : il ne peut même pas être poussé de manière cohérente jusqu'à ses dernières conclusions. Les individus de ce monde fictif n'agiraient pas, ils n'auraient pas à faire de choix, ils se contenteraient de végéter. Il est vrai que l'économie, précisément parce qu'elle ne peut pas faire d'expérimentations, est obligée d'utiliser ce concept fictif ainsi que d'autres du même type. Mais son usage devrait se limiter aux buts pour lesquels il est conçu. Le but du concept d'équilibre statique est d'étudier la nature des relations entre les coûts et les prix et donc la nature du profit. En dehors de cela il est inapplicable et s'en servir est inutile.

Or tout ce que les mathématiques peuvent faire dans le domaine des études économiques est de décrire un équilibre statique. Les équations et les courbes d'indifférence se réfèrent à un état fictif des choses qui n'existe jamais nulle part. Ce qu'elles permettent c'est une expression mathématique de la définition de l'équilibre statique. Comme les économistes mathématiciens partent de l'idée préconçue que l'économie devrait être étudiée en termes mathématiques, ils considèrent l'étude de l'équilibre statique comme le monde de l'économie. La nature purement instrumentale de ce concept a été éclipsée par cette préoccupation.

Les mathématiques ne peuvent bien sûr rien nous dire sur la façon dont cet équilibre statique pourrait être atteint. La détermination mathématique de la différence entre une situation réelle et la situation d'équilibre ne remplace pas la méthode avec laquelle les économistes logiques ou non mathématiciens nous font comprendre la nature des actions humaines qui aboutiraient nécessairement à l'équilibre si aucun autre changement ne se produisait dans les données.

Les travaux sur l'équilibre statique constituent un malencontreux refus d'étudier les principaux problèmes économiques. La valeur pragmatique de ce concept d'équilibre ne doit pas être sous-estimée mais c'est un instrument ne permettant de résoudre qu'un seul problème. En tout état de cause la construction mathématique de l'équilibre statique n'est que secondaire en économie.

La situation est semblable pour l'utilisation des courbes. Nous pouvons représenter le prix d'un bien comme le point d'intersection de deux courbes, la courbe de demande et la courbe d'offre. Mais nous devons comprendre que nous ne savons rien sur l'allure de ces courbes. Nous connaissons *a posteriori* les prix, que nous supposons être les points d'intersection, mais nous ne connaissons pas la forme de la courbe soit à l'avance, soit pour le passé. La représentation des courbes n'est donc rien de plus qu'un moyen didactique permettant de rendre la théorie graphique et donc plus facilement compréhensible.

L'économiste mathématicien est enclin à considérer le prix soit comme une mesure de la valeur, soit comme l'équivalent du bien. Nous devons répondre à cela que les prix ne sont pas mesurés en monnaie mais qu'ils sont le montant de monnaie échangé contre un bien. Le prix n'est pas l'équivalent du bien. Un achat se produit uniquement quand l'acheteur estime que le bien vaut plus que le prix et que le vendeur estime qu'il vaut moins. Personne n'a le droit d'écarter ce fait et de supposer une équivalence là où il y a une différence de jugements de valeur. Quand l'une des parties considère le prix comme équivalent au bien aucune transaction n'a lieu. Nous pouvons dire en ce sens que toute transaction est une « occasion » pour les deux parties.

III

Les physiciens considèrent l'objet de leurs études de l'extérieur. Ils n'ont aucune connaissance sur ce qui se passe à l'intérieur, dans « l'âme », d'une pierre qui tombe. Mais ils ont la possibilité d'observer la chute d'une pierre au cours d'expérimentations et de découvrir par là ce qu'ils appellent les lois de la chute des corps. A

partir des résultats d'une connaissance expérimentale de ce type, ils échafaudent leurs théories en allant du particulier au plus général, du concret au plus abstrait.

L'économie traite des actions humaines et non, comme on le dit parfois, des biens, des quantités économiques ou des prix. Nous n'avons pas le pouvoir de faire une expérimentation avec les actions humaines. Mais nous avons, êtres humains nous-mêmes, une connaissance de ce qui se passe à l'intérieur de l'homme qui agit. Nous ne savons rien sur le sens que les agents attachent à leurs actions. Nous savons pourquoi les hommes désirent échanger les conditions de leur vie. Nous ne savons rien du malaise qui constitue la raison finale des changements que suscitent les hommes. Un homme parfaitement satisfait ou un homme qui bien qu'insatisfait ne voit aucun moyen d'améliorer sa condition n'agirait pas du tout.

L'économiste est ainsi déjà, comme le dit Cairnes, dès le début de ses recherches en possession des principes ultimes gouvernant les phénomènes qui forment l'objet de son étude, alors que l'humanité n'a pas de connaissance directe des principes physiques ultimes[1]. C'est là que réside la différence radicale entre les sciences sociales (les sciences morales, *Geisteswissenschaften*) et les sciences de la nature. Ce qui permet la science de la nature est le pouvoir de l'expérimentation, ce qui permet la science sociale est le pouvoir d'appréhender ou de comprendre le sens de l'action humaine.

Nous devons distinguer deux modes très différents de compréhension de la signification de l'action : nous la concevons et nous la comprenons. Nous concevons le sens d'une action, c'est-à-dire que nous prenons une action en tant que telle. Nous voyons dans l'action une tentative de parvenir à un but par l'utilisation de moyens. En concevant le sens d'une action nous la considérons comme une tentative intentionnelle d'atteindre un certain but, mais nous ne prenons pas en compte la qualité des fins choisies et des moyens utilisés. Nous concevons l'activité en tant que telle, ses qualités et ses catégories logiques (praxéologiques). La seule chose que nous faisons dans le fait de concevoir est de mettre en lumière par l'analyse déductive tout ce qui est contenu dans le premier principe de l'action et de l'appliquer aux différents types de conditions imaginables. Cette étude relève de la science théorique de l'action humaine (la praxéologie) et en particulier de sa branche jusqu'à présent la mieux développée, l'économie (la théorie économique).

[1] John E. Cairnes, *The Character and Logical Method of Political Economics* [1875] (New York : Augustus M. Kelley, 1965), pp. 89-97. (Note de l'édition américaine).

L'économie ne se base donc pas sur l'expérience et elle n'en découle pas (on ne la tire pas de l'expérience). C'est un système déductif, qui part de l'appréhension des principes de la raison et du comportement humains. En fait toute notre expérience dans le champ de l'action humaine est basée sur le fait que nous avons cette compréhension dans notre esprit et sommes conditionnés par cela. Sans cette connaissance a priori et les théorèmes qui en découlent, nous ne pourrions pas le moins du monde comprendre ce qui se passe dans l'activité humaine. Notre expérience de l'action humaine et de la vie sociale repose sur la théorie praxéologique et économique.

Il est important de prendre conscience du fait que cette procédure et cette méthode ne sont pas particulières à la seule recherche scientifique mais constituent la façon quotidienne ordinaire d'appréhender les faits sociaux. Ces principes a priori et les déductions qu'on en tire sont utilisés non seulement par l'économiste professionnel mais par tous ceux qui traitent des faits et des problèmes économiques. Le profane ne procède pas de façon significativement différente de celle du scientifique ; il est seulement parfois moins critique, moins scrupuleux en examinant chaque maillon de la chaîne de déductions et est donc parfois plus sujet à l'erreur. Il suffit d'observer la moindre discussion sur les problèmes économiques actuels pour comprendre que son déroulement se transforme très vite en une analyse des principes abstraits ne faisant aucune référence à l'expérience. Vous ne pouvez ainsi pas discuter du système soviétique sans retomber dans un débat sur les principes généraux du capitalisme et du socialisme. Vous ne pouvez pas discuter d'une loi sur les salaires et les horaires sans retomber sur la théorie des salaires, des profits, des intérêts et des prix, c'est-à-dire sur la théorie générale d'une société de marché. Le « fait brut » — laissons de côté la question épistémologique de savoir si une telle chose peut exister — est susceptible d'être interprété différemment. Ces interprétations réclament une explication à partir d'une analyse théorique.

Non seulement l'économie ne découle pas de l'expérience, mais il est même impossible de vérifier ses théorèmes en en appelant à cette dernière. Toute expérience de phénomènes complexes, nous devons le répéter, peut être et est expliquée de différentes façons. Les mêmes faits et les mêmes chiffres statistiques sont invoqués comme conformation de leurs dires par des théories contradictoires.

Il est instructif de comparer la technique suivant laquelle les sciences traitent de l'expérience avec celle des sciences de la nature. Nous avons de nombreux livres d'économie qui, après avoir développé une théorie, ajoutent des chapitres dans lesquels ils tentent de vérifier la théorie développée en en appelant aux faits. Ce n'est pas la

façon de procéder du spécialiste des sciences de la nature. Celui-ci part de faits expérimentaux établis et construit sa théorie en les utilisant. Si sa théorie permet de tirer une prédiction sur un point non encore découvert dans les expérimentations il décrit le type d'expérimentation qui serait cruciale pour sa théorie : la théorie semble être vérifiée si les résultats sont conformes à la prédiction. Il s'agit de quelque chose de radicalement différent, de fort différent, de l'approche des sciences sociales.

Pour confronter la théorie à la réalité nous n'avons pas besoin d'essayer d'expliquer de manière superficielle des faits interprétés différemment par d'autres personnes de sorte qu'ils semblent vérifier notre théorie. Cette procédure douteuse n'est pas une façon permettant d'avoir une discussion raisonnable. Ce que nous devons faire est la chose suivante : nous devons nous demander si les circonstances particulières de l'action que nous avons supposée dans notre raisonnement correspondent à celles où nous nous trouvons dans la partie de la réalité étudiée. Une théorie de la monnaie (ou plutôt de l'échange indirect) est correcte ou non sans qu'il y ait besoin de se référer à la question de savoir si le système économique réel étudié utilise l'échange indirect ou se contente du troc.

La méthode utilisée dans ces considérations théoriques a priori est la méthode des constructions spéculatives. L'économiste — ainsi que le profane dans son raisonnement économique — construit l'image d'un état de choses inexistant. Le matériau de construction est tiré d'une compréhension des conditions de l'action humaine. Que l'état de choses que ces constructions spéculatives dépeignent corresponde ou non à la réalité n'a pas d'importance quant à leur efficacité instrumentale. Même des constructions irréalisables peuvent rendre de grands services en nous donnant l'occasion de saisir ce qui les rend irréalisables et sur quel point elles diffèrent de la réalité. La construction spéculative d'une communauté socialiste est indispensable au raisonnement économique en dehors du fait de savoir si une telle société pourrait ou non être réalisée.

L'une des constructions spéculatives les mieux connues et les plus fréquemment employées est celle de l'état d'équilibre statique mentionné plus haut. Nous sommes parfaitement conscients du fait que cet état ne pourra jamais être réalisé. Mais nous ne pouvons pas étudier les implications des changements sans imaginer un monde sans changement. Aucun économiste moderne ne niera que l'utilisation de ce concept spéculatif ait rendu des services inestimables dans l'explication de la nature des pertes et des profits de l'entrepreneur et dans celle de la relation entre les coûts et les prix.

Tout notre raisonnement économique fonctionne avec ces concepts spéculatifs. Il est vrai que la méthode a ses dangers : elle donne facilement l'occasion de faire des erreurs. Mais nous devons l'utiliser parce que c'est la seule méthode disponible. Bien entendu nous devons faire très attention en l'employant.

À la question évidente : « Comment une déduction purement logique à partir de principes a priori peut-elle nous dire quelque chose sur la réalité ? », nous devons répondre que la pensée et l'action humaines ont toutes deux la même origine en ce qu'elles sont toutes deux des produits de l'esprit humain. Les résultats corrects de notre raisonnement aprioriste ne sont donc pas seulement logiquement irréfutables mais en même temps applicables avec une certitude apodictique totale à la réalité à condition que les hypothèses faites correspondent à la réalité. La seule façon de refuser une conclusion de l'économie est de démontrer qu'elle contient une erreur logique. Savoir si les résultats obtenus s'appliquent à la réalité est une autre question. Ceci ne peut être tranché qu'en démontrant que les hypothèses sous-jacentes ont ou non une contrepartie dans la réalité que nous désirons expliquer.

La relation entre expérience historique — car toute expérience économique est historique au sens où elle est expérience d'une chose passée — et la théorie économique est par conséquent différente de celle habituellement supposée. La théorie économique ne découle pas de l'expérience. C'est au contraire l'outil indispensable pour appréhender l'histoire économique. L'histoire économique ne peut ni prouver ni réfuter les enseignements de la théorie économique. C'est au contraire la théorie économique qui nous permet de concevoir les faits économiques du passé.

IV

Mais afin de nous orienter dans le monde des actions humaines nous avons besoin de faire plus que de saisir le sens de l'action humaine. À la fois l'agent et l'historien qui se contente d'observer ne doivent pas seulement comprendre les concepts de l'action telle que l'économie les conçoit ; ils doivent en outre comprendre intuitivement [au sens bergsonien du terme] (*verstehen*) le sens du choix humain.

Cette compréhension intuitive de la signification de l'action constitue la méthode spécifique de la recherche historique. L'historien doit établir les faits autant que possible en utilisant tous les moyens fournis par les sciences théoriques de l'action humaine — la praxéologie et l'économie qui est sa branche jusqu'ici la mieux

développée — et des sciences de la nature. Mais il doit ensuite aller plus loin. Il doit étudier les conditions particulières et uniques du cas en question. *Individuum est ineffabile*. L'individualité est donnée à l'historien, c'est précisément cela qui ne peut pas être entièrement expliqué et que l'on ne peut pas faire remonter à d'autres entités. En ce sens l'individualité est irrationnelle. Le but de la compréhension intuitive particulière qu'emploient les disciplines historiques est de saisir le sens de la nature individuelle par un processus psychologique. Elle montre que nous sommes face à quelque chose d'unique. Elle fixe les jugements de valeurs, les buts, les théories, les croyances et les erreurs, en un mot toute la philosophie des agents individuels et la façon dont ils regardaient les conditions dans lesquelles ils devaient agir. Elle nous plonge au milieu de l'action. Bien entendu cette compréhension intuitive spécifique ne peut pas être séparée de la philosophie de l'interprète. Le degré d'objectivité scientifique qui peut être atteint dans les sciences de la nature et dans les sciences aprioristes de la logique et de la praxéologie ne peut jamais être atteint par les sciences morales ou historiques (*Geisteswissenschaften*) dans le domaine de la compréhension intuitive. On peut interpréter de différentes manières. L'Histoire peut être écrite de différents points de vue. Les historiens peuvent être d'accord sur tout ce qui peut être établi de manière rationnelle et néanmoins se trouver en grand désaccord quant à leurs interprétations. L'Histoire doit par conséquent toujours être réécrite. Les nouvelles philosophies réclament une nouvelle représentation du passé.

La compréhension intuitive des sciences historiques n'est pas un acte de pure rationalité. C'est une reconnaissance du fait que la raison a épuisé toutes ses ressources et que nous ne pouvons rien faire de plus que d'essayer autant que nous le pouvons de donner une explication de quelque chose d'irrationnel qui résiste à la description exhaustive et exceptionnelle. Voilà les tâches que doit accomplir la compréhension intuitive. Il s'agit néanmoins d'un outil logique et elle devrait être employée en tant que telle. Il ne faut jamais en abuser dans le seul but de passer en fraude l'obscurantisme, le mysticisme et autres éléments similaires dans les travaux historiques. Ce n'est pas une carte blanche accordée au non sens.

Il est nécessaire de souligner ce point parce qu'il arrive parfois que les abus d'un certain type d'historicisme soient justifiés par un appel à une « intuition » mal interprétée. Le raisonnement de la logique, de la praxéologie et des sciences de la nature ne peut en aucune circonstance être réfuté par la compréhension intuitive. Aussi fortes que puissent être les preuves apportées par les sources historiques, et aussi compréhensible soit un fait du point de vue des

théories de son époque, s'il ne rentre pas dans le cadre de nos connaissances rationnelles actuelles, nous ne pouvons pas l'accepter. L'existence des sorcières et la pratique de la sorcellerie sont abondamment attestées par des comptes rendus légaux ; mais nous ne les accepterons pas. Les jugements de nombreux tribunaux affirment que certaines personnes ont dévalorisé la monnaie d'un pays en déséquilibrant la balance des paiements ; nous ne croirons cependant pas que de telles actions puissent avoir ces effets.

Il n'est pas du rôle de l'Histoire de reproduire le passé. Tenter de le faire serait futile et nécessiterait une duplication humainement impossible. L'Histoire est une représentation du passé en termes de concepts. Les concepts spécifiques de la recherche historiques sont les concepts-types. Ces types de la méthode historique ne peuvent être créés qu'en utilisant la compréhension intuitive et n'ont de sens que dans le cadre de l'intuition à laquelle ils doivent leur existence. On ne peut par conséquent pas considérer comme utile à l'intuition n'importe quel concept-type logiquement acceptable. Une classification est acceptable sur le plan logique si tous les éléments d'une classe se caractérisent par un trait commun. Les classes n'existent pas dans la réalité, elles sont toujours le produit d'un esprit qui découvre en observant les choses des similitudes et des différences. C'est une autre question de savoir si une classification logiquement acceptable et basée sur des considérations solides peut être utilisée pour expliquer une donnée précise. Il n'y a par exemple aucun doute qu'un type ou une classe « fascisme » regroupant non seulement le fascisme italien mais aussi le nazisme allemand et le système espagnol du général Franco, le système hongrois de l'amiral Horthy et quelques autres systèmes peut être construit de manière logiquement acceptable et qu'on peut lui opposer un type appelé « bolchevisme » qui comprendrait le bolchevisme russe, le système de Bela Kun en Hongrie et le bref intermède soviétique de Munich. Mais savoir si cette classification et la déduction qu'on en tire suivant laquelle le monde des vingt dernières années se diviserait en deux camps, les fascistes et les bolcheviques, est la bonne façon pour comprendre la situation politique actuelle est une question dont on peut discuter. Il est possible de comprendre cette période de l'Histoire d'une manière très différente en utilisant d'autres types. Vous pouvez faire une distinction entre la démocratie et le totalitarisme et faire rentrer dans le type « démocratie » le système capitaliste occidental et dans le type « totalitarisme » à la fois le bolchevisme et ce que l'autre classification qualifie de fascisme. Le fait que vous appliquiez l'une ou l'autre des typologies dépend de la façon dont vous voyez l'ensemble des

choses. C'est l'intuition qui décide de la classification à employer, et non la classification qui décide de l'intuition.

Les concepts-types des sciences morales et historiques (*Geisteswissenschaften*) ne sont pas des moyennes statistiques. La plupart des traits utilisés pour la classification ne sont pas objet de détermination numérique et ceci rend à lui seul impossible de construire des moyennes statistiques basées sur eux. Ces concepts-types (en Allemand on utilise le terme *Ideal-Typus* afin de les distinguer des concepts-types des autres sciences, en particulier de ceux de la biologie) ne doivent pas être confondus avec les concepts praxéologiques utilisés pour concevoir les catégories de l'action humaine. Par exemple le concept d' « entrepreneur » est utilisé par la théorie économique pour désigner une fonction spécifique, qui est la prise en compte d'un futur incertain. À cet égard tout le monde doit dans une certaine mesure être considéré comme un entrepreneur. Bien entendu il ne revient pas à la théorie économique de distinguer des hommes dans cette classification, mais d'y distinguer des fonctions et d'expliquer les sources du profit et des pertes. L'entrepreneur est en ce sens l'incarnation de la fonction qui aboutit à des pertes ou à des profits. En histoire économique et dans le traitement des problèmes économiques actuels le terme « entrepreneur » signifie une classe d'individus qui participent aux affaires mais qui peuvent à de nombreux autres égards être tellement différents que le terme général d'entrepreneur semble ne pas avoir de sens et qu'il n'est utilisé qu'avec une restriction spéciale, par exemple de la grande (ou moyenne ou petite) industrie, de « Wall Street », de l'industrie de l'armement, de l'industrie allemande, etc. Le type entrepreneur qu'utilisent l'Histoire et la politique ne peuvent jamais avoir la précision conceptuelle qu'a le concept praxéologique d'entrepreneur. Vous ne rencontrerez jamais dans la vie des gens n'incarnant qu'une fonction unique[1].

V

Les remarques précédentes justifient la conclusion suivante : il y a une différence radicale entre les méthodes des sciences sociales et celles des sciences de la nature. Les sciences sociales doivent leur progrès à l'usage de leurs méthodes spécifiques et doivent continuer

[1] Pour être complet nous devons faire remarquer qu'il existe un troisième usage du terme entrepreneur en droit, usage qu'il faut distinguer soigneusement des deux autres mentionnés plus haut.

selon les voies que réclame la nature particulière de leur objet. Elles ne doivent pas adopter les méthodes des sciences de la nature.

C'est une erreur de recommander aux sciences sociales d'utiliser les mathématiques et de croire qu'elles pourraient de cette façon devenir plus « exactes ». L'application des mathématiques ne rend pas la physique plus exacte et plus certaine. Citons la remarque d'Einstein : « Dans la mesure où les propositions mathématiques se réfèrent à la réalité elles ne sont pas certaines et dans la mesure où elles sont certaines elles ne se réfèrent pas à la réalité. » Il en va différemment avec les propositions praxéologiques. Celles-ci se réfèrent avec toute leur exactitude et toute leur certitude à la réalité de l'action humaine. L'explication de ce phénomène réside dans le fait que les deux — la science de l'action humaine et l'action humaine elle-même — ont une racine commune : la raison humaine. Ce serait une erreur de penser que l'approche quantitative pourrait les rendre plus exactes. Toute expression numérique est inexacte à cause des limites inhérentes du pouvoir de mesure humain. Pour le reste nous devons renvoyer à ce qui a été dit plus haut sur la nature purement historique des expressions quantitatives dans le domaine des sciences sociales.

Les réformateurs souhaitant améliorer les sciences sociales par l'adoption des méthodes des sciences de la nature essaient parfois de justifier leurs efforts en attirant l'attention sur le retard des premières. Personne ne niera que les sciences sociales et l'économie en particulier soient loin d'être parfaites. Tout économiste sait combien il reste à faire. Mais deux considérations doivent demeurer à l'esprit. Premièrement, l'actuel état insatisfaisant de la situation économique et sociale n'a rien à voir avec une prétendue insuffisance de la théorie économique. Si les gens n'utilisent pas les renseignements de l'économie comme guide pour leurs politiques, ils ne peuvent pas mettre sur le dos de la discipline leur propre échec. Deuxièmement, s'il peut un jour sembler nécessaire de réformer de manière radicale la théorie économique, ce changement ne prendra pas la direction suggérée par les critiques actuels. Leurs objections ont été à tout jamais profondément réfutées.

2

Le traitement de « l'irrationnel » dans les sciences sociales

Publié pour la première fois dans *Philosophy and Phenomenological Research*, numéro 4 (Juin 1944).

I

L'une des manifestations de l'actuelle « révolte contre la raison » est la tendance à critiquer les sciences sociales pour être purement rationnelles. La vie et la réalité, disent les critiques, sont irrationnelles : il est tout à fait erroné de les traiter comme si elles étaient rationnelles et ouvertes à une interprétation par le biais du raisonnement. Le rationalisme ne fixe son attention que sur des questions secondaires : ses connaissances sont superficielles et manquent de profondeur, il n'entre pas dans l'essence des choses. C'est une absurdité de faire entrer de force dans d'arides plans rationnels, dans des abstractions exsangues la grande variété des phénomènes du vivant. Ce qu'il faudrait, c'est une science de l'irrationnel et une science irrationnelle.

La cible principale de ces attaques est la science théorique de l'action humaine, la praxéologie, et plus particulièrement sa branche jusqu'ici la mieux développée, l'économie ou catallaxie. Mais elles portent aussi sur la discipline historique.

Il faut se rendre compte que ce sont des motivations politiques qui ont suscité cette tempête. Les partis politiques et les groupes de pression dont les programmes ne peuvent pas résister à une critique basée sur le raisonnement impartial se raccrochent désespérément à un semblant d'espoir via une telle évasion. La science n'a toutefois pas le droit d'écarter une objection quelconque uniquement en raison des motivations qui l'ont suscitée ; elle n'a pas le droit de présumer à l'avance qu'une réprobation doit nécessairement être sans fondement parce que certains de ses partisans sont imbus d'un préjugé partisan. Elle est obligée de répondre à toute critique sans s'occuper de ses motivations sous-jacentes et de son origine.

La remise en cause de la raison et de la rationalité n'est pas née en Allemagne. Comme toutes les autres doctrines et philosophies elle trouve son origine en Europe occidentale. Mais elle a davantage prospéré sur le sol allemand que partout ailleurs. Elle fut pendant longtemps la doctrine officielle des universités prussiennes. Elle a

façonné la mentalité allemande actuelle et les philosophes nazis l'ont fièrement baptisée « philosophie sociale allemande ». Les *Staatswissenschaften* allemandes ont récusé toute l'économie comme produit fallacieux de l'esprit britannique et autrichien et les historiens allemands ont dénigré les réussites de l'historiographie occidentale. Nous ne devons cependant pas oublier qu'une longue lignée de philosophes et d'historiens allemands ont brillamment réussi à élucider les problèmes épistémologiques de l'Histoire[1]. Bien entendu, aucune place n'est donnée dans le Panthéon de l'Allemagne actuelle à ceux à qui nous devons ces contributions.

Il serait logique de donner, au début d'une étude consacrée aux problèmes du « rationnel » et de « l'irrationnel », une définition précise des deux termes. Mais il est impossible de se conformer à cette exigence légitime. Le fait que les objections dont nous devons parler utilisent les termes de manière vague et ambiguë est précisément un de leur trait caractéristique. Elles prétendent que la précision et la rigueur logique seraient des moyens inadaptés pour appréhender la vie et la réalité et pratiquent délibérément l'obscurité. Elles ne recherchent pas la clarté mais la profondeur (*Tiefe*). Elles sont fières d'être imprécises et de parler par métaphores.

Le problème que nous avons à étudier est le suivant : Est-il vrai ou non que les sciences sociales se sont égarées parce qu'elles utilisent le raisonnement discursif ? Devons-nous chercher d'autres voies d'approche que celles offertes par le raisonnement et l'expérience historique ?

II

Le domaine des sciences sociales est celui de l'action humaine. L'histoire traite des événements passés, les présentant sous divers aspects. Elle comprend l'histoire proprement dite, la philologie, l'ethnologie ; l'anthropologie est une branche de l'histoire dans la mesure où elle ne fait pas partie de la biologie ainsi que la psychologie, dans la mesure où elle n'est ni de la physiologie, ni de l'épistémologie, ni de la philosophie. L'histoire économique, l'économie descriptive et la statistique économique sont, bien entendu, de l'histoire. Le terme de sociologie est utilisé de deux façons différentes. La sociologie descriptive traite des manifestations historiques de l'action humaine qui ne sont pas prises en compte par l'économie

[1] Pour une présentation critique de ces théories, cf. *The Structure of social Action* (New York, Macmillan, 1937) de Talcott Parsons ; Raymond Aron, *La Sociologie allemande contemporaine* (Paris, Alcan, 1935).

descriptive ; elle recoupe en partie les domaines relevant de l'ethnologie et de l'anthropologie. La sociologie générale, d'un autre côté, traite l'expérience historique d'un point de vue plus proche d'une quasi-universalité que les autres branches historiques. L'histoire proprement dite, par exemple, traite d'une ville particulière, ou des villes au cours d'une période donnée, ou d'un peuple donné, ou d'une certaine zone géographique. Max Weber, dans son principal traité, parle de la ville en général, c'est-à-dire de l'ensemble de l'expérience historique concernant les villes sans se limiter à certaines périodes historiques, certaines zones géographiques, ou certains peuples, nations, races et civilisations[1]. Le sujet de toutes les sciences historiques est le passé, elles ne peuvent pas nous apprendre quoi que ce soit qui puisse être valable pour toutes les actions humaines, ce qui signifie aussi pour le futur.

Les sciences de la nature traitent elles aussi des événements passés. Toute expérience est bien entendu expérience d'une chose disparue : il n'y a pas d'expérience des manifestations futures. Mais l'expérience à laquelle les sciences de la nature doivent toutes leurs succès est l'expérience d'une expérimentation[2] au cours de laquelle les divers éléments du changement peuvent être observés de manière isolée. Les faits amassés de cette manière peuvent être utilisés pour l'induction, procédure d'inférence particulière qui a fait la preuve de sa pertinence bien que sa valeur épistémologique et logique soit encore un problème non résolu.

L'expérience dont les sciences sociales ont à traiter est toujours une expérience de phénomènes complexes. Ils sont ouverts à diverses interprétations. Ils ne nous proposent pas des faits pouvant être utilisés de manière comparable à celle dont les sciences de la nature utilisent les résultats de leurs expérimentations pour prévoir les événements futurs. Ils ne peuvent pas servir de matériaux de construction pour bâtir des théories.

La praxéologie est une science théorique et systématique, pas une science historique. Son domaine est l'action humaine en tant que telle, sans tenir compte des circonstances environnementales et accidentelles des actions concrètes. Elle cherche à obtenir une connaissance valable dans tous les cas où les conditions correspondent

[1] Max Weber, *The City,* traduction et édition en anglais par Don Martindale et Gertrud Neuwirth (New York : the Free Press, 1958). (Note de l'édition américaine.)

[2] Le texte anglais de Mises utilise les mots « experience » et « experiment ». Le premier terme a été traduit par « expérience » (connaissance) et le second par « expérimentation » (expérience de laboratoire) pour éviter la confusion. (Note du traducteur.)

exactement à celles supposées par les hypothèses et les déductions. Savoir si les gens échangent des biens et des services directement par le troc ou indirectement en faisant usage d'un moyen d'échange, c'est une question concernant l'environnement institutionnel spécifique à laquelle seule l'histoire peut répondre. Mais à chaque fois et partout où l'on utilise un moyen d'échange, toutes les lois de la théorie monétaire sont valables pour les échanges ainsi effectués[1].

Cet article ne cherche pas à savoir ce qui permet à une telle science praxéologique d'exister, ce qu'est sa nature logique et épistémologique et quelles méthodes elle utilise. L'étude des problèmes épistémologiques des sciences sociales a été négligée pendant longtemps. Même des auteurs qui, comme David Hume, l'archevêque Whately, John Stuart Mill et Stanley Jevons, étaient eux-mêmes d'éminents économistes, ne parlaient dans leurs écrits logiques et épistémologiques que des sciences de la nature et ne se souciaient pas de la nature spécifique des sciences de l'action humaine. L'épistémologie des sciences sociales est la plus jeune branche de la connaissance. En outre la plupart de ses travaux ne se réfèrent qu'à l'histoire, l'existence d'une science théorique ayant été longtemps ignorée. Le travail pionnier de Senior et de Cairnes n'a porté ses fruits que récemment[2]. Les économistes manquent totalement de formation philosophique et les philosophes ne sont pas familiers de l'économie. L'importance de la phénoménologie pour la solution des problèmes épistémologiques de la praxéologie n'a pas été notée du tout[3].

[1] Le terme de « praxéologie » a été utilisé pour la première fois par Espinas dans un essai publié dans la *Revue Philosophique* volume 30, pp. 114 et suivantes et dans son livre *Les Origines de la Technologie* (Paris : F. Alcan, 1897), pp. 7 et suivantes. Il fut utilisé plus tard par Slutsky dans son essai « Ein Beitrag zur formal-praxeologischen Grundlegung der Ökonomik », Académie Oukraïenne des Sciences, *Annales de la Classe des Sciences Sociales-Économiques* 4 (1926).

[2] Cf. Nassau W. Senior, *Political Economy,* 6e édition (Londres : J.J. Griffen, 1872) ; John E. Cairnes, *The Character and Logical Method of Political Economy,* 2e édition (Londres : Macmillan, 1875) ; Lionel Robbins, *An Essay on the Nature and Significance of Economic Science,* 2e édition (Londres : Macmillan, 1935) ; Mises, *Epistemological Problems of Economics* [1933] (New York, 1981) ; 3e édition (Chicago : Henry Regenry, 1966) ; Alfred Schutz, *The Phenomenology of the Social World* [1932] (Evanston, Ill. : Northwestern University Press, 1967) ; F.A. Hayek, *The Counter-Revolution of Science* ([1952] ; Indianapolis, Ind. : Liberty Press, 1979).

[3] Le livre de Josef Back, *Die Entwicklung der reinen Ökonomie zur nationalökonomischen Wesensissenschaft* (Iéna : Gustav Fischer, 1929) n'est pas satisfaisant en raison du manque de connaissances économiques de l'auteur. Cependant ce livre mériterait d'être mieux considéré qu'il ne l'a été.

Mais cet article ne porte pas sur ces points. Nous devons nous occuper des critiques qui accusent les économistes et les historiens d'avoir négligé la réalité de « l'irrationnel ».

Action veut dire comportement conscient ou activité intentionnelle. Elle diffère en tant que telle des processus biologiques, physiologiques et instinctifs se produisant dans les êtres humains. Il s'agit d'un comportement pouvant être maîtrisé et dirigé par la volonté et l'esprit. Son domaine coïncide avec la sphère au sein de laquelle l'homme est libre d'influencer le cours des événements. Dans la mesure où un homme a le pouvoir de produire un effet ou un changement, il agit nécessairement, qu'il fasse quelque chose ou qu'il abstienne de faire quoi que ce soit. L'inactivité et la passivité, le fait de laisser faire les choses, résultent d'un choix et constituent donc une action à chaque fois qu'une autre forme de comportement serait possible. Celui qui tolère ce qu'il pourrait changer agit tout autant que celui qui intervient pour obtenir un autre résultat. Un homme qui s'abstient d'exercer une influence sur l'opération des facteurs physiologiques et instinctifs qu'il pourrait influencer agit lui aussi. L'action, ce n'est pas seulement faire mais aussi omettre de faire ce qu'il est possible de faire.

La majorité du comportement quotidien d'un homme est une simple routine. Il accomplit certains actes sans leur accorder une attention spéciale. Il fait beaucoup de choses parce qu'il a été habitué durant sa jeunesse à les faire, parce que d'autres personnes se comportent de la même façon et parce que c'est habituel dans son milieu. Il acquiert des habitudes, il développe des réactions automatiques. Mais il s'adonne à ces habitudes uniquement parce qu'il se félicite de leurs résultats. Dès qu'il se rend compte que la poursuite de son comportement habituel l'empêche d'atteindre des fins qu'il estime plus désirables, il change d'attitude. Un homme élevé dans une région où l'eau est propre prend l'habitude de boire, de se laver et de se baigner sans faire attention. S'il se rend dans un lieu où l'eau est polluée par des microbes malsains, il prendra grand soin de respecter des procédures dont il ne s'était jamais soucié auparavant. Il se surveillera en permanence pour ne pas se faire de mal en se laissant aller sans réfléchir à ses réactions automatiques et à sa routine traditionnelle. L'abandon d'une pratique établie dont un homme a pris l'habitude n'est pas chose facile. C'est la principale leçon à retenir par tous ceux qui aspirent à s'élever au-dessus du niveau des masses. (Arrêter la consommation de drogues créant une accoutumance réclame souvent l'emploi de procédures thérapeutiques.) Le fait qu'un acte soit accompli pour ainsi dire spontanément dans le cours habituel des affaires ne veut pas dire qu'il n'est pas dû à une

volonté consciente. S'adonner à une routine que l'on pourrait changer est une action.

L'action est la réponse de l'esprit aux stimuli, c'est-à-dire aux conditions dans lesquelles la nature et les actions des autres plonge un homme. Elle se différentie en tant que telle de la réaction fonctionnelle des organes du corps. Elle résulte de la volonté d'un homme. Bien entendu nous ne savons pas ce qu'est la volonté. Nous appelons simplement *volonté* la faculté de l'homme à choisir entre différentes situations, à préférer l'une et à écarter l'autre, et appelons action un comportement recherchant un état et renonçant à un autre. L'action est l'attitude d'un être humain poursuivant certaines fins.

La praxéologie ne s'occupe pas du problème métaphysique du libre-arbitre, par opposition au déterminisme. Son idée fondamentale est le fait incontestable que l'homme est en mesure de choisir entre différentes situations à propos desquelles il n'est pas indifférent et qui sont incompatibles entre elles, c'est-à-dire qu'il ne peut pas jouir de toutes à la fois. Elle n'affirme pas que le choix d'un homme est indépendant de certaines conditions antérieures, physiologiques et psychologiques. Elle ne discute pas des motifs déterminant un choix. Elle ne se demande pas pourquoi un client préfère un type de cravate à un autre ou une automobile à un cheval avec boguet. Elle traite du fait de choisir en tant que tel, avec les éléments conceptuels de choix et d'action.

La praxéologie ne s'occupe pas non plus des buts ultimes de l'activité humaine. Nous aurons également à traiter de ce problème. Pour le moment il nous suffit de souligner que la praxéologie n'a pas à mettre en doute les fins ultimes mais doit seulement étudier les moyens utilisés pour parvenir à certaines fins. C'est une science des moyens, pas des fins.

Étudier si un moyen concret convient pour parvenir, en se conformant aux lois de la nature, à des fins données relève du champ du savoir-faire pratique, c'est le rôle des diverses branches de la technologie. La praxéologie ne traite pas de problèmes techniques, mais des concepts de choix et d'action en tant que tels, des éléments purs que représentent le fait de se fixer des buts et celui d'utiliser des moyens.

La praxéologie n'est pas basée sur la psychologie et ne fait pas partie de la psychologie. C'est une grosse erreur de qualifier la théorie moderne de la valeur de théorie psychologique et ce fut une

confusion de la rattacher à la loi de la psychophysique de Weber-Fechner[1, 2].

La praxéologie traite du choix et de l'action ainsi que de leur résultat. La psychologie traite des processus internes qui déterminent les divers choix concrets. On peut mettre de côté la question de savoir si la psychologie peut parvenir à expliquer pourquoi un homme dans un cas concret a préféré rouge à bleu ou du pain à une chanson. En tout cas une telle explication n'a rien à voir avec une branche de la connaissance pour laquelle les choix concrets sont des données ne nécessitant aucune explication ou analyse. Ce n'est pas ce que choisit un homme mais le fait qu'il choisit qui compte pour la praxéologie.

Les motifs et les ressorts de l'action ne concernent pas la recherche praxéologique. Peu importe pour la formation des prix de la soie que les gens demandent de la soie parce qu'ils veulent se protéger contre le froid, parce qu'ils la trouvent belle ou parce qu'ils veulent être sexuellement plus attirants. Ce qui compte est qu'il y ait une demande de soie d'une certaine intensité.

Certes, la psychologie moderne a fourni quelques résultats qui peuvent susciter l'intérêt de la praxéologie. Il était autrefois habituel de considérer le comportement des fous et des névrosés comme n'ayant pas de sens et comme étant « irrationnels ». Le grand mérite de Breuer et de Freud est d'avoir réfuté cette idée. Les névrosés et les fous diffèrent des gens que nous appelons normaux et sains à propos des moyens qu'ils choisissent pour parvenir à la satisfaction et à propos des moyens qu'ils emploient pour arriver à ces premiers moyens. Leur « technologie » est différente de celle des gens sains mais ils n'agissent pas d'une manière totalement différente[3]. Ils

[1] Cf. Max Weber, « Marginal Utility Theory and the So-Called Fundamental Law of Psychophysics » [1905], *Social Science Quarterly* (1975), p. 21-36 ; Mises, *Human Action* ; 3ème édition (Chicago : Henry Regnery, 1966), pp. 125-27.

[2] Ernst H. Weber (1795-1878) affirmait avec sa loi psychophysique que la plus petite augmentation notable de l'intensité d'une sensation humaine résulte toujours d'une augmentation proportionnelle du stimulus qui la suscite. Gustav T. Fechner (1801-1887) la développa sous la forme de la loi de Weber-Fechner, qui dit que pour augmenter l'intensité d'une sensation en progression arithmétique, il est nécessaire d'accroître l'intensité du stimulus en progression géométrique, » *Mises Made Easier : A Glossary for Ludwig von Mises' Human Action,* Percy L. Greaves, Jr., (Dobbs Ferry, N.Y. : Free Market Books, 1974), p. 147. (Note de l'édition américaine.)

[3] Il est peut-être intéressant pour l'histoire des idées de savoir que le jeune Sigmund Freud avait collaboré comme traducteur à l'édition allemande des œuvres complètes de John Stuart Mill éditées par Theodor Gomperz, l'historien autrichien de la philosophie grecque ancienne. Joseph Breuer était lui aussi, comme

poursuivent des fins et utilisent des moyens pour arriver à leurs fins. Une personne mentalement dérangée chez laquelle il reste une trace de raison et qui n'est pas littéralement retombée au niveau intellectuel d'un animal est encore un être agissant. Quiconque possède les vestiges d'un esprit humain ne peut échapper à la nécessité d'agir.

III

Toute action humaine cherche à substituer une situation plus satisfaisante à une situation qui l'est moins. L'homme agit parce qu'il se sent mal à l'aise et croit avoir le pouvoir de soulager dans une certaine mesure son malaise en influençant le cours des événements. Un homme parfaitement content de l'état de ses affaires n'aurait aucune raison de changer les choses : il n'aurait ni souhaits ni désirs, il n'agirait pas parce qu'il serait parfaitement heureux. Un homme n'agirait pas non plus s'il ne voyait aucune possibilité d'améliorer sa condition, quand bien même elle ne lui conviendrait pas.

À proprement parler seul un accroissement de satisfaction (une diminution du malaise) devrait être appelé *fin*, et donc tous les états qui apporteraient un tel accroissement devraient être qualifiés de *moyens*. Dans le langage de tous les jours les gens utilisent une terminologie vague. Ils appellent fins des choses qui devraient être plutôt appelées moyens. Ils disent : « Cet homme n'a qu'une fin, à savoir accumuler davantage de richesses », au lieu de dire : « Il considère l'accumulation d'une quantité plus grande de richesses comme le seul moyen d'obtenir davantage de satisfaction. » S'ils devaient utiliser ce mode d'expression plus adéquat, ils éviteraient de faire certaines erreurs courantes. Ils se rendraient compte que personne d'autre que l'individu lui-même ne peut décider ce qui le satisfait *lui* le plus et ce qui le satisfait moins. Ils comprendraient que les jugements de valeur sont purement subjectifs et qu'un état de satisfaction ou de bonheur absolu ne tenant pas compte des désirs de l'individu concerné, cela n'existe pas. En fait, celui qui émet un jugement sur une prétendue fin la réduit du rang de fin à celui de moyen. Il la juge du point de vue d'une fin (supérieure) et demande s'il s'agit d'un moyen adapté pour parvenir à cette fin (supérieure). Mais la fin la plus haute, le but ultime de l'action humaine, est toujours de satisfaire le désir d'un individu. Il n'y a pas d'autre critère permettant de juger de la plus ou moins grande satisfaction en dehors des jugements de valeur individuels, qui diffèrent d'une personne à une autre

l'auteur de ces lignes peut en attester, familier des grands ouvrages de la philosophie utilitariste.

et qui changent avec le temps chez une même personne. Ce qui fait qu'un homme se sent mal à l'aise ou mieux à son aise est établi par chaque individu avec sa propre volonté et son propre jugement, à partir de son évaluation personnelle. Personne n'est en position de décréter ce qui pourrait rendre un autre homme plus heureux. L'esprit d'intolérance inné et le « complexe dictatorial » névrotique poussent les gens à oublier joyeusement la volonté et les aspirations des autres personnes. Or quelqu'un qui émet un jugement sur les buts et les désirs d'un autre homme ne dit pas ce qui rendrait cet autre homme plus heureux ou moins mécontent : il ne fait qu'affirmer quelle est la situation de cet autre homme qui lui conviendrait le mieux, à lui le censeur.

C'est de ce point de vue que nous devons apprécier les énoncés de l'eudémonisme, de l'hédonisme et de l'utilitarisme. Toutes les objections émises à l'encontre de ces écoles sont caduques si l'on attache aux mots bonheur, douleur, plaisir et utilité un sens formel. Le bonheur et le plaisir sont ce que les gens considèrent comme tel ; sont utiles les choses que les gens jugent être des moyens appropriés pour atteindre les buts poursuivis. Le concept d'utilité tel qu'il a été développé par l'économie moderne signifie capacité à rendre certains services estimés utiles d'un certain point de vue. Voilà ce que veut dire le subjectivisme axiologique [subjectivisme de la théorie de la valeur] de l'économie moderne. C'est en même temps le critère de son impartialité et de son objectivité scientifique. Il ne traite pas de ce qui *devrait être*, mais de ce qui *est*. Son objet est, par exemple, d'expliquer la formation des prix tels qu'ils sont, non tels qu'ils devraient être si les hommes agissaient autrement qu'ils ne le font en réalité.

IV

La praxéologie n'emploie pas le terme *rationnel*. Elle traite du comportement intentionnel, c'est-à-dire de l'action humaine. Le contraire de l'action n'est pas le *comportement irrationnel*, mais une réponse de réaction face à des stimuli de la part des organes corporels et des instincts, qui ne peuvent pas être contrôlés par la volonté. Si nous devions attribuer un sens précis au terme *rationalité* tel qu'il est appliqué au comportement, nous ne pourrions trouver d'autre signification que la suivante : l'attitude d'hommes désireux de susciter certains effets.

Les termes *rationnel* et *irrationnel* sont utilisés le plus souvent pour blâmer certains modes d'action concrets. Une action est dite irrationnelle parce que le critique désapprouve la fin (c'est-à-dire la

façon dont l'individu agissant veut obtenir satisfaction) ou parce que le critique croit que les moyens employés ne sont pas adaptés à produire l'effet immédiat recherché. Mais souvent qualifier une action d'irrationnelle implique des éloges : les actions poursuivant des buts altruistes, inspirées par des motifs nobles et accomplies au détriment du bien-être matériel de l'agent sont considérées comme irrationnelles.

Nous n'avons pas à nous étendre sur les contradictions et les incohérences logiques que sous-entend l'usage des mots. La façon dont on qualifie les fins importe peu à la praxéologie, science des moyens et non des fins. Il est évident que les mortels ne sont pas infaillibles et qu'ils choisissent parfois des moyens qui ne peuvent pas conduire aux fins recherchées.

Le rôle de la technologie et de la thérapeutique est de trouver les bons moyens pour parvenir à des fins données dans le domaine du savoir-faire technique. Le rôle de l'économie appliquée est de découvrir les méthodes appropriées pour parvenir à des fins données dans le domaine de la coopération sociale. Mais si les scientifiques échouent dans ces tentatives ou si les agents n'utilisent pas correctement les moyens recommandés, le résultat ne répond pas aux attentes des agents. Or une action mal adaptée à la fin recherchée est encore une action. Si nous disons qu'une action inadaptée et inopportune est *irrationnelle*, nous ne lui nions pas sa nature d'activité intentionnelle et ne réfutons pas l'affirmation selon laquelle la seule façon de concevoir ce concept et son essence nous est fournie par la praxéologie.

L'économie ne traite pas d'un *homo œconomicus* imaginaire, comme des fables tenaces le lui reprochent, mais d'un *homo agens* tel qu'il est, souvent faible, stupide, irréfléchi et mal éduqué. Il lui importe peu que ses motifs et ses émotions soient qualifiés de nobles ou de bas. Elle ne prétend pas que l'homme recherche exclusivement davantage de richesses matérielles pour lui ou sa famille. Ses théorèmes sont neutres vis-à-vis des jugements de valeur ultimes et valent pour toute action, quelle que soit son efficacité.

Étudier quelles sont les fins que poursuivent les gens et quels sont les moyens qu'ils utilisent pour réaliser leurs plans ne relève pas du domaine de la praxéologie mais de celui de l'Histoire.

V

Une erreur fréquente consiste à supposer que le désir de se procurer les nécessités vitales de la vie et de la santé est plus rationnel que la poursuite d'autres biens. Il est vrai que la recherche de nourri-

ture et de chaleur est commune aux hommes et aux autres mammifères et qu'en règle générale quelqu'un qui n'a pas de nourriture ou d'abri concentre ses efforts pour satisfaire ces besoins urgents et ne se soucie pas des autres choses. La volonté de vivre, de préserver sa propre vie et de tirer avantage de toute occasion lui permettant d'augmenter sa force vitale est une caractéristique première de la vie, présente dans tout être vivant. Toutefois, céder à cette pulsion n'est pas — pour l'homme — une nécessité inextricable.

Tous les autres animaux sont inconditionnellement poussés par les pulsions les poussant à préserver leur vie et à proliférer. Ils sont obligés, sans volonté de leur part, d'obéir à l'impulsion du moment. Il en va différemment avec l'homme. Ce dernier a la faculté de maîtriser ses instincts. Il peut diriger à la fois ses appétits sexuels et sa volonté de vivre. Il peut renoncer à sa vie lorsque les seules conditions dans lesquelles il pourrait vivre semblent intolérables. L'homme est capable de mourir pour une cause ou de se suicider. Vivre est pour l'homme le résultat d'un choix, d'un jugement de valeur.

Il en va de même avec le désir de vivre dans l'abondance. L'existence même de l'ascétisme démontre que rechercher davantage de commodités n'est pas inévitable mais résulte d'un choix. Bien sûr l'immense majorité préfère la vie à la mort et la richesse à la pauvreté.

Inversement, il est arbitraire de considérer que seule la satisfaction des besoins physiologiques du corps sont « naturels » et donc « rationnels », tout le reste étant « artificiel » et donc « irrationnel ». L'un des traits caractéristiques de la nature humaine est de ne pas rechercher uniquement de la nourriture et un abri comme tous les autres animaux, mais d'aspirer à d'autres types de satisfaction, d'avoir aussi des besoins spécifiquement humains. Ignorer ce point constituait l'erreur fondamentale de la loi d'airain des salaires.

VI

Les jugements de valeur concrets ne sont pas susceptibles d'analyse. Nous pouvons penser qu'ils sont totalement dépendants de leurs causes et conditionnées par elles. Mais tant que nous ne savons pas comment des faits extérieurs (physiques et physiologiques) ont donné naissance dans « l'âme » humaine à des pensées et des volontés données aboutissant à des actes concrets, nous devons faire face à un dualisme insurmontable. En l'état actuel de notre connaissance les affirmations fondamentales du positivisme et du monisme ne sont que des postulats métaphysiques dénués de tout fondement scientifique. La raison et l'expérience nous montrent

deux domaines séparés : le monde physique externe des événements physiques et physiologiques et le monde interne des pensées, des sentiments et de l'action intentionnelle. Aucun pont ne relie — autant que nous le sachions aujourd'hui — ces deux sphères. Des événements externes identiques aboutissent parfois à des réponses humaines différentes et des événements externes différents produisent parfois la même réponse humaine. Nous ne savons pas pourquoi.

Nous n'avons pas encore découvert d'autres méthodes pour étudier l'action humaine que celles offertes pas la praxéologie et l'Histoire. La suggestion du panphysicalisme d'appliquer les méthodes de la physique aux actions humaines est vaine. La stérilité de la recette panphysicaliste est hors de doute. Malgré la propagande fanatique de ses partisans personne ne l'a jamais utilisée. Elle est tout simplement inapplicable. Le positivisme constitue l'échec le plus manifeste de toute l'histoire de la métaphysique.

Les jugements de valeur concrets et les actes qui en résultent sont pour l'Histoire des données ultimes. L'Histoire essaie de rassembler tous les faits pertinents et elle doit, dans cette tentative, faire usage de toutes les connaissances fournies par la logique, les mathématiques, les sciences de la nature et aussi en particulier par la praxéologie. Mais elle ne pourra jamais réussir à réduire tous les faits historiques à des événements extérieurs susceptibles d'être interprétés par la physique et la physiologie. Elle devra toujours arriver à un point au-delà duquel toute nouvelle analyse échoue. Elle ne peut alors rien établir de plus que le fait qu'elle se trouve en face d'un cas unique ou individuel.

L'acte mental permettant de traiter de ce genre de faits historique est, dans la philosophie de Bergson, une « intuition », à savoir « la sympathie par laquelle on se transporte à l'intérieur d'un objet pour coïncider avec ce qu'il a d'unique, et par conséquent d'inexprimable[1]. » L'épistémologie allemande appelle cet acte *das spezifische Verstehen der Geisteswissenschaften* ou plus simplement *Verstehen*. Je suggère de le traduire en anglais par « specific understanding » [compréhension spécifique] ou plus simplement par « understanding » [compréhension]. Le *Verstehen* n'est pas une méthode ou un processus intellectuel que les historiens devraient appliquer ou que l'épistémologie leur conseille de pratiquer. C'est la méthode que tous les historiens et tous les autres ont toujours utilisée pour commenter les événements sociaux du passé et pour prévoir les événements futurs.

[1] Cf. Henri Bergson, *La pensée et le mouvant,* 4e édition (Paris : F. Alcan, 1934) p. 205.

La découverte et la délimitation du *Verstehen* fut l'une des plus importantes contributions de l'épistémologie. Ce n'est pas le projet d'une science qui n'existerait pas encore et qui serait à bâtir.

L'unicité et le caractère individuel qui restent à la base de tout fait historique, quand tous les moyens d'interprétation fournis par la logique, la praxéologie et les sciences de la nature ont été épuisés, est une donnée ultime. Mais, alors que les sciences de la nature ne peuvent rien dire de plus sur leurs données ultimes que le fait qu'elles en sont, l'Histoire peut essayer de rendre ses données compréhensibles. Bien qu'il soit impossible de les réduire à leurs causes — si une telle réduction était possible elles ne seraient pas des données ultimes — l'observateur peut les comprendre parce qu'il est lui-même un être humain. Nous pouvons appeler sympathie ou intelligence sympathique cette faculté de comprendre. Mais nous devons nous garder de l'erreur consistant à confondre l'intuition avec l'approbation, quand bien même elle n'est que conditionnelle et circonstanciée. L'historien, l'anthropologue et le physiologiste enregistrent parfois des actions qui sont à leur avis tout simplement répugnantes et écœurantes : elles ne les comprennent qu'en tant qu'actions, c'est-à-dire en établissant les buts sous-jacents et les méthodes techniques et praxéologiques employées. Comprendre un cas particulier ne veut pas dire l'expliquer, encore moins l'excuser.

L'intuition ne doit pas être confondue avec l'acte d'empathie esthétique en vertu de laquelle un individu cherche le plaisir esthétique dans un phénomène. L'*Einfühlung* [empathie] et le *Verstehen* sont deux attitudes radicalement différentes. C'est une chose différente de comprendre historiquement une œuvre d'art, de déterminer sa place, sa signification et son importance dans l'enchaînement des événements d'une part et de l'apprécier émotionnellement en tant qu'œuvre d'art d'autre part. On peut regarder une cathédrale avec les yeux d'un historien. Mais on peut regarder la même cathédrale comme admirateur enthousiaste ou comme simple touriste indifférent. On peut regarder une chaîne de montagnes avec les yeux d'un naturaliste — d'un géologue, d'un géographe ou d'un zoologue — ou avec ceux d'un amateur de belles choses — avec répugnance comme les anciens avaient l'habitude de le faire ou avec l'enthousiasme moderne pour le pittoresque. Les mêmes individus sont capables de différents modes de réaction, de jugement esthétique et de compréhension scientifique soit par le *Verstehen* soit par les sciences de la nature.

L'intuition établit le fait qu'un individu, ou un groupe d'individus, s'est lancé dans une action donnée, émanant de jugements de valeur et de choix donnés et poursuivant certaines fins. Elle essaie de

plus d'apprécier les effets et l'ampleur des effets engendrés par une action. Elle essaie d'attribuer à chaque action son importance, c'est-à-dire son poids sur le cours des événements.

L'historien nous donne un compte rendu de tous les faits et événements concernant la bataille de Waterloo qui soit aussi complet et exact que le permettent les données disponibles. Tant qu'il parle des forces en présence et de leur équipement, des opérations tactiques, des chiffres des soldats tués, blessés et faits prisonniers, de la suite chronologique des divers événements, des plans des chefs militaires et de leur exécution, il se situe sur le terrain de l'expérience historique. Ce qu'il affirme est soit exact soit contraire aux faits, les documents disponibles lui donnent raison ou tort ou l'issue est incertaine parce que les sources ne nous donnent pas assez d'information. D'autres experts seront en accord ou en désaccord avec lui, mais ils le seront sur la base d'une interprétation raisonnable des preuves disponibles. Jusque-là l'ensemble du débat doit être mené avec des affirmations et des négations raisonnables. Mais le travail accompli par l'historien ne s'arrête pas là.

La bataille s'est terminée par une cuisante défaite de l'armée française. Il y a de nombreux faits, établis de manière indubitable sur la base de preuves documentaires, qui pourraient expliquer ce résultat. Napoléon souffrait d'une maladie, il était nerveux, il manquait de confiance en lui. Son jugement et sa compréhension de la situation n'étaient plus ce qu'elles avaient été. À de nombreux égards ses plans et ses ordres n'étaient plus appropriés. L'armée française avait été organisée à la hâte, numériquement trop peu nombreuse et constituée de soldats étant pour partie des vétérans fatigués par d'incessantes guerres et pour une autre partie des recrues inexpérimentées. Ses généraux n'étaient pas à la hauteur de leur tâche, et il y eut en particulier la grave erreur de Grouchy[1]. De l'autre côté les Britanniques et les Prussiens se battaient sous les ordres directs de Wellington et de Gneisenau, leur moral était excellent, ils étaient bien organisés, richement équipés et nombreux. Jusqu'à quel point ces diverses circonstances et de nombreuses autres ont-elles contribué au résultat ? On ne peut pas répondre à cette question à partir des informations tirées des données de cet exemple, il y plusieurs interprétations possibles. Les avis de l'historien à ce sujet ne peuvent ni les confirmer ni les réfuter à la façon dont nous pouvons confirmer ou

[1] Emmanuel Grouchy, l'un des généraux de Napoléon, signala trop tard à Napoléon, en raison d'une erreur de jugement, les mouvements des forces britanniques dans ce qui allait devenir la dernière tentative de l'armée française pour éviter la défaite de Waterloo. Note de l'édition américaine.

réfuter ses affirmations sur le fait que l'avant-garde ou l'armée de Blücher[1] soit arrivée à telle heure sur le champ de bataille.

Prenons un autre exemple. Nous avons de nombreux chiffres disponibles à propos de l'inflation allemande au cours des années 1914-1923. La théorie économique nous donne toutes les connaissances requises pour comprendre parfaitement les causes du changement des prix. Mais ces connaissances ne nous donnent pas de valeurs quantitatives précises. L'économie est, comme l'on dit, qualitative et non quantitative. Cela n'est pas dû à un prétendu retard de l'économie. Il n'existe pas dans le domaine de l'action humaine de relations constantes entre les grandeurs. Pendant longtemps de nombreux économistes ont cru qu'il en existait une de cette nature. La démolition de cette hypothèse infondée fut l'une des plus importantes réalisations de la recherche économique moderne. La théorie monétaire a prouvé de manière irréfutable que la hausse des prix entraînée par un accroissement de la quantité de monnaie ne peut jamais être proportionnelle à cet accroissement. Elle a ainsi détruit par son analyse des processus la seule place forte d'une erreur bien enracinée. Il ne peut exister de mesure dans le champ de l'économie. Tous les chiffres statistiques disponibles n'ont d'importance que pour l'histoire économique : ce sont des données historiques comme les chiffres concernant la bataille de Waterloo ; ils nous disent ce qui s'est passé dans un cas historique unique et non répétable. La seule façon de les utiliser est de les interpréter par le *Verstehen*.

La hausse des prix en Allemagne au cours de la Première Guerre mondiale n'était pas seulement due à l'accroissement de la quantité des billets de banque. D'autres changements y contribuèrent également. L'offre de marchandises diminua parce que des millions de travailleurs étaient dans l'armée et ne travaillaient plus dans les usines, parce que le contrôle gouvernemental de l'économie réduisait la productivité, parce que le blocus empêchait les importations en provenance de l'étranger et parce que les travailleurs souffraient de malnutrition. Il est impossible d'établir par des méthodes autres que le *Verstehen* à quel point ces facteurs — et certains autres facteurs importants — ont contribué à la hausse des prix. Les problèmes quantitatifs relèvent d'une sphère de l'action humaine qui n'est pas ouverte à une autre solution. L'historien peut faire la liste de tous les facteurs qui contribuent à faire apparaître un certain effet et de tous les facteurs qui s'y opposent et peuvent retarder ou atténuer le résul-

[1] Gebhard von Blücher commandait les forces prussiennes qui aidèrent les armées allemandes, britanniques et hollandaises à battre Napoléon à Waterloo en 1815. Note de l'édition américaine.

tat final. Mais il ne pourra jamais relier les diverses causes aux effets produits d'une manière quantitative. Le *Verstehen* est dans le domaine de l'histoire le substitut, pour ainsi dire, de l'analyse quantitative et de la mesure, qui sont impossibles pour les actions humaines se situant en dehors du champ de la technologie.

La technologie nous dit quelle doit être l'épaisseur d'une plaque d'acier pour qu'elle ne soit pas traversée par une balle tirée à une distance de 300 mètres par un mauser. Elle peut ainsi répondre à la question de savoir pourquoi un homme étant abrité derrière une plaque d'acier d'une épaisseur connue a été ou n'a pas été blessé par un coup de feu. L'Histoire est incapable d'expliquer avec la même assurance pourquoi Louis-Philippe a perdu sa couronne en 1848 ou pourquoi la réforme a mieux réussi dans les pays scandinaves qu'en France. Ce type de problèmes n'autorise pas d'autre traitement que celui de la compréhension intuitive.

L'intuition n'est pas une méthode que l'on pourrait utiliser à la place du raisonnement a priori de la logique, des mathématiques et de la praxéologie ou des méthodes expérimentales des sciences de la nature. Son domaine réside là où les autres méthodes échouent : dans la description d'un cas unique et individuel non ouvert à la poursuite de l'analyse — c'est son rôle qualitatif — et dans l'appréciation de l'intensité, de l'importance et de la force des divers facteurs qui ont produit un effet conjointement — c'est son rôle de substitut à l'impossible analyse quantitative.

Le sujet de l'intuition historique est d'appréhender intellectuellement les phénomènes qui ne peuvent pas être totalement expliqués par la logique, les mathématiques, la praxéologie et les sciences de la nature dans la mesure où ils ne peuvent pas être expliqués par la science et la raison. Ceci montre que la recherche scientifique a atteint un point au-delà duquel elle ne peut pas aller et à partir duquel le *Verstehen* essaie de la remplacer[1]. On peut, si l'on préfère, qualifier le *Verstehen* d'irrationnel parce qu'il comporte des jugements individuels ne relevant pas d'une critique par des méthodes purement rationnelles. Toutefois, la méthode de l'intuition n'est pas un passe-droit permettant de s'écarter des résultats certifiés obtenus par des preuves documentaires et de leur interprétation par le biais des enseignements des sciences de la nature et de la praxéologie. Le *Verstehen* dépasse ses limites lorsqu'il s'aventure à contredire la

[1] L'important problème des divers modes conflictuels de *Verstehen* (par exemple : les interprétations catholique et protestante de la Réforme, ou les diverses interprétations de la montée du nazisme en Allemagne) doit être traité dans un essai spécifique.

physique, la physiologie, la logique, les mathématiques ou l'économie. Les abus qu'ont faits de nombreux savants allemands partisans de la *geisteswissenschaftliche Methode* et les tentatives fallacieuses de l'École historique allemande pour substituer une imaginaire *verstehende Nationalökonomie* à l'économie praxéologique ne peuvent pas être mis sur le dos de la méthode elle-même.

Les *Geisteswissenschaften* allemandes ont prêché l'évangile de ce qui devait être une science irrationnelle. Ils ont remplacé la raison et l'expérience par des jugements arbitraires. Ils déduisent de l'intuition une connaissance sur les événements historiques que les documents disponibles ne permettent pas ou qui est contraire aux faits établis après un examen attentif des documents disponibles. Ils ne s'abstiennent pas de tirer des conclusions contredisant les affirmations de la théorie économique qu'ils ne peuvent pas réfuter sur le terrain de la logique. Ils n'ont pas peur de dire des absurdités. Leur seule justification est la référence à l'irrationalité de la vie.

Prenons un autre exemple tiré d'un livre sérieux et savant traduit en anglais[1]. M. Ernst Kantorowicz, historien du cercle ésotérique du poète et visionnaire Stephen George, dans sa biographie de l'empereur allemand Frédéric II, donne un récit correct des changements constitutionnels qui se produisirent durant le règne de ce monarque de Hohenstaufen. La situation de Frédéric était extrêmement précaire en Allemagne parce que son royaume héréditaire normand de Sicile le conduisit à des conflits avec le pape et les cités-républiques italiennes. Il n'avait pas assez de forces pour préserver son autorité royale en Allemagne et fut obligé d'abandonner la plupart des droits de la couronne et d'accorder de grands privilèges aux princes. Ce qui s'ensuivit, dit Kantorowicz de manière assez exacte, « fut l'indépendance presque souveraine pour tous les princes de son territoire » qui « empêcha de manière définitive l'unification du peuple allemand dans un *État allemand* ». Jusque-là Kantorowicz se situe encore sur la base d'un *Verstehen* normal et est en parfait accord avec tous les autres historiens sérieux. Mais arrive ensuite l'interprétation du visionnaire et du mystique ; il ajoute : « Pourtant, en un sens supérieur Frédéric II paracheva l'unification de l'Empire allemand. Il renforça le pouvoir des princes [...] avec une habileté politique plus grande, croyant que le pouvoir et l'éclat de son propre sceptre impérial ne pâlirait pas en émettant la lumière, mais gagnerait en splendeur et brillerait d'autant plus fort que les princes que l'Imperator César regardait *comme des égaux autour de sa position de juge* seraient puis-

[1] Cf. E. Kantorowicz, *Frederick the Second, 1194-1250*, traduction anglaise de E.O. Lorimer. (Londres : Constable, 1931), pp. 381-82.

sants, brillants et majestueux. [...] Les princes ne sont plus des colonnes soutenant le poids du trône comme une charge. [...] Ils deviennent des piliers signifiant une force s'élançant vers le haut, préparant la glorieuse élévation du *prince des princes et du roi des rois* qui est né au ciel sur les épaules de ses pairs et qui à son tour exalte à la fois les princes et les rois[1]. » Il est vrai que certaines phrases utilisées par les princes de la Diète avant l'extorsion du privilège avaient une résonance similaire. Les princes étaient polis, ils ne voulaient pas que l'empereur devienne trop amer et désiraient dorer la pilule qu'ils le forcèrent à avaler. Quand Hitler réduisit la Tchécoslovaquie au statut de vassale, lui aussi dora la pilule en établissant le protectorat. Aucun historien n'oserait cependant déclarer que « dans un sens supérieur » Hitler « paracheva » l'indépendance du pays en lui accordant la protection du puissant Reich. Frédéric II désintégra le Saint Empire par les privilèges accordés aux princes. Il est absurde d'affirmer que « dans un sens supérieur » il le paracheva. Aucun discours métaphorique et aucun appel à l'irrationnel ne peuvent rendre une telle proposition plus acceptable.

L'intuition donne le droit à l'historien de déterminer le rôle joué par les deux privilèges en question dans l'évolution de la structure politique de l'Empire, de déterminer pour ainsi dire l'ampleur de leur effet. Il peut par exemple exprimer l'avis que le rôle qui leur est habituellement attribué a été exagéré et que d'autres événements ont été plus destructeurs que ces privilèges, et il peut essayer de démontrer sa thèse, son mode de raisonnement. Mais il est inacceptable de dire : oui, cela s'est produit, les conséquences furent celles-ci ; mais « dans un sens supérieur » c'était tout le contraire.

La connaissance humaine ne peut pas transcender le savoir offert par la raison et par l'expérience. S'il y a un quelconque « sens supérieur » dans le cours des événements, il est inaccessible à l'esprit humain.

VII

Une école de pensée enseigne qu'il existe un antagonisme éternel, irréconciliable, entre les intérêts de l'individu et ceux de la collectivité. Si l'individu poursuit égoïstement son propre bonheur, il arrive malheur à la société. La coopération sociale et la civilisation ne sont possibles qu'au prix du bien-être de l'individu. L'existence de la société et son épanouissement requièrent des sacrifices permanents de la part de ses membres. Il est par conséquent impensable

[1] Cf. Ibid., pp. 386-87.

d'imaginer une origine humaine et purement rationnelle à la loi morale et à la coopération sociale. Un être surnaturel a donné à l'humanité la révélation du code moral et a confié à de grands chefs la mission de faire appliquer cette loi. L'Histoire n'est pas le jeu combiné de facteurs naturels et d'une activité humaine délibérée qui, dans certaines limites, peut être expliquée par la raison, mais le résultat de l'interférence de facteurs transcendantaux, sans cesse répétés. L'Histoire est un destin, et la raison ne peut pas sonder ses profondeurs.

Le conflit entre le bien et le mal, entre le collectivisme et l'individualisme, est donc éternel et insoluble. Ce qui sépare les philosophies morales et sociales et les partis politiques est une divergence concernant leur vision du monde, une disparité portant sur les jugements de valeur ultimes. Ce désaccord est enraciné dans les plus profonds recoins de l'âme et du caractère inné d'un homme ; aucune ratiocination, aucun raisonnement discursif ne peuvent l'éliminer ou réconcilier ses contraires. Certains hommes sont nés avec la disposition divine à gouverner, d'autres avec la capacité d'épouser spontanément la cause du grand ensemble et de se soumettre de leur propre gré à l'autorité de ses champions, mais la plupart des gens sont incapables de trouver le bon chemin, ils cherchent le bonheur de leur propre misérable personne et doivent être maîtrisés et soumis par les dictateurs conquérants. La philosophie sociale ne peut consister en rien d'autre qu'à reconnaître la vérité éternelle du collectivisme et à démasquer les grossières erreurs et les prétentions de l'individualisme. Elle n'est pas le résultat d'un processus rationnel mais plutôt d'une illumination par laquelle l'intuition bénit l'élu. Il est vain de rechercher une vérité sociale et morale authentique en utilisant les méthodes rationnelles de la logique. Dieu ou le *Weltgeist* accorde à l'élu l'intuition juste ; le reste de l'humanité doit simplement renoncer à penser et doit obéir aveuglément à l'autorité venant de Dieu. La véritable sagesse et les fausses doctrines de l'économie et de l'Histoire rationalistes ne pourront jamais être d'accord sur leur appréciation des faits historiques et sociaux ou sur les mesures politiques et sur les actions d'un individu. La raison humaine n'est pas un outil approprié pour acquérir la véritable connaissance de la totalité sociale ; le rationalisme et ses dérivés, l'économie et l'histoire critique, sont fondamentalement faux[1].

[1] Tels sont les enseignements de l'École historique allemande en sciences sociales, dont les derniers représentants sont Werner Sombart et Othmar Spann. Il est peut-être à noter que la philosophie catholique n'adhère pas la doctrine collectiviste. D'après les enseignements de l'Église romaine la loi naturelle n'est

L'hypothèse fondamentale de cette doctrine, à savoir que la coopération sociale est contraire aux intérêts des individus et ne peut être obtenue qu'aux dépens du bien-être individuel, a été depuis longtemps démolie. Ce fut l'une des grandes réussites de la philosophie sociale britannique et de l'économie classique d'avoir développé une théorie de l'évolution sociale qui n'ait pas besoin de faire référence à l'apparition miraculeuse de chefs dotés d'une sagesse et de pouvoirs surhumains. La coopération sociale et son corollaire, la division du travail, servent mieux les intérêts égoïstes de tous les individus concernés que l'isolement et le conflit. Tout pas en direction d'une coopération pacifique apporte à tous les gens concernés un avantage immédiat et visible. Les hommes coopèrent et sont pressés d'intensifier leur coopération précisément parce qu'ils désirent poursuivre leurs intérêts égoïstes. Les sacrifices que fait l'individu pour maintenir la coopération sociale ne sont que temporaires ; s'il s'abstient de faire des actions antisociales qui pourraient lui apporter de petits gains immédiats, il obtient un profit bien plus grand des avantages qu'il tire de la plus grande productivité du travail accompli dans le cadre de la coopération pacifique de la division du travail. Le principe d'association explique ainsi les forces qui rassemblaient les hordes et les tribus primitives et qui agrandirent petit à petit les unités sociales jusqu'à ce qu'apparaisse enfin la Grande Société œcuménique. Il n'y a sur le long terme pas de conflit irréconciliable entre les intérêts égoïstes bien compris des individus et ceux de la société. La société n'est pas un Moloch auquel l'homme doit sacrifier sa propre personnalité. Elle est au contraire pour tout individu le principal outil pour parvenir au bien-être et au bonheur. C'est l'arme la plus appropriée de l'homme dans sa lutte pour la survie et pour le progrès. Elle n'est pas une fin mais un moyen, le plus éminent de tous les moyens permettant de réaliser tous les désirs humains.

Nous n'avons pas à entreprendre une critique détaillée des affirmations de la doctrine collectiviste. Il nous suffit seulement d'établir le fait que les actes des partis soi-disant collectivistes ne se conforment pas avec les principes de cette philosophie. Les représentants

rien d'autre que les préceptes de la raison correctement appliqués et l'homme est capable d'en acquérir la pleine connaissance même sans l'aide de la révélation surnaturelle. « Dieu a créé l'homme en lui accordant des capacités amplement suffisantes pour parvenir à sa dernière fin. Et par dessus tout Il a décidé de permettre à l'homme d'atteindre encore plus facilement la béatitude en mettant à sa portée une façon bien plus simple et plus sûre pour connaître la loi dont l'observation décidera de son destin. » Cf. G.H. Joyce, article « Revelation » dans *The Catholic Encyclopedia* volume 13 (New York : Encyclopedia Press, 1913), pp. 1-5.

politiques de ces partis se réfèrent à l'occasion dans leurs discours à des slogans collectivistes et encouragent la propagation de chansons du parti ayant la même teneur. Mais ils ne demandent pas à leurs partisans de sacrifier leur propre bonheur et leur propre bien-être sur l'autel de la Collectivité. Ils cherchent à prouver par le raisonnement que les méthodes qu'ils préconisent serviront mieux à long terme les intérêts de leurs partisans. Ils ne demandent pas de sacrifices autres que temporaires qui, à ce qu'ils promettent, seront récompensés plus tard par un butin cent fois plus grand. Les professeurs et les rimailleurs nazis disent : « Effacez-vous devant la splendeur de l'Allemagne, donnez vos pauvres vies afin de faire vivre la Nation allemande pour toujours dans la gloire et dans la grandeur. » Mais les politiciens nazis utilisent un argument différent : « Battez-vous pour préserver votre avenir et votre bien-être futur. Les ennemis sont fermement résolus à exterminer la noble race des héros aryens. Si vous ne résistez pas, vous êtes perdus. Mais si vous acceptez le défi avec courage, vous avez une chance de vaincre l'assaut. Beaucoup mourront en action, mais ils n'auraient pas survécu si les plans diaboliques de nos ennemis ne rencontraient aucune résistance. Si nous nous battons, bien davantage sera sauvé. Nous avons le choix entre deux possibilités seulement : d'une part une extermination certaine pour nous tous si les ennemis l'emportent, d'autre part la survie de la grande majorité dans le cas de notre victoire. »

Il n'y a aucun appel à « l'irrationnel » dans ce raisonnement purement rationnel — bien que non raisonnable. Mais même si la doctrine collectiviste était correcte et que les peuples, renonçant à d'autres avantages, ne recherchaient que l'épanouissement du Collectif, persuadés ou contraints par des chefs surhumains, toutes les affirmations de la praxéologie resteraient valides et l'Histoire n'aurait aucune raison de changer de méthode d'approche.

VIII

La véritable raison du dénigrement populaire des sciences sociales est la répugnance à accepter les restrictions imposées par la nature aux tentatives humaines. Cette répugnance est potentiellement présente chez tout le monde et très forte chez le névrosé. Les hommes se sentent malheureux parce qu'ils ne peuvent pas avoir deux choses incompatibles en même temps, parce qu'ils doivent payer un prix pour tout et ne peuvent jamais atteindre la pleine satisfaction. Ils blâment les sciences sociales parce qu'elles ont démontré la rareté des facteurs qui préservent et renforcent les forces vitales et écartent le malaise. Ils les dénigrent parce qu'elles décri-

vent le monde tel qu'il est et non tel qu'ils aimeraient qu'il soit, c'est-à-dire comme un univers d'occasions illimitées. Ils ne sont pas assez intelligents pour comprendre que la vie est précisément une résistance active contre les conditions défavorables et ne se manifeste qu'au cours de cette lutte et que la notion d'une vie libérée de toute limitation et de toute restriction est même inconcevable pour un esprit humain. La raison est le principal équipement de l'homme dans la lutte biologique pour la préservation et l'allongement de son existence et de sa survie. Elle n'aurait aucune fonction et ne se serait pas développée du tout dans le paradis d'un fou[1].

Ce n'est pas de la faute des sciences sociales si elles ne sont pas en mesure de transformer la société en utopie. L'économie n'est pas une « science lugubre » parce qu'elle part de la reconnaissance du fait que les moyens permettant d'arriver aux fins sont rares. (En ce qui concerne les préoccupations humaines qui peuvent être totalement satisfaites parce qu'elles ne dépendent pas de facteurs rares, l'homme n'agit pas et la praxéologie, science de l'action humaine, n'a pas à les étudier.) Tant qu'il y a rareté des moyens l'homme se comporte de manière rationnelle, c'est-à-dire qu'il agit. Il n'y a jusque-là pas de place pour « l'irrationnel ».

Il est évident que l'homme doit payer un prix pour conserver des institutions sociales lui permettant de parvenir à des fins dont il estime qu'elles ont plus de valeur que le prix payé, que les sacrifices effectués. Il est vain de faire passer le mécontentement impuissant de cet état de choses comme une révolte contre une orthodoxie prétendument dogmatique des sciences sociales.

Si les méthodes « rationnelles » de la théorie économique démontrent qu'un *a* aboutit à un *p*, aucun appel à l'irrationnel ne peut faire que *a* aboutisse à *q*. Si la théorie était fausse seule une théorie correcte pourrait la réfuter et remplacer une solution incorrecte par une solution correcte.

IX

Les sciences sociales n'ont pas négligé d'accorder toute leur attention à tous les phénomènes que les gens peuvent avoir à l'esprit en faisant allusion à l'irrationnel. L'Histoire a développé une méthode spécifique pour les traiter : l'intuition. La praxéologie a bâti son système de telle sorte que ses théorèmes valent pour toute action humaine, que les fins poursuivies soient qualifiées, selon un point de

[1] Cf. Benedetto Croce, *History as the Story of Liberty,* traduction anglaise de S. Sprigge (New York : W.W. Norton, 1941), p. 33.

vue quelconque, de rationnelles ou d'irrationnelles. Il n'est tout simplement pas vrai que les sciences sociales soient coupables d'avoir laissé de côté une partie du domaine qu'elles devaient expliquer. Les propositions visant à construire une nouvelle science dont l'objet serait les phénomènes irrationnels n'ont aucune valeur. Il ne reste plus de terres vierges pour une telle science.

Les sciences sociales sont bien entendu rationnelles. Toutes les sciences le sont. La science est l'utilisation de la raison en vue d'une description systématique et d'une interprétation des phénomènes. Il n'existe pas de science qui ne soit basée sur la raison. Aspirer à une science irrationnelle est contradictoire.

L'Histoire devra un jour comprendre historiquement la « révolte contre la raison » comme l'un des facteurs de l'histoire des dernières générations. Certaines contributions particulièrement remarquables à ce problème ont déjà été publiées.

La théorie économique n'est pas parfaite. Aucune œuvre humaine n'est bâtie pour l'éternité. De nouveaux théorèmes peuvent s'ajouter ou remplacer les anciens. Mais dans les défauts de l'économie actuelle, on ne trouvera certainement pas le fait d'avoir échoué à saisir le poids et l'importance des facteurs communément qualifiés d'irrationnels.

3

Le relativisme épistémologique dans les sciences de l'action humaine

Publié pour la première fois dans *Relativism and the Study of Man*, édité par Helmut Schoeck et James W. Wiggins. (Princeton, N.J. : D. Van Nostrand, 1962).

I

Jusqu'au XVIII[e] siècle, les historiens prêtaient peu ou pas d'attention aux problèmes épistémologiques de leur discipline. Lorsqu'ils traitaient de l'objet de leurs études, ils se référaient toujours à certaines régularités qui — comme eux-mêmes et leur public le pensaient — seraient valables pour tout type d'action humaine, quels que soient l'époque et le lieu géographique de cette action et quelles que soient les qualités et les idées personnelles des agents. Mais ils ne se posaient pas la question de savoir si ces régularités avaient une origine extérieure ou si elles étaient inhérentes à la nature même de l'action humaine. Ils savaient très bien que l'homme n'est pas capable d'atteindre tout ce qu'il veut atteindre. Mais ils ne se demandaient pas si les limites du pouvoir d'un homme étaient entièrement fixées par les lois de la nature et une intervention divine miraculeuse d'une part, et par le pouvoir supérieur d'hommes plus forts d'autre part.

Comme tout le monde, les historiens faisaient eux aussi une distinction entre un comportement compatible avec la loi morale et un comportement la violant. Mais, comme tout le monde, ils étaient parfaitement conscients du fait que le non respect des lois de l'éthique ne conduisait pas nécessairement — dans cette vie terrestre — à l'échec dans la quête des fins poursuivies. Quoi qu'il puisse arriver au pécheur dans l'autre vie et au jour du Jugement Dernier, l'historien ne pouvait s'empêcher de s'apercevoir que sur terre le pécheur pouvait parfois s'en tirer très bien, et bien mieux que de nombreux contemporains très pieux.

Des perspectives entièrement nouvelles se sont ouvertes quand les économistes ont découvert qu'une régularité prévaut dans l'enchaînement et l'interdépendance des phénomènes du marché. Ce fut le premier pas vers une théorie générale de l'action humaine, de la praxéologie. Pour la première fois les gens prirent conscience du fait

que pour réussir l'action humaine ne devait pas seulement se conformer à ce que l'on appelle les lois de la nature, mais aussi à certaines lois spécifiques de l'action humaine. Il existe des choses que même la police la plus efficace d'un gigantesque gouvernement ne pourrait pas faire arriver, bien qu'elles ne semblent pas impossibles du point de vue des sciences de la nature.

Il était évident que les affirmations de cette nouvelle science ne pouvaient pas manquer de froisser trois points de vue. Il y a tout d'abord tous les gouvernements. Les despotes tout comme les majorités ne sont pas heureux d'apprendre que leur pouvoir n'est pas absolu. Ils se lancent sans arrêt dans des politiques vouées à l'échec et échouent parce qu'ils ne tiennent pas compte des lois de l'économie. Mais ils n'apprennent pas la leçon. Au lieu de cela ils emploient des nuées de pseudo-économistes pour discréditer ce qui est « abstrait » c'est-à-dire, dans leur terminologie, les vains enseignements de la bonne économie.

Il y a ensuite des doctrines éthiques qui accusent l'économie de matérialisme éthique. Selon elles l'économie enseigne que l'homme devrait exclusivement ou avant tout chercher à satisfaire les appétits de ses sens. Ils refusent obstinément d'apprendre que l'économie est neutre vis-à-vis du choix des fins ultimes car elle ne traite que des méthodes pour parvenir aux fins choisies, quelles que puissent être ces dernières.

Il y a enfin des auteurs qui rejettent l'économie en raison de sa prétendue « approche non historique ». Les économistes affirment que ce qu'ils appellent les lois de l'économie ont une validité absolue, ils disent qu'il existe dans le déroulement des affaires humaines quelque chose qui demeure inchangé dans le flot des événements historiques. De l'avis de nombreux auteurs il s'agit d'une thèse injustifiée, dont l'acceptation compliquerait énormément le travail des historiens.

En traitant de cette variété du relativisme, nous devons tenir compte du fait que sa popularité n'est pas due à des considérations épistémologiques mais à des considérations pratiques. L'économie a indiqué que beaucoup de politiques appréciées ne pouvaient pas aboutir aux résultats poursuivis par les gouvernements qui y avaient recours, mais engendraient des effets encore moins satisfaisants — du point de vue de ceux qui préconisent et font appliquer ces politiques — que la situation qu'elles étaient destinées à altérer. Aucune autre conclusion ne peut être tirée de ces enseignements que de dire que ces mesures étaient contraires au but recherché et que leur abrogation ferait du bien aux intérêts bien compris ou à long terme de tout le monde. Ceci explique pourquoi tous ceux dont les intérêts à

court terme étaient favorisés par ces mesures critiquaient sévèrement la « science lugubre ». Les doutes épistémologiques de certains philosophes et historiens reçurent un écho enthousiaste de la part des aristocrates et des propriétaires terriens qui voulaient préserver leurs anciens privilèges et de la part des petites entreprises et des employés qui désiraient en acquérir de nouveaux. Les « écoles historiques » européennes et l'institutionnalisme américain ont gagné le soutien politique et populaire généralement refusé aux doctrines théoriques.

Cependant, établir ce point ne doit pas nous conduire à minimiser le sérieux et l'importance des problèmes sous-jacents. Le relativisme épistémologique tel qu'il est exprimé dans les écrits de certains historicistes, par exemple Karl Knies et Max Weber, n'était pas motivé par un zèle politique. Ces deux éminents représentants de l'historicisme étaient, autant qu'il était humainement possible de l'être dans le milieu des universités allemandes de leur époque, libres de toute préférence affective pour une politique interventionniste et de tout préjugé contre la science économique étrangère, c'est-à-dire britannique, française et autrichienne. En outre Knies[1] a écrit un ouvrage remarquable sur la monnaie et le crédit et Weber a donné le coup de grâce aux méthodes utilisées par les écoles de Schmoller[2] et Brentano[3] en démontrant le caractère non scientifique des jugements de valeur. Il y avait certainement dans l'argumentaire des partisans du relativisme historique des points qui méritent des éclaircissements.

II

Avant de commencer l'analyse des objections faites à « l'absolutisme » de l'économie, il est nécessaire de faire remarquer que le rejet de l'économie par le relativisme épistémologique n'a rien à voir avec le rejet positiviste des méthodes effectivement pratiquées par les historiens.

[1] Karl Knies, *Geld und Kredit,* 3 volumes (Berlin : Weidmann, 1873-79). (Note de l'édition américaine.)

[2] Max Weber, *Wirtschaft und Gesellschaft* volume 1 de *Grundriss der Sozialökonomik* (Tübingen, 1922). Traduction anglaise de A.M. Henderson et Talcott Parsons : *The Theory of Social and Economic Organization*. (Glencoe, Ill. : Free Press, 1947). (Note de l'édition américaine.)

[3] Gustav Schmoller était le fondateur de la « jeune » école « historique allemande » ou école « historico-éthique ». Son programme combinait une approche historique des phénomènes économiques avec la poursuite de politiques économiques et sociales fondées sur des « principes moraux ». Lujo Brentano était un éminent partisan et disciple de Schmoller avec lequel il était cependant en désaccord sur des questions de méthodologie. (Note de l'édition américaine.)

Selon le positivisme le travail des historiens ne serait que bavardage ou au mieux accumulation d'une grande quantité de matériaux qu'ils ne savent pas utiliser. Ce qu'il faudrait c'est une science des lois déterminant ce qui se passe dans l'Histoire. Une telle science devrait être développée avec les mêmes méthodes de recherche que celles qui ont permis de développer la science physique à partir de l'expérience.

La réfutation de la doctrine positiviste concernant l'Histoire a été faite par plusieurs philosophes allemands, en premier lieu Wilhelm Windelband et Heinrich Rickert. Ils ont attiré l'attention sur ce qui constitue la différence fondamentale entre l'Histoire, récit de l'action humaine, et les sciences de la nature. L'action humaine est intentionnelle, elle cherche à atteindre certaines fins choisies et ne peut pas être étudiée sans faire référence à ces fins, et l'Histoire est en ce sens — nous devons insister, *uniquement* en ce sens— finaliste. Alors que pour les sciences de la nature le concept de fins et de causes finales leur est étranger.

Il y a ensuite une deuxième différence fondamentale. Dans les sciences de la nature l'homme est capable d'observer au cours d'une expérience de laboratoire les effets du changement d'un seul facteur, tous les autres facteurs susceptibles de produire des effets demeurant inchangés. Ceci permet de trouver ce que les sciences de la nature appellent des faits établis par l'expérience. Ce type de technique de recherche n'est pas disponible dans le domaine de l'action humaine. Toute expérience concernant l'action humaine est historique, c'est-à-dire est une expérience de phénomènes complexes, de changements produits par l'opération conjointe d'une multitude de facteurs. Une telle expérience ne peut pas établir de « faits » au sens où ce terme est employé dans les sciences de la nature. Elle ne peut ni vérifier ni réfuter aucun théorème. Si l'on ne pouvait pas l'interpréter à l'aide d'une théorie découlant de sources autres que l'expérience historique, elle resterait une énigme inexplicable.

Certes bien sûr, ni Rickert et les autres auteurs du groupe auquel il appartenait, celui des « philosophes allemands du sud-ouest », ni les historiens qui partageaient leur analyse n'allaient aussi loin. Pour eux, professeurs dans les universités allemandes à la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e} siècle, l'idée même qu'il puisse y avoir une science affirmant que ses thèses auraient une validité générale pour toutes les actions humaines, quels que soient l'époque, le lieu et les caractères raciaux ou nationaux de la population restait une idée inconnue. Pour les hommes vivant dans le climat intellectuel du Deuxième Reich allemand, c'était une chose entendue que les prétentions de la théorie économique « abstraite » étaient futiles et que

les *wirtschaftliche Staatswissenschaften* (aspects économiques de la science politique) allemandes, discipline exclusivement historique, avaient remplacé la généralisation inepte de l'école de Hume, Adam Smith et Ricardo. Selon eux l'action humaine — en dehors de la théologie, de l'éthique et de la jurisprudence — ne pouvait être étudiée scientifiquement que par l'Histoire. Leur empirisme radical les empêchait de prêter la moindre attention à la possibilité d'une science a priori de l'action humaine.

Le dogme positiviste que Dilthey, Windelband, Rickert et leurs successeurs ont démoli n'était pas relativiste. Il postulait une science — la sociologie — qui déduirait du traitement des données empiriques fournies par l'Histoire un ensemble de connaissances censé rendre à l'esprit les mêmes services pour l'action humaine que la physique rend pour ce qui concerne les événements de la sphère de la nature. Ces philosophes allemands ont démontré qu'une telle science générale de l'action ne peut pas être élaborée par un raisonnement a posteriori. L'idée qu'elle puisse être le produit d'un raisonnement a priori ne les effleurait pas.

III

L'insuffisance des travaux des économistes classiques venait de leur tentative d'établir une ligne de démarcation nette entre « les activités purement économiques » et toutes les autres préoccupations et actions humaines. Leur grand exploit fut de découvrir qu'une régularité prévalait dans l'enchaînement des phénomènes du marché, régularité pouvant être comparée à la régularité dans l'enchaînement des événements naturels. Cependant, en traitant du marché et ses rapports d'échange, ils furent déroutés par leur incapacité à résoudre le problème de la valeur. Dans les transactions commerciales entre individus on n'accorde pas de valeur aux objets en fonction de leur utilité, pensaient-ils, parce que sinon « le fer » aurait davantage de valeur que « l'or ». Ils ne voyaient pas que ce paradoxe apparent n'était dû qu'à la mauvaise façon dont ils formulaient la question. Les jugements de valeur des agents ne portent pas sur « le fer » ou « l'or » en tant que tels, mais toujours sur des quantités finies de chacun de ces métaux entre lesquels l'agent est forcé de choisir parce qu'il ne peut pas avoir les deux. Les économistes classiques n'arrivèrent pas à découvrir la loi de l'utilité marginale. Ce défaut les empêcha de faire remonter les phénomènes du marché aux décisions des consommateurs. Ils ne pouvaient traiter que des actions des hommes d'affaires, pour qui les jugements de valeur des consommateurs ne constituent que des données. La fameuse formule « acheter

au prix le plus bas et vendre au prix le plus élevé » n'a de sens que pour un homme d'affaires. Elle n'a pas de sens pour le consommateur.

Forcés ainsi de limiter leur analyse aux activités commerciales, les économistes classiques élaborèrent le concept d'une science de la richesse ou de la production et de la distribution des richesses. La richesse, d'après cette définition, était tout ce qui pouvait être acheté ou vendu. Les tentatives visant à acquérir des richesses étaient considérées comme une sphère d'activités séparée. Toutes les autres préoccupations humaines semblaient n'être aux yeux de la science que des éléments perturbateurs.

En fait peu d'économistes classiques étaient satisfaits de cette restriction du domaine de l'économie. Mais leur quête d'un concept plus satisfaisant ne pouvait pas réussir avant que les marginalistes ne substituent la théorie de la valeur subjective aux divers essais avortés des économistes classiques et de leurs épigones. Tant que l'étude de la production et de la distribution des richesses fut considérée comme le sujet de l'analyse économique, il fallut distinguer entre les actions économiques et non économiques des hommes. L'économie apparaissait alors comme une branche de la connaissance ne traitant que d'une partie de l'action humaine. Il y avait, en dehors de ce domaine, des actions sur lesquelles les économistes n'avaient rien à dire. C'était précisément le fait que les adeptes de la nouvelle science ne traitaient pas de toutes ces préoccupations de l'homme qu'ils qualifiaient d'extra-économiques, qui semblaient à de nombreux observateurs extérieurs représenter une dépréciation de ces sujets dictée par un préjugé matérialiste insolent.

Les choses sont différentes pour l'économie moderne et sa doctrine de l'interprétation subjectiviste de la valeur. Dans son contexte la distinction entre fins économiques et fins prétendument non économiques n'a plus de sens. Les jugements de valeur des consommateurs finaux expriment non seulement la quête d'un nombre plus grand de biens matériels tangibles, mais aussi la quête d'autres intérêts humains. Le point de vue étroit d'une science de la richesse — matérielle — est dépassé. À partir de la discipline de la richesse se développe une théorie générale de tous les choix faits par les agents, théorie générale de tous les types d'action humaine : la praxéologie. Par leur comportement sur le marché, les gens montrent non seulement leurs désirs d'acquérir davantage de biens matériels, mais tout autant leurs autres préférences. Les prix du marché ne reflètent pas uniquement le « côté matérialiste » de l'homme mais aussi ses idées philosophiques, éthiques et religieuses. L'observance des commandements religieux — construire et entretenir des lieux de culte, arrê-

ter de travailler pendant les jours saints, éviter certains aliments soit tous les jours soit certains jours et semaines, s'abstenir des boissons enivrantes et du tabac, aider les gens dans le besoin, et beaucoup d'autres — est l'un des facteurs qui déterminent l'offre et la demande des biens de consommation et donc la conduite des affaires. La praxéologie est neutre vis-à-vis des fins ultimes que les individus veulent atteindre. Elle ne traite pas des fins ultimes mais des moyens choisis pour y parvenir. Elle ne s'intéresse qu'à la question de savoir si les moyens retenus sont ou non adaptés pour atteindre les buts recherchés.

L'énorme quantité de littérature anti-économique publiée au cours des cent cinquante dernières années ne tourne qu'autour d'un argument. Ses auteurs répètent sans cesse que l'homme tel qu'il est et agit ne poursuit pas seulement des réjouissances matérielles mais également d'autres buts — supérieurs, ou plus nobles, ou idéaux. De ce point de vue la soi-disant École historique attaqua ce qu'elle appelait l'absolutisme de la doctrine économique et préconisa une approche relativiste. Le thème de ce papier n'est pas de chercher à savoir si les économistes de l'école classique et leurs épigones étaient réellement coupables d'avoir négligé d'accorder suffisamment d'attention aux préoccupations non matérialistes de l'homme. Mais il faut souligner que toutes les objections levées par l'École historique, par exemple par Knies dans son fameux livre[1], sont inutiles et ne valent pas en ce qui concerne les enseignements de l'économie moderne.

Il est habituel dans la littérature politique allemande de faire une distinction entre une ancienne École historique et une jeune École historique[2]. Parmi les champions de l'ancienne école on peut citer Roscher, Bruno Hildebrand et Knies. La jeune école est constituée des partisans de Schmoller, qui après l'établissement du Reich en 1870 occupèrent les chaires d'économie dans les universités allemandes. Cette façon de diviser l'histoire des idées en sous-périodes résulte d'un esprit de clocher qui conduisait les auteurs allemands à minimiser tout ce qui avait été fait à l'étranger. Ils n'arrivaient pas à comprendre que l'opposition « historique » à ce que l'on appelait

[1] La première édition fut publiée en 1853 sous le titre *Die politische Ökonomie vom Standpunkte der geschichtlichen Methode*. La deuxième édition fut publiée en 1883 sous le titre *Die politische Ökonomie vom geschichtlichen Standpunkte*. Il s'agit en majeure partie d'une réimpression de l'édition originale augmentée de plusieurs ajouts.

[2] Les partisans de « l'ancienne » École historique ne défendaient pas l'idée de faire de la politique un moyen d'intervention ou une base du raisonnement économique, au contraire de ce que préconisaient les partisans de la « jeune » École historique. Note de l'édition américaine.

l'absolutisme de l'économie avait été inaugurée hors de l'Allemagne. Son représentant le plus éminent était plus Sismondi[1] que Roscher et Hildebrand. Mais il est bien plus important de se rendre compte du fait que tous ceux qui, en Allemagne comme dans les autres pays, critiquaient la doctrine économique en raison de son prétendu matérialisme après la publication des livres de Jevons, Menger et Walras se battaient contre des moulins à vent.

IV

Le concept de Max Weber d'une science générale de l'action humaine — à laquelle il donne le nom de sociologie — ne fait plus référence à la distinction entre action économique et autres activités. Mais Weber acceptait en pratique toutes les objections faites par l'historicisme à l'encontre de l'économie en faisant une distinction entre une action authentiquement rationnelle et les autres types d'action. Sa doctrine est si étroitement liée à des particularités intraduisibles de la langue allemande qu'il est plutôt difficile de les exposer en anglais.

La distinction que fait Weber entre « l'action sociale » et une autre action a, du point de vue de notre problème, peu d'importance. Le point principal est que Weber distingue de manière tout à fait correcte entre la *sinnhaftes Handeln* [action réfléchie, ayant un sens] et les réactions purement physiologiques du corps humain. La *sinnhaftes Handeln* est gouvernée par le *Sinn* [sens] que l'agent individuel lui donne ; nous devrions le traduire ainsi : par le sens que l'agent lui donne et par la fin qu'il veut atteindre avec elle. Cette définition semble constituer une distinction claire entre d'une part l'action humaine, la quête d'une fin donnée, et d'autre part les réactions physiologiques — quasi-automatiques — des nerfs et des cellules du corps humain. Mais Weber continue ensuite en distinguant quatre sous-classes au sein de la classe de la *sinnhaftes Handeln*. La première de ces sous-classes est appelée *zweckrationales Handeln* [action ayant un but rationnel] et est définie comme une action poursuivant une fin donnée. La deuxième sous-classe est appelée *wertrationales Handeln* [action ayant une valeur rationnelle] et est définie comme une action déterminée par la croyance en la valeur intrinsèque inconditionnelle (*unbedingter Eigenwert*) d'une certaine façon de se conduire

[1] Jean Charles Léonard Sismondi était un économiste et historien suisse. Il pensait que l'objet de l'économie devait être l'homme et la réforme sociale et non la richesse et le laissez-faire. Sismondi fut le premier à pratiquer l'analyse moderne par périodes en 1819. (Note de l'édition américaine.)

en tant que telle, sans considération de succès, du point de vue de l'éthique, de l'esthétique ou d'autres principes. Ce que Weber n'a pas vu, c'est que chercher à se conformer à des idées éthiques, esthétiques et religieuses n'est pas moins une fin que toute autre fin que les hommes cherchent à atteindre. Un catholique qui se signe, un juif qui s'abstient de manger et de boire le jour de l'expiation, un amoureux de la musique qui saute un dîner pour écouter une symphonie de Beethoven, poursuivent tous des fins qui de leur point de vue sont plus désirables que ce à quoi ils doivent renoncer en vue d'obtenir ce qu'ils veulent. Seul un jugement de valeur personnel peut nier à leurs actions le qualificatif de *zweckrationales*, c'est-à-dire de recherche d'une fin donnée. Et que veulent dire dans la définition de Weber les mots « sans considération de succès » ? Le catholique se signe parce qu'il considère qu'un tel comportement fait partie d'une conduite d'ensemble devant le mener vers ce qui pour lui est le plus important succès du pèlerinage terrestre de l'homme. Il est tragique que Max Weber, l'éminent historien de la religion, l'homme qui a essayé de libérer la pensée sociologique allemande de sa soumission naïve à certains jugements de valeur, n'ait pas réussi à voir les contradictions de sa doctrine[1].

D'autres tentatives pour distinguer entre action rationnelle et action non rationnelle ou irrationnelle étaient également basées sur de grossiers malentendus et ont échoué. La plupart qualifiaient d'« irrationnelle » une conduite guidée par des idées et des attentes erronées concernant les effets de certaines méthodes. Les pratiques magiques sont ainsi aujourd'hui dites irrationnelles. Elles n'étaient certainement pas adaptées à l'atteinte des fins poursuivies. Toutefois les gens qui y avaient recours croyaient qu'elles constituaient la bonne technique de la même façon que les médecins crurent jusqu'au milieu XIX^{e} siècle que la saignée était une méthode prévenant et soignant diverses maladies. En parlant d'action humaine, nous avons à l'esprit la conduite qui, d'après l'agent, est la plus appropriée pour parvenir à une vie qu'il souhaite atteindre, que son avis soit ou non partagé par un spectateur ou un historien mieux informé. La façon dont les médecins contemporains traitent le cancer n'est pas irrationnelle, bien que nous espérions découvrir un jour des méthodes thérapeutiques et prophylactiques plus efficaces.

[1] Il est inutile de se plonger dans une analyse des deux autres sous-classes énumérées par Weber. Pour une critique détaillée de la doctrine de Weber, voir mon essai « Sociologie und Geschichte », dans *Archiv für Sozialwissenschaft* vol. 61 [1929], repris dans mon livre *Grundprobleme der Nationalökonomie* (Iéna : Gustav Fischer, 1933), pp. 64-121.

Un récit concernant les actions d'autres personnes est trompeur s'il utilise le terme irrationnel pour décrire les activités d'individus dont les connaissances étaient moins bonnes que celles de l'auteur du récit. Comme aucun auteur ne peut revendiquer pour lui l'omniscience, il devrait au moins ajouter, en qualifiant une action d'irrationnelle, la restriction « de mon point de vue ».

Une autre façon dont l'épithète « irrationnel » est souvent employé se réfère non pas aux moyens mais aux objectifs de certains modes de conduite. Certains auteurs appellent ainsi, soit en l'approuvant soit en le désapprouvant, « irrationnel » le comportement de gens préférant les préoccupations religieuses, l'indépendance nationale ou d'autres buts communément qualifiés de non économiques à une quantité plus abondante de satisfactions matérielles. Face à cette terminologie particulièrement inadéquate et trompeuse, il est inutile de souligner sans cesse le fait qu'aucun homme n'est invité à donner son avis sur les jugements de valeur des autres concernant les fins ultimes. Quand les Huguenots préférèrent perdre tous leurs biens terrestres, les punitions les plus cruelles et l'exil à l'adoption d'une foi qui à leur avis était idolâtre, leur comportement n'était pas « irrationnel ». Louis XIV n'était pas non plus « irrationnel » quand il priva son territoire d'un grand nombre de ses citoyens de la plus haute valeur afin de se conformer aux préceptes de sa conscience. L'historien peut être en désaccord avec les fins ultimes que poursuivaient les persécuteurs et leurs victimes. Mais cela ne l'autorise pas à qualifier d'irrationnels les moyens auxquels ils eurent recours pour parvenir à leurs fins. Les termes « rationnel » et « irrationnel » sont tout autant hors sujet quand on les applique aux fins que lorsqu'on les applique aux moyens. En ce qui concerne les fins ultimes, tout ce qu'un mortel peut affirmer est son approbation ou sa désapprobation du point de vue de ses propres jugements de valeur. En ce qui concerne les moyens il n'y a qu'une question : sont-ils oui ou non adaptés pour atteindre les fins recherchées.

La plupart de nos contemporains ont pour idée que le pire de tous les crimes est de forcer un homme, par le recours à la violence, à se comporter selon les commandements d'une doctrine religieuse ou politique qu'il méprise. Mais l'historien doit rapporter le fait qu'il y eut des époques où seule une minorité partageait cette conviction et où des horreurs indescriptibles furent commises par des princes et des majorités fanatiques. Il a raison de souligner que Louis XIV, en condamnant le protestantisme, infligea des torts irréparables à la nation française. Mais il ne doit pas oublier d'ajouter que le Roi n'avait pas conscience des conséquences de sa politique et que, même s'il avait pu les anticiper, il aurait peut-être néanmoins consi-

déré que l'uniformité religieuse était un bien pour lequel le prix à payer n'était pas trop élevé.

Les chirurgiens qui accompagnaient les armées des temps passés faisaient de leur mieux pour sauver les vies des soldats blessés. Mais leurs connaissances thérapeutiques étaient lamentablement inadaptées. Ils saignaient l'homme blessé que seule une transfusion de sang aurait pu sauver et en fait ils le tuaient ainsi. En raison de leur ignorance, leur traitement était contraire à leur but. Il serait trompeur et inopportun de le qualifier d'irrationnel. Les docteurs d'aujourd'hui ne sont pas irrationnels, bien que les praticiens probablement mieux informés de l'avenir qualifieront certaines de leurs techniques thérapeutiques de nuisibles et contraires à leurs buts.

V

À chaque fois que l'on applique la distinction entre rationnel et irrationnel aux fins ultimes, cela veut dire que les jugements de valeur sous-tendant le choix de la fin en question rencontrent l'approbation ou la désapprobation de la part de l'orateur ou de l'auteur. Or la promulgation de jugements de valeur ne relève pas du travail d'un homme en tant que praxéologue, économiste ou historien. Cela relève plutôt de la religion, de la métaphysique ou de l'éthique. L'histoire des religions n'est pas la théologie et la théologie n'est pas l'histoire des religions.

Quand la distinction entre rationnel et irrationnel porte sur les moyens, cela veut dire que l'orateur ou l'auteur affirme que les moyens en question ne servent pas leurs buts, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas faits pour atteindre les fins recherchées par les gens qui y ont recours. C'est certainement l'une des tâches principales de l'Histoire que de traiter de l'adéquation des moyens employés par les hommes dans leurs tentatives de parvenir aux fins recherchées. Il est également certain que le principal but pratique de la praxéologie et donc de sa branche la mieux développée, l'économie, est de faire une distinction entre les moyens permettant d'atteindre les fins poursuivies et ceux qui ne le permettent pas. Mais, comme cela a été indiqué, il n'est pas opportun et plutôt trompeur d'utiliser les termes « rationnel » et « irrationnel » à cette distinction. Il est plus approprié de parler de moyens répondant au but recherché et de moyens n'y répondant pas.

Ceci vaut également à propos de la façon dont les termes « rationnel » et « irrationnel » sont employés par les psychanalystes. Ils appellent « comportement irrationnel ce qui est principalement émotionnel ou instinctif » ainsi que « toutes les fonctions inconscientes »

et font en ce sens une distinction en définissant « l'action irrationnelle (instinctive ou émotionnelle) qui s'oppose à l'action rationnelle, et la pensée irrationnelle qui s'oppose à la pensée rationnelle[1]. » Que cette terminologie soit adaptée au traitement des problèmes thérapeutiques de la psychanalyse ou non, nous pouvons laisser les psychanalystes en décider. Du point de vue praxéologique les réactions spontanées des organes du corps humain et l'activité des pulsions instinctives ne constituent pas une action. À l'inverse c'est manifestement le résultat d'un jugement de valeur que de qualifier d'irrationnelles les actions émotionnelles — par exemple l'action par laquelle un homme peut réagir à la prise de conscience de la détresse de ses semblables. Il est de plus évident qu'aucun autre sens ne peut être attribué au terme de « pensée irrationnelle » que de dire qu'il s'agit d'une pensée logiquement fausse menant à des conclusions erronées.

VI

La philosophie du relativisme historique — l'historicisme — n'a pas réussi à comprendre qu'il existe quelque chose de constant qui, d'une part, constitue le domaine de l'Histoire ou des événements historiques, domaine distinct de ceux des autres événements et qui, d'autre part, permet à l'homme de traiter de ces événements, c'est-à-dire de raconter leur succession en essayant de trouver leur enchaînement, en d'autres termes de les comprendre. Ce phénomène constant est le fait que l'homme n'est pas indifférent à l'état de son environnement (comprenant la condition de son propre corps) et qu'il essaie, dans la mesure où il peut le faire, de substituer par une action intentionnelle un état qu'il aime mieux à un état qu'il aime moins. En bref : l'homme agit. Ce point différencie à lui seul l'histoire humaine de l'histoire des changements se produisant hors du champ de l'action humaine, de l'étude de « l'histoire de la nature » et de ses diverses subdivisions comme par exemple la géologie ou l'évolution des différentes espèces d'êtres vivants. Dans l'histoire humaine nous traitons des fins poursuivies par les agents, c'est-à-dire des causes finales[2]. Dans l'histoire de la nature, comme dans toutes les autres

[1] H. Hartmann, « On Rational and Irrational Action, » dans *Psychoanalysis and the Social Sciences,* volume 1 (1947), p. 371.

[2] Quand les sciences de l'action humaine font référence aux fins, elles parlent toujours des fins que poursuit l'agent. Ceci les distingue des doctrines métaphysiques connues sous le nom de « philosophie de l'Histoire », qui prétendent savoir les fins vers lesquelles une entité surhumaine — les « forces productives maté-

branches des sciences de la nature, nous ne savons rien des causes finales.

Toute sagesse, science ou connaissance humaine ne traite que de la partie de l'univers qui peut être perçue et étudiée par l'esprit humain. En parlant d'action humaine comme de quelque chose de constant, nous faisons référence à cette seule partie de l'univers. Il y a des auteurs qui supposent que l'état de l'univers — le cosmos — pourrait changer et se transformer en un état dont nous ne savons absolument rien et que tous ce que nos sciences de la nature disent du comportement du sodium et des leviers, par exemple, serait faux dans ce nouvel état. Ils nient en ce sens « tout type d'universalité aux énoncés chimiques et mécaniques » et suggèrent de les traiter comme des énoncés « historiques[1] ». Face à cette variante d'hyperhistoricisme agnostique qui parle dans ses énoncés de conditions visionnaires sur lesquelles — comme ils l'admettent ouvertement — nous ne connaissons et ne pouvons rien connaître, la raison et la science n'ont rien à dire.

L'homme qui pense ne considère pas le monde avec un esprit qui serait, pour ainsi dire, une feuille de papier lockéenne sur laquelle la réalité écrirait sa propre histoire. La feuille de papier de son esprit est d'une qualité spéciale qui permet à l'homme de transformer la matière première de la sensation en perception et les données perceptives en une image de la réalité C'est précisément cette qualité spécifique du pouvoir de son intellect — la structure logique de son esprit — qui fournit à l'homme la faculté de voir davantage dans le monde que ne voient les êtres non humains. Ce pouvoir est un outil pour le développement des sciences de la nature. Mais à lui seul il ne permettrait pas à l'homme de découvrir dans le comportement de ses semblables plus qu'il ne peut voir dans le comportement des étoiles ou des pierres, dans celui des amibes ou dans celui des éléphants.

Lorsqu'il a affaire à ses semblables l'individu n'a pas seulement recours à l'a priori de la logique, mais aussi à l'a priori praxéologique. Étant lui même un être agissant, il sait ce que veut dire poursuivre des fins choisies. Il voit plus de choses dans l'agitation et dans le mouvement de ses semblables que dans les changements se produisant sans son environnement non humain. Il peut chercher à connaître les fins que leur comportement essaie d'atteindre. Il y a

rielles » par exemple, dans le contexte du marxisme — dirige le cours de événements indépendamment des fins que les agents veulent atteindre.

[1] Otto Neurath, « Foundations of the Social Sciences, » *International Encyclopedia of Unified Science,* volume 2, numéro 1 (Chicago : University of Chicago Press, 1956). p. 9.

quelque chose qui caractérise à ses yeux les mouvements des microbes dans un liquide observé sous microscope des mouvements des individus dans la foule qu'il peut observer à l'heure de pointe dans le terminal de la grande gare centrale de New York. Il sait qu'il y a une certaine « raison » au fait qu'un homme coure partout ou reste tranquille. Il observe son environnement humain avec un outil intellectuel qui n'est pas nécessaire ou, plus exactement, qui est franchement une gêne lorsqu'il tente d'explorer l'état de son environnement non humain. Cet outil intellectuel est l'*a priori* praxéologique.

L'empirisme radical des historicistes s'est égaré en ignorant ce point. Aucun récit d'un comportement humain ne peut se passer de faire référence à l'a priori praxéologique. Il y a quelque chose qui vaut de manière absolue pour toute action humaine quels que soient l'époque, le lieu et les caractéristiques raciales, nationales et culturelles des agents. Il n'y a pas d'action humaine qui puisse être traitée sans faire référence aux concepts catégoriels de la fin et des moyens, du succès et de l'échec, des coûts, de la perte et du profit. Ce que la loi d'association de Ricardo, plus connue sous le nom de loi des avantages comparatifs, décrit vaut de manière absolue pour tout type de coopération humaine volontaire dans le cadre de la division du travail. Ce que les lois économiques tant raillées décrivent est précisément ce qui doit toujours et partout se passer à condition que les conditions particulières qu'elles supposent soient présentes.

Bon gré mal gré, les gens comprennent qu'il y a des choses qu'ils ne peuvent pas obtenir parce qu'elles sont contraires aux lois de la nature. Mais ils répugnent à admettre qu'il y a des choses que même les gouvernements les plus puissants ne peuvent pas obtenir parce qu'elles sont contraires à une loi praxéologique.

VII

Le cas des auteurs qui appartiennent aux diverses écoles historiques, « réalistes » et institutionnelles d'économie est différent de celui des historiens qui répugnent à reconnaître l'a priori praxéologique. Si ces savants étaient cohérents ils limiteraient leurs études à ce qu'on appelle l'histoire économique : ils s'intéresseraient exclusivement au passé et s'abstiendraient soigneusement d'affirmer quoi que ce soit sur le futur. La prédiction concernant les événements à venir ne peut être faite que sur la base de la connaissance d'une régularité dans la succession des événements qui vaille pour toute action, quels que soient l'époque, le lieu et les conditions culturelles où elle a lieu. Quoi que fassent les économistes soutenant l'histori-

cisme ou l'institutionnalisme, qu'ils conseillent leur propre gouvernement ou ceux des pays étrangers arriérés, cela est contradictoire. S'il n'existe pas de loi universelle décrivant les effets nécessaires de certaines manières d'agir, rien ne peut être prédit et aucune mesure destinée à donner le moindre résultat ne peut être recommandée ou rejetée.

Il en va de même pour les auteurs qui, tout en rejetant l'idée qu'il y ait des lois économiques valant pour tous les temps, partout et pour tous les peuples, supposent que chaque période de l'histoire a ses propres lois économiques, qui devraient être découvertes a posteriori par l'étude de l'histoire de la période concernée. Ces auteurs peuvent nous dire qu'ils ont réussi à découvrir les lois gouvernant les événements jusqu'à hier. Mais — du point de vue de leur propre doctrine épistémologique — ils n'ont pas le droit de supposer que ces mêmes lois détermineront ce qui se passera demain. Tout ce qu'ils ont le droit d'affirmer est ceci : l'expérience du passé montre que *A* a entraîné *B* ; mais nous ne savons pas si demain *A* n'entraînera pas d'autres effets que *B*.

Une autre variante du rejet de l'économie est la doctrine des tendances. Ses partisans supposent joyeusement que les tendances de l'évolution qui se sont manifestées dans le passé se poursuivront. Ils ne peuvent toutefois pas nier que dans le passé les tendances ont changé et qu'il n'y a aucune raison de croire que les tendances actuelles ne changeront pas elles aussi un jour. Ceci devient ainsi particulièrement évident quand les hommes d'affaires, qui s'intéressent à la continuation des tendances actuelles, consultent des économistes et des statisticiens. La réponse qu'ils reçoivent est toujours la suivante : les statistiques montrent que la tendance qui vous intéresse continuait encore le jour de nos données statistiques les plus récentes ; si aucun facteur perturbateur n'apparaît, il n'y a pas de raison pour que cette tendance se modifie ; nous ne savons toutefois rien nous permettant de dire si de nouveaux facteurs de ce type apparaîtront oui ou non.

VIII

Le relativisme épistémologique, doctrine essentielle de l'historicisme, doit être clairement distingué du relativisme éthique des autres écoles de pensée. Il y a des auteurs qui combinent relativisme praxéologique et relativisme éthique. Mais il y a aussi des auteurs qui font montre d'un absolutisme éthique tout en rejetant le concept de lois praxéologiques universellement valables. De nombreux adeptes de l'École historique et de l'institutionnalisme jugent ainsi le

passé historique du point de vue de ce qu'ils considèrent comme étant des principes moraux indiscutables, immuables, par exemple l'égalité de la richesse et des revenus. Aux yeux de certains d'entre eux la propriété privée est moralement condamnable en tant que telle. Ils accusent les économistes de l'éloge prétendu de la richesse matérielle et du dénigrement de préoccupations plus nobles. Ils condamnent le système de l'entreprise privée comme immorale et préconisent le socialisme en raison de sa valeur morale prétendument plus grande. D'après eux la Russie soviétique se conforme davantage aux principes immuables de l'éthique que les nations de l'Occident pratiquant le culte de Mammon.

Face à tout ce discours émotionnel il est nécessaire de le souligner une nouvelle fois : la praxéologie et l'économie, qui est sa branche jusqu'à présent la mieux développée, sont neutres vis-à-vis des principes moraux. Elles ne traitent que de la poursuite de fins choisies par les agents sans chercher à savoir si ces fins sont approuvées ou condamnées d'un certain point de vue. Le fait que l'immense majorité des hommes préfèrent une quantité plus grande de biens matériels à une quantité moins forte est une donnée de l'histoire : elle ne tient aucune place dans la théorie économique. L'économie ne défend pas le capitalisme et ne rejette pas le socialisme. Elle essaie simplement de montrer les effets inéluctables de chacun de ces deux systèmes. Celui qui n'est pas d'accord avec les enseignements de l'économie devrait essayer de les réfuter par le raisonnement discursif et non par l'insulte, par les insinuations et en en appelant à des normes arbitraires, prétendument éthiques.

Partie 2
La monnaie

4

La place de la monnaie parmi les biens économiques

Publié pour la première fois dans *Die Wirtschaftstheorie der Gegenwart* tome 2, édité par Hans Mayer, Frank A. Fetter et Richard Reisch. (Vienne : Julius Springer, 1932).

Karl Knies recommandait de remplacer la traditionnelle division des biens économiques en biens de consommation et en biens de production par une division tripartite : biens de production, biens de consommation et moyens d'échange[1]. Les questions de terminologie de ce type ne devraient toutefois être tranchées que sur la base de leur utilité à favoriser le travail scientifique : les définitions, les concepts et la taxonomie des phénomènes doivent prouver leur utilité au travers des résultats de la recherche qui en fait usage. Lorsque l'on applique ces critères à la classification et à la terminologie suggérées par Knies, il apparaît qu'elles sont extrêmement appropriées. Il n'y a en réalité pas de théorie de la catallaxie[2] qui ne les utilise pas. La théorie de la valeur de la monnaie fait toujours l'objet d'un traitement spécial et distinct quand il s'agit d'expliquer la formation des prix des biens de production comme ceux des biens de consommation, bien qu'elle fasse à l'évidence partie d'une théorie unifiée de la valeur et des prix. Même si nous n'utilisons pas consciemment la terminologie et la classification de Knies, dans toutes les discussions importantes nous faisons comme si nous les avions totalement adoptées.

Il faut cependant également noter que le rôle particulier de la monnaie au sein des biens économiques a été plutôt surévalué. Les problèmes de la détermination du pouvoir d'achat de la monnaie ont été la plupart du temps traités comme s'ils n'avaient rien ou très peu à voir avec les problèmes de l'échange non monétaire. Ceci a donné un statut particulier à la théorie monétaire et a même nuit au développement de la compréhension économique. Aujourd'hui encore,

[1] Karl Knies, *Geld und Kredit,* deuxième édition (Berlin : Weidmann, 1885), pp. 20 et suivantes.

[2] La catallaxie est la partie de la praxéologie qui traite tout particulièrement des phénomènes du marché. Le terme a été utilisé pour la première fois par l'évêque Richard Whately dans *Introductory Lectures in Political Economy* (1831). (Note de l'édition américaine.)

nous rencontrons sans arrêt des tentatives visant à défendre certaines spécificités injustifiées de la théorie monétaire.

La remarque souvent citée de Roscher : « Les mauvaises définitions de la monnaie peuvent être divisées en deux groupes principaux. Celles qui pensent que la monnaie vaut plus que le bien le plus vendable et celles qui pensent qu'elle vaut moins[1] » ne s'applique pas seulement à la question de la définition de la monnaie. Même chez ceux qui considèrent que la théorie de la monnaie fait partie de la catallaxie, certains vont trop loin en soulignant sa place particulière. Cette branche de notre science offre plein de difficultés et il n'est pas nécessaire de construire des problèmes artificiels : les vrais problèmes proposent un défi suffisant.

1. Les services monétaires et la valeur de la monnaie

Il est clair que la conception naïve du profane qui pense que les choses ont de la valeur en elles-mêmes, c'est-à-dire qu'elles ont une valeur intrinsèque, conduit nécessairement à tracer la frontière entre la monnaie et les substituts de monnaie autrement qu'on ne le ferait en considérant que la valeur d'une chose découle de son utilité. Ceux qui conçoivent la valeur comme la résultante des propriétés inhérentes aux choses doivent nécessairement établir une distinction entre la monnaie ayant une valeur physique et des moyens d'échange offrant des services monétaires mais n'ayant pas de valeur matérielle. Cette approche conduit inévitablement à opposer la monnaie normale à la monnaie anormale, la mauvaise monnaie, qui, en réalité, ne serait pas de la monnaie du tout.

Aujourd'hui, il n'est pas nécessaire de parler de cette théorie. Pour la théorie subjectiviste moderne de la valeur, la question a été tranchée depuis longtemps. Personne ne défendrait plus ouvertement un concept selon lequel la totalité ou une partie de la théorie de la valeur et des prix serait basée sur une valeur d'échange intrinsèque, c'est-à-dire indépendante des jugements de valeur des agents. Une fois cela admis, on a déjà adopté le principe fondamental de la théorie subjectiviste de la valeur, c'est-à-dire de la théorie de l'utilité marginale.

Pour les économistes préscientifiques — les prédécesseurs des Physiocrates et des économistes classiques — c'était un important problème que d'intégrer la théorie de la valeur de la monnaie et celle de la valeur des autres biens. Victime d'un préjugé grossièrement

[1] Wilhelm Roscher, *Gundlagen der Nationalökonomie,* 25e édition. (Stuttgart et Berlin : J.G. Cotta'sche Buchhandlung Nachtfolger, 1918), p. 340.

matérialiste, ils voyaient la source de la valeur dans l'utilité « objective » des biens. De ce point de vue, il est évident que le pain, qui peut encore nourrir, et les vêtements, qui peuvent protéger du froid, auront de la valeur. Mais d'où la monnaie tire-t-elle sa valeur, elle qui ne peut nourrir ou tenir au chaud personne ? Certains répondaient que sa valeur provenait d'une « convention » et d'autres affirmaient que la valeur de la monnaie était « imaginaire ».

L'erreur de cette analyse fut rapidement découverte. John Law l'a expliquée très succinctement. Si toute la valeur découle de l'utilité, il doit alors être vrai que le choix des métaux précieux comme moyens d'échange doit leur donner de la valeur. Si l'on souhaite qualifier d'imaginaire la valeur du métal utilisé comme monnaie, dans la mesure où elle découle de ses services monétaires, il faut considérer toute valeur comme imaginaire :

Car aucune chose n'a de valeur que par l'usage auquel on l'applique, et à raison des demandes qu'on en fait, proportionnellement à sa quantité[1].

Avec ces mots Law anticipait la théorie subjectiviste de la valeur : il ne faut pas lui nier la place qu'il mérite dans l'histoire de notre science. L'importance de ses réalisations n'est pas diminuée par son incapacité à développer toutes les implications de son idée fondamentale, ni par le fait qu'il s'égara dans l'impénétrable forêt de l'erreur et peut-être même de la faute.

Les chercheurs qui vinrent après lui furent également incapables de faire plein usage du contenu de l'idée fondamentale et clairement développée par Law. Nous rencontrons encore des malentendus concernant trois aspects.

Premièrement, certains auteurs nient catégoriquement que le service fourni par la monnaie puisse générer de la valeur. Ils n'expliquent malheureusement pas pourquoi les services monétaires devraient être différents des services offerts par la nourriture ou les vêtements. La difficulté posée par le « papier-monnaie » est contournée en considérant ce « papier-monnaie » comme un titre sur une monnaie métallique authentique, c'est-à-dire sur une monnaie ayant une valeur « matérielle ». Les fluctuations du taux de change du « papier-monnaie » sont expliquées par des changements concernant la probabilité de remboursement en espèces. En raison du développement de la théorie monétaire des dernières décennies, je considère qu'il est superflu de s'opposer à cette théorie. J'ai essayé de donner

[1] John Law, *Considérations sur le Numéraire et le Commerce* (Paris : Buisson, 1851), pp. 447 et suivantes.

une réfutation empirique et n'ai pas rencontré d'opposition à la hauteur[1].

D'une certaine façon, la deuxième erreur est liée à la première : elle nie la possibilité qu'il y ait une monnaie dont la « substance » ne produise que des services monétaires et rien d'autre. On s'accorde en général pour dire que les services monétaires peuvent créer de la valeur, comme tout autre service, en général. Nous devons exprimer sans réserves notre accord avec Knies quand il affirme que « l'or et l'argent auraient été tout aussi peu propices que les autres biens à accomplir le rôle de monnaie s'ils n'avaient pas servi auparavant — avant d'être adoptés pour leurs services monétaires — de biens économiques satisfaisant des besoins humains, un besoin économique « général », un besoin largement ressenti et persistant[2]. » Mais Knies fait erreur quand il ajoute « il ne suffit pas que cet usage initial des métaux précieux ait précédé leur usage pour services monétaires : il faut que cet usage continue pour que les pièces de métaux précieux ne perdent pas leur utilité monétaire. [...] Si les gens cessaient d'utiliser l'or et l'argent pour satisfaire leurs désirs de bijoux ou de décoration, etc., l'autre usage des métaux précieux, celui de moyen d'échange, serait également éliminé[3]. » Knies n'a pas réussi à démontrer la validité de cette affirmation. Il n'est en aucun cas évident qu'un bien économique qui rend les services d'un moyen d'échange communément utilisé devrait perdre sa capacité à servir de monnaie pour la simple raison que son usage pour d'autres buts disparaîtrait peu à peu.

Le fait que l'adoption d'un bien comme moyen d'échange exige l'usage ou la consommation préalable de ce bien pour d'autres buts vient de ce que la demande spécifique de ses services en tant que moyen d'échange présuppose une valeur d'échange objective déjà existante. Cette valeur d'échange objective, qui se modifiera par la suite avec la demande de ce bien en tant que moyen d'échange, en plus de la demande pour son « autre » usage, se base exclusivement sur cet « autre » usage quand il commence à être utilisé comme moyen d'échange. Mais une fois qu'un bien économique est devenu monnaie, la demande spécifique de monnaie peut être reliée à une relation d'échange existant déjà sur le marché entre la monnaie et les biens, même si la demande motivée par l'autre usage du bien servant monnaie disparaît.

[1] Voir Mises, *The Theory of Money and Credit,* deuxième édition (Indianapolis, Ind. : Liberty Classics, 1981), pp. 146-53.

[2] Knies. *Geld und Kredit,* p. 322.

[3] Ibid., pp. 322 et suivantes.

Ce n'est que très lentement et avec difficulté que l'esprit humain s'est libéré du mode de pensée grossièrement matérialiste qui a conduit à une résistance prolongée à l'idée que l'utilisation d'un bien comme moyen d'échange génère, comme pour tout autre usage de ce bien, une demande qui donne naissance à un prix et qui est capable de modifier ce prix. Si la capacité d'une chose à satisfaire un besoin humain, ainsi que la *reconnaissance* de cette capacité, sont considérées comme des préalables à l'établissement de la qualité de bien d'une chose[1], on s'approche de l'idée consistant à distinguer des biens « réels » et des biens « non réels » parmi les objets de l'action économique. Dès que l'économiste se situe sur ce terrain, il perd pied et sort involontairement du domaine de l'objectivité scientifique : il entre dans le domaine des jugements éthiques, de la morale et de la politique. Il comparera alors les choses « objectivement utiles » à celles qui ne sont qu'« imaginées être utiles ». Il étudiera si et dans quelle mesure les choses que l'on pense être utiles (et donc traitées comme telles) le sont effectivement dans un sens « objectif ». Dès qu'on en arrive là, il est tout à fait logique de se demander si l'utilité fournie par un bien satisfait un véritable besoin ou simplement un besoin fictif. Cette façon de penser peut par la suite conduire à l'idée que la valeur des métaux précieux (qui servent « uniquement » à répondre au désir de bijoux et ne satisfont aucune nécessité physiologique, au contraire de ce que font indéniablement la nourriture ou les vêtements d'un point de vue grossièrement matérialiste) est entièrement imaginaire, qu'elle résulte d'institutions sociales inappropriées et de la vanité humaine. À l'inverse, il se peut que la valeur des métaux précieux soit admise comme légitime car même le désir de bijoux est « réel » et « justifié ». L'utilité objective des métaux précieux n'est pas niée ; au contraire, la validité générale de l'exigence de services monétaires est mise en doute parce qu'il a existé autrefois une société sans monnaie et que, de toute façon, une telle société est concevable. Vouloir que la « qualité de bien » réclame une utilité « naturelle » ne se limitant pas aux exigences particulières d'un quelconque ordre social présupposé, est une hypothèse inacceptable.

Un matérialisme encore plus grossier était cependant derrière l'idée de ceux qui voulaient nier aux services monétaires leur pouvoir de création de valeur parce que la monnaie, en jouant son rôle, ne perdait pas sa capacité à servir d'autres buts ; en d'autres mots,

[1] Même Menger l'a fait ; voir ses *Grundsätze* (*Principles of Economics* [1871], New York : New York University Press, 1981, pp. 52-53 pour la traduction anglaise).

parce que sa « substance » n'était pas consommée lorsqu'elle remplissait son rôle de monnaie.

Tous ceux qui ont nié la capacité des services monétaires à déterminer sa valeur d'échange n'avaient pas compris que la demande constitue le seul élément décisif. Le fait qu'il existe une demande de monnaie — qui est le bien le plus facile à commercialiser (le plus vendable), contre lequel les propriétaires d'autres biens sont disposés à les échanger — signifie que la fonction monétaire est capable de créer de la valeur.

2. L'offre et la demande de monnaie : La « vitesse de circulation » de la monnaie

Le plus désastreux des écarts injustifiés de la théorie monétaire par rapport à la théorie de l'échange direct fut l'incapacité à fonder l'analyse du problème fondamental de la théorie de la valeur de la monnaie sur la relation entre la quantité et la demande de monnaie de la part des unités économiques individuelles ou entre l'offre et la demande de monnaie sur le marché. Au contraire l'analyse partait de l'utilité objective de l'unité monétaire pour l'ensemble de l'économie, ce que l'on exprimait comme la vélocité de la monnaie par rapport à sa quantité et ce que l'on comparait ensuite à la somme des transactions.

La vieille tendance, reprise des Caméristes[1], de baser l'analyse des problèmes économiques de « l'économie nationale » sur la « totalité » et non sur les agents humains, semble difficile à éradiquer. Malgré tous les avertissements des économistes subjectivistes, nous continuons à observer des rechutes. L'un des moindres maux est que les jugements éthiques concernant les phénomènes sont présentés sous l'apparence de l'objectivité scientifique. Par exemple, l'activité productive (c'est-à-dire l'activité dans une communauté socialiste imaginaire dirigée par le critique) est opposée à l'activité en vue du profit (c'est-à-dire l'activité des individus dans une société basée sur la propriété privée des moyens de production). La première sera considérée comme le mode de production « juste » et la seconde comme le mode « injuste ». Plus important est le fait que si l'on

[1] L'école camériste, dans les pays de l'Europe centrale des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, défendait un État paternaliste total. Son programme se focalisait sur la manière de réglementer au mieux l'industrie, le commerce et les questions fiscales afin de financer l'État militaire et administratif croissant. Cette école s'en tenait aux principes de base du mercantilisme, préconisait la dissolution du système des guildes et la standardisation des lois. Note de l'édition américaine.

pense en fonction de la totalité de l'économie d'une société, on ne pourra jamais comprendre le fonctionnement d'une société basée sur la propriété privée des moyens de production. Il est faux d'affirmer que la nécessité de la méthode collectiviste pourrait être prouvée en montrant que les actions des individus ne peuvent être comprises que dans le cadre de l'environnement de l'individu. Il en est ainsi parce que l'analyse économique ne dépend pas de la compréhension psychologique des motifs de l'action, mais uniquement d'une compréhension de l'action elle-même. Il importe peu à la catallaxie de savoir pourquoi le pain, les vêtements, les livres, les canons ou les articles religieux sont désirés sur le marché : seul compte le fait qu'une certaine demande existe. Le mécanisme du marché et, par conséquent, les lois de l'économie capitaliste ne peuvent être saisies que si l'on commence par les forces agissant sur le marché. Mais sur le marché il n'y a que des individus agissant en tant qu'acheteurs et vendeurs, on n'y trouve jamais la « totalité ». En économie théorique la totalité ne peut être comprise qu'au sens d'un collectif économique où les moyens de production seraient totalement hors de l'orbite de l'échange et ne pourraient donc pas être vendus contre de l'argent. Il n'y a alors pas de place pour une théorie des prix, ni pour une théorie de la monnaie. Cependant, si nous voulons saisir les problèmes de la valeur dans une économie collectiviste, nous ne pouvons — de manière ironique — qu'utiliser la méthode d'analyse connue sous le nom de « méthode individualiste ».

Les tentatives faites pour résoudre le problème de la valeur de la monnaie par le biais de l'économie dans son ensemble, plutôt qu'au travers des facteurs du marché, ont trouvé leur apogée dans une équation tautologique sans aucune valeur épistémologique. Seule une théorie qui montre comment les jugements de valeur subjectifs des acheteurs et des vendeurs sont influencés par les changements des différents éléments de l'équation des échanges peut légitimement être qualifiée de théorie de la valeur de la monnaie.

Les acheteurs et les vendeurs du marché ne se soucient jamais des éléments de l'équation des échanges, parmi lesquels deux — la vitesse de circulation et le niveau des prix — ne peuvent pas être connus des participants du marché. Seule l'importance attachée par les divers agents du marché au maintien à un certain niveau de leurs encaisses monétaires d'une part, et à la possession des divers biens en question d'autre part, détermine la formation du rapport d'échange entre la monnaie et les biens.

Rattachée au concept de la vitesse de circulation de la monnaie se trouve l'image mentale que la monnaie ne deviendrait utile qu'à l'instant de la transaction, mais ne serait que « stérile » et inutile

sinon. Une distinction entre monnaie active et monnaie stérile est également faite lorsque l'on parle de la thésaurisation monétaire et que l'on procède à une comparaison entre la quantité de monnaie « thésaurisée » et la quantité de monnaie qui serait nécessaire pour rendre des services monétaires : ce qui la distingue du cas précédent est la façon dont on trace la frontière entre monnaie active et monnaie stérile. Les deux distinctions doivent être écartées.

Le service que rend la monnaie ne se confine pas aux transactions. Elle ne remplit pas son rôle uniquement au moment où elle passe d'une main à une autre. Elle rend aussi des services quand elle reste dans la caisse, en qualité de bien le plus commercialisable, en anticipation de son futur usage comme moyen d'échange généralement employé. La demande de monnaie des individus, tout comme celle de la totalité de l'économie, est déterminée par le désir de conserver des liquidités et non par le volume total des transactions à effectuer durant une certaine durée[1].

Diviser la quantité de monnaie en deux parties : l'une destinée à rendre de véritables services monétaires et l'autre servant de réserve de monnaie, est une procédure arbitraire. Bien entendu aucun dégât n'en résultera si, par ailleurs, la demande de monnaie était séparée en demande de thésaurisation et en demande de véritables services monétaires. Mais une formule qui ne représente et qui ne résout qu'une partie arbitrairement définie du problème doit être rejetée si nous pouvons en fournir une autre qui traite et résout l'ensemble du problème de manière uniforme.

3. Les fluctuations de la valeur de la monnaie

L'un des plus étranges phénomènes de l'histoire de la théorie monétaire est la résistance obstinée rencontrée par la théorie quantitative. La formulation imparfaite qu'en donnèrent bon nombre de ses partisans se heurta inévitablement à une opposition, beaucoup de gens — comme, par exemple, Benjamin Anderson[2] — attribuant au concept une signification très différente de celle communément acceptée. Résultat, ce qu'ils appellent théorie quantitative, et à laquelle il s'oppose, n'est pas la théorie elle-même mais uniquement une variante de celle-ci. Ce n'est pas particulièrement étonnant. Ce qui est très surprenant est que l'on a essayé et que l'on essaie encore aujourd'hui de nier que des changements de la relation entre la

[1] Voir également Edwin Cannan, *Money,* quatrième édition (Westminister : P.S. King and Son, 1932), pp. 72 et suivantes.

[2] Benjamin Anderson, *The Value of Money* (New York : Macmillan, 1917).

quantité et la demande de monnaie modifient le pouvoir d'achat de l'unité monétaire. Il n'est pas suffisant de l'expliquer par les intérêts particuliers des inflationnistes, étatistes et socialistes, des fonctionnaires et des politiciens qui subiraient des conséquences fâcheuses suite à une diffusion de la connaissance à propos de la politique monétaire. Nous n'arriverons jamais à une réponse en empruntant la voie de l'École historico-réaliste, qui (suivant l'exemple marxiste) explique toutes les idées par des idéologies. Cela n'a jamais été un problème d'expliquer pourquoi une idéologie particulière se développe et est défendue par certaines classes qui croient pouvoir en tirer un bénéfice direct (même si cet avantage direct est plus que compensé par des inconvénients indirects). Ce qu'il faut toutefois expliquer, c'est plutôt comment naissent les théories incorrectes et comment elles trouvent des partisans. Comment se fait-il que tant de monde en soit venu à supposer, sans justification, qu'une certaine politique bénéficie soit à la société tout entière, soit à de nombreux groupes au sein de cette société ?

Cependant, la théorie de la monnaie en tant que telle ne s'intéresse pas aux aspects psychologiques qui expliquent les raisons de l'impopularité de la théorie quantitative et la tendance à adopter d'autres explications à la valeur de la monnaie. Elle s'intéresse plutôt à la question suivante : quels éléments des doctrines s'opposant à la théorie quantitative pourraient-ils être utiles ? Comme il était tout aussi impossible de nier l'importance des changements de l'offre dans la formation des rapports d'échange pour le cas de l'échange indirect que pour celui de l'échange direct, on ne pouvait s'opposer à la théorie quantitative qu'en admettant sa validité en principe mais en affirmant qu'en dépit de sa validité générale un autre principe éliminait régulièrement son effet. Cette tentative fut faite par la *Banking School* avec sa fameuse théorie de la thésaurisation et son rejeton, la théorie de l'ajustement automatique de la circulation des substituts de monnaie à la demande de monnaie au sens large. Aujourd'hui ces deux théories ont été vaincues.

Comme c'est le cas pour tant de théories, les partisans de la théorie quantitative lui ont fait plus de tort que ses ennemis. Nous avons déjà mentionné l'insuffisance des théories basées sur le concept de vélocité de la monnaie. Il était tout aussi erroné d'interpréter la théorie quantitative comme disant que les changements de la quantité de monnaie résultaient de changements proportionnels du prix des biens. On oubliait dans ce cas que tout changement dans la relation entre l'offre et la demande de monnaie devait nécessairement entraîner une modification de la distribution des richesses et des revenus et

que, par conséquent, les prix des différents biens et services ne pouvaient pas être touchés simultanément et dans la même proportion.

Nulle part l'usage de formules conçues sur le modèle de la mécanique, en lieu et place d'une attention accordée au problème de l'influence des facteurs du marché, n'a fait plus de mal que dans ce cas. Des économistes voulurent travailler avec l'équation des échanges sans noter que les changements du volume monétaire et de la demande monétaire ne peuvent survenir que d'une seule façon : au début, seuls les jugements de valeur et avec eux les actions de quelques agents économiques seront influencés, les changements du pouvoir d'achat qui en résultent ne se diffusant dans l'économie que suivant un schéma progressif. En d'autres mots le problème des changements de la valeur de la monnaie a été traité par la méthode « statique » bien qu'il n'y ait jamais eu le moindre doute concernant le caractère dynamique du problème.

4. Les substituts de monnaie

Le problème spécifique le plus délicat et le plus important de la théorie monétaire est celui des substituts de monnaie. Le fait que les services monétaires puissent également être rendus par des titres monétaires sûrs, remboursables sur demande, entraîne des difficultés considérables dans la tentative des théoriciens de la monnaie pour définir la quantité et la demande de monnaie. Cette difficulté ne peut pas être surmontée tant que les substituts de monnaie ne sont pas clairement définis et divisés en certificats monétaires et moyens fiduciaires, en vue de traiter l'octroi de crédits par l'intermédiaire de l'émission de moyens fiduciaires séparément, autrement qu'avec les autres types de crédit.

Les prêts n'impliquant pas d'émission de moyens fiduciaires (c'est-à-dire de billets de banque ou de comptes de dépôt non couverts par de l'argent) sont sans conséquence sur le volume monétaire. La demande de monnaie peut être influencée par le prêt tout autant qu'une autre institution de l'ordre économique. Sans connaissance des données du cas particulier, nous ne pouvons pas dire dans quel sens se fera cette influence. L'opinion courante selon laquelle une expansion du crédit conduit toujours à faire baisser la demande de monnaie est incorrecte. Si beaucoup de prêts contractés prévoient les gros remboursements à certaines dates (à la fin du mois ou du trimestre par exemple), le résultat sera une augmentation et non une réduction de la demande de monnaie. Les conséquences de cette augmentation de la demande de monnaie s'exprimeront dans les prix, s'il n'y a pas d'arrangements de compensation, d'une part, et

dans la pratique des banques consistant à augmenter le volume des moyens fiduciaires les jours critiques d'autre part.

Tout dépend de la séparation nette entre monnaie et substituts de monnaie et au sein de la catégorie des substituts de monnaie d'une distinction entre certificats monétaires (substituts monétaires entièrement couverts par de la monnaie) et moyen fiduciaire (substitut monétaire non couvert par de la monnaie). Mais il s'agit là avant tout d'une question de convenance terminologique. Cette question gagne cependant en importance en raison de la difficulté et de la complexité des problèmes. Ce n'est pas — comme on l'affirme encore si souvent — « l'octroi de crédits » mais l'émission de moyens fiduciaires qui cause les effets sur les prix, les salaires et les taux d'intérêt que la théorie bancaire a à étudier. Il est par conséquent inapproprié de qualifier la théorie bancaire de théorie des moyens fiduciaires.

5. Le calcul économique et le problème de la « stabilité de la valeur »

La vieille conception, largement acceptée, de la monnaie comme étalon des prix et de la valeur est hors de propos pour la théorie moderne. Mais le fait que la théorie subjectiviste de la valeur n'a pas accordé plus d'attention à l'importance de la monnaie dans le calcul économique, ainsi qu'au problème du calcul économique en général, n'est pas un oubli totalement anodin.

Traditionnellement l'économie théorique sépare la théorie de l'échange sans intermédiaire (échange direct) de la théorie de l'échange avec intermédiaire (échange indirect). Cette division de la catallaxie est indispensable et sans elle il aurait été impossible de produire des résultats utiles. Mais il convient d'être toujours conscient que l'hypothèse selon laquelle les biens économiques sont échangés sans l'intermédiaire d'un moyen d'échange généralement employé n'est réaliste que pour des cas impliquant l'échange de biens de consommation et de biens de production de l'ordre le moins élevé, c'est-à-dire les plus proches des biens de consommation. L'échange direct de biens de consommation et de biens de production étroitement liés est bien entendu possible ; il existe de nos jours et a existé par le passé. Toutefois l'échange de biens d'un ordre plus élevé présuppose l'usage de la monnaie. Le concept de marché comme essence de la coordination de tous les éléments de l'offre et de la demande, dont la théorie moderne dépend et doit dépendre, est inconcevable sans l'usage de la monnaie. Ce n'est qu'avec l'usage de la monnaie qu'il est possible de comparer l'utilité marginale des

biens pour leurs différents emplois possibles. Ce n'est que là où la monnaie existe que nous pouvons analyser clairement la différence de valeur entre les biens présents et les biens futurs. Ce n'est qu'au sein d'une économie monétaire que cette différence de valeur peut être comprise de façon abstraite et séparée des changements portant sur l'évaluation de biens économiques particuliers. Dans une économie de troc le phénomène de l'intérêt ne pourrait jamais être isolé de l'évaluation des futurs mouvements de prix des biens individuels. Supposer l'existence d'un système de marché hautement développé sans l'intermédiaire d'un moyen d'échange généralement accepté serait une fiction scientifique digne de la théorie du « comme si » de Vaihinger[1].

Nous n'étudierons pas ici l'importance du calcul monétaire pour l'action rationnelle et la coopération sociale ; ce n'est pas une tâche pour la catallaxie mais pour la sociologie. Le champ de la théorie monétaire est suffisamment large s'il se limite à un traitement exhaustif des questions qui le concernent directement.

Le rôle suprême de la monnaie dans la sphère des biens économiques a été établi par la pratique du calcul en termes monétaires, qui exprime le prix de tous les autres biens économiques en fonction du montant monétaire correspondant et qui fonde les décisions économiques sur la seule valeur de l'unité monétaire. L'un des résultats de cette pratique est une opposition entre la monnaie et les autres biens, opposition du type de celle que nous rencontrons dans l'expression « le coût élevé de la vie » et plus encore dans la théorie mercantiliste. Mais une conséquence plus fâcheuse de l'attribution d'une telle importance à la monnaie fut le développement de l'idée d'une « valeur stable » de la monnaie, qui malgré sa naïveté et son manque de précision a exercé une influence permanente sur la politique monétaire.

A mesure qu'on en vint à reconnaître que la monnaie ne possède pas une « valeur stable », un postulat politique survint selon lequel la monnaie *devrait* avoir une valeur stable ou au moins être conçue de façon à ce qu'elle se rapproche aussi près que possible de cet idéal. Les avocats de l'étalon-or, ainsi que ceux de l'étalon bimétallique,

[1] Hans Vaihinger (1852-1933) était un philosophe allemand qui affirmait que « Une idée dont l'erreur ou l'inexactitude théorique, et par là sa fausseté, est reconnue n'est par pour cette raison particulièrement sans valeur et sans utilité ; car une idée peut avoir une grande importance pratique en dépit de sa nullité théorique. « *The Philosophy of "As If"»,* (*La Philosophie du « comme si »*) traduction anglaise de *C.* K. Odgen (New York : Harcourt, Brace, 1935), p. viii. (Note de l'édition américaine.)

ont vendu leurs systèmes monétaires comme étant la meilleure garantie de la plus grande stabilité possible de la valeur de la monnaie. Bon nombre de propositions se basent sur l'idée que la plus grande constance possible du pouvoir d'achat de la monnaie est le but ultime et le plus important de la politique monétaire. L'une de ces propositions prévoit la création d'une devise-marchandises (un étalon tabulaire) pour les contrats à long terme et destinée à compléter la monnaie constituée de métaux précieux. Les propositions d'Irving Fisher[1] et de John Maynard Keynes[2] vont encore plus loin en recommandant une « monnaie manipulée » basée sur un système d'indice.

Les défauts de la notion de « valeur stable » et les contradictions d'une politique monétaire basée sur elle n'ont pas à être montrés à nouveau[3]. Dans la vie de tous les jours les actions des sujets économisant concernant les estimations de valeur ne couvrent habituellement que de brèves périodes si nous ignorons pour le moment les contrats d'endettement à long terme sur lesquels nous reviendrons plus en détail par la suite. Les calculs économiques de l'entrepreneur se limitent aux mois et aux années à venir. Seule la situation de l'avenir immédiat peut être prédite et prise en compte dans les calculs économiques. Même en dehors des difficultés que représentent les changements du pouvoir d'achat de la monnaie, il serait impossible de prévoir la situation économique d'un futur plus lointain avec un quelconque degré de fiabilité.

Le désir d'une réserve « stable » de pouvoir d'achat est né avec des tentatives visant à protéger la richesse et les revenus des vicissitudes du marché. Le but était de conserver la richesse et le revenu pour « l'éternité ». La mentalité agraire pensait avoir trouvé une telle réserve de richesse sous la forme de la terre. La terre resterait toujours la terre et les fruits de l'agriculture seraient toujours désirables ; on croyait ainsi que la propriété terrienne était une forme de richesse qui assurerait un revenu constant. Il nous est facile aujourd'hui, à l'ère de l'agriculture organisée selon le mode capitalistique, de montrer l'erreur de ce raisonnement. Un fermier autosuffisant, travaillant sur ses propres terres, est capable de s'isoler « pour toujours » des

[1] Irving Fisher, *Stabilizing the Dollar* (New York : Macmillan, 1925), pp. 79 et suivantes.

[2] John Maynard Keynes, *A Tract on Monetary Reform* (Londres : Macmillan, 1923), pp. 177 et suivantes.

[3] Ludwig von Mises, *Monetary Stabilization and Cyclical Policy* (1928), dans *On the Manipulation of Money and Credit,* édité par Percy L. Greaves, Jr. (Dobbs Ferry, N.Y. : Free Market Books, 1978), pp. 83-103. Note de l'édition américaine.

changements se produisant autour de lui. Mais pour une affaire opérant dans une société basée sur une division du travail intensive, la situation est très différente. Le capital et la main-d'œuvre ne doivent être utilisés que sur les meilleurs terrains. Produire sur une terre de moins bonne qualité ne rapporte aucun rendement net. Même les terrains peuvent voir leur valeur chuter de manière sévère ou même perdre toute valeur lorsque des terres de meilleure qualité deviennent disponibles en grande quantité.

Ce type de raisonnement passa rapidement de la terre aux titres garantis par la propriété terrienne. Plus tard les titres sur « l'État » et autres créatures du droit public furent ajoutés aux titres garantis. On pensait que l'État aurait une existence éternelle et on accordait une foi inconditionnelle à sa promesse de payer. Les bons du gouvernement apparurent par conséquent comme un moyen de mettre sa richesse et ses revenus à l'abri des incertitudes de la vie en les plaçant dans la sphère de « l'éternité ». Nous n'avons pas à perdre davantage de temps sur l'erreur de cette idée. Il suffit d'indiquer que même les États peuvent tomber et que les États répudient leurs dettes.

Contrairement à l'opinion dominante, il n'existe dans l'ordre social capitaliste aucune richesse qui produise un rendement automatique. Afin de tirer un revenu de la propriété des moyens de production, cette propriété doit être employée dans une entreprise à succès ou prêtée à un entrepreneur prometteur. Mais pour les entrepreneurs le succès n'est jamais « certain ». Il peut arriver qu'une firme décline et que le capital investi s'évanouisse, en partie ou en totalité. Le capitaliste qui n'est pas lui-même un entrepreneur mais ne fait que prêter aux entrepreneurs est moins exposé au danger de la perte que l'entrepreneur, mais même lui court le risque que les pertes de l'entrepreneur soient si grandes que ce dernier devienne incapable de rembourser le capital emprunté. La propriété du capital n'est pas une source de revenu automatique mais un moyen dont l'utilisation fructueuse peut produire un revenu. Pour tirer un revenu de la propriété sous forme de capital, il faut être capable de l'investir de façon avantageuse. Celui qui n'a pas cette aptitude ne peut pas compter sur un revenu découlant de sa possession de capital et peut tout perdre.

Pour réduire ces difficultés et les incertitudes au niveau le plus bas possible, les capitalistes acquièrent des terres, des obligations d'État et des titres avec hypothèque. Mais ici les défauts d'un manque de « stabilité de la valeur » de la monnaie commencent à causer des problèmes. Dans le cas des crédits à court terme, les effets des changements du pouvoir d'achat de la monnaie sur la valeur du titre seront éliminés ou au moins réduits par le fait que les taux d'intérêt du marché pour les prêts à court terme grimperont et bais-

seront avec les fluctuations du prix des biens. Cet ajustement n'est pas possible dans le cas des prêts à long terme.

La raison ultime qui se trouve derrière la recherche d'une « valeur stable » de la monnaie est le désir de créer un moyen permettant de sortir la propriété du capital du domaine du temporel et pour la faire entrer dans le domaine de l'éternel. Or la solution au problème de la stabilité de la valeur ne peut être obtenue que si tout mouvement, tout changement, est éliminé du système économique. Il ne suffit pas de stabiliser les rapports d'échange entre la monnaie et une moyenne du prix des biens : il faudrait aussi fixer les rapports d'échange entre tous les biens.

Si la politique monétaire s'abstient de tout ce qui pourrait causer de violents changements, ayant leur origine du « côté de la monnaie », dans les rapports d'échange entre la monnaie et les autres biens économiques ; si elle choisit une monnaie-marchandise qui n'est pas soumise à de brusques fluctuations de valeur provenant soit de sa propre offre, soit de la demande industrielle pour d'autres usages non monétaires ; si elle restreint l'émission de moyens fiduciaires : alors elle a fait tout ce qu'il était possible de faire pour atténuer les effets préjudiciables qui découlent des changements du pouvoir d'achat de la monnaie. Si la politique monétaire se limitait à ces tâches, elle contribuerait davantage à l'élimination des maux perçus qu'avec des efforts visant consciemment à réaliser un idéal hors de portée. Parmi ceux qui comprennent la signification et les implications du concept théorique d' « état stationnaire », personne ne peut nier que toutes les tentatives de transplanter ce concept du monde de la théorie économique dans la vie réelle sont vouées à l'échec.

5

La non-neutralité de la monnaie

Cet essai fut présenté lors d'une conférence devant un groupe à Paris de 1938 et à nouveau devant le New York City Economics Club en 1945.

Les économistes de la monnaie avaient réussi au XVI^e^ et XVII^e^ siècles à faire disparaître les sophismes populaires concernant une prétendue stabilité de la monnaie. La vieille erreur disparut mais une nouvelle apparut : le mirage de la neutralité de la monnaie.

Bien entendu, les économistes classiques firent de leur mieux pour démolir ces erreurs. David Hume, le fondateur de l'économie politique britannique, et John Stuart Mill, le dernier de la lignée des économistes classiques, ont tous deux traité du problème d'une façon magistrale. Et nous ne devons pas non plus oublier Cairnes, qui ouvrit dans son essai sur le cours de la dépréciation la voie à une analyse réaliste du problème en jeu[1].

Malgré ces premiers pas dans la direction d'une compréhension correcte, les économistes modernes ont incorporé le sophisme de la monnaie neutre dans leur système de pensée.

Le raisonnement de l'économie moderne de l'utilité marginale part de l'hypothèse d'une situation de troc pur. Le mécanisme de l'échange des biens et des transactions du marché est étudié en supposant que seul l'échange direct a cours. Les économistes décrivent une entité purement hypothétique, un marché sans échange indirect, sans moyen d'échange, sans monnaie. Il n'y a pas de doute que cette méthode est la seule possible, que l'élimination de la monnaie est nécessaire et que nous ne pouvons pas nous passer du concept d'un marché ne connaissant que l'échange direct. Mais nous devons comprendre qu'il ne s'agit là que d'un concept hypothétique n'ayant aucune contrepartie dans la réalité. Le marché réel est nécessairement un marché d'échanges indirects et de transactions monétaires.

[1] David Hume, « On Money » dans *Writings on Economics,* Eugene Rotwein, ed. (University of Wisconsin Press, Madison, 1970), pp. 33-46 ; John Stuart Mill, *Principles of Political Economy,* Sir William Ashley, ed. (1909), livre 3, chapitre 8 ; John E. Cairnes, *Essays in Political Economy* (London : MacMillan, 1873), pp. 1-65. Note de l'édition américaine.

C'est de cette hypothèse d'un marché sans monnaie que découle l'idée fallacieuse d'une monnaie neutre. Les économistes aimaient tant l'outil qu'offrait ce concept hypothétique qu'ils surestimèrent la portée de son applicabilité. Ils commencèrent à croire que tous les problèmes de la catallaxie pouvaient être analysés au moyen de ce concept fictif. Conformément à cette idée, ils considérèrent que la tâche principale de l'analyse économique était d'étudier l'échange direct. Après cela, tout ce qu'il restait à faire était d'introduire les valeurs monétaires dans les formules obtenues. Mais cela ne constituait, à leurs yeux, qu'un travail d'importance secondaire parce qu'ils étaient convaincus que l'introduction des valeurs monétaires ne modifiait pas le fonctionnement fondamental du mécanisme qu'ils avaient décrit. Le fonctionnement du mécanisme marchand exposé par le concept du troc pur n'était pas affecté par les facteurs monétaires.

Bien sûr, les économistes savaient que le rapport d'échange entre la monnaie et les biens était soumis à des variations. Mais ils croyaient — et c'est là l'essence du sophisme de la neutralité de la monnaie — que ces changements du pouvoir d'achat apparaissaient simultanément sur tout le marché et qu'ils touchaient tous les biens dans la même proportion. L'expression la plus frappante de ce point de vue se trouve dans l'usage métaphorique actuel du terme « niveau » à propos des prix. Les changements de l'offre et de la demande de monnaie — toutes choses égales par ailleurs — feraient monter ou baisser tous les prix et salaires en même temps. Le pouvoir d'achat de l'unité monétaire changerait, mais les rapports entre les prix des biens individuels resteraient les mêmes.

Bien entendu, les économistes ont développé depuis plus de cent ans la méthode des indices afin de mesurer les changements du pouvoir d'achat dans un monde où les rapports entre les prix des biens individuels évoluent constamment. Mais, ce faisant, ils n'abandonnaient pas l'hypothèse que les conséquences d'un changement de l'offre ou de la demande de monnaie étaient une modification proportionnelle et simultanée de tous les prix. La méthode des indices était destinée à leur fournir un moyen de distinguer entre les conséquences des changements de prix ayant leur origine du côté de la demande ou de l'offre des biens individuels de ceux ayant une origine du côté de la demande ou de l'offre de monnaie.

L'hypothèse erronée d'une neutralité de la monnaie est à la base de toutes les tentatives visant à établir la formule qualifiée d'équation des échanges. En utilisant une telle équation, l'économiste mathématicien suppose que quelque chose — l'un des termes de l'équation — change et que des changements correspondant des

autres termes doivent nécessairement s'ensuivre. Ces termes de l'équation ne correspondent pas à des aspects de l'économie des individus mais à des aspects de la totalité du système économique et les changements ne concernent par conséquent pas les individus mais l'ensemble du système économique, la *Volkswirtschaft* en tant que tout. Ce faisant, les économistes appliquent par mégarde au traitement des problèmes monétaires une méthode radicalement différente de la méthode catallactique moderne. Ils reviennent à cette ancienne méthode d'analyse qui voua à l'échec tout le travail des anciens économistes. En ces temps anciens les philosophes s'occupaient dans leurs spéculations de concepts universels, comme l'humanité ou d'autres notions génériques. Ils se demandaient : Quelle est la valeur de l'or ou du fer, c'est-à-dire la valeur en général, valable pour tous les temps et pour tous les peuples, et pour l'or ou le fer en général, pour tout l'or ou le fer disponible ou non encore extrait. Ils ne pouvaient pas réussir de cette façon : ils découvrirent uniquement de prétendus paradoxes qu'ils ne purent pas résoudre.

Tous les succès de la théorie économique moderne ont été attribués au fait que nous avons appris à procéder différemment. Nous comprenons que les individus agissant sur le marché ne se trouvent jamais devant le choix entre tout l'or existant et tout le fer existant. Ils n'ont pas à décider lequel de l'or ou du fer est le plus utile à l'humanité dans son ensemble, mais doivent choisir entre deux quantités limitées qu'ils ne peuvent pas avoir ensemble. Ils déterminent laquelle de ces deux possibilités est la plus favorable pour eux dans les conditions et à l'instant où ils prennent leur décision. Ces actes de choix accomplis par des individus confrontés à une alternative sont les causes ultimes des rapports d'échange qui ont cours sur le marché. Nous devons diriger notre attention vers ces actes de choix et ne pas nous intéresser du tout à la question métaphysique et purement théorique, voire vaine, de savoir quel bien en général apparaîtrait le plus utile aux yeux d'une intelligence surhumaine observant notre condition terrestre d'un point de vue transcendantal.

Les problèmes monétaires sont des problèmes économiques et doivent être traités de la même façon que tous les autres. L'économiste de la monnaie ne doit pas étudier des entités universelles comme un volume du commerce correspondant au volume total des échanges commerciaux ou comme une quantité de monnaie correspondant à toute la monnaie en circulation dans l'ensemble du système économique. Il peut encore moins faire usage de la nébuleuse métaphore de la « vitesse de circulation ». Il doit se rendre compte que la demande de monnaie provient des préférences des individus dans une société de marché. Comme tout le monde souhaite avoir

une certaine quantité de liquide, parfois plus parfois moins, il y a une demande de monnaie. La monnaie n'est jamais simplement présente dans le système économique, dans la *Volkswirtschaft* : elle n'est jamais simplement en circulation. Toute monnaie disponible figure toujours dans les encaisses de quelqu'un. Chaque pièce peut un jour — parfois plus fréquemment, parfois plus rarement — passer des encaisses de quelqu'un vers celles d'un autre. Les décisions des individus vis-à-vis du montant de leurs encaisses liquides constituent le facteur ultime de la formation du pouvoir d'achat.

Les changements de la quantité de monnaie et de la demande de monnaie destinée à augmenter ses encaisses ne se produisent pas dans la totalité du système économique s'ils ne se produisent pas dans les foyers individuels. Ces changements ne se produisent jamais dans les foyers individuels au même moment et dans la même proportion pour tous les individus, et ils n'agissent donc jamais sur les jugements de valeur au même instant et dans la même mesure. C'est précisément le mérite de Hume et de Mill que d'avoir essayé de construire un exemple hypothétique où les changements de l'offre de monnaie pourraient affecter tous les individus de manière à ce que les prix de tous les biens augmentent ou baissent au même moment et dans la même proportion. L'échec de leurs tentatives a offert une preuve négative et l'économie moderne a ajouté une preuve positive du fait que les prix des différents biens ne sont pas touchés au même instant et dans la même mesure. La formule simplifiée de l'ancienne théorie quantitative ainsi que celle des économistes mathématiciens contemporains d'après lesquels les prix, c'est-à-dire tous les prix, montent ou baissent proportionnellement à l'augmentation ou à la réduction de la quantité de monnaie sont réfutées.

Pour simplifier et abréger notre analyse, étudions uniquement le cas de l'inflation. La quantité de monnaie supplémentaire ne vient pas se mettre initialement dans les poches de tous les individus : ceux qui en bénéficient en premier ne reçoivent pas tous le même montant et tous les individus ne réagissent pas de la même façon face à la même quantité supplémentaire de monnaie. Les premiers à en bénéficier — les propriétaires de mines dans le cas de l'or, le Trésor dans le cas du papier-monnaie gouvernemental — disposent dès lors d'encaisses plus élevées et sont en position d'offrir davantage de monnaie sur le marché pour se procurer les biens et les services qu'ils désirent acheter. Le montant additionnel de monnaie qu'ils offrent sur le marché fait monter les prix et les salaires. Mais tous les prix et salaires n'augmentent pas, et ceux qui augmentent ne le font pas tous dans la même proportion. Si la monnaie supplémentaire est dépensée pour des buts militaires, seuls les prix de certains

biens et seuls les salaires de certains types de travail augmentent, les autres restant inchangés ou connaissant même une baisse temporaire. Ils peuvent baisser parce qu'il existe alors sur le marché certaines personnes dont le revenu n'a pas monté mais qui sont néanmoins obligées de payer davantage pour certains biens, à savoir ceux que demandent les premiers bénéficiaires de l'inflation. Ainsi, les changements de prix qui résultent de l'inflation ne concernent initialement que certains biens et services, puis se diffusent plus ou moins lentement d'un groupe vers les autres. Il faut du temps avant que la quantité additionnelle de monnaie n'épuise toutes ses potentialités de changements de prix. Mais même à la fin les différents articles ne sont pas touchés dans la même mesure. Le processus de dépréciation progressive a modifié le revenu et la richesse des différents groupes sociaux. Tant que cette dépréciation se poursuit, tant que la quantité supplémentaire de monnaie n'a pas épuisé toutes ses potentialités d'influence sur les prix, tant qu'il reste encore des prix n'ayant pas du tout changé ou n'ayant pas changé autant qu'ils le feront, il se trouvera dans la communauté certains groupes favorisés et d'autres désavantagés. Ceux qui vendent les biens ou les services dont les prix sont les premiers à monter sont en mesure de vendre à de nouveaux prix plus élevés tout en achetant ce qu'ils veulent aux anciens prix encore inchangés. Inversement, ceux qui vendent des biens ou des services dont les prix demeurent inchangés pendant un certain temps vendent aux anciens prix tout en devant déjà acheter aux nouveaux prix plus élevés. Les premiers réalisent un bénéfice particulier, ce sont les profiteurs, les seconds perdent de l'argent, ce sont les perdants dont les poches fournissent les gains supplémentaires que perçoivent les profiteurs. Tant que l'inflation est en cours, il y a un transfert perpétuel des revenus et des richesses de certains groupes sociaux vers d'autres. Quand toutes les conséquences de l'inflation sur les prix sont terminées, un transfert de richesse entre les groupes sociaux s'est produit. Il en résulte qu'il y a dans le système économique une nouvelle dispersion de la richesse et des revenus et que dans ce nouvel ordre social les besoins des individus sont satisfaits à des niveaux relatifs différents de ceux qui prévalaient auparavant. Dans ce nouvel ordre, les prix ne peuvent pas être un simple multiple des prix précédents.

Les conséquences sociales d'un changement du pouvoir d'achat de la monnaie sont de double : premièrement, comme la monnaie est le moyen permettant d'effectuer des paiements différés, les relations entre les créanciers et les débiteurs sont modifiées. Deuxièmement, comme les changements du pouvoir d'achat n'affectent pas tous les prix et salaires au même moment et dans la même mesure,

il y a un transfert de richesse et de revenu entre les différents groupes sociaux. L'une des erreurs de toutes les propositions de stabilisation du pouvoir d'achat fut de ne pas prendre en compte cette deuxième conséquence. Nous pourrions dire que la théorie économique en général n'a pas accordé assez d'attention à cette question. Dans la mesure où elle l'a fait, elle s'est principalement concentrée sur la seule réaction d'un changement du taux de change de la devise du pays. Mais ce n'est là qu'une application particulière d'un problème qui a une bien plus grande portée.

Ce qui est fondamental pour la théorie économique est qu'il n'y a pas de relation constante entre les changements de la quantité de monnaie et les prix. Les changements de la quantité de monnaie affectent les prix et les salaires individuels de manière différente. L'utilisation métaphorique de l'expression « niveau des prix » est trompeuse.

L'avis contraire et erroné se basait sur une considération qui peut être représentée ainsi : imaginons deux systèmes absolument indépendants *A* et *B* en équilibre statique. Tous les deux sont identiques sur tous les points, sauf qu'à la quantité totale de monnaie (*M*) dans *A* et à toute encaisse individuelle (*m*) dans *A* correspondent dans *B* une quantité totale $M \times n$ et une encaisse individuelle $m \times n$. Avec ces hypothèses tous les prix et salaires dans *B* sont bien sûr *n* fois ceux de *A*. Mais il en est exactement ainsi parce qu'il s'agit de nos hypothèses. Personne ne peut toutefois imaginer une méthode qui permettrait de transformer le système *A* en système *B*. Il est bien entendu inacceptable d'utiliser l'équilibre statique si nous voulons étudier un problème dynamique.

En mettant de côté tout scrupule quant à l'usage des termes dynamique et statique, je voudrais dire ceci : la monnaie est nécessairement un agent dynamique et ce fut une erreur d'analyser les problèmes monétaires de manière statique.

Il n'y a bien entendu plus de place pour la monnaie dans un concept d'équilibre statique. En élaborant le concept d'une société statique nous supposons qu'aucun changement ne se produit. Tout se passe de la même manière qu'auparavant. Aujourd'hui est identique à hier et demain sera comme aujourd'hui. Mais dans ces circonstances personne n'a besoin d'encaisses monétaires. Les encaisses liquides ne sont nécessaires que lorsque l'individu ne connaît pas la situation à laquelle il sera confronté dans un avenir incertain. Si tout un chacun savait quand et ce qu'il devra acheter, il n'aurait pas besoin de liquidités privées et pourrait confier tout son argent à une banque centrale sous forme de dépôts à terme, les échéances correspondant aux dates et aux montants nécessaires pour ses paiements

futurs. Comme tout le monde agirait pareillement, la banque centrale n'aurait pas besoin de réserves pour répondre à ses obligations. Bien sûr, le montant total qu'elle devrait payer aux acheteurs contrebalancerait tous les jours exactement ce qu'elle recevrait en dépôt des vendeurs. Si nous supposons qu'il a existé un jour, dans ce monde d'équilibre statique et avant que cet équilibre ne soit atteint, une unique monnaie métallique, disons de l'or, nous devons supposer qu'en se rapprochant progressivement des conditions d'équilibre les citoyens ont de plus en plus mis leur or en dépôt et que la banque, qui n'en avait pas l'usage, l'a vendu aux bijoutiers et à d'autres en vue d'une consommation industrielle. Avec l'avènement de l'équilibre il n'y a plus de monnaie métallique, il n'y a en fait plus de monnaie du tout mais un système de compensation, sans substance et sans importance, qui ne peut pas être considéré comme de la monnaie au sens usuel du terme. Il s'agit plutôt d'un système comptable irréalisable et même inimaginable, d'un *numéraire* tel certains économistes pensent que la monnaie idéale devrait être. Si l'on peut appeler cela de la monnaie, ce serait alors une monnaie neutre. Mais nous ne devrions jamais oublier que l'état d'équilibre est purement hypothétique, que ce concept n'est rien d'autre qu'un outil pour nous aider dans notre travail intellectuel. Incapables de faire des expériences, les sciences sociales doivent forger ce genre d'outils. Mais nous devons être très prudents en les utilisant. Nous devons être conscients que l'état d'équilibre statique ne peut jamais être obtenu dans la vie réelle. Encore plus important est le fait que dans cet état hypothétique l'individu ne fait pas de véritables choix, n'agit pas et n'a pas à trancher entre des possibilités incompatibles. La vie dans cet état hypothétique est donc privée de son élément essentiel. En construisant cet état hypothétique nous voulons seulement comprendre les raisons de l'action, qui sous-entendent toujours un changement, en imaginant des conditions où aucune action n'a lieu. Mais un monde sans changement serait un monde mort. Nous n'avons pas à traiter de la mort, mais de la vie, de l'action et du changement. Dans un monde vivant il n'y a pas de place pour la neutralité de la monnaie.

La monnaie, bien entendu, est un facteur dynamique et en tant que tel ne peut pas être étudiée dans les conditions de l'équilibre statique.

Laissez-moi souligner brièvement certaines conclusions majeures déduites d'une réflexion sur la non-neutralité de la monnaie.

Nous devons tout d'abord comprendre que l'abandon du concept fallacieux d'une monnaie neutre détruit le dernier bastion des avocats de l'économie quantitative. Pendant très longtemps d'éminents

économistes ont cru qu'il serait un jour possible de remplacer l'économie qualitative par une économie quantitative. Ce qui rend vains de tels espoirs est le fait que nous ne disposons en économie quantitative d'aucun rapport constant entre les grandeurs. Ce que l'économiste constate quand il étudie les relations entre la demande et les prix n'est pas comparable au travail du spécialiste des sciences de la nature qui détermine par le biais d'expériences dans son laboratoire des relations constantes, par exemple la masse de certaines substances. Ce que l'économiste trouve n'a qu'une valeur historique : il est historien dans ses études statistiques, pas expérimentateur. Les travaux du regretté Henry Schultz[1] constituait de l'histoire économique et nous apprenons de ses recherches ce qui s'est passé pour certains biens dans une période délimitée du passé des États-Unis et du Canada. Ils ne nous disent rien sur ce qui s'est passé ailleurs ou à une autre période pour les mêmes biens, ni sur ce qu'il leur arrivera dans le futur.

Mais il persiste encore la croyance qu'il en irait différemment pour la monnaie. Je peux citer par exemple le livre du professeur Fisher sur le pouvoir d'achat de la monnaie [*Purchasing Power of Money*], qui se fonde sur l'hypothèse que le pouvoir d'achat de l'unité monétaire change en proportion inverse de la quantité de monnaie[2]. Je pense que cette hypothèse est arbitraire et erronée.

La deuxième conclusion que nous devons tirer est la futilité de tous les efforts visant à rendre le pouvoir d'achat de la monnaie stable. Expliquer les avantages d'une politique monétaire saine et les inconvénients de l'inflation et de la déflation sortirait du cadre de ma courte allocution. Mais nous ne devons pas confondre le concept politique d'une monnaie saine avec le concept théorique d'une monnaie stable. Je ne souhaite pas discuter des contradictions internes de ce concept de stabilité. Du point de vue qui nous occupe il est plus important de souligner que toutes les propositions de stabilisation, en plus des autres défauts, sont basées sur l'idée de la neutralité de la monnaie. Toutes suggèrent de défaire les changements de pouvoir d'achat ayant déjà eu lieu : s'il y a eu une inflation elles souhaitent une déflation de la même ampleur et vice versa. Elles ne

[1] Dans son traité *Theory and Measurement of Demand* (Chicago : University of Chicago Press, 1938) il établit sa théorie des cycles des récoltes. (Note de l'édition américaine.)

[2] Irving Fisher, *The Purchasing Power of Money*, deuxième édition (New York : Macmillan, 1920), p. 157 : « Il n'est pas possible d'échapper à la conclusion qu'un changement de la quantité de monnaie (M0) doit normalement entraîner un changement proportionnel du niveau des prix. » (Note de l'édition américaine.)

comprennent pas que par ce procédé elles ne supprimeraient pas les conséquences du premier changement mais ajouterait simplement les conséquences sociales d'un changement supplémentaire. Si un homme a été blessé en se faisant écraser par une automobile, le remède n'est pas de laisser la voiture lui rouler dessus en marche arrière.

La popularité de tous les projets de stabilisation nous invite à faire une réflexion philosophique. Une des faiblesses générales de l'esprit humain consiste à considérer l'état de repos et l'absence de changement comme plus parfait que l'état de mouvement. L'absolu, ce vieux fantôme de la spéculation philosophique malavisée, est encore en nous : son nom moderne est « stabilité ». Mais la stabilité, c'est-à-dire l'absence de changement, est, nous devons le répéter, absence de toute vie.

La troisième conclusion que nous pouvons tirer est l'inutilité de la distinction entre statique et dynamique et entre économie à court et à long terme. La manière dont nous devons étudier les changements monétaires nous offre la meilleure preuve que toute idée économique correcte doit être dynamique et que les concepts statiques ne sont qu'instrumentaux. Et en même temps nous devons nous rendre compte que toute bonne théorisation économique est une progression graduelle des effets à court terme vers les effets à long terme.

Mais le point le plus important de la théorie du dynamisme de la monnaie tient dans son utilisation en vue du développement de la théorie monétaire du cycle économique. L'ancienne théorie britannique de la circulation était déjà, dans un sens restreint, une explication monétaire du cycle. Elle étudiait les conséquences d'une expansion du crédit à partir de la seule hypothèse qu'il y avait augmentation des crédits dans un pays pendant que les choses restaient inchangées dans le reste du monde. Cela semblait suffisant pour expliquer le cycle économique en Grande-Bretagne dans la première moitié du XIX^{e} siècle. Mais l'explication d'une fuite vers l'extérieur ne nous donne pas de réponse à la question de savoir ce qui se pourrait se passer dans un pays totalement isolé ou dans le cas d'une expansion simultanée du crédit dans le monde entier. Or seule la réponse à cette seconde question pourrait être considérée comme satisfaisante dans les conditions régnant au XX^{e} siècle. Seule la réponse à cette seconde question est importante, si nous devons juger des propositions d'élimination des changements cycliques, que ce soit par une réduction des relations internationales de l'économie nationale ou par une expansion internationale du crédit comme le

permettent les accords de Bretton Woods[1]. La gloire de la théorie monétaire du cycle économique est de nous fournir une réponse satisfaisante à ces graves problèmes ainsi qu'à certains autres.

Je ne souhaite pas vous réclamer davantage de votre temps et voudrais seulement ajouter quelques remarques sur le traitement du problème par certains jeunes économistes. Je ne suis pas moi-même responsable du terme de « monnaie neutre ». J'ai développé une théorie des modifications du pouvoir d'achat et de ses conséquences sociales. J'ai démontré que la monnaie se comporte comme un agent dynamique et que l'hypothèse de changements du pouvoir d'achat inversement proportionnels aux changements dans la relation entre l'offre et la demande de monnaie est erronée. Le terme de « monnaie neutre » a été imaginé par des auteurs plus récents[2]. Je ne souhaite pas étudier la question de savoir s'il s'est agi d'un choix heureux. Mais en tous les cas je tiens à protester contre la croyance que le but de la politique monétaire serait de rendre la monnaie neutre et qu'il serait du devoir des économistes de déterminer une méthode pour y parvenir. Je veux souligner que dans un monde vivant et changeant, dans un monde d'action, il n'y a pas de place pour une monnaie neutre. La monnaie est non neutre ou elle n'existe pas.

[1] Les accords de Bretton Woods de 1945 mirent en place un étalon-or international qui définissait la valeur du dollar à 1/35e d'une once d'or. (Note de l'édition américaine.)

[2] F.A. Hayek, *Prices and Production*, deuxième édition (New York : Augustus M. Kelley, 1935), pp. 31 et 129-131. Note de l'édition américaine.

6

La pertinence des méthodes d'évaluation des changements du pouvoir d'achat pour guider la politique bancaire et monétaire internationale

Mémorandum préparé pour la Délégation sur l'or de la commission financière de la Société des nations, F/Gold/51 (Genève : 10 Octobre 1930). Ce mémorandum a été redécouvert dans les archives de la Société des nations par Richard Ebeling (éditeur de la version américaine du recueil).

Introduction

Les expressions « fluctuations du pouvoir d'achat de l'or » et « mesure des fluctuations du pouvoir d'achat de l'or » ne peuvent être utilisées sans avoir, en même temps, une idée du but pour lequel il est essentiel d'avoir une définition précise de ces termes. Ils ont évolué pour répondre principalement à des exigences pratiques et non purement théoriques. Étant conscients des effets indésirables de certains changements des prix, nous cherchons des moyens pour éliminer ces effets ou, mieux encore, pour éliminer les causes qui les engendrent. Par conséquent, toute étude se référant à ces expressions doit débuter par une réflexion sur ce que nous estimons indésirable, pourquoi nous l'estimons indésirable et ce qui pourrait être fait en vue de l'éliminer sans le remplacer par quelque chose d'encore plus indésirable.

1. Les effets sociaux des changements du pouvoir d'achat de l'or

Il y a deux raisons distinctes pour lesquelles les changements du pouvoir d'achat de l'or affectent la situation du revenu et du capital. Si ces facteurs n'étaient pas à l'œuvre, les changements du pouvoir d'achat seraient une question qui n'aurait pas plus d'importance, sur le plan des conséquences sociales, que des changements dans le système des poids et mesures ou des changements de calendrier. Si (a) il n'y avait pas de paiements différés, c'est-à-dire pas de dettes ou de créances exprimées en or, toutes les transactions monétaires étant payées en liquide, et si (b) les changements du pouvoir d'achat affectaient l'ensemble du système économique et tout bien particulier au

même moment et dans la même proportion, nous n'aurions aucune raison de nous soucier des conséquences du pouvoir d'achat de l'or.

(a) Endettement et changement du pouvoir d'achat

Les changements du pouvoir d'achat affectent les dettes exprimées en or parce que les parties contractantes de tels engagements ne prennent pas en compte les changements du pouvoir d'achat de l'or. En général le monde adhère à l'idée que l'or a une « valeur stable », aussi naïve que cette vision puisse être et quand bien même elle est incapable de résister à la moindre analyse précise. Toutefois, même si cette idée n'était pas répandue, il serait impossible dans le cas d'engagements à long terme de s'adapter aux changements du pouvoir d'achat de l'or : il n'existe aucune manière pour faire la moindre estimation du signe ou de l'ampleur des futurs changements du pouvoir d'achat sur une longue période temporelle future. Le cas des engagements à court terme est différent. Si l'on s'attend à ce que le prix des biens monte durant les prochaines semaines ou les prochains mois, le taux d'intérêt des prêts à court terme augmentera en conséquence, et il baissera si l'on s'attend à ce que le prix des biens chute. Le problème de l'effet des changements du pouvoir d'achat ne survient par conséquent que dans le cas des dettes à long terme et non dans celui des engagements à court terme.

(b) La deuxième catégorie de conséquences des changements du pouvoir d'achat

Des auteurs anglais et américains ont étudié l'influence des changements du pouvoir d'achat sur la teneur des dettes avec une exceptionnelle minutie depuis plus d'un siècle, à une époque où ce problème était presque entièrement négligé sur le Continent, particulièrement en Allemagne. D'un autre côté, les auteurs anglais et américains ont consacré très peu d'attention à la deuxième catégorie de conséquences causées par les changements du pouvoir d'achat. Il en résulte que de nombreux projets et de nombreuses propositions destinés à éliminer les conséquences défavorables de tels changements se sont en général exclusivement préoccupés de l'effet sur les dettes, en laissant de côté les autres conséquences de ces changements.

Si les changements du pouvoir d'achat touchaient tous les biens et services simultanément et dans la même proportion, l'effet sur les revenus et les dépenses des gens serait identique et personne ne se retrouverait avec un sou de plus ou de moins suite au changement

(en dehors du cas des dettes discuté dans les paragraphes précédents). Ce n'est toutefois jamais le cas. D'éminents économistes, depuis David Hume et John Stuart Mill, ont essayé en vain de construire un exemple théorique où un changement du pouvoir d'achat pourrait affecter tous les biens et services simultanément et dans la même mesure. Il est impossible de construire un tel cas.

Les changements du pouvoir d'achat se font toujours d'abord sentir en un point particulier du système économique et ses effets ne se propagent qu'ensuite par étapes successives, en partant de ce point. Quand le volume de la monnaie est augmenté, ceux entre les mains desquels la nouvelle monnaie additionnelle passe en premier sont capables — avec leur revenu accru — de continuer à payer les anciens prix du marché pour les biens et services, c'est-à-dire des prix établis *sans encore prendre en compte* la nouvelle quantité de monnaie. Dans ce cas, l'accroissement du revenu monétaire équivaut à une augmentation du revenu réel et peut même parfois conduire à une augmentation du capital. Inversement, ceux dont les revenus sont les derniers à être augmentés sont désavantagés, en raison du fait qu'ils sont obligés de payer une grande partie des biens et des services qu'ils achètent à des prix établis *en tenant compte* de la nouvelle quantité de monnaie, c'est-à-dire avant que leurs revenus n'aient augmenté en conséquence. Ce processus était clairement visible dans tous les pays au cours de la période inflationniste de la guerre et de l'après-guerre. Mais il prend le plus d'importance dans le domaine des relations économiques internationales : Cairnes a fait un récit admirable de son déroulement dans ses *Essays in Political Economy*, où il retrace les effets des découvertes d'or et de la dépréciation progressive qu'elles ont entraînée.

Une étude des conséquences sociales des changements du pouvoir d'achat ne peut pas se réduire à un examen de leurs effets sur l'endettement. Les effets de décalage temporel, que je viens de décrire, doivent également être pris en compte.

Mais c'est précisément lorsque nous essayons de le faire que nous prenons conscience des difficultés immenses qui se présentent. Si nous ne tenons compte que de l'effet des changements du pouvoir d'achat sur l'endettement, nous sommes enclins à supposer que la seule chose requise est de déterminer un chiffre moyen pour le pouvoir d'achat de la monnaie, en laissant la montée d'un prix être compensée par la baisse d'un autre. Mais cela ne suffit pas si nous prenons en compte la deuxième catégorie de conséquences des changements du pouvoir d'achat : car ces conséquences sont précisément dues au fait que certains prix ont monté tandis que d'autres restent encore à la traîne. Par conséquent, si nous procédons selon

les lignes des propositions de stabilisation du pouvoir d'achat, c'est-à-dire en corrigeant les changements du pouvoir d'achat après qu'ils se sont produits conformément à un certain système d'indice, nous n'aurons rien fait pour éliminer cette catégorie particulière de conséquences sociales.

2. Analyse des tentatives de stabilisation

À l'évidence, avant que nous ne commencions à traiter de notre sujet, nous devons comprendre l'objectif en vue duquel ces mesures doivent être appliquées.

Les graves perturbations qui suivent le train des dépressions économiques cycliques ont conduit de nombreuses personnes dans le monde à accueillir favorablement l'idéal conceptuel d'un système économique « stable ». Toutefois, ceci ne pourra jamais signifier un système économique dans lequel tous les prix demeurent inchangés. Tout ce que l'on peut essayer est de mettre sur pied un système qui ne soit pas exposé aux graves chocs ayant leur origine du « côté de la monnaie ».

Bon nombre d'auteurs ont parlé en faveur d'une modification de la base légale des contrats de dette, en voulant les exprimer non plus en or mais d'après une quantité donnée de biens. Le but de telles propositions est d'établir ce que l'on appelle un « étalon-marchandises » ou un « étalon tabulaire ». On pensa pendant longtemps qu'un tel étalon serait nécessairement « équitable ». J'ai suffisamment montré, je pense, comme d'autres économistes avant moi, qu'il est peu probable que cette hypothèse soit universellement acceptée[1].

Mais même si nous ignorions les objections au « caractère équitable » des étalons marchandises ou tabulaires, nous ne pourrions pas manquer de constater ce qui a déjà été signalé, à savoir que l'instauration d'un tel étalon ne peut éliminer qu'une partie des conséquences sociales des changements du pouvoir d'achat. On pourra peut-être dire que c'est déjà beaucoup d'éliminer les conséquences portant sur les dettes, même si le délicat problème de l'élimination de la deuxième catégorie de conséquences devait être laissé pour plus tard. Ce point de vue n'est cependant pas acceptable. Il n'y a pas de doute que le problème d'un étalon pour les paiements différés est extrêmement important, mais ici comme pour d'autres questions,

[1] Voir Ludwig von Mises, « Monetary Stabilization and Cyclical Policy » (1928), dans *On the Manipulation of Money and Credit,* édité par Percy L. Greaves, Jr. (Dobbs Ferry, N.Y. : Free Market Books, 1978), p. 99 et suivantes. (Note de l'édition américaine.)

l'économie « se débrouille toute seule », à coup sûr pour les dettes à court terme, et peut-être même pour les dettes à long terme. La circonstance qui a fait que dans les dernières décennies ceux qui ont prêté de l'argent à long terme, c'est-à-dire les propriétaires d'obligations, ont essuyé des pertes, a entraîné une certaine prudence sur le marché des obligations à long terme. Cette tendance est nette aujourd'hui, mais elle était également perceptible dans les précédentes époques de dépression, même si ce n'était pas dans la même mesure. La répugnance de ceux qui auraient sinon acheté des obligations — consécutive aux expériences malheureuses de ces dernières décennies — est responsable de la grande différence entre les taux monétaires à court terme et les taux d'investissement du capital à long terme. Si cette attitude prudente persiste, ceux qui désirent obtenir des crédits à long terme seront obligés de payer une prime en raison des risques de baisse du pouvoir d'achat, en plus de l'intérêt du prêt : sinon ils devront trouver satisfaction sur le marché à court terme où (comme il a déjà été indiqué) il est possible de tenir compte des changements probables du pouvoir d'achat[1].

Dans le cas de la seconde catégorie de conséquences sociales des changements du pouvoir d'achat, aucun mécanisme d'ajustement similaire n'est présent. Certaines personnes sont enclines à ignorer cette seconde catégorie parce que ses effets ne sont que temporaires : ce n'est vrai que dans le sens où l'effet des changements irréguliers et à incidence inégale du pouvoir d'achat sur la situation du revenu et du capital cesse d'opérer quand les changements ont pénétré la totalité du système économique. Toutefois, les effets sur la situation du revenu et du capital persistent. Ce qu'un homme a gagné, un autre l'a perdu. À cet égard la seconde catégorie d'effets ne diffère donc pas de la première.

Toutes les propositions faites pour stabiliser le pouvoir d'achat de la monnaie ont le défaut d'avoir pour objet d'uniquement éliminer la substance des contrats d'endettement. Elles laissent entièrement de côté le deuxième effet de ces changements, en croyant que c'est uniquement, ou principalement, l'effet sur les dettes qui compte. Toutes ces propositions de stabilisation de la valeur de la monnaie ne tiennent compte que des ajustements *après l'événement* et en fonction des changements d'un pouvoir d'achat calculé sur la base d'un système de valeurs moyennes.

Il faut faire une distinction entre deux systèmes de ce type. L'ancien système est celui de « l'étalon tabulaire » et n'effectue les

[1] Le lecteur doit se souvenir que ceci a été écrit en 1930. (Note de l'édition américaine.)

ajustements que dans le cas des paiements différés ; c'est-à-dire qu'il se contente de modifier le montant nominal des dettes sans toucher le moins du monde au système monétaire. Le second système, représenté par le « dollar stabilisé » d'Irving Fisher et de la « monnaie manipulée » de J. M. Keynes, comprend un ajustement du pouvoir d'achat de la monnaie en circulation dans son ensemble. Dans ce cas, encore une fois, il n'y a pas d'ajustement *jusqu'à ce que le changement du pouvoir d'achat ait pris place*, et après que son incidence inégale et irrégulière a exercé son effet. De tels ajustements *ex post facto* ne font rien pour éliminer ou atténuer les effets de la seconde catégorie de conséquences : ils ne peuvent être appliqués qu'aux effets de la première catégorie. C'est le point essentiel qu'il est nécessaire d'indiquer.

En général, on peut dire que toutes les propositions visant à stabiliser la valeur de la monnaie ne s'intéressent qu'à une partie des effets des changements du pouvoir d'achat. Elles ne peuvent éliminer que les effets portant sur la teneur des contrats de dette à long terme exprimés en or. Elles ne peuvent rien faire pour éliminer les autres effets des changements du pouvoir d'achat, qui sont tout aussi aigus que ceux de la première catégorie, et peut-être même encore plus importants.

S'il l'on a cela en tête, on comprendra qu'aussi radicales que puissent apparaître ces propositions, elles ne seraient en aucun cas aussi draconiennes en pratique. Elles sont loin d'être aussi préférables à l'ancien programme, plus modeste, de l'école de la « monnaie saine » que l'on ne serait tenté de le penser de prime abord. Cet ancien programme n'essayait pas de stabiliser la valeur de la monnaie : il se contentait de chercher à éliminer, autant que possible, tous les facteurs susceptibles de donner naissance à des changements brusques et excessifs du pouvoir d'achat. C'était de ce point de vue que l'on se décida en faveur de l'étalon-or, parce qu'on avait l'impression que celui-ci offrait une stabilité si ce n'est absolue au moins relative.

S'est-il passé quelque chose pour décevoir les attentes entretenues il y a quelques décennies par les partisans anglais et continentaux de l'étalon-or classique ?

3. Les causes du changement du pouvoir d'achat dans les dernières décennies

Depuis la seconde moitié des années 1890, le pouvoir d'achat de l'or a continuellement baissé. Il n'est nul besoin d'analyser ce qui a été généralement écrit sur l'ampleur de ce changement ou sur ses

raisons. Mais il faut souligner un point avec une insistance spéciale, parce qu'il a été en règle générale malheureusement totalement oublié dans les récents débats autour du problème. Je veux parler du fait que la principale cause de la chute du pouvoir d'achat de l'or au cours de la période en question réside dans les politiques monétaires des divers gouvernements, bien plus que dans les conditions de production d'or. Dans leurs politiques monétaires, les différents gouvernements ont délibérément cherché à « économiser » l'or, ces efforts aboutissant à une baisse bien plus forte du pouvoir d'achat de l'or que celle qui se serait produite si aucune tentative n'avait été faite pour retirer l'or de la circulation réelle. Si nous avions des pièces d'or effectivement en circulation tous les jours partout dans le monde, comme c'était le cas il y a quelques décennies en Allemagne et en Angleterre, et si les banques d'émission des États plus petits et plus pauvres conservaient des réserves monétaires en or véritable et non pour la majorité en titres d'or exigibles auprès des pays étrangers, la dépréciation de l'or n'aurait pas eu lieu du tout, ou ne se serait du moins pas produite aussi fortement que ce qui s'est réellement passé entre 1896 et 1920.

Il est sans doute vrai que les gouvernements individuels n'ont pas compris que les conséquences pour tous les pays poursuivant cette politique seraient une hausse générale des prix. Ce que chaque État avait en vue, c'était une baisse des coûts de circulation dans son propre pays. Ils étaient avant tout sous l'influence de l'idée fallacieuse qu'il serait possible d'obtenir une baisse des taux d'intérêt par diverses mesures de politique monétaire, y compris une concentration des réserves nationales d'or dans les sous-sols des banques centrales. Mais quoi que les gouvernements individuels puissent avoir à l'idée en suivant cette politique, une chose est indiscutable : le résultat devait forcément conduire, toutes choses égales par ailleurs, à une baisse du pouvoir d'achat de l'or et à une hausse du prix des biens exprimés en or. Il est par conséquent remarquable que l'opinion publique ait considéré la hausse des prix durant cette période comme exclusivement due aux conditions de production de l'or — indépendamment des politiques gouvernementales — et n'ont pas réussi à réaliser que la hausse des prix n'aurait jamais pu prendre l'ampleur qu'elle eut si une politique différente avait été suivie par leurs gouvernements.

Si les gouvernements *avaient* suivi une politique différente et que la hausse du prix des biens (exprimés en or), pour cette raison, n'avait pas eu lieu ou en tout cas pas avec l'ampleur qu'elle a eu, on n'aurait jamais parlé à l'époque d'un échec de l'étalon-or. Et si aujourd'hui, au moment de la baisse des prix, la demande d'abandon

de l'étalon-or est encore plus forte, on ne peut que dire, encore une fois, que le grand effondrement des prix — qui fut le grand événement économique des dernières années — constitue une réaction inévitable après l'expansion préalable du crédit. Les erreurs de la politique de crédit peuvent être mises sur le compte de nombreuses choses, mais l'étalon-or n'en fait certainement pas partie. Il est par conséquent tout à fait injustifié de dire que les événements ont montré le caractère inapplicable de l'étalon-or. Ce n'est pas le vieil étalon-or classique, avec sa circulation d'or effective, qui *a* échoué : ce qui a échoué est le système « économisant » l'or et la politique de crédit des banques centrales d'émission.

Tout ce que l'on peut dire c'est qu'aucune conclusion ne peut être tirée pour l'avenir. Certains craignent aujourd'hui que la transition vers l'étalon-or des pays qui jusqu'ici ne l'avaient pas adopté, couplé avec un déclin de la production d'or, conduira dans le futur à une baisse du prix en or des marchandises (c'est-à-dire à une hausse du pouvoir d'achat de l'or). Ces craintes ne peuvent certainement pas être écartées d'un revers de la main, bien que toute prophétie sur la future valeur de la monnaie doive être faite avec les plus grandes réserves. Mais il faut tout autant se souvenir que, même si la production d'or des dernières années devait baisser et même si l'étalon-or devait être adopté partout (y compris en Chine et en Russie), cela n'impliquerait pas nécessairement une baisse des prix. Ce serait le cas si la politique « d'économie » de l'or, qui s'est répandue petit à petit durant les dernières décennies dans tous les pays du monde, était maintenue, voire accentuée.

Le problème est rendu particulièrement complexe par le fait qu'il est étroitement lié à la question de l'émission monétaire par le biais de l'expansion des crédits, c'est-à-dire par des billets de banques et des comptes à vue non couverts par de l'or.

L'opinion publique, qui considèrent un taux d'intérêt bas comme l'idéal de la politique économique, encourage plus ou moins ouvertement les banques d'émission à suivre une politique d'expansion du crédit afin de faire passer le taux de l'argent sous le taux du marché, c'est-à-dire sous le taux qui prévaudrait sur le marché monétaire si les banques n'intervenaient pas. Le fait que cette politique doive nécessairement conduire à une hausse des prix n'est pas une objection pour l'homme d'affaires : au contraire, il considère les hausses de prix comme un signe de prospérité. Ce ne fut pas avant que les intérêts de certaines classes de la population autres que celle des entrepreneurs commencèrent à avoir de l'influence sur l'évaluation de la situation économique générale, que le monde commença à se rendre compte que les hausses de prix ne sont pas un pur bienfait.

Pour l'homme d'affaires, une période de hausse des prix est une période « d'expansion » et de « boom » ; pour le rentier, le fonctionnaire et en général ceux qui ont un revenu relativement fixe, une hausse des prix signifie une « hausse du coût de la vie ».

Les hommes d'affaires, qui veulent de l'argent bon marché au travers de l'intervention des banques ne prêtent pas attention à la leçon qu'enseignaient les anciens économistes de la *Currency School* et, plus récemment, Wicksell et tous les partisans modernes de la théorie monétaire du cycle économique (ou, de manière plus précise, de la théorie du crédit de circulation du cycle économique). Le point essentiel de cette leçon est que tous les efforts des banques pour faire baisser artificiellement les taux d'un marché monétaire libre par le biais d'une expansion du crédit peuvent initialement conduire à une hausse de l'activité économique mais que, sur le long terme, ils doivent inévitablement donner naissance à une situation de crise et de dépression.

Ceux qui croient que les changements du pouvoir d'achat sont susceptibles d'être mesurés de manière exacte sont parfaitement cohérents lorsqu'ils réclament que la politique bancaire soit liée aux résultats de ces mesures de sorte que les banques soient obligées de faire de la stabilité du pouvoir d'achat de l'unité monétaire le but de leur politique de crédit. Par conséquent, avant d'aller plus loin, nous devons étudier la question de savoir si les diverses méthodes proposées pour mesurer les fluctuations du pouvoir d'achat fournissent effectivement un instrument pouvant être utilisé avec profit pour les objectifs de la politique économique.

4. Les diverses méthodes de mesures des fluctuations du pouvoir d'achat et leur importance vis-à-vis du problème de la stabilisation

L'hypothèse que les changements du pouvoir d'achat de la monnaie sont susceptibles d'être mesurés de manière exacte se fonde sur la croyance que les modifications des rapports d'échange entre les biens et services individuels sont suffisamment prises en compte lorsque l'on utilise une moyenne générale. C'est sur cette fiction que se base le concept de « niveau » des prix : la seule chose qui semble nécessaire, c'est de déterminer si ce « niveau » a monté ou baissé dans l'ensemble. Le désintérêt reconnu vis-à-vis des changements relatifs entre les prix des biens et services individuels a été entretenu par le fait que, parmi les conséquences des changements du pouvoir d'achat, les effets pris en compte ont été principalement ceux qui avaient pour origine la fonction monétaire d'étalon des paiements

différés ; les autres conséquences sociales des changements du pouvoir d'achat, causées par le fait que tous les biens et services ne sont pas touchés en même temps et dans la même proportion, ont été laissés presque entièrement de côté.

Mais même en supposant qu'il est tout à fait suffisant de calculer les changements du pouvoir d'achat de la monnaie pour une moyenne du prix des biens et des services, il reste un grand nombre de difficultés fondamentales qui n'ont pas de solution unique. Il y a premièrement la question de « la moyenne ». S'agit-il de la moyenne arithmétique, de la moyenne géométrique, de la moyenne harmonique ou d'une autre forme de « moyenne » connue en mathématiques ? Il n'y a pas de réponse définitive à cette question.

Deuxièmement, quelle méthode faut-il suivre pour pondérer les prix individuels, c'est-à-dire quels coefficients d'importance faut-il attribuer aux biens et services individuels ? Là non plus il n'y a pas de solution unique.

C'est précisément parce qu'il *n'y a pas* de solution unique à ces deux questions, c'est-à-dire pas de solution dont on puisse dire qu'elle est indubitablement la bonne et que toutes les autres sont fausses, que nous sommes conduits à la conclusion que la méthode des indices est fondamentalement inadaptée quand il s'agit d'obtenir une mesure précise des changements du pouvoir d'achat de la monnaie. Nous ne contestons pas que la majorité des systèmes proposés sont bien adaptés pour fournir une indication approximative des changements du pouvoir d'achat qui se produisent et qu'ils ont, *pro tonto*, une grande valeur éducative pour attirer l'attention du public sur le fait que des changements se sont produits. Nous ne contestons pas non plus qu'en règle générale et sur de brèves périodes les résultats calculés par les différentes méthodes ne divergent pas grandement les uns des autres. Mais il faut néanmoins insister, autant qu'il est possible de le faire, sur le fait que tous ces calculs ne sont que des *approximations*, qu'ils ne sont pas exacts, et qu'un calcul exact est fondamentalement impossible. Il est nécessaire de souligner ce point, non pas seulement pour calmer la conscience des théoriciens mais afin d'attirer l'attention sur l'effet d'une portée considérable qu'il a vis-à-vis de l'application pratique des indices dans la politique monétaire et bancaire.

Comme il existe différentes méthodes de calcul d'un indice pour les changements du pouvoir d'achat — toutes étant également justes et fausses, correctes et incorrectes — et comme elles donnent toutes des résultats différents, il est inévitable que, une fois que les indices cessent de n'avoir qu'un intérêt académique et exercent une influence directe sur l'économie politique, ce problème purement

scientifique devienne un champ de sérieux conflits d'intérêt. En supposant que le dollar soit stabilisé conformément aux propositions d'Irving Fisher, ou qu'une « monnaie manipulée » ait été introduite conformément au système de Keynes, ou que la politique de crédit des banques centrales soit rendue dépendante des résultats des mesures d'indice, les divers groupes d'intérêts se rangeraient immédiatement dans un camp favorable à telle ou telle méthode de calcul, selon qu'ils aient intérêt à une hausse ou à une baisse des prix. Le pouvoir d'achat de l'unité monétaire, qui est avec l'étalon-or indépendant dans une certaine mesure de l'influence politique directe et qui est en définitive basé sur le profit qu'il y a à tirer de la production d'or, deviendrait le jouet des partis politiques et l'enjeu des batailles politiques. Un changement soudain de la politique de pouvoir d'achat du gouvernement, ou même l'anticipation d'un tel changement, serait l'occasion de graves perturbations dans les différents pays. Et la position vis-à-vis du commerce international serait totalement intolérable. Imaginez simplement les conséquences si certains États — ou tous les États — essayaient au travers d'une organisation conjointe, éventuellement nommée par la Société des nations, de poursuivre une politique monétaire uniforme basée sur les résultats de mesures d'indice. Les antagonismes commerciaux entre les différents pays s'intensifieraient automatiquement, avec un élément d'amertume très particulier introduit immédiatement dans le conflit par le fait que le monde est divisé en deux groupes : les pays débiteurs et les pays créanciers.

Les divers auteurs qui ont argumenté en faveur d'un certain type d'étalon tabulaire sont devenus tellement convaincus de la justesse de leurs propres méthodes spécifiques de calcul qu'ils n'ont pas vu ce défaut fondamental de leurs systèmes. Irving Fisher, de nouveau, attache trop d'importance à l'affirmation que les diverses méthodes de calcul des indices ne donnent pas de résultats très différents. Il n'est pas vrai qu'elles ne diffèrent pas : mais même s'il en était ainsi, il faut se souvenir qu'en raison de la grande importance des manipulations du pouvoir d'achat, même de petites différences suffiraient à donner naissance à de graves conflits d'intérêt dans chaque pays et, de façon encore plus importante, à des conflits entre les pays.

Même si les difficultés fondamentales se dressant devant les calculs d'indices étaient surmontées, les difficultés pratiques demeureraient encore très grandes. La manière la plus juste d'arriver aux prix des biens et des services serait de ne considérer que les biens et services prêts à être consommés, c'est-à-dire sur le point d'être livrés au consommateur final. Tout autre système s'écroulerait (en dehors de

toute objection théorique) pour la raison que la façon dont les nombreuses étapes intermédiaires de la production devraient être prises en compte dans le calcul relèverait d'un choix purement arbitraire. Les résultats seraient forcément grandement influencés par le nombre de fois où l'on considère un produit comme un bien distinct au cours des étapes intermédiaires de sa production, et où on l'inclut comme tel dans les calculs. Les difficultés insurmontables que l'on rencontre dans la mise au point d'une liste des produits du consommateur final sont dus à l'impossibilité d'établir un quelconque étalon invariable pour prendre en compte les changements de qualité du produit. Afin d'éliminer le problème des variations de qualité, tous les systèmes indiciels sont forcés de se restreindre à un nombre relativement faible d'articles (principalement les matières premières) pour lesquels la qualité peut être définie sans qu'il y ait débat. Outre les variations de qualité, les changements des modes de consommation (dus à ce que le consommateur introduit de nouveaux articles dans son « panier » de biens consommables) constituent d'immenses difficultés pour les mesures statistiques. Nous arrivons de nouveau à la conclusion que des conflits entre les divers intérêts dans chaque pays — et plus encore entre les nations — surviennent obligatoirement dès que ces calculs statistiques sortent du domaine de la théorie et prennent une importance économique pratique.

Les réflexions précédentes peuvent être résumées comme suit : tout économiste est capable de proposer un système pour estimer approximativement les changements du pouvoir d'achat, et chacun pense s'approcher le plus de la solution de ce problème insoluble. Mais aucun économiste n'est capable de démontrer de façon convaincante à un tiers impartial la nécessité qu'il y aurait de préférer son système à tous les autres. Le choix d'une méthode de calcul des indices est toujours plus ou moins arbitraire. Si des conséquences pratiques d'une grande portée résultent de tels choix, comme cela est nécessairement le cas s'ils servent de base à la politique monétaire, il n'y aura pas d'accord possible entre les diverses nations — ou entre les divers groupes sociaux au sein des nations — car les intérêts particuliers de chaque nation et de chaque groupe social en seront affectés.

Les arguments ci-dessus peuvent sembler non seulement drastiques et sceptiques, mais à première vue en opposition avec les résultats d'une centaine d'années de recherche laborieuse sur ces problèmes par une série d'économistes des plus éminents. Mais, en réalité, mes commentaires ne constituent rien d'autre que la conclusion qui ressort inévitablement de toute la littérature sur le sujet. Ce qui leur donne un poids particulier, c'est le fait qu'ils sont les seuls à

expliquer pourquoi les ingénieuses propositions d'éminents économistes quant à la création de monnaies stables basées sur des indices n'ont jusqu'ici pas été mises en pratique. Jusqu'à présent, c'était plus qu'une attitude purement conservatrice qui conduisait les hommes d'État et les hommes d'affaires à s'opposer à ces propositions : c'était plutôt la reconnaissance de leurs défauts inhérents.

Ces objections ont un poids particulier quand le problème est étudié du point de vue international. Il est étonnant que même des gens conscients de l'importance de l'échange international des biens et de la monnaie pensent que la stabilité des prix nationaux est plus importante que celle des taux de change. La conséquence de telles propositions, si elles étaient mises en œuvre, serait que chaque pays poursuivrait une politique monétaire basée sur le système indiciel qu'il considère être le meilleur, avec pour résultat d'exposer les taux de change (dont les mouvements, avec l'étalon-or, sont confinés entre des marges étroites) à des fluctuations abruptes et importantes. Personne ne peut manquer de voir que cela introduirait un facteur d'instabilité et d'incertitude majeur dans les relations commerciales internationales et, encore plus important, concernant l'état de *l'endettement international*.

5. L'étalon-or pur et l'étalon de change-or influencé par les banques

Avant d'étudier le rôle de la coopération internationale dans le domaine de la politique monétaire, il faut dire un mot de l'influence de la politique bancaire sur le pouvoir d'achat.

En raison des inconvénients résultant des manipulations du pouvoir d'achat, le principe qui sous-tend l'étalon-or pur est qu'il est préférable de faire dépendre la quantité mondiale de monnaie des hasards de la production d'or. Telles que sont les choses aujourd'hui, un étalon-or pur nous donnerait un système monétaire où le prix des biens baisserait lentement. Il est peu probable que des découvertes d'or surviennent à nouveau à une échelle telle que le pouvoir d'achat de l'or diminue. Mais, qu'il monte ou qu'il baisse, le pouvoir d'achat avec un étalon-or pur se modifie en tout cas lentement et les changements se produisent pendant une très longue période dans le même sens. Avec un étalon-or pur, un accroissement de la quantité mondiale de monnaie (au sens large) ne peut venir que de la production et de la mise en circulation sous forme de monnaie d'or nouveau. Une baisse de la quantité de monnaie ne peut venir que du détournement de l'or de son usage monétaire vers des usages industriels.

Une caractéristique de l'étalon-or est que les banques ne peuvent pas accroître la quantité de leurs billets et les dépôts à vue sans une couverture en or supérieure au montant en circulation au moment où le système a été introduit. La loi sur la banque (*Bank Act*) de Peel de 1844 et les diverses lois bancaires plus ou moins basées sur elle constituent des tentatives de créer un étalon-or pur de ce type. La tentative fut infructueuse parce que ses restrictions sur la circulation ne concernaient que les billets de banque, laissant de côté les dépôts à vue permettant de tirer des chèques. Les fondateurs de la *Currency School* n'avaient pas réussi à voir la similitude fondamentale entre les paiements par chèques et les paiements par billets de banque. En raison de cette erreur, les responsables de la législation ne purent parvenir à leur but.

Si cet oubli n'avait pas été présent dans les lois bancaires et si, par conséquent, toute expansion du crédit par les banques avait été bel et bien interdit, le monde aurait disposé d'un système monétaire dans lequel — même sans les découvertes d'or en Californie, en Australie et en Afrique du Sud — les prix auraient montré une tendance générale à la baisse. La majorité de nos contemporains trouvera en cela un motif suffisant pour considérer un tel système monétaire comme mauvais en soi, car ils croient fermement que bonnes affaires et prix élevés sont une seule et même chose. Mais c'est un préjugé. Si nous avions connu une lente baisse de prix depuis quatre-vingts ans ou plus, nous nous serions habitués à rechercher les améliorations du niveau de vie et les hausses du revenu réel au travers d'une baisse des prix avec un revenu monétaire stable ou en baisse, plutôt qu'au travers des hausses du revenu monétaire. En tout cas, une solution au délicat problème de la réforme de notre système monétaire et de notre système de crédit ne doit pas être écartée d'un revers de la main parce qu'elle implique une baisse du niveau des prix. Avant tout, nous ne devons pas nous laisser influencer par les fâcheuses conséquences de la récente chute *rapide* des prix. Un lent déclin continu des prix ne peut en aucune manière être comparé avec ce qui se passe dans le système actuel, à savoir des hausses soudaines et importantes du niveau des prix, suivies de chutes tout aussi brusques et fortes.

En raison de cette omission de la *Currency School*, le monde a acquis un système monétaire qui est non seulement soumis aux fluctuations de la production d'or mais aussi à celles de la politique bancaire. Encouragés par une opinion publique ne cherchant le salut que dans des taux d'intérêt faibles et dans la hausse des prix, les banques essaient perpétuellement, après les périodes de dépression, de donner un élan artificiel à l'activité économique au moyen de

l'accroissement du crédit. Elles créent une période de hausse des prix et continuent leur politique expansionniste jusqu'au moment où elles sont enfin obligées de s'arrêter, et elles entraînent alors une fois de plus une baisse des prix par la restriction du crédit.

C'est ce type de période que nous traversons actuellement. D'éminents économistes cherchent la cause de la dépression dans les mesures de restriction des banques. Mais la racine du mal ne se trouve pas dans les restrictions : elle se trouve dans l'expansion qui les a précédées. La politique des banques ne mérite pas la critique parce qu'elle a enfin mis fin à l'expansion du crédit mais plutôt pour l'avoir laissée commencer.

Pensons à ce qui se passerait si les banques devaient perpétuellement poursuivre une politique d'expansion du crédit une fois qu'elle a commencé. Pour maintenir la situation artificiellement créée, elles seraient forcées de recourir à des expansions du crédit en augmentation continuelle, dont le résultat serait une hausse toujours plus forte et plus rapide des prix. Mais une fois que le monde des affaires se rend compte qu'il n'y a aucune fin en vue à l'accroissement progressif du crédit, c'est-à-dire que les prix monteront de manière ininterrompue, il anticipera de façon spéculative les hausses de prix en demandant aux banques de plus en plus de crédits — car chaque achat à crédit deviendra une transaction profitable — et il en résultera une inflation progressive. Mais l'inflation ne peut pas durer éternellement sans aboutir à une panique et à un effondrement de tout le système monétaire : c'est une vérité sur laquelle il n'est plus nécessaire de s'étendre car elle est amplement confirmée par les expériences de la période inflationniste des quinze dernières années et a été expliquée dans de nombreux ouvrages sur le sujet.

Par conséquent, lorsque l'on prétend ça et là que la récente chute des prix serait due au changement de la politique des banques, c'est, littéralement parlant, vrai. Un examen, plus minutieux des faits montrera cependant que tôt ou tard la politique d'expansion des crédits doit arriver à sa fin et que les funestes conséquences dont elle est responsable seront d'autant plus graves qu'elle aura duré longtemps. Le mal n'est pas dans les restrictions mais dans la politique expansionniste qui les a précédées. Une dernière raison à l'actuelle chute des prix est le fait que les banques — avec l'assentiment de l'opinion publique et à l'instigation directe de la presse, du monde des affaires et des gouvernements — ont fait usage de leur pouvoir d'émettre de la monnaie supplémentaire, c'est-à-dire d'augmenter artificiellement le crédit. Si les banques ne faisaient pas usage de ce pouvoir — ce qui ne serait le cas que si on retirait explicitement aux banques centrales leurs privilèges d'émission de la monnaie de ré-

serve ou si l'opinion publique condamnait vigoureusement cette pratique — nous n'aurions pas de fluctuations économiques. Nous aurions probablement des prix baissant lentement, car le pouvoir d'achat de la monnaie dépendrait exclusivement de la production d'or. Mais nous n'aurions certainement pas les brusques transitions d'une forte hausse des prix à une baisse tout aussi forte, comme nous l'avons vécu deux fois au cours des dix dernières années.

6. Les objectifs accessibles de la réforme

Dès le départ toute politique systématique visant à influencer le pouvoir d'achat de la monnaie devrait être confinée dans d'étroites limites, si l'on ne veut pas qu'elle fasse plus de mal qu'en laissant les événements suivre librement leur cours. Pour commencer il est nécessaire de renoncer totalement à la tentative, aussi peu scientifique qu'impraticable, de maintenir « stable » le pouvoir d'achat de la monnaie. De plus, nous devons nous défaire de l'idée qu'une baisse du pouvoir d'achat serait d'une certaine façon préférable à une hausse du pouvoir d'achat. Enfin, nous devons comprendre que les théories basées sur l'idée que le taux d'intérêt pourrait être abaissé par une politique bancaire sont fausses : toutes les tentatives dans ce sens peuvent effectivement provoquer au début un essor de l'économie mais ne peuvent au bout du compte que conduire à une crise et à une dépression due au détournement du capital vers de mauvaises voies.

Il convient aussi de garder à l'esprit que les propositions de transformation radicale de la constitution des banques des diverses nations du monde n'ont aucune chance d'être appliquées actuellement ou dans les années à venir. Tout ce que l'on peut faire, c'est d'entreprendre des actions atténuant les conséquences durant les périodes où la tendance à la hausse continue du pouvoir d'achat est clairement marquée et d'entreprendre une action contraire dans les périodes montrant une tendance tout aussi nette à la baisse continue du pouvoir d'achat. L'action ne doit ni dans un cas ni dans l'autre aller jusqu'à s'opposer à la tendance naturelle liée à la production d'or, que ce soit pour endiguer ou pour inverser son effet.

Qu'elle soit entreprise par chaque nation séparément ou qu'elle fasse partie d'un programme de coopération internationale, une telle action ne devra être appliquée qu'avec la plus grande prudence. Pour empêcher une politique influençant le pouvoir d'achat de devenir le jouet des différents intérêts économiques — en raison de l'impossibilité de trouver une quelconque méthode de calcul d'indice qui soit correcte en soi — il est essentiel de restreindre cette interférence

aux changements du pouvoir d'achat, dans un sens ou dans l'autre, qui sont reconnus sans réserve par tous les partis. Ceci implique que l'action visant à accroître le pouvoir d'achat de la monnaie ne pourrait être prise que lorsqu'une baisse du pouvoir d'achat n'est mise en doute par aucune des différentes méthodes possibles et qu'elle devrait être refusée dès le moment où l'une des méthodes donne des résultats différents ; il en irait de même pour les mesures visant à faire baisser le pouvoir d'achat de la monnaie.

Toute autre politique suivie par un pays donné entraînerait de sérieux conflits d'intérêts internes ; et si elle était suivie par une organisation internationale commune, elle aboutirait à de graves conflits entre les nations. Selon toute probabilité, au premier signe d'un tel conflit toutes les tentatives de résolution internationale uniforme des questions de politique monétaire et bancaire devraient être abandonnées.

L'objet de ce mémorandum n'est pas d'étudier les mesures qui devraient être prises pour atteindre ces buts. Son objectif n'est que de déterminer la meilleure méthode pour s'assurer des changements du pouvoir d'achat. La digression explicative ci-dessus était nécessaire afin de répondre à cette question. Nous pouvons maintenant donner une réponse concrète.

7. Les mesures du changement du pouvoir d'achat comme critère de la politique monétaire et bancaire

Les considérations ci-dessus restreignent considérablement les fonctions que pourraient remplir un instrument de mesure des changements du pouvoir d'achat. Le problème n'est plus celui de satisfaire l'exigence impossible d'un critère précis de mesure des changements du pouvoir d'achat : la question est uniquement d'obtenir une estimation approchée du sens que prennent ces changements. Jusqu'à présent presque toutes les propositions qui ont été faites visaient à donner un critère de mesure exact — le seul critère « exact », le seul critère « scientifique ». Nous devons toutefois comprendre que la seule chose que nous recherchons, c'est un critère conventionnel, ce qui veut dire un critère arbitrairement choisi. Il ne s'agit pas d'un reproche que l'on pourrait faire à notre proposition car tout critère est ouvert à des objections de poids et quel que soit le critère *effectivement* retenu, la décision est toujours arbitraire. La justification de notre proposition tient simplement au fait que, dès le départ, nous avons fixé des objectifs bien plus étroits à la politique monétaire et bancaire qui serait guidée par notre critère, contrairement aux projets recherchant la stabilisation. Notre politique n'entre

en jeu que lorsque le changement du pouvoir d'achat a été vérifié sur une très longue période avec une telle certitude que personne ne peut le mettre en doute : elle cesse dès qu'elle a réussi à faire revenir le pouvoir d'achat à un niveau auquel il est possible d'avoir des doutes sur le fait que la tendance à combattre existe encore. Dans ces circonstances, il n'est nul besoin de critiquer les propositions particulières qui ont été faites pour mesurer les changements du pouvoir d'achat. Des douzaines de volumes ont été écrits sur le sujet et les économistes les plus fins l'ont traité. Ce serait une parfaite erreur que d'essayer d'ajouter une nouvelle proposition à celles qui ont déjà été faites. Ce qu'il faut toutefois comprendre, c'est que toute proposition de ce type est inévitablement défectueuse.

L'avantage de la suggestion proposée ici se trouve dans le fait qu'elle permet, dans une certaine mesure, d'avoir une vue générale des changements du pouvoir d'achat qui puisse servir de base à la politique monétaire et bancaire sans entraîner des conflits et des oppositions d'intérêts. Il est clair qu'une bonne partie des propositions qui ont été faites pour mesurer les changements du pouvoir d'achat étaient dès le départ impraticables — quels que soient leurs avantages théoriques. C'est tout particulièrement le cas pour les propositions basant les calculs du changement du pouvoir d'achat sur les salaires et les prix au détail. Les seules propositions pratiques sont celles qui prennent comme base principale les prix de gros : même dans ce cas il sera nécessaire, afin de contourner les difficultés liées aux variations de qualité, d'effectuer une sélection et de restreindre le calcul aux articles dont la qualité est incontestablement constante.

Les tentatives systématiques de contrôle du pouvoir d'achat ne peuvent être faites que par un accord international. Si des pays indépendants prenaient de telles actions, ils se retrouveraient en situation d'isolement monétaire : résultat, l'une des plus importantes réalisations facilitant le commerce international, à savoir l'unification monétaire assurée par l'étalon-or, et son corollaire, des taux de change relativement stables, serait perdue. Mais une action internationale ne peut être tentée dans ce domaine que si l'on évite dès le départ tout conflit d'intérêts. L'atténuation des gros changements du pouvoir d'achat de la monnaie, dans un sens ou dans l'autre, est un point sur lequel toutes les nations seront facilement d'accord et dans un tel but les méthodes à notre disposition sont suffisantes pour mesurer les changements du pouvoir d'achat. Essayer de faire davantage que cela serait demander à une organisation internationale de porter un fardeau trop lourd pour elle.

Avec l'adoption d'une politique telle que celle qui a été indiquée ci-dessus, le problème de la mesure des changements du pouvoir d'achat est relativement facile à résoudre. Mais avec une politique poursuivant des buts plus importants, le problème serait totalement insoluble.

7

La grande inflation allemande

Recension du livre de Frank D. Graham, *Exchange, Prices and Production in Hyper-Inflation : Germany 1920-23* (Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1930). Texte paru pour la première fois dans *Economica* (mai 1932).

I

Tous les malheurs dont l'Europe a souffert ces vingt dernières années sont le résultat inévitable de l'application des théories qui ont dominé la philosophie économique et sociale des cinquante dernières années. Nos problèmes sont l'aboutissement de nombreuses réflexions laborieuses. L'inflation allemande, plus que tout, fut la conséquence de la théorie bancaire et monétaire qui a hanté pendant de nombreuses années les hommes qui occupaient dans les universités les chaires d'économie, ceux qui dirigeaient la politique financière du Reich et les rédacteurs en chef des journaux et périodiques les plus influents.

La particularité centrale de ces fausses théories était un rejet total de la théorie quantitative[1] et de tous les enseignements de la *Currency School*[2]. L'*empirisch-realistische Volkswirt*[3], qui écartait toute « théorie » — et en particulier les théories venant de l'étranger — était fermement convaincu que la théorie quantitative et les théories de la *Currency School* n'étaient rien d'autres qu'une inexplicable bévue commise par Ricardo et ses successeurs. Les *Kathedersozialisten*[4]

[1] La théorie quantitative dit que le niveau général des prix est en avant tout fonction de la quantité de monnaie. (Note de l'édition américaine.)

[2] Pour Mises, les écoles britanniques de la *Currency School* et de la *Banking School*, en gros, défendaient la banque centrale. La *Currency School* défendait toutefois des règles d'expansion monétaire et d'expansion du crédit, certains théoriciens préconisant même des réserves couvertes à 100 % en espèces. La *Banking School* préconisait une politique discrétionnaire de la part de la Banque centrale avec peu ou pas de règles concernant l'expansion de monnaie et de crédit. (Note de l'édition américaine.)

[3] Les économistes empiristes-réalistes.

[4] Membres de la « nouvelle » École historique allemande qui utilisaient leurs situations universitaires pour faire la propagande de la réforme et de l'intervention politique dans l'économie. Ces professeurs étaient appelées les « socialistes universitaires » ou « socialistes de la chaire ». (Note de l'édition américaine.)

allemands ne perdaient pas leur temps à étudier l'économie politique anglaise. Ils n'étaient par conséquent pas au courant des problèmes sur lesquels portaient la longue controverse entre la *Banking School* et la *Currency School*. Leur seule source de connaissance sur ce sujet était le livre publié en 1862 par Adolph Wagner sous le titre *Theorie der Peelschen Bankakte*. Wagner n'avait aucun talent pour le raisonnement économique. Il acceptait sans aucune critique toutes les affirmations de la *Banking School* ; il était absolument impossible de trouver dans son livre les objections qu'opposait la *Currency School* face aux théories de la *Banking School*.

L'autre grande autorité sur les problèmes monétaires et bancaires, Wilhelm Lexis, était encore moins doué pour le raisonnement économique. Il était, comme Wagner, totalement incapable de comprendre quoi que ce soit à la théorie ricardienne des échanges internationaux — la théorie de la « parité des pouvoirs d'achat ». Les deux étaient fermement convaincus que les taux de change étaient gouvernés par la balance des paiements.

Par conséquent, les prétendus économistes qui étaient redevables de leur éducation aux enseignements de tels hommes étaient prêts à accepter sans critique les doctrines de Knapp et de Bendixen qui, dans les dernières années avant le déclenchement de la guerre, dominaient la théorie monétaire et bancaire allemande. Knapp, professeur de science politique à l'Université de Strasbourg, était un statisticien qualifié et avait consacré beaucoup de temps dans les archives afin d'étudier la politique prussienne concernant la paysannerie. Il n'y a pas la plus petite indication dans ses écrits qu'il ait jamais jeté un coup d'œil sur Ricardo ou tout autre économiste britannique spécialiste de la monnaie. Les allusions occasionnelles aux idées de Ricardo que l'on trouve dans les écrits de Knapp, attribuent à Ricardo des idées plutôt contraires à ce que nous pouvons lire dans ses livres et opuscules. Knapp ignorait complètement le problème des prix. Selon lui le rôle de la théorie monétaire ne serait rien d'autre que le classement purement formel des divers types de monnaies. Il n'avait pas la moindre idée du fait que l'intervention du gouvernement dans le mécanisme de formation des prix est soumise à certaines conditions qui ne peuvent pas être contrôlée par de simples décrets gouvernementaux.

Tout aussi fatale pour la formation des idées allemandes en théorie monétaire était l'influence de Bendixen, directeur d'une société d'hypothèque qui, inspiré par Knapp, écrivit certaines brochures exposant les principes de la *Banking School*. Le trait le plus frappant de la contribution de Bendixen était que, étant peu familier de la

littérature monétaire, il croyait sincèrement raconter quelque chose de totalement neuf !

En passant en revue la politique monétaire et bancaire allemande entre le déclenchement de la guerre et la catastrophe de 1923, le point le plus surprenant est l'ignorance absolue, y compris sur les principes les plus élémentaires de la science monétaire, de la part de littéralement tous les hommes d'État, politiciens, banquiers, journalistes et soi-disant économistes allemands. Il est impossible pour un étranger de se rendre compte jusqu'où allait cette ignorance. Pour cette raison, dans les trois dernières années de l'inflation allemande, certains étrangers en vinrent à croire que les Allemands avaient ruiné leur propre devise de manière intentionnelle afin d'entraîner d'autres pays dans leur chute et d'échapper au paiement des réparations. Prêter une telle accusation de satanisme secret à la politique allemande est une erreur. Le seul secret de la politique allemande était le manque total de familiarité de l'Allemagne avec la théorie économique.

Ainsi, Herr Havenstein, gouverneur de la Reichsbank, croyait sincèrement que l'émission continuelle de nouveaux billets n'avait rien à voir avec la hausse du prix des biens, des salaires et des devises étrangères. Il attribuait cette hausse aux machinations des spéculateurs et des profiteurs et aux intrigues de la part des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. C'était là en fait la croyance générale. Personne ne pouvait s'aventurer à s'y opposer sans courir le risque d'être dénoncé à la fois comme traître à son pays et comme un défenseur des profits excessifs. Aux yeux du public et des dirigeants, la seule raison pour laquelle la situation monétaire n'était pas en bonne santé était la regrettable clémence du gouvernement à propos des profits excessifs. Pour restaurer une bonne monnaie, la seule chose nécessaire semblait être de supprimer énergiquement les objectifs égoïstes d'individus antipatriotiques.

Il serait très intéressant de montrer que cette attitude était la conséquence inévitable de tout le système de philosophie économique et sociale enseigné par l'école de Schmoller. D'après la perspective *étatiste* [1] de cette école, la puissance, le pouvoir (*Macht*), constitue le facteur décisif de la vie sociale. Que même le plus puissant gouvernement ne soit pas libre de tout faire, qu'il existe certaines conditions inaltérables de l'existence humaine, non susceptibles d'être influencées par la plus puissante intervention, voilà des propositions qu'elle n'admit jamais. L'étude de la théorie économique était inutile selon elle, car les diverses constructions de l'économie théorique

[1] En français dans le texte.

passaient toutes à côté du fait que le gouvernement aurait le pouvoir de changer toutes les conditions. Elle était disposée à admettre que le système ricardien représentait une description fidèle de l'état de l'Angleterre à son époque, mais elle niait qu'il puisse être applicable à l'Allemagne. Dans le domaine des Électeurs de Brandebourgs et des Rois de Prusse, tout était différent. Elle remplaça par conséquent dans le cursus universitaire l'étude de la théorie économique par l'histoire du gouvernement prussien. Elle enseigna qu'il n'y avait rien d'important dans la vie sociale en dehors de la puissance et sa conception de la puissance était très matérialiste. A ses yeux la puissance c'était les soldats et les canons. Elle ne comprit jamais la découverte de Hume selon laquelle tout gouvernement se fonde sur l'opinion.

Mais retracer cette évolution impliquerait d'écrire toute l'histoire de la transition de l'esprit allemand de la pensée libérale de Goethe, Schiller et Humboldt aux idées militaristes de Treitschke, Schmoller, et Houston Stewart Chamberlain. Il faudrait écrire l'histoire de l'hégémonie prussienne de cette nation que l'on appelait la nation des poètes et des penseurs, et l'histoire de l'Empire fondé par Bismarck et perdu par Guillaume II. Il est évident que cela dépasserait le cadre de ces lignes.

II

Dans ces circonstances il est facile de comprendre que les livres allemands traitant de l'histoire de la période inflationniste sont en majorité de peu de valeur. Ils sont remplis de préjugés et manquent souvent tellement de cette compréhension théorique qui doit nécessairement précéder toute description historique, qu'ils ne peuvent pas même offrir une image acceptable du grand événement historique. Pour cette raison, cet ouvrage d'un Américain qualifié est particulièrement bien venu. Dans son livre *Exchange, Prices and Production in Hyper-Inflation : Germany, 1920-1923*, le professeur F. D. Graham de l'Université de Princeton s'est donné beaucoup de peine pour fournir un récit fiable.

En jugeant ce précieux livre, nous devons garder à l'esprit que la totalité de l'expérience de l'inflation allemande n'a rien apporté qui puisse surprendre le théoricien de l'économie. Il y eut beaucoup de choses totalement inexplicables pour un *étatiste Volkswirt* [1] du type de

[1] Économiste défendant l'idée que le contrôle absolu de la totalité de la planification économique serait une fonction du gouvernement. (Note de l'édition américaine.)

Schmoller, d'ailleurs toute cette affaire était totalement inexplicable pour eux. Mais il n'y avait rien qui n'avait pas été déjà observé et expliqué de manière satisfaisante par le théoricien au cours des inflations précédentes.

En lisant la narration historique du professeur Graham, même ceux qui furent les témoins de l'inflation seront toujours surpris de l'incroyable incompétence en matière de problèmes monétaires manifestée par tous les secteurs de la nation allemande. Pour un économiste le fait le plus étonnant est la médiocrité de la politique d'escompte de la Reichsbank. Voilà le verdict du professeur Graham : « Dès les premiers jours de la guerre jusqu'à la fin juin 1922, le taux de la Reichsbank resta inchangé, à 4 % ; il fut monté à 6 % en juillet, à 7 % août, à 8 % en janvier et 10 % en novembre 1922, à 12 % en janvier 1923, 19 % en avril, 30 % en août et 90 % en septembre. Mais ces augmentations n'étaient rien quand on les mesurerait à l'aune de la disparition progressive de la charge d'une dette pendant sa durée de vie. Bien que, après septembre 1923, une banque ou un particulier devait payer au taux de 900 % par an pour un prêt de la Reichsbank, cela ne dissuadait pas d'emprunter. Il aurait été profitable de payer un prétendu intérêt, en réalité une assurance, une charge, de milliers ou de millions de pour cent par an, car la monnaie dans laquelle le prêt devait être remboursé se dépréciait à une vitesse qui aurait laissé loin derrière même des taux aussi élevés. À un taux d'intérêt de 900 % en septembre 1923, la Reichsbank distribuait pratiquement la monnaie et il en allait de même des taux d'intérêt des mois précédents lorsque la dépréciation ne se développait pas encore à toute allure. La politique des autorités de la Reichsbank, en encourageant l'escompte des traites commerciales de sorte qu'elles puissent ainsi contrecarrer la rareté du crédit était une nouvelle preuve de la détermination, digne d'Alice au pays des merveilles, des directeurs de cette institution à courir toujours plus vite de façon à ne pas se laisser dépasser par eux-mêmes. La rareté du crédit était uniquement due à la dépréciation de la monnaie et le remède prescrit était d'augmenter le volume des moyens de paiement[1] ! »

Mais il ne faudrait pas oublier que la Reichsbank n'était pas seule dans cette folie. Les banques privées, elles aussi, prêtaient de l'argent à tout spéculateur fournissant un nantissement. Il était très facile de devenir riche en achetant des actions avec de l'argent emprunté auprès des banques. Certains se constituèrent de cette façon de grosses fortunes en très peu de temps et sans effort. Tous ces pro-

[1] Cf. p. 65 du livre de Graham.

fiteurs tant admirés et enviés ont depuis lors perdu tout ce qu'ils avaient gagné, et dans de nombreux cas bien davantage — preuve qu'ils n'étaient pas doués d'une grande compétence dans le domaine des affaires. Il n'était en fait nullement nécessaire d'être très compétent en affaires pour se montrer plus malin que l'une quelconque des grandes banques allemandes. Le fait que leurs directeurs et gestionnaires étaient véritablement incompétents a été démontré par la faillite ultérieure des institutions qu'ils dirigeaient.

Il fallut des années pour que les hommes d'affaires allemands comprennent que le mark n'était plus une unité convenant aux calculs économiques. Ils crurent pendant très longtemps que les profits que montrait un compte de résultats calculés en marks étaient de véritables bénéfices. Ils ne comprenaient pas qu'un calcul effectué dans une monnaie plus stable aurait conduit à un autre résultat. Bien entendu les hommes d'affaires découvrirent cette vérité un peu plus tôt que le grand public. Ils remplacèrent alors le *Markrechnung* [calcul en marks] par le *Goldrechnung* [calcul en or]. Ce fut le début de la fin. Le mark dut forcément s'effondrer quand sa dépréciation, impossible à arrêter, ne pouvait plus être ignorée.

Tant que l'inflation était en cours, les dirigeants ouvriers socialistes et les socialistes de la chaire y étaient tous favorables et enseignaient que ce n'était pas l'accroissement de la quantité de monnaie mais le comportement antipatriotique des profiteurs qui était la cause de la dépréciation du mark. Après la fin de l'inflation ils changèrent d'avis. Ils accusent désormais les « capitalistes » d'avoir délibérément créé l'inflation pour s'enrichir. Pour l'opinion publique allemande tout malheur est dû aux machinations de la « classe exploiteuse ».

III

Pour un économiste l'inflation allemande a apporté quelques illustrations intéressantes de ses principes théoriques, mais aucune expérience qui n'y fut point conforme. La théorie économique et monétaire n'eut rien à apprendre de neuf en cette circonstance. Bien sûr, la science politico-économique allemande du type Schmoller-Knapp avait tout à en apprendre. Mais en réalité, à l'exception de quelques jeunes hommes, ses partisans refusaient d'en tirer la conclusion. Inébranlables, ils croyaient encore à la théorie qui attribuait les changements de la valeur de la devise nationale aux variations de la balance nationale des paiements. Ils attribuaient l'échec de la politique d'inflation au manque d'énergie de la part du gouvernement et au manque de patriotisme de la part du peuple.

Le politicien allemand n'a pas non plus appris quoi que ce soit de plus de l'inflation. Le gouvernement et la Reichsbank croyaient tous deux que les troubles monétaires provenaient d'une balance défavorable des paiements, de la spéculation et du comportement antipatriotique de la classe capitaliste. Ils essayaient par conséquent de combattre la menace de la dépréciation du Reichsmark en contrôlant les transactions utilisant des devises étrangères et en confisquant les avoirs étrangers détenus par des Allemands. Ils ne comprenaient pas que la seule garantie contre la chute de la valeur d'une monnaie est une politique de restriction inflexible. Mais bien que le gouvernement et les professeurs n'eussent rien appris, les gens eux avaient appris. Quand l'inflation de guerre survint, personne ne comprenait en Allemagne ce qu'un changement de la valeur d'une monnaie voulait dire. L'homme d'affaires et le travailleur croyaient tous deux qu'une augmentation du revenu exprimé en marks était une véritable hausse de revenu. Ils continuaient à calculer en marks sans prêter la moindre attention à la chute de la valeur du mark. Ils attribuaient la hausse des prix des marchandises à la rareté des biens due au blocus. Quand le gouvernement émettait des billets supplémentaires ils pouvaient acheter avec eux des biens et payer des salaires parce qu'il existait un retard entre le moment de cette émission et la hausse correspondante des prix. Le public était prêt à accepter les billets et à les conserver parce qu'il ne s'était pas encore rendu compte qu'ils perdaient constamment de leur pouvoir d'achat. Ceci continua pendant des années. Mais quand ils comprirent que le gouvernement était déterminé à ne pas s'arrêter d'émettre de nouveaux billets et que cette augmentation de leur quantité devait forcément conduire à une hausse progressive des prix, leur comportement changea. Tout le monde s'empressa de ne pas conserver d'argent dans sa poche. Le service que rend la monnaie tient au fait qu'elle est le bien que l'on peut vendre dans les meilleures conditions. En conservant de l'argent dans son porte-monnaie, tout le monde a la possibilité d'acheter de la façon la plus commode n'importe lequel des biens qu'il peut vouloir un jour. Mais quand cette monnaie perd son pouvoir d'achat de jour en jour, la conserver implique une perte. Quiconque reçoit de la monnaie la dépense par conséquent immédiatement — y compris en achetant quelque chose dont il n'a pas l'usage sur le moment et n'utilisera peut-être même pas dans le futur. Dans les derniers jours de l'inflation les employés touchaient leur paie quotidiennement. Ils la remettaient tout de suite à leurs femmes et ces dernières la dépensaient aussi vite que possible en achetant à n'importe quel prix une chose ou une autre. Personne ne souhaitait conserver de l'argent, tout le monde le laissait tomber

comme s'il s'agissait de charbons ardents. Quand cette tendance, qui était appelée à la Bourse *Flucht in die Sachwerte* — fuite des investissements dans les biens réels — devint générale, de sorte que même les gens les moins pratiques l'adoptèrent, la fin était arrivée. Le mark s'effondra. Le gouvernement ne tirait plus d'avantage de l'émission des billets parce que la dépréciation se produisait alors plus rapidement que l'accroissement de leur nombre.

Une nation qui a connu l'inflation jusqu'à son effondrement final n'acceptera pas une seconde expérience de ce type tant que la mémoire de la précédente ne se sera pas effacée. Aucun gouvernement allemand ne pourrait réussir dans ses tentatives d'augmenter la quantité de devises par des émissions en faveur du Trésor tant qu'il restera des hommes et des femmes ayant été les témoins et les victimes de l'inflation de 1923. Rendus prudents à l'excès par ce dont ils avaient souffert, ils auraient déclenché une panique dès le début de l'inflation. La hausse des prix serait bien plus forte que l'accroissement de la quantité de papier-monnaie ; elle anticiperait la hausse attendue du nombre des billets. Plus le gouvernement émettrait de monnaie, moins elle permettrait d'acheter. Plus les salaires des fonctionnaires et des soldats augmenteraient, moins grand serait le nombre de biens qu'ils permettraient d'acheter. Le gouvernement échouerait dans sa tentative d'améliorer sa situation financière par l'émission de billets. Du point de vue de l'administration, l'inflation serait inefficace.

L'économiste pourrait insister sur le fait que cette leçon aurait pu être apprise à moindres frais de la théorie plutôt que de l'expérience. Si le peuple allemand avait prêté plus d'attention aux enseignements de la théorie économique, il aurait pu apprendre toutes ces choses sans avoir à les payer si cher. Il s'agit là d'un commentaire mélancolique qu'il faut faire après coup.

Mais en tout état de cause, l'histoire monétaire des quinze dernières années en Allemagne et dans de nombreux autres pays européens prouve qu'aucune nation ne peut se permettre de traiter la théorie économique par le mépris.

8

Les leçons de Senior concernant les problèmes monétaires

Publié pour la première fois dans *The Economic Journal* (septembre 1933).

Les célèbres leçons sur la monnaie et le commerce international de Nassau William Senior ont été rééditées par la *London School of Economics and Political Science* dans leur collection de réimpressions[1]. Nous vivons dans un monde où les barrières commerciales deviennent de plus en plus insurmontables. Pour défendre le système de la protection et de la prohibition, on entend à nouveau les mêmes arguments que Senior et ses collègues économistes avaient réfutés et que Ricardo avait déjà réfutés des années auparavant. Pourquoi cette critique avisée de la théorie mercantiliste[2] de la richesse n'a-t-elle pas réussi à convaincre l'opinion publique ? Y a-t-il un point faible dans la démonstration de la futilité de la doctrine protectionniste ?

Le principal argument du raisonnement protectionniste est aujourd'hui à nouveau, comme à l'époque de la théorie mercantiliste, le point de vue monétaire. La restriction des importations serait indispensable au maintien de l'équilibre monétaire d'un pays. Il est vrai que l'on ne parle plus du danger de perdre les réserves de pièces de métaux précieux en circulation au profit des pays étrangers. Mais la seule raison en est que pratiquement aucun pays n'a conservé aujourd'hui une véritable circulation de pièces d'or comme la plupart le faisaient jusqu'au déclenchement de la guerre. Le protectionniste moderne insiste plutôt sur la nécessité de garantir le taux de change entre la monnaie nationale et les monnaies étrangères. Ce

[1] Nassau W. Senior :

Trois leçons sur « La Transmission des métaux précieux d'un pays à un autre et la théorie mercantiliste de la richesse ».

Trois leçons sur « La Valeur de la monnaie »

Trois leçons sur « Le coût d'obtention de la monnaie et certains effets du papier-monnaie privé et gouvernemental ».

Numéros 3, 4 et 5 de la *Series of Reprints of scarce Tracts in Economic and Political Science* (Londres : *London School of Economics and Political Science*, 1931).

[2] Les mercantilistes croyaient que l'or et les autres métaux précieux constituaient la véritable richesse et préconisaient donc d'augmenter au maximum les exportations d'un pays tout en minimisant les importations. (Note de l'édition américaine.)

qu'il refuse d'admettre, c'est que ce taux de change ne dépend pas, en définitive, de la balance des paiements et qu'il n'y a pas de danger de voir la situation se détériorer tant qu'il n'y a pas de surémission de billets dans le pays.

La question à laquelle il faut répondre est exactement la même que celle posée dans les leçons de Senior sur « La Transmission des métaux précieux d'un pays à un autre ». La différence ne tient qu'à la formulation, pas au fond. Le problème est de savoir s'il existe un réajustement automatique de la balance des paiements ou si le gouvernement est obligé d'intervenir pour éviter des conséquences désastreuses. La chaîne de raisonnements par laquelle Senior démontre que l'intervention du gouvernement est superflue à ce sujet part d'une situation où les importations et les exportations de biens dominent les relations commerciales internationales. Dans la situation actuelle il semble nécessaire de tenir compte de l'importance du crédit et par là même d'insister non seulement sur le prix des biens mais aussi sur les taux d'intérêt. Ceci ne change bien entendu rien à l'essence du problème mais a de grandes conséquences sur l'aspect politique et éthique de la question.

Des considérations de cette nature jouent aux yeux du public un plus grand rôle qu'on ne le pense en général. En discutant du problème des restrictions commerciales en se référant principalement aux prix des biens, on imagine un producteur égoïste qui demande des prix plus élevés au pauvre consommateur. Dans ce cas la sympathie est du côté du consommateur. Mais en ce qui concerne les taux d'intérêt la sympathie va au prêteur. Alors qu'à propos du prix des biens l'opinion publique se divise en deux camps de sorte que les amis des prix élevés s'opposent aux amis des prix bas, à propos de l'intérêt il n'existe qu'une seule opinion, celle en faveur des taux bas. Comme le sujet de la controverse semble résider dans le dilemme entre, d'une part, maintenir un taux d'escompte national bas au prix de restrictions sur les importations et, d'autre part, laisser le prix de l'argent monter avec le libre-échange, la balance penche du côté des restrictions sur les importations. On rencontre dans tous les pays une formidable opposition aux taxes sur les importations que l'on essaie de justifier par la nécessité de faire monter le niveau national des prix afin de favoriser la production nationale. L'opposition est très faible quand des taxes sur les importations ont pour objectif affiché le maintien d'un taux d'intérêt bas.

Il n'y a aucun doute que, dans les pays où le capital est très abondant, le taux d'intérêt serait bien plus bas s'il n'y avait plus d'occasions d'exporter des capitaux vers des pays ayant un taux d'intérêt plus élevé. Si le Royaume-Uni ou la France n'avaient pas

investi de grandes sommes d'argent à l'étranger au cours des cinquante ou soixante années ayant précédé la guerre, le taux de l'argent à Londres et à Paris aurait été bien plus bas qu'il ne le fut en réalité. Si à cette époque quelqu'un avait proposé en Angleterre des restrictions sur les investissements étrangers du point de vue de la main-d'œuvre, comme le *Liberal Industrial Report* le fit après la guerre, cela aurait été compréhensible au moins du point de vue d'une politique de classe à courte vue. Mais, de façon étrange, c'étaient les pays importateurs de capitaux et non les pays exportateurs de capitaux qui se plaignaient le plus des conséquences des mouvements internationaux de capitaux, en croyant qu'ils devaient entraîner des taux d'intérêt plus élevés alors que leurs effets allaient en sens contraire. Fait surprenant, on développa en Autriche dans les années 1870 une théorie selon laquelle la monnaie de papier autrichienne isolait le pays de la solidarité des marchés monétaires internationaux et permettait ainsi à la banque d'émission d'accroître le crédit tout en conservant un taux d'intérêt relativement bas sans aucun inconvénient. Cette théorie erronée fut dûment réfutée par Wilhelm Luccam, alors directeur de la banque centrale autrichienne. Mais elle survécut néanmoins en Autriche et connut de plus en plus de succès avec les ans au sein de toute l'Europe, particulièrement en Allemagne, et même en Amérique.

Quand les gens affirment habituellement de nos jours que les choses ont si profondément changé, depuis l'époque où fut développé la théorie classique de la monnaie et des devises étrangères, que l'on ne peut plus appliquer ses résultats à la situation moderne, ils ne donnent malheureusement aucune preuve. Il est totalement faux de prétendre que l'augmentation du taux d'escompte n'aurait aujourd'hui aucune conséquence, ou des conséquences faibles, sur les mouvements de l'or et sur les taux de change. Il n'y a aucune preuve que l'ancienne politique d'escompte soit inapplicable à la situation actuelle. Le fait est que les partis au pouvoir préfèrent les conséquences d'une dépréciation de la devise nationale aux conséquences résultant de la non intervention sur le taux de l'argent du marché.

Étudions séparément les différents exemples d'écart par rapport à l'ancienne parité-or. Il y eut le cas de l'Angleterre en 1931. La Grande-Bretagne dut choisir entre une politique de défense de l'étalon-or par la hausse du taux d'escompte, comme on l'avait fait à maintes reprises, et une politique de dévaluation. Elle se décida pour la deuxième solution parce que celle-ci permettait de maintenir constant le niveau des prix et des salaires britanniques au sein d'un monde où les prix en or baissaient. Les opinions divergent sur la validité de cette politique et il n'y a pas de doute qu'elle aurait été

considérée comme particulièrement malsaine du point de vue des idées de Senior. Mais il n'y a rien dans la situation qui ne pourrait être expliqué du point de vue des enseignements théoriques de Senior. Il est vrai que sa décision aurait été très différente de celle des dirigeants de la Grande-Bretagne en 1931. Il aurait pensé que les salaires nominaux devaient baisser *pari passu* avec les prix et qu'il n'y avait rien d'alarmant dans une situation où le prix des matières premières achetées par l'Angleterre chute plus rapidement que le prix des biens manufacturés qu'elle exporte. Mais Senior, en discutant de ces problèmes avec MM. Norman et Keynes aurait dit à l'issue de la conversation : « Je vois, messieurs, que vous poursuivez d'autres buts. » Mais il n'aurait eu aucune raison de dire : « Vous avez à faire face à une situation que ma théorie ne couvre pas. »

Un changement radical a pourtant eu lieu sur un autre point. Dans le système bancaire moderne les dettes à court terme jouent un rôle prédominant. Les banques des pays prêteurs ont prêté d'énormes sommes aux banques des pays emprunteurs. Elles avaient littéralement le droit de reprendre cet argent à brève échéance. Mais en fait de tels retraits ne pouvaient pas se faire d'un coup car les banque emprunteuses avaient prêté cet argent à l'industrie, qui ne pouvait pas du tout le rembourser, ou seulement après un certain délai. Les relations de crédit internationales se fondaient sur une fausse hypothèse de liquidité. Au moment où les prêteurs voulurent faire valoir leur droit au remboursement il n'y avait que deux solutions : une franche déclaration de faillite de la part des banques débitrices ou l'intervention du gouvernement suspendant les paiements en direction des pays étrangers. L'introduction du contrôle des changes dans certains pays du continent européen au cours de l'été 1931 fut un expédient destiné à remplacer un moratoire explicite.

L'activité bancaire n'est pas plus saine quand on la considère du point de vue de la situation nationale. Les comptes autorisant à tirer des chèques et les comptes d'épargne sont deux choses totalement différentes. L'épargnant souhaite confier son argent pour une période longue : il veut toucher des intérêts. La banque qui reçoit son argent doit le prêter à l'industrie. Un retrait de l'argent confié par l'épargnant ne peut avoir lieu que dans la mesure où la banque est capable de récupérer l'argent qu'elle a prêté. Comme le montant total des comptes d'épargne est utilisé par l'industrie du pays, un retrait intégral est impossible. Un épargnant individuel peut récupérer son argent auprès de la banque, mais tous ne peuvent pas le faire au même instant. Cela ne veut pas dire que l'activité bancaire est malsaine. Elle ne le devient que quand les banques promettent expli-

citement ou implicitement une chose qu'elles ne peuvent pas faire : rembourser l'épargne déposée à la demande ou à brève échéance.

Les dépôts autorisant à tirer des chèques ont un autre but. Ils constituent les liquidités de l'homme d'affaire, à l'instar des pièces et des billets de banque. Le déposant veut en disposer au jour le jour. Il ne réclame pas d'intérêts, ou au moins confierait son argent à la banque y compris sans intérêts. La banque, certes, n'aurait rien à y gagner si elle devait garantir la disponibilité de la totalité du montant de ces dépôts. Elle doit prêter l'argent à court terme à l'industrie. Si tous les déposants réclamaient simultanément le retrait de leurs dépôts, elle ne pourrait pas répondre à la demande. Le fait qu'une banque qui émet des billets ou qui propose des dépôts permettant de tirer des chèques ne détient pas dans ses coffres la totalité du montant correspondant aux billets en circulation et aux dépôts, et ne peut par conséquent jamais rembourser en une fois le montant total de ses engagements de ce type, constitue l'épineux problème de la politique bancaire. C'est la prise en compte de cette difficulté qui doit déterminer la politique de crédit des banques émettant des billets ou des dépôts autorisant l'émission de chèques. C'est ce point qui a entraîné la législation limitant l'émission de billets de banque et qui impose aux banques centrales de conserver des fonds de réserve d'un certain montant.

Mais le cas des dépôts d'épargne est différent. Comme l'épargnant n'a pas besoin de la somme déposée à la demande ou à brève échéance, il n'est pas nécessaire que les caisses d'épargne et les autres banques acceptant ce type de dépôts promettent de rembourser à la demande ou à court terme. C'est néanmoins de ce qu'elles ont fait. Et elles se sont ainsi exposées aux dangers d'une panique. Elles n'auraient pas couru ce danger si elles n'avaient accepté les dépôts d'épargne qu'à la condition de notifier tout retrait plusieurs mois à l'avance.

L'opinion publique pense que le véritable danger du maintien de la stabilité monétaire réside dans la fuite des capitaux. Cette idée est fausse. Le capital investi dans l'immobilier, dans des usines industrielles ou dans des participations dans des compagnies possédant des biens de cette nature ne peut pas s'envoler. Vous pouvez vendre ce type de bien et quitter le pays avec l'argent reçu. Mais — à moins qu'il n'y ait un accroissement du crédit — l'acheteur vous remplace. Si c'est un étranger, alors la fuite de capital du natif du pays est compensée par l'arrivée de capitaux de l'étranger. Si l'acheteur est un autre habitant du pays, alors il ne peut se procurer les moyens — si aucun crédit supplémentaire n'est accordé suite à une expansion du crédit — qu'en vendant ses biens, et sa situation est identique à la

précédente. Une personne ou une autre peut retirer ses capitaux d'un pays, mais cela ne peut jamais constituer un mouvement de masse. Il n'y a qu'une exception apparente : le dépôt d'épargne qui peut être retiré immédiatement ou à court terme de la banque. Quand un dépôt d'épargne peut être retiré instantanément et que la banque d'émission rend ce retrait immédiat possible en avançant des crédits pour remplacer ces fonds retirés, alors l'expansion du crédit et l'inflation font monter le taux de change. Il est évident que ce n'est pas la fuite des capitaux mais l'expansion du crédit en faveur des caisses d'épargne qui est la racine du mal.

Le nœud du problème se trouve dans la politique des dépôts. Les banques qui ne promettent pas plus qu'elles ne peuvent tenir sans l'aide extraordinaire de la banque centrale ne mettent jamais en péril la stabilité de la monnaie nationale. Et même les autres banques qui ont été assez imprudentes pour accepter des engagements qu'elles ne peuvent pas tenir ne représentent un danger que lorsque la banque centrale essaie de les aider. Si la Banque centrale les abandonnait à leur sort, leurs difficultés particulières n'auraient aucun effet sur les taux de change. Le fait que l'émission supplémentaire de grandes quantités de billets de banque pour permettre le remboursement du montant total ou d'une grande partie des dépôts d'épargne du pays fasse monter le cours des devises étrangères est facile à comprendre. Ce n'est pas simplement le désir des capitalistes de fuir avec leurs capitaux mais l'expansion de la monnaie circulante qui met en danger la stabilité monétaire.

Si les banques centrales ne croyaient pas qu'il était de leur devoir d'étouffer les conséquences de la mauvaise politique des banques de dépôt, elles auraient non seulement maintenu la stabilité du taux de change sans l'aide de mesures artificielles et en même temps inefficace, mais elles auraient obligé les banques de dépôt à se mettre d'accord avec leurs clients à propos du paiement des sommes dues. Par le biais de tels accords elles auraient ajusté les paiements dus aux paiements recevables. Les accords finaux auraient été faits une fois pour toutes et pour toutes les dettes, nationales et étrangères.

Pour résumer, nous n'avons pas le droit de dire que Senior avait à traiter dans ses écrits sur la monnaie et les sujets monétaires de problèmes différents des nôtres. Le rôle de la théorie monétaire et bancaire n'est sur le plan des principes pas différent aujourd'hui de ce qu'il était au temps de Senior. Bien sûr, les conditions de notre système bancaire, des institutions et les considérations que les politiciens gardent en tête sont différentes. Les données sont différentes mais pas le mécanisme de l'échange et de la coopération sociale. Toutes les questions de principe auxquelles Senior eut à faire face

sont identiques à celles auxquelles doit répondre notre théorie. Nous pouvons nous écarter de Senior à propos du traitement des points fondamentaux de la valeur et de l'échange, mais nous devons toujours résoudre les mêmes problèmes. Et malgré tous les changements de la pensée et du raisonnement économiques, des conditions sociales et des aspects politiques, de l'organisation bancaire et de la vie des affaires en général, personne ne peut lire ces anciens opuscules sans en tirer profit.

Partie 3
Le commerce

9

Les illusions du protectionnisme et de l'autarcie

Extrait de *La Crise mondiale*. Collection d'études publiée à l'occasion du dixième anniversaire de l'Institut des Hautes Études Internationales à Genève. Publié en français dans la série « Fausses solutions à de vrais problèmes » – N°1 – Librairie de Médicis – Paris (1938).

Introduction

La division du travail était une conquête de l'esprit de libéralisme. Un commerce international existe depuis les temps les plus reculés. Plusieurs marchandises, dont la production était limitée à des régions remplissant certaines conditions spéciales, faisaient l'objet d'un commerce régulier. Un commerce occasionnel apparaissait lorsque quelque événement extraordinaire survenait, qui créait des occasions inusitées. Toutefois, quelque importants qu'aient été les effets civilisateurs de ce commerce international, quelque important qu'ait été son volume, si l'on considère les difficultés d'ordre technique que les transports avaient à surmonter, le rôle qu'il a joué dans la satisfaction des besoins des marchés est négligeable. Une très petite partie seulement de la consommation quotidienne de l'individu moyen provenait de l'étranger. Les marchandises importées pouvaient être, en majeure partie, considérées comme des articles de luxe, car les gens pouvaient s'en passer sans endurer de trop grandes privations.

Au début du XIX^{e} siècle, le blocus continental napoléonien, même s'il avait été tout à fait effectif, n'aurait pu avoir d'effets notables sur la consommation des masses de l'Europe centrale. A cette époque, le sucre même (il ne s'agissait, bien entendu, alors que du sucre de canne) et le coton passaient pour des marchandises de luxe.

Le développement du commerce international était dû à l'abolition de la plus grande partie des entraves au commerce qu'une fiscalité mal inspirée et une politique mercantile fourvoyée avaient suscitées. Le libéralisme avait abattu ces barrières et, par là, frayé la voie à une intensification sans précédent des relations commerciales internationales. Lorsque Cobden et Bastiat étaient au summum de leur prestige, tout le monde était persuadé que les entraves au commerce étaient destinées à disparaître à jamais, de même que les

autres survivances d'un sombre passé telles que l'absolutisme, la superstition, l'intolérance, l'ignorance et les guerres.

La théorie du commerce extérieur telle que l'a bâtie Ricardo a montré de façon irréfutable que la liberté des échanges est seule capable d'assurer aux efforts économiques une productivité maxima et que tout protectionnisme doit nécessairement entraîner une diminution des fruits du capital et du travail. Durant cent vingt ans, un flot de livres et de brochures a cherché à infirmer cette théorie et à prouver que, de la protection, peut sortir quelque bien. En vain. Ils n'ont pas pu faire brèche dans cette idée qu'au point de vue du ravitaillement du consommateur en marchandises le libre-échange est plus efficace que tout autre système. Jamais aucune proposition n'a été avancée qui fût de nature à ébranler les bases de la doctrine libre-échangiste.

La plus fameuse objection qui ait été formulée dans le passé a été tirée de la nécessité d'une « éducation industrielle ». Mais tout ce qu'on pouvait dire de l'incapacité où sont les industries de création récente de se défendre avec succès contre les producteurs anciens et fortement établis est vrai dans le cas où les concurrents appartiennent à la même nation, comme dans le cas où ils appartiennent à des nations différentes. Que personne ne s'avise de réclamer une protection pour de nouvelles maisons entreprenant de nouvelles affaires contre l'écrasante concurrence de vieilles maisons travaillant dans la même ville, dans la même province ou dans le même pays, voilà qui peut déjà être considéré comme une preuve que l'argument est moins économique que politique. Évidemment, chaque entreprise nouvelle doit éprouver des difficultés variées jusqu'au moment où elle fonctionne sans heurts. Il est des inconvénients qui condamnent les affaires à être mauvaises pendant une période d'initiation plus ou moins longue. S'il n'y a aucune chance que ses pertes soient compensées et au delà par des gains ultérieurs, alors la création de la nouvelle entreprise n'est pas une opération rémunératrice. Dans ce cas, c'est pur gaspillage que d'ajouter de nouvelles maisons ou de nouvelles entreprises à celles qui existent déjà. À cet égard, il importe peu que le nouveau centre de production se situe dans le pays même ou à l'étranger. L'histoire offre nombre d'exemples qui prouvent que des industries se sont déplacées, dans le même pays, d'un endroit moins propice à un autre qui l'était davantage, cela bien qu'aucune mesure ne soit venue protéger l'enfance du nouvel établissement. En pareil cas, dans les calculs de l'homme d'affaires, les pertes du début devaient être dépassées par les gains ultérieurs. L'impulsion fut donnée sans qu'on se soit assuré une protection. Cette protection n'est pas plus nécessaire si le déplacement doit s'effectuer

d'un pays dans un autre. Soumis à un examen plus serré, l'argument tiré de l'industrie naissante livre son caractère purement politique. Il ne peut être considéré comme un argument économique judicieux en faveur de la protection.

Or, il a joué un rôle important soit dans les écrits des économistes, soit dans les politiques économiques. Mais l'histoire économique ne nous fournit pas un seul exemple de protection des industries naissantes qui n'ait dégénéré en une protection permanente et tenace. Les industries de l'Amérique, de l'Australie et des pays orientaux de l'Europe ont fortement bénéficié, dans leur enfance, des bienfaits de cet argument. Maintenant qu'elles ont l'âge adulte, elles sont encore protégées, et même beaucoup plus efficacement, et il n'est pas question de les déclarer majeures en abolissant cette protection.

L'argument de l'industrie naissante appartient aujourd'hui au passé. Dans le monde actuel, ce sont d'autres arguments qui font triompher le protectionnisme et sa conséquence logique : le désir d'autarcie. Ces arguments sont celui du prestige national, celui de la guerre, celui des salaires, celui du surpeuplement et celui de la monnaie ou des changes.

1. L'argument du prestige mondial

Selon List, chaque nation doit passer par diverses phases d'évolution économique. Lorsqu'elle est parvenue à la phase suprême, elle n'a pas développé seulement son agriculture, mais aussi son commerce et son industrie. Jusqu'à ce moment-là, elle ne peut faire jouer harmonieusement toutes ses forces productives. De cette philosophie, toutes les nations du monde qui étaient en retard au point de vue de la production industrielle ont conclu que le fait de n'avoir pas une industrie moderne et une production moderne de grande envergure était un signe d'infériorité. Tandis que les romantiques, dans les pays industriels, désirent le retour d'une ère plus agricole, dans les pays agricoles, les romantiques rêvent d'une industrialisation de leur propre pays. Ils estimaient qu'une nation dont la richesse est fondée uniquement sur l'agriculture et sur la production de matières premières ne peut jamais atteindre le niveau de civilisation morale et intellectuelle propre aux nations qui sont à la tête du monde occidental. Ils désirent une ère industrielle, parce qu'ils aspirent à la plénitude de la culture moderne.

C'est ce romantisme qui explique que, dans les pays à prédominance agricole, les programmes des partis nationalistes comportent toujours la production de l'industrie et attribuent moins d'impor-

tance aux besoins de l'agriculture. Avant la guerre, lorsque l'immigration dans les pays industriels de l'Europe et d'outre-mer était encore libre, le mobile principal de cette politique protectionniste était, dans beaucoup de pays européens, le désir de rendre l'émigration inutile. Les conditions de la production industrielle étaient, à tous égards, plus favorables en Europe centrale et occidentale que dans les Balkans, par exemple. Sous un régime de laisser-faire, l'excédent de population de ces nations, qui ne pouvait trouver du travail dans la production agricole, devait émigrer en Europe centrale et occidentale et au Nouveau-Monde. Lorsque les gouvernements de ces nations de l'Europe orientale ont encouragé la production industrielle en usant d'un protectionnisme strict, c'est qu'ils désiraient mettre un frein à l'émigration qui, selon eux, portait préjudice à la grandeur et à la puissance politique et militaire de l'État. Ils craignaient qu'à la longue les émigrants ne perdissent à l'étranger leur attachement à la mère-patrie, à ses habitudes, à sa langue et à sa civilisation. La protection de la production industrielle était une politique de conservation nationale et raciale. Elle avait pour but d'éloigner les citoyens du pays du creuset de l'Europe occidentale, des États-Unis et des autres nations américaines. Aujourd'hui, cette idée a perdu sa valeur. L'immigration n'est plus libre, les excédents de population sont sans exutoire, car il n'existe presque plus de pays où il soit possible d'immigrer.

Avant la guerre, l'argument de la migration valait non seulement pour les pays agricoles de l'Europe, mais même pour l'un des pays les plus industrialisés, l'Allemagne. Lorsque l'agriculture allemande, notamment celle des provinces orientales de la Prusse, ne put plus soutenir, sur un marché non privilégié, la concurrence de la production agricole de pays plus fertiles, comme la Russie, la Roumanie, les États-Unis, le Canada et l'Argentine, l'Allemagne s'est mise à avancer pas à pas dans la voie du protectionnisme, parce qu'elle désirait, dans la mesure du possible, réduire les pertes qui lui valait l'émigration. Mais nous ne nous attarderons pas sur ce point, car, à l'heure actuelle, les migrations internationales de grande amplitude sont devenues impossibles.

Si les considérations de population influençaient la politique commerciale des pays relativement surpeuplés qui étaient, par conséquent, des pays d'émigration, dans un certain sens, elles déterminaient, en sens inverse, celle des pays relativement sous-peuplés. Ces derniers pays, et surtout ceux de l'Amérique latine, désiraient augmenter leur population en renforçant leur immigration, et la protection était, à leurs yeux, l'un des moyens d'attirer de la main-d'œuvre. Mais maintenant cela aussi appartient au passé.

Dans les conditions actuelles, où les migrations se réduisent à un minimum et ou aucun pays important n'ouvre ses portes à des nouveaux-venus, ce genre de considération n'importe plus. Nous parlerons plus loin du rôle joué par les barrières à l'immigration.

2. L'argument de la guerre

La raison principale invoquée pour justifier le protectionnisme et la lutte pour l'autarcie, dans le monde actuel, est la guerre. Pour les pays militaristes, être prêt à faire la guerre est la grande affaire, et la guerre elle-même, le moyen normal de parvenir à leurs fins. Ils ne considèrent, par conséquent, la paix que comme le temps pendant lequel l'on prépare la guerre à venir. Les activités économiques du pays doivent, dès le temps de paix, être organisées de façon à pouvoir, le moment venu, servir à des fins de guerre. Ce système comporte l'autarcie par rapport à tous les produits nécessaires à une nation en guerre.

Lorsque les libéraux recommandaient la liberté des échanges et la division internationale du travail, c'était parce que la paix entre toutes les nations civilisées était l'article principal de leur foi politique. Il faut nous rendre compte que la condition *sine qua non* du libre-échange est la bonne volonté et la paix entre les nations. La division du travail à l'intérieur d'un pays présuppose la paix entre ses différentes parties et provinces. Au moyen âge, et même plus tard, lorsque la division du travail était à l'état embryonnaire, les contrées et les villes même pouvaient se faire la guerre. Comme chaque partie du pays produisait tout ce qui était nécessaire à la guerre, celle-ci ne suscitait pas de problèmes de fournitures de vivres, d'équipements et d'armes. Les belligérants avaient besoin d'argent pour conduire la guerre, mais une fois qu'ils en possédaient, ils pouvaient acheter ce dont ils avaient besoin.

Il en va tout autrement, dans le monde moderne, où règne la division internationale du travail. Les pays européens comptent plus ou moins sur les denrées alimentaires et sur les matières premières importées de l'étranger. La fabrication des armes et du matériel de guerre modernes n'est possible que dans de grandes entreprises, hautement spécialisées, qui doivent exercer leur activité en temps de paix déjà, afin de pouvoir fonctionner sans surprise en temps de guerre. Une nation qui ne produit pas toutes les matières premières et les denrées alimentaires et toutes les armes et autres matériels militaires à l'intérieur de ses frontières en manquera en temps de guerre.

Lorsque, à partir des années quatre-vingt-dix du siècle dernier, l'Allemagne commença ses préparatifs en vue d'une guerre décisive, ses prévisions économiques se bornaient au ravitaillement en produits alimentaires. L'une des raisons de protéger l'agriculture était alors la nécessité de rendre le pays indépendant des fournitures étrangères en temps de guerre. Mais personne ne s'était avisé qu'un pays belligérant pouvait souffrir de la pénurie d'autres marchandises que les denrées alimentaires. C'est la grande guerre qui a enseigné cette leçon.

Aujourd'hui, les puissances qui considèrent la guerre comme le moyen de satisfaire leurs aspirations « dynamiques » visent à l'autarcie afin de ne pas avoir à faire appel aux fournitures étrangères dans la conflagration à venir. Ce sont ces puissances qui ont systématiquement élaboré la théorie et la pratique de l'autarcie pour les fins de la guerre. Leurs efforts ont été stimulés par la menace de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, où sont inscrits des mesures économiques contre la nation qui recourt à la guerre.

Désireuses de se suffire à elles-mêmes en temps de guerre, ces nations cherchent, dans toute la mesure du possible, à s'affranchir des importations de matières premières. Elles veulent remplacer les matières premières et les denrées alimentaires importées par celles qu'elles peuvent produire chez elles. Elles favorisent, au moyen des mesures de protectionnisme les plus strictes, la production des denrées alimentaires et des matières premières qui peuvent être obtenues à l'intérieur de leurs frontières. Elles cherchent à remplacer les matières premières qu'elles ne peuvent produire sur le sol national par des succédanés fabriqués dans le pays. Elles ne tiennent pas compte, dans leurs efforts, du prix de la production. Aux yeux des partisans de cette politique, peu importe que ces succédanés aient un coût de production plusieurs fois plus élevé que celui de la marchandise importée. La seule chose qui compte, c'est qu'ils puissent être produits dans le pays. C'est dans cet esprit que ces pays ont cherché à produire du caoutchouc synthétique, du pétrole synthétique, de la laine synthétique, etc.

Dans le raisonnement qui est à la base de cette thèse d'inspiration militariste, en faveur de l'autarcie, une erreur frappante s'est glissée. Chaque fois que la technique moderne réussit à remplacer une matière première précédemment en usage par un article dont — dans le cas le moins favorable — le rendement n'est pas moins bon et l'utilisation n'est pas plus coûteuse que ceux du produit naturel, il est évident que ce nouvel article a tendance à chasser l'ancien du marché. C'est de cette façon que la garance a été remplacée par l'aniline, de cette façon que la soie et le coton ont perdu du terrain,

qui a été gagné par la rayonne. Dans ces conditions, le nouvel article ne peut plus être appelé un succédané, pas plus que l'automobile n'est le succédané d'un char ou le canon de l'arc et de la flèche. Mais là n'est pas le problème. Les succédanés dont il s'agit appartiennent à une catégorie inférieure et sont incapables de rendre des services meilleurs et à meilleur marché que la marchandise qu'ils sont appelés à remplacer ; leur rendement est, au contraire, moins grand, et leur emploi revient plus cher. En recherchant de tels succédanés, il peut arriver, un jour ou l'autre, qu'on invente quelque chose de nouveau, qui soit plus satisfaisant que la marchandise précédemment en usage. Toutefois, pour le moment, on ne peut s'appuyer sur de vagues probabilités, il faut compter avec les réalités. Nous avons à envisager ce fait que les nations désirent se rendre économiquement indépendantes, en remplaçant certaines matières premières et denrées alimentaires importées par un succédané plus cher et moins bon produit sur leur sol. Elles croient que ces inconvénients sont compensés par le fait que le pays se libère de la production étrangère et pourra s'en passer, par conséquent, en temps de guerre. Elles estiment que, lorsque des problèmes de défense nationale se posent, il est possible de négliger la question du prix de revient. La seule chose qui ait du prix à leurs yeux, c'est l'indépendance.

Toutefois, ce raisonnement est fallacieux. Il n'est pas vrai qu'il soit sans importance que la production d'une marchandise utile à la guerre soit plus ou moins coûteuse. Les prix de revient plus élevés indiquent que la même quantité de capital et de travail produits moins. Si un pays belligérant est forcé d'employer plus de capital et plus de travail pour obtenir une quantité donnée de marchandise, il en sera moins abondamment pourvu que ses adversaires. En particulier, le fait, pour ce pays, d'avoir à employer plus de main-d'œuvre pour la production de la même quantité de marchandise représentera une véritable calamité. Ce sont autant de bras qui manqueront dans les tranchées, car les hommes ne peuvent se battre et travailler en même temps. Déjà, au temps de la grande guerre, les puissances de l'Europe centrale se plaignaient que la production des matériels de guerre exigeât un trop grand nombre d'hommes jeunes.

Et il y a un deuxième grand inconvénient. Les succédanés sont moins bons que les marchandises qu'ils doivent remplacer. S'ils étaient aussi bons, ce ne seraient pas des succédanés, mais la marchandise qu'il convient d'employer, et l'adversaire lui aussi ne manquerait pas de s'en servir. Le fait que l'une des deux parties est forcée d'utiliser des matériaux qui conviennent moins bien constitue un lourd handicap. La partie la mieux outillée tirera de sa supériorité d'équipement un avantage à la fois moral et matériel. La meilleure

armée se démoralise à constater que l'adversaire est mieux nourri, mieux armé et mieux protégé contre les dangers qu'elle ne l'est elle-même. Dans la guerre mondiale, rien n'a autant découragé les soldats des puissances centrales que, lorsqu'après avoir conquis des tranchées sur les alliés, ils constataient que ceux-ci étaient mieux armés, mieux équipés et mieux nourris qu'eux-mêmes. Personne ne saurait contester que la victoire des alliés ait été due en grande partie à leur supériorité en matériel.

Ensuite, il faut considérer que, pour la production des succédanés, quelques matières premières sont aussi nécessaires. Dans de très rares cas seulement, ces matières premières peuvent être trouvées en quantité suffisante sur le marché national. Pour la plupart, elles doivent être importées, elles aussi, soit parce qu'on ne les produit pas du tout dans le pays, soit parce qu'on ne les y produit pas en quantité suffisante. Pour la fabrication du textile, par lequel l'Allemagne désire remplacer le drap de laine, il faut aussi de la laine, et l'on peut se demander si l'Allemagne sera capable de développer sa production de laine au point de pouvoir fabriquer toute celle dont elle aura besoin. En tout état de cause, elle ne pourra développer sa production de laine qu'en restreignant celle d'un autre produit agricole, étant donné qu'il faudra, pour cela, du terrain, et que le terrain est rare en Allemagne. Si l'Allemagne ou l'Italie cherchent à produire des succédanés à partir du bois, elles se rendront compte que leur production de bois ne suffira pas. Lorsque l'Italie se propose de fabriquer du drap à partir des produits laitiers, elle se trouve en présence de ce fait que sa production de lait est également limitée et qu'elle doit par conséquent importer de la caséine. La production de succédanés ne supprime pas le problème des matières premières, elle le transporte seulement dans d'autres branches de la production.

C'est, au point de vue économique, une des caractéristiques des collectivités industrielles modernes de ne pouvoir se passer des matières premières importées et payées par les produits fabriqués qu'elles exportent. Ces pays industriels modernes sont donc en relation avec le reste du monde de la même façon que les centres industriels sont en relation avec les régions productrices d'articles agricoles et de matières premières de leur propre pays. De même qu'il est impossible, pour une ville, de faire la guerre à la campagne qui la ravitaille en denrées alimentaires et en matières premières, de même il est impossible, pour un pays industriel, de faire la guerre au reste du monde. Telle est la situation où se trouvent les pays industriels de l'Europe d'à présent.

L'économiste libéral déduit de ce fait la nécessité de la paix internationale. Il est d'avis que la guerre est incompatible avec l'état

actuel de division internationale du travail. Mais le militariste, qui estime que la guerre est l'activité la plus haute et la plus noble d'une nation, croit que cette division internationale du travail est un esclavage pour son pays, parce qu'elle l'empêche de faire la guerre. Pour lui, l'indépendance de son pays est réalisée lorsque celui-ci est en état de faire la guerre à tous les autres, ou à quelques autres, sans dépendre de l'étranger pour les fournitures dont il a besoin. L'Allemagne et l'Italie désirent l'une et l'autre être en mesure de soutenir une guerre contre la France et les nations alliées à la France sans souffrir d'un manque de denrées alimentaires et de matières premières. Cela ne signifie pas qu'elles veulent réellement attaquer la France, ni qu'elles pensent que la France veuille les attaquer — c'est là un problème que nous n'avons pas à discuter — mais elles considèrent comme un handicap insupportable un état de choses dans lequel elles seraient incapables de recourir à la guerre en tant qu'*ultima ratio*. La liberté, telle qu'elles la conçoivent, c'est la possibilité d'être prêtes à faire la guerre lorsque le chef de la nation le juge nécessaire.

Il est bien évident que cette notion de la liberté est à l'usage exclusif des grandes nations. Une petite nation n'oserait jamais formuler dans ces termes ses aspirations à l'indépendance. M. Hitler et M. Mussolini soulignent que leur revendication est justifiée parce qu'une grande nation ne saurait vivre dans les conditions qui peuvent paraître satisfaisantes à une petite nation. Ils réclament des territoires où ils pourront produire des matières premières sur un sol qui sera le leur, et, lorsqu'ils déclarent que leurs nations ne sont pas satisfaites, ils appuient leur assertion en faisant ressortir la répartition injuste des colonies et des matières premières. C'est tout particulièrement en vue des négociations à venir au sujet d'une nouvelle répartition des matières premières et des colonies qu'ils désirent atteindre à l'autarcie, parce qu'ils veulent pouvoir jeter dans les plateaux de la balance une épée acérée.

Peut-être comprendrons-nous mieux maintenant le rôle joué par l'autarcie dans les plans de ces deux puissances. Elles n'envisagent pas l'autarcie dans les limites actuelles du territoire national comme une mesure durable, mais seulement comme une mesure temporaire, en vue de la préparation de la prochaine guerre pour la suprématie. C'est à cette guerre que M. Hitler fait fréquemment allusion dans son livre *Mein Kampf*[1].

[1] Cf. Hitler, *Mein Kampf*, 42e édition, Munich, 1933, pp. 726–743, 757, 766.

Bien entendu, la politique de l'autarcie n'apparaît pas plus raisonnable si on la considère comme une préparation à la prochaine guerre que si on la considère comme une institution militaire durable.

Certains experts militaires estiment que la guerre future sera entièrement différente de la dernière guerre mondiale. Ils supposent que l'agresseur parviendra très rapidement à ses fins s'il attaque à l'improviste un pays qui n'est pas conscient du danger, et qui n'est, par conséquent, pas prêt à résister. D'un seul coup, cet « Überfallskrieg » peut amener la victoire décisive. Quant à savoir, cependant, si une attaque par surprise aurait plus de succès dans une guerre à venir qu'elle n'en a eu dans les dernières guerres, le point est des plus douteux. Une attaque foudroyante a fondu sur la Saxe en 1756, et sur la Belgique en 1914, mais elle n'a pu, ni dans un cas ni dans l'autre, décider de l'issue de la lutte, ni terminer la guerre, au contraire, elle n'a fait que mettre le feu aux poudres. Il n'y a aucune raison de croire que les choses se passeraient de façon différente dans l'hypothèse d'une nouvelle guerre mondiale. D'autre part, dans une guerre où l'agresseur met tous ses atouts dans une attaque qui doit amener un succès rapide, la supériorité d'équipement et d'armement joue un plus grand rôle que dans tout autre. Pour le succès d'un tel projet, l'infériorité de l'armement qui provient de l'emploi de succédanés peut avoir des conséquences fatales.

Au point de vue militaire, la substitution de succédanés aux matières premières convenables semble donc constituer un inconvénient à tous égards. Lorsque les puissances de l'Europe centrale partirent en guerre, en 1914, sans s'être assuré des possibilités de ravitaillement en matières premières étrangères, elles pouvaient compter sur les stocks considérables de ces marchandises que détenaient normalement le commerce et l'industrie. Ces stocks étaient suffisants pour les deux premières années de guerre. Or, l'un des résultats de la politique d'autarcie et de préparation économique à la guerre sera que, dans une nouvelle campagne, ces stocks seront à peu près inexistants.

C'est le paradoxe de l'autarcie, en tant que préparation économique à la guerre, d'affaiblir le potentiel militaire de la nation, en diminuant l'efficacité de ses armes. L'état actuel de la division internationale du travail place les nations qui se proposent de recourir à la guerre devant un dilemme insoluble. Elles doivent considérer d'une part, qu'elles ne peuvent combattre sans importer continuellement des matières premières et des denrées alimentaires et, d'autre part, que le remplacement de ces marchandises importées par des succédanés produits sur place réduit leur force militaire.

En temps de paix, les nations peuvent acheter toutes les matières premières et les denrées alimentaires qu'elles désirent et qu'elles sont disposées à payer. Évidemment, cette situation fait dépendre la nation des fournitures de l'étranger et l'intègre dans le système international de la division du travail, mais, quant à considérer cet état de choses comme plein d'inconvénients parce qu'il rend la guerre impossible, c'est céder à un incorrigible atavisme.

3. L'argument de la guerre dans les pays neutres

Il est des pays fortunés qui ont décidé de rester neutres dans toutes les guerres. Pour eux, l'argument de la guerre invoqué en faveur de l'autarcie par les militaristes est sans valeur. Ils n'ont pas l'intention de conquérir des territoires, et leur seul désir est de vivre en paix et de vaquer sans ennuis à leurs affaires. Mais à supposer même qu'ils réussissent à appliquer cette politique et à représenter un îlot pacifique dans un océan de sang, ils peuvent souffrir des conséquences de la guerre. À cet égard, la situation de la Suisse pendant la guerre mondiale a été caractéristique. Son ravitaillement en denrées alimentaires et en matières premières importées était à la merci des belligérants. Si la Suisse n'avait pu s'entendre avec eux, elle n'aurait obtenu ni combustible, ni denrées alimentaires, et ç'aurait été pour elle la famine.

Dans un pays tel que celui-ci, une politique visant à l'autarcie, afin d'écarter les dangers que représenterait pour lui une nouvelle guerre mondiale, paraît plus raisonnable que dans les pays qui désirent attaquer. Il n'est pas au pouvoir de la Confédération suisse d'empêcher ses voisins de recourir à la guerre. Elle ne peut que protéger ses propres intérêts, par le moyen non seulement d'armements mais encore de mesures destinées à assurer son ravitaillement en temps de guerre. Mainte mesure politique économique suisse, qui pourrait paraître complètement déraisonnable dans un monde paisible et doué de bon sens, se justifie par une situation internationale dont le pays est obligé de tenir compte. Les conditions dans lesquelles se trouvent d'autres nations ne sont pas très différentes, bien que pour aucune d'entre elles, la situation géographique ne soit aussi défavorable que pour la Suisse.

La tendance à l'autarcie résulte, dans ces cas aussi de l'esprit de guerre qui, maintenant, infecte le monde. La menace de guerres futures met en danger le maintien de la division internationale du travail, et chaque gouvernement, fût-ce le plus pacifique et le plus international d'esprit, doit se prémunir contre cette éventualité.

4. L'argument des salaires

L'un des effets de la division internationale du travail est de créer l'interdépendance des salaires dans tout le monde.

Dans un régime où la mobilité de la main-d'œuvre, du capital et des marchandises sur toute la surface du globe serait totale, il devrait y avoir une tendance à l'égalisation, aussi bien du taux des bénéfices que du taux des salaires pour un travail de même espèce. Le capital et le travail devraient passer des régions où les conditions naturelles de la production sont moins favorables dans les régions où elles le sont plus, jusqu'à réalisation de cette égalité. Dans le régime actuel, toutefois, il existe des barrières qui s'opposent très efficacement au transfert, soit du capital, soit de la main-d'œuvre, d'un pays dans un autre, d'où des différences considérables dans le taux des bénéfices et le niveau des salaires. Il n'en demeure pas moins que l'interdépendance de ces deux pays est une réalité.

L'un des facteurs qui déterminent les salaires, au Japon, est le fait que les Japonais ne sont pas libres d'émigrer, car aucun pays n'admet l'immigration de Japonais. L'un des facteurs qui déterminent les salaires, aux États-Unis, c'est que l'immigration, dans ce pays, est restreinte. La main-d'œuvre ne peut circuler librement du Japon aux États-Unis, mais il n'en existe pas moins un lien entre le niveau des salaires dans les deux pays. Ce lien résulte de la faculté de déplacement du produit du travail. Les marchandises produites par n'importe laquelle de ces deux nations peuvent entrer en concurrence. Dans un monde où existerait le libre-échange des marchandises, celles-ci devraient être vendues au même prix par le producteur, compte non tenu du coût des transports. La possibilité, pour les syndicats ouvriers d'un pays, de relever le niveau des salaires semble donc limitée par la concurrence des marchandises produites à l'étranger par une main-d'œuvre moins onéreuse. Les syndicats ouvriers des pays bénéficiant de conditions de production plus favorables et de salaires plus élevés désireraient que les salaires se relèvent dans les pays les moins favorisés. Mais ce résultat ne pourrait être atteint qu'en transférant de la main-d'œuvre des pays moins favorisés dans les pays les plus favorisés, et c'est précisément ce à quoi s'opposent les syndicats ouvriers des pays les mieux pourvus. Sans une modification de la répartition des travailleurs sur toute la surface de la terre, il est cependant impossible d'arriver à l'égalité des salaires.

En vertu du système actuel des restrictions à l'immigration, les salaires trouvent leur point d'équilibre à un niveau autre que celui qu'ils atteindraient dans un monde où la main-d'œuvre pourrait

circuler en liberté ; dans certains pays ils sont plus hauts, dans d'autres plus bas. Mais il existe, pour chaque région à l'intérieur de laquelle aucune barrière n'empêche le déplacement de la main-d'œuvre d'un lieu à un autre, un taux uniforme d'équilibre des salaires pour chaque genre de travail. Aussi longtemps que les salaires effectivement payés ne dépassent pas ce niveau d'équilibre, l'emploi et le chômage sont normaux. Il est dans la nature du taux d'équilibre de faire coïncider l'offre et la demande sur le marché du travail.

Si les syndicats ouvriers des pays jouissant de conditions de production plus favorables limitaient leurs activités à restreindre l'immigration, et s'ils se contentaient de l'élévation des salaires d'équilibre résultant de ces restrictions, ils n'accroîtraient pas le chômage. Mais si les syndicats ouvriers cherchent, comme on les voit faire, à relever les salaires au-dessus de ce taux d'équilibre, ils provoquent un chômage persistant fort dont pâtit une grande partie des classes ouvrières. C'est là, de toute évidence, dans un organisme économique fondé sur la division du travail et l'échange, l'effet nécessaire d'un taux de salaires dépassant le taux d'équilibre.

Les employeurs attribuent à la pression de la concurrence étrangère l'impossibilité où ils sont d'employer plus d'ouvriers aux taux résultant de contrats collectifs. L'opinion publique tient, par conséquent, les barrières érigées contre les importations de l'étranger, pour des mesures efficaces de lutte contre le chômage, sans abaissement du niveau des salaires. L'un des arguments les plus goûtés en faveur du protectionnisme consiste à dire qu'il convient de défendre le niveau de vie du pays contre le dumping des marchandises produites par la main-d'œuvre peu coûteuse.

Or, on appelle « dumping » l'importation de marchandises produites par une main-d'œuvre moins coûteuse et l'on considère l'interdiction d'admettre ces marchandises comme pleinement justifiée. Les pays qui, d'une part, jouissent, par la volonté de la nature, et par leur richesse en capitaux, de conditions de production plus favorables, et qui, d'autre part, ne veulent pas laisser entrer d'immigrants étrangers, tiennent donc pour justifiés les droits de douane élevés, les contingentements rigoureux, et même la complète autarcie.

Si un pays ne veut admettre ni l'immigration de travailleurs, ni les importations de marchandises produites à l'étranger par une main-d'œuvre peu coûteuse, ni l'exportation de capital, il est sur la voie de l'isolement économique complet.

Les pays anglo-saxons et quelques autres pays occidentaux sont doublement responsables du taux peu élevé des salaires et du niveau peu élevé de vie des régions surpeuplées, premièrement parce qu'ils ont rendu l'immigration pratiquement impossible et deuxièmement

parce qu'ils se sont opposés à l'importation des produits fabriqués. En voulant maintenir leur propre niveau de vie au point le plus élevé qu'il avait atteint, ils exercent une pression sur le niveau de vie des autres pays, particulièrement de l'Europe centrale, orientale et méridionale, et au Japon. Ils réduisent leurs importations de marchandises fabriquées, mais, en même temps, leurs exportations de denrées alimentaires, de matières premières et de produits fabriqués ; il en résulte une baisse du volume total du commerce international.

La tendance à ériger des barrières au commerce toujours plus efficaces et à isoler toujours davantage les pays au point de vue économique est, par conséquent, un résultat de la politique qui vise à combattre le chômage en protégeant la production. L'idée sur laquelle repose cette politique est trompeuse. Les bas salaires à l'étranger s'effondrent davantage, et les ventes du pays à l'étranger diminuent dans la même proportion que ses importations.

Il est vain de vouloir faire disparaître le chômage par une politique de barrières au commerce. Que les salaires ne puissent se maintenir à un taux plus élevé que le taux d'équilibre qu'à condition de laisser inemployée une fraction considérable des travailleurs, c'est un fait qui se vérifie dans le cas d'un pays isolé, tout autant que dans celui d'un pays qui achète et qui vend à l'étranger. C'est une erreur de croire qu'à la longue le chômage peut être occasionné par la concurrence étrangère, ou, pour mieux dire, le fait que le marché national n'est qu'une partie du marché international, constitue l'un des facteurs qui déterminent la hauteur à laquelle s'établit l'équilibre du taux des salaires. Au point d'équilibre du taux des salaires, le chômage devient un simple phénomène transitoire. La concurrence étrangère peut abaisser le point d'équilibre des salaires, mais elle ne saurait provoquer immédiatement un chômage durable et de vaste envergure.

Si un pays veut soustraire son marché national à l'influence des marchés étrangers du travail, il faut qu'il cesse de participer à la division internationale du travail. Mais alors il retire à son peuple tous les avantages de la collaboration économique internationale. Cela signifie qu'avec le temps, les salaires réels doivent baisser. La politique de l'isolement économique n'est nullement le moyen d'améliorer le niveau de vie d'une nation.

5. L'argument du surpeuplement

L'argument du surpeuplement invoqué en faveur du protectionnisme n'est autre que l'argument des salaires considéré du point de vue des pays surpeuplés. Dans ces pays, les salaires sont bas et, sous

le régime actuel des barrières aux migrations, il n'y a aucun espoir de relever les salaires par l'émigration.

Les salaires d'équilibre sont bas dans ces pays. Mais aussi longtemps que les salaires effectifs ne dépassent pas le taux d'équilibre, il ne se produit pas de chômage durable sur une grande échelle. Les salaires d'équilibre peuvent, bien entendu, tomber extrêmement bas par rapport à ceux de l'étranger.

Les bas salaires sont très peu satisfaisants et les gouvernements et les syndicats ouvriers y cherchent, les uns et les autres, un remède. Malheureusement, le seul remède efficace, l'émigration, ne peut pas être envisagé. Les salaires minima, qu'ils soient imposés par une intervention du gouvernement ou par les contrats collectifs, ne font qu'augmenter le chômage. Pour combattre celui-ci, on s'efforce alors de protéger la production nationale, mais, en le faisant, on augmente le prix des marchandises et on abaisse encore davantage le niveau de vie.

Les récriminations des pays surpeuplés contre les pays plus favorisés sont justifiées. Les pays où les salaires ont un point d'équilibre plus élevé leur portent préjudice de deux façons : en rendant l'immigration impossible et en fermant leur marché à l'importation de leurs produits. Néanmoins, ces pays surpeuplés ne font qu'aggraver leur situation en fermant eux-mêmes leur propre marché, car, par là, ils ne peuvent que provoquer un nouvel abaissement de leur niveau de vie.

Dans ce cas également, la protection et l'autarcie sont des remèdes qui ne peuvent qu'aggraver le mal.

6. L'argument de la monnaie ou du change étranger

L'argument de la monnaie ou du change étranger invoqué en faveur du protectionnisme diffère de la plupart des autres arguments en ce sens qu'il est purement économique. Malheureusement, c'est, lui aussi, un argument faux.

Le maintien d'une monnaie saine n'a rien à voir avec le commerce extérieur. C'est la vieille et fondamentale erreur de tous les genres de mercantilisme de croire qu'une balance passive du commerce chasse la monnaie du pays. Mais la balance du commerce n'est qu'un poste de la balance des paiements. Un excédent des importations par rapport aux exportations est compensé, peut-être même surabondamment, par les actifs d'autres postes. La balance des paiements est, par définition, toujours en équilibre. Si les deux colonnes de la balance des paiements ne s'équilibrent que par exportation d'or, il faut que les prix baissent. Les prix bas ont pour effet

d'augmenter les exportations et de mettre un frein aux importations. Dans les pays où la monnaie n'est pas purement métallique, les pertes d'or forcent la banque à resserrer le crédit. L'ajustement s'opère alors par les prêts à court terme de l'étranger qu'attire le taux élevé d'intérêt ; ainsi, dans un cas comme dans l'autre, l'équilibre se rétablit automatiquement. À la longue, un pays qui ne s'est pas lancé dans une politique d'inflation et d'expansion du crédit ne s'expose jamais à voir sortir ses stocks monétaires. Au contraire, s'il y a inflation et si, par suite d'un excès de monnaie, les prix montent et l'unité monétaire se déprécie, rien ne peut empêcher le jeu du mécanisme qui est décrit par la loi de Gresham. Si le gouvernement attribue le même pouvoir libératoire légal au papier-monnaie déprécié et aux pièces d'or, ces dernières disparaissent de la circulation. Étant donné qu'on se trouve en présence d'une inflation et d'une expansion du crédit, le réajustement automatique ne peut se produire, l'étalon-or est remplacé par une monnaie de papier qui se déprécie de plus en plus au fur et à mesure que l'inflation gagne du terrain.

C'est en vain que les gouvernements s'efforcent d'empêcher la dépréciation en restreignant les importations. Si les citoyens ne peuvent plus acheter de marchandises étrangères, ils achèteront plus de produits nationaux. Les prix de ces produits monteront alors et leur exportation diminuera. Ainsi, l'intervention du gouvernement, qui est dictée par un désir d'améliorer la balance du commerce en restreignant les importations, finit par abaisser les deux plateaux de la balance. Elle comprime simultanément les importations et les exportations et amène une réduction du volume global du commerce extérieur.

Si le gouvernement désire le succès de sa politique, il faudra qu'il enlève aux citoyens leurs encaisses monétaires. Il faudra qu'il prélève des impôts ou qu'il émette un emprunt sur le marché national et qu'il retire de la circulation la monnaie qu'il aura ainsi recueillie. Cela équivaut à une politique de déflation. Bien entendu, la déflation est le seul moyen efficace d'abaisser le taux des changes étrangers et de restituer à l'unité monétaire son ancien pouvoir d'achat. Mais si le gouvernement ne se résout pas à la déflation, il n'a aucun moyen de réduire les prix payés pour les devises étrangères.

Il existe deux types différents de contrôle des devises. Il y a des pays qui désirent simplement maintenir les prix auxquels s'échangent les devises étrangères. Ils estiment que quelque chose doit être fait pour entraver les progrès de la dévaluation et que le contrôle des changes est le bon moyen à employer à cet effet. Ils ne désirent cependant pas forcer les citoyens à acheter et à vendre des devises étrangères à un prix inférieur à celui qui est pratiqué sur le marché.

Dans de telles conditions, le contrôle des devises est assez bénin. Étant donné qu'on ne cherche pas à imposer, sur le marché, un prix inférieur pour les devises étrangères, comme ces devises sont achetées et vendues au prix du marché, il importe peu que les transactions soient libres ou qu'elles soient le privilège d'une institution comme la banque centrale ou comme le fonds d'égalisation des changes. Évidemment, si le gouvernement, ou si cette institution chargée des affaires de change, empêchent certaines importations de s'effectuer, cela afin d'économiser des devises étrangères, ils restreignent également les exportations et, par conséquent, le volume du commerce extérieur. Mais il n'existe, dans ces circonstances, aucun motif urgent de prendre des mesures très énergiques à cet égard, étant donné que le contrôle des devises ne diminue pas immédiatement la quantité de devises étrangères disponibles.

Il en va autrement lorsque le contrôle des devises a pour but d'imposer au marché des devises étrangères, un prix inférieur à celui qui se pratiquerait si les transactions étaient libres. Si tout citoyen est tenu de vendre toutes ses devises au fonds d'égalisation des changes à ce prix légal ou officiel, qui est plus bas que le prix du marché, tout se passe exactement comme si l'on imposait un droit sur les exportations. Le volume des exportations tombe, entraînant une baisse également du montant des devises étrangères offertes au fonds d'égalisation des changes et achetées par lui. La pénurie de devises étrangères est la conséquence fatale d'une politique qui prétend imposer au marché un prix trop bas pour l'or et les monnaies étrangères, et la pénurie sera d'autant plus grande que le contrôle sera plus strictement appliqué. Les exportations disparaîtraient complètement, n'étaient les primes payées par le gouvernement pour compenser les pertes que subit l'exportateur du fait qu'il est obligé de vendre ses devises étrangères à un prix inférieur à leur valeur sur le marché.

Si un pays qui a adopté ce régime se plaint d'un manque de devises étrangères, il faut qu'il se rende compte que le mal provient de sa propre politique. Pour la formation du prix des devises, il est à la longue parfaitement indifférent que les citoyens achètent les produits nationaux ou les produits étrangers. Le problème des transferts est un problème illusoire. Qu'un Allemand achète du coton, ou qu'il achète n'importe quel produit national (comme du charbon, par exemple), cela ne fait aucune différence pour le système monétaire de son pays. Dans les deux cas, il faut qu'il s'abstienne d'acheter quelque chose d'autre. Il doit dépenser moins de marks pour d'autres objets qu'il ne l'aurait fait s'il n'avait pas acheté de coton ou de charbon. La vraie question pour lui est d'être assez riche pour

acheter du coton ou du charbon et de disposer de la quantité de marks nécessaire. S'il achète plus de marchandises importées, il devra se passer des produits de son pays. Ces dernières marchandises deviennent, par conséquent, meilleur marché, et peuvent s'exporter plus facilement, de telle sorte que des entrées d'argent compensent les sorties. Si pour un motif quelconque, les exportations ne peuvent se développer, la demande accrue de devises étrangères entraîne un relèvement du prix de ces devises et, par conséquent, de celui des marchandises importées, et ce mouvement ascendant des prix oblige les citoyens à restreindre leurs achats de marchandises importées. Sous ce régime, également, l'automatisme du marché fonctionne sans heurt.

Supposons que, par une répartition nouvelle des régions productrices de matières premières, certaines parties de l'Australie et du sud des États-Unis d'Amérique deviennent possessions allemandes. Rien ne serait changé dans le domaine économique et monétaire. Le consommateur allemand aurait à payer tout juste autant pour le coton et pour la laine qu'il le fait en ce moment. Il ne serait ni plus aisé pour lui, ni plus difficile pour les Britanniques ou pour les Américains, d'effectuer des achats dans ces territoires récemment cédés. Bien entendu, dans les circonstances actuelles également, le commerce ne s'opère pas de façon différente entre la Grande-Bretagne et l'Australie et entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, ou entre l'Allemagne et l'Australie. Le fait que son roi est, en même temps, le souverain de l'Australie, ne comporte aucun avantage pour l'acheteur britannique de laine, pas plus que le fait que les citoyens de l'Australie parlent l'anglais et sont les descendants d'ancêtres britanniques. L'acheteur allemand se mesure avec l'acheteur britannique, danois ou polonais, sur le marché de la laine, dans des conditions de parfaite égalité.

Supposons, au contraire, que la Bavière soit séparée du Reich. N'était l'intervention gouvernementale dans le système monétaire et le contrôle des devises, le commerce entre la Bavière et le reste du Reich n'en serait nullement affecté. Ce que les Saxons achètent en Bavière doit se payer soit par des exportations directes, soit par un commerce triangulaire, que la Bavière fasse partie du Reich ou non.

C'est une erreur de croire que les achats de marchandises importées font brèche dans le stock de devises de la nation. Il est faux de dire à un homme : « N'achetez pas cette marchandise étrangère parce qu'il faudra consacrer à cette opération une partie du trésor national de devises étrangères. » La quantité de devises étrangères est essentiellement mobile. Les avoirs en devises étrangères sont en flux et en reflux continuels. Ils s'épuisent et se reconstituent tous les

jours. En achetant des produits étrangers, le consommateur crée, du fait qu'il diminue ses achats de marchandises nationales, le montant de devises étrangères nécessaires pour ce qu'il achète.

Le fait qu'il existe des barrières au commerce ne modifie pas le fonctionnement de ce mécanisme. Ces barrières font, il est vrai, qu'il est plus difficile d'exporter et de se procurer des devises étrangères, mais le fléchissement des exportations et des entrées de devises étrangères conduisent automatiquement à une restriction des achats à l'étranger. Lorsque les prix, les salaires et les gains des industries d'exportation baissent, les groupes qui sont affectés par cette circonstance sont obligés, soit de restreindre leurs achats de marchandises étrangères, soit leurs achats des produits nationaux. Dans le premier cas, la demande de devises étrangères fléchit. Dans le second, les prix de ces marchandises, dont il se vend de moindres quantités sur le marché national, tombent, et il devient plus facile de les exporter.

Si un pays désire jouir des avantages d'une monnaie saine et d'une stabilité des devises étrangères, il faut qu'il écarte l'inflation et le gonflement du crédit. S'il préfère les prétendus avantages de la dépréciation, il faut alors qu'il laisse le marché fixer la valeur de son unité monétaire. Dans l'un et l'autre cas, il n'y aura, pour lui, aucune difficulté d'ordre monétaire à traiter avec les pays étrangers. Ce n'est que lorsqu'on veut fixer les changes étrangers au-dessous du prix du marché, en adoptant le contrôle des changes, que l'on provoque la pénurie de devises étrangères.

La situation en Allemagne dans le système économique du monde, comme celle, d'ailleurs, de beaucoup d'autres nations européennes, reposait, et repose encore, sur l'industrie. Ces pays importent surtout des matières premières et des denrées alimentaires, et exportent, principalement, des produits fabriqués. En restreignant les achats de matières premières, le gouvernement allemand restreint aussi les exportations de produits fabriqués. En utilisant les matières premières à des fins de réarmement, au lieu de les affecter à la fabrication de produits exportables, il réduite la quantité de devises étrangères disponibles. Mais l'Allemagne n'offre que l'exemple le plus en vue d'une politique suivie aujourd'hui par de nombreux pays.

Dans un système économique fondé sur le marchandage et les échanges directs entre deux parties seulement, nul doute que ces deux parties n'obtiennent satisfaction. Le rôle de la monnaie est de procurer les mêmes facilités au commerce triangulaire. Cette fonction compensatrice de la monnaie n'est pas limitée au commerce local. Elle s'exerce de la même façon dans le commerce de ville à ville, de région à région, et de pays à pays. Le système de compen-

sation le plus efficace et le plus simple est le système monétaire. Si une nation remplace l'usage de la monnaie, dans le commerce international, par des chambres de compensation bilatérales, elle se prive des avantages du commerce triangulaire, elle perd la faculté d'acheter sur le marché le moins cher et de vendre là où elle pourrait obtenir, pour ses marchandises, les prix les plus élevés. Il faut qu'elle achète là où elle peut vendre quelque chose, même si le niveau des prix y est très élevé, et il faut qu'elle vende là où elle désire acheter quelque chose, même si le niveau des prix y est très bas.

L'étalon-or était et demeure le meilleur système, et même le seul système applicable, d'organisation internationale du commerce triangulaire. Le fait qu'il ne fonctionne plus n'est pas dû à des défauts inhérents à sa nature, ni à un changement des conditions qu'il présuppose. C'est simplement que certains gouvernements ne désirent plus laisser fonctionner son mécanisme. Ces gouvernements combattent la division internationale du travail et veulent, par conséquent, détruire l'instrument le plus important du commerce international. Ce n'est pas une faillite de l'étalon-or, et ce n'est pas l'état peu satisfaisant du système monétaire international, qui rendent nécessaire une politique de restrictions au commerce, pour des motifs monétaires. Bien au contraire, l'étalon-or et le système monétaire international se sont effondrés parce que les gouvernements les ont détruits, dans l'intention de supprimer le commerce international.

7. La protection du point de vue de la politique intérieure

Les nations ont recouru à la protection parce qu'elles ont cru que, dans le commerce, les intérêts nationaux sont en conflit avec les intérêts étrangers, et qu'il est, par conséquent, nécessaire de protéger le marché intérieur contre les marchandises étrangères. Même si ces idées erronées n'avaient pas eu de suites, des considérations de politique intérieure auraient amené sensiblement le même résultat.

Dans le monde actuel, l'on considère communément que l'État a le devoir de protéger le producteur le moins habile contre la concurrence du plus habile. De cette façon, le gouvernement empêche le plus habile de tirer entièrement parti de sa supériorité. Il restreint le champ d'action des grands magasins au bénéfice des boutiquiers. Il impose à toute une industrie une quote-part de réduction de la production, au lieu de laisser le marché éliminer les producteurs les moins aptes. Il rend à la route la concurrence avec le rail plus difficile. Il cherche, par son intervention, à créer des positions de placement meilleures pour les marchandises qui sont produites en quantité plus grande que ne le demande le public.

Les gouvernements forts des États autoritaires, qui disent que leur mission est de conduire, et non de se laisser conduire, et qui obligent leurs sujets à se plier à leur volonté, préconisent l'interventionnisme, de la même façon que les gouvernements démocratiques auxquels ils reprochent leur faiblesse. Tout gouvernement, qu'il soit parlementaire ou dictatorial est prêt, aujourd'hui, à intervenir en faveur de l'intérêt particulier de groupes dont il veut assurer l'appui. Des petits groupes sont parfois même considérés comme très importants pour les buts politiques du souverain, qu'il soit démocratique ou dictatorial. Le cas de l'argent, aux États-Unis, est un excellent exemple de la possibilité qu'une position stratégique spéciale peut donner, même à un petit groupe, d'influencer la politique d'un grand pays. De même, dans chaque pays, des groupes d'industriels et de membres de syndicats ouvriers, même petits, provoquent certaines mesures de protection et de restriction.

Il semble légitime à nos contemporains que leurs compatriotes, qui trouvent de la difficulté à résister à la concurrence étrangère, soient protégés. L'on estime qu'un gouvernement qui ne cherche pas à aider un producteur moins habile néglige le premier de ses devoirs.

Mais ce serait expliquer trop simplement les choses que de dire qu'au fond de la protection réside l'égoïsme de l'intérêt particulier, qui est en opposition avec l'intérêt général. Cet intérêt particulier est toujours celui de groupes de la minorité. Les producteurs — qu'ils soient employeurs ou employés — de chaque marchandise constituent toujours une minorité par rapport à l'ensemble des consommateurs. Ils réussissent à faire protéger leurs intérêts particuliers contre l'intérêt de la majorité pour cette seule raison qu'ils ont l'appui de l'opinion publique, persuadée que cette protection avantage la nation. Il y a cent ans, les cochers et les postillons n'ont pas trouvé de protection contre la concurrence écrasante de la vapeur et du chemin de fer, parce qu'à cette époque, l'esprit libéral n'aurait pas voulu d'un privilège qui avantageait un petit groupe au détriment du public en général. Aujourd'hui, le désir des chemins de fer d'obtenir une sauvegarde dirigée contre l'automobile paraît justifié au législateur. Aujourd'hui, chaque intérêt particulier est certain de trouver l'appui de l'opinion publique. C'est l'opinion publique qui est responsable de l'existence des privilèges, et non pas ceux qui désirent en jouir. Examinée du point de vue de la politique intérieure la protection apparaît comme une catégorie de mesures relevant de l'interventionnisme gouvernemental.

8. Le conflit international des intérêts économiques

Dans notre monde, hérissé de barrières à la migration naissent de très graves conflits d'intérêts économiques entre les nations. En restreignant l'immigration, quelques nations réussissent à relever les salaires de leurs citoyens, mais elles ne le font qu'aux dépens des citoyens d'autres nations. Le heurt des intérêts économiques internationaux en est la conséquence. Il n'existe pas de conflits graves concernant les matières premières ou les colonies, dans un monde de paix et de commerce pacifique, où chacun a le droit d'acheter aux mêmes conditions que tout le monde. Mais il y a conflit lorsque les citoyens de quelques pays d'Europe et d'Asie sont empêchés d'aller dans les pays où ils pourraient gagner davantage que dans le leur. Le niveau de vie élevé des États-Unis et des dominions britanniques trouve son corollaire dans le niveau de vie bas des pays de l'est, du centre et du sud de l'Europe, de l'Inde, de la Chine et du Japon.

Les citoyens des États-Unis et des dominions britanniques défendent leur niveau de vie élevé en fermant leurs portes aux arrivants. Il s'ensuit qu'à l'intérieur de leurs frontières des millions d'hectares sont en friche, alors qu'il faut cultiver, dans d'autres pays, une terre bien moins fertile. On ne saurait dresser un tableau de la situation actuelle, économique et politique du monde, sans faire ressortir cette anomalie.

Il y a trois raisons qui expliquent pourquoi ce problème, d'importance vitale, est négligé par tout le monde dans les discussions politiques actuelles. En premier lieu, nos idées économiques et politiques sont faussées par la doctrine marxiste. D'après le marxisme, les intérêts des prolétaires de tout le monde sont identiques. Les conflits internationaux ne proviennent que de la prééminence accordée aux intérêts particuliers des classes bourgeoises. Le nationalisme, la haine entre les nations, les aspirations impérialistes et militaristes, dans les relations internationales, sont liés au régime capitaliste. Un monde dominé par le régime populaire serait pacifique et ennemi des conflits internationaux. Les prolétaires sont tous amis et frères. Aveuglés par ce dogme, les marxismes ne voient pas que la pauvreté de la grande masse des prolétaires de l'Europe et de l'Asie, qu'ils déplorent, provient de ce que ceux-ci sont obligés de demeurer, de vivre et de travailler dans des régions où les conditions naturelles de production sont moins favorables, parce que les prolétaires de régions plus heureuses leur refusent l'accès de leur pays. Ce serait appliquer avec conséquence la doctrine marxiste de la « superstructure » que de dire que les prolétaires de l'Europe et de l'Asie sont exploités par les prolétaires du Nouveau Monde, que l'impérialisme

et le militarisme modernes constituent la « superstructure » du conflit des intérêts économiques entre les prolétaires des nations plus favorisées et les prolétaires des nations moins favorisées. Mais les marxistes se gardent bien de parler de ces conflits. Il est très intéressant de noter que les écrits traitant des restrictions à la migration sont très rares par rapport aux publications concernant les autres mesures de la politique économique actuelle. Il est encore plus frappant de constater combien les marxistes s'efforcent de développer des hypothèses artificielles et futiles pour expliquer que l'impérialisme provient de difficultés qui seraient inhérentes au régime capitaliste.

Les ennemis du marxisme, fascistes et nationalistes, ne sont pas plus prêts à discuter le problème des barrières à la migration. Leur philosophie est contraire à l'émigration. Ils désirent conserver tous leurs hommes pour la guerre future. Ils veulent conquérir les pays les plus riches et se les annexer. Ils refusent d'envoyer leurs enfants comme émigrants dans les pays étrangers. Leur remède à la situation du « Volk ohne Raum » (peuple sans espace) est la conquête. La pression de la population d'Italie, fortement aggravée par les restrictions que la migration a connues après la guerre, n'incite pas M. Mussolini à critiquer la politique des pays qui refusent les immigrants italiens. Il n'en fait pas mention sur la liste de ses griefs. Au contraire, désireux d'accroître sa force militaire, il se prononce contre l'émigration et désire augmenter le taux des naissances.

Il y a encore une troisième raison de sous-estimer l'importance des barrières à la migration. Les représentants les plus éminents de l'esprit international d'aujourd'hui sont les intellectuels des nations de langue anglaise. N'était leur noble attitude, la cause de la paix et de la collaboration internationale serait désespérée. Mais ces intellectuels sympathisent avec les syndicats ouvriers qui, dans les pays de langue anglaise, se sont faits les champions des barrières à l'immigration.

Les inconvénients de ces barrières sont encore aggravés par les obstacles qui s'opposent au transfert des capitaux. Il est difficile de dire si c'est la politique des pays débiteurs ou celle des pays créditeurs qui est responsable de la cessation des migrations de capitaux. Les pays qui ont importé du capital ont détruit le caractère international des transactions de capital en procédant à des répudiations ouvertes et en adoptant le contrôle des changes. Mais les pays qui exportent des capitaux portent aussi leur part de responsabilité, car ils ont limité les sorties de ces capitaux. La conséquence en a été que les populations, forcées par des restrictions à l'immigration, de travailler dans des régions où les conditions naturelles de la production sont moins favorables, et où les salaires sont nécessairement bas, ont

vu leur existence rendue plus dure encore par la pénurie de capital, qui abaisse le rendement de la main-d'œuvre et, par là, réduit les salaires davantage encore.

Il peut sembler frappant que l'opinion publique se préoccupe davantage, à l'heure actuelle, du problème fictif des matières premières et laisse de côté le problème si grave des relations internationales contemporaines, celui de la mobilité de la main-d'œuvre.

Mais, soit que nous considérions la question des matières premières ou celle de la migration comme le point crucial de l'internationalisme, il faudra nous rendre compte que ni la suppression du commerce international ni la guerre ne constituent des remèdes efficaces. Même une nation qui souffre de la pauvreté de son territoire — dont elle ne peut tirer assez de matières premières, et dont les citoyens ne peuvent émigrer — n'aurait pas à se louer de la protection. Il est remarquable que la preuve irréfutable apportée par Ricardo de la supériorité du libre-échange est précisément fondée sur un raisonnement qui part de l'hypothèse que le capital et la main-d'œuvre ne circulent pas librement d'un pays à l'autre comme ils le font à l'intérieur d'un pays. Cette hypothèse de l'immobilité du capital et de la main-d'œuvre était exacte du temps de Ricardo. Elle n'était pas vraie pour la fin du XIX^{e} siècle et pour le début du XX^{e}. Elle est vraie de nouveau de nos jours. Il est, par conséquent, faux de dire que le raisonnement de Ricardo n'est plus valable pour notre époque, parce que les conditions se sont modifiées. Au contraire, les conditions sont redevenues les mêmes.

Mais la guerre n'est pas davantage la solution des conflits actuels. Étant donné les conditions géographiques et politiques de notre monde, il paraît impossible que les pays européens surpeuplés forcent les pays qui ne veulent plus d'immigrants à modifier leur attitude. C'est pourquoi M. Hitler dans *Mein Kampf*, propose, comme but de la politique allemande, non pas la conquête de territoires d'outre-mer, mais la conquête de territoires européens seulement. Toutefois, ces pays européens qui entourent l'Allemagne, en dehors du fait qu'ils sont déjà surpeuplés, ne pourraient donner à l'émigrant allemand ce qu'il désire.

Ce serait faire la politique de l'autruche que de nier l'existence de conflits très graves entre les nations de notre monde, mais il faut nous dire que ni la guerre, ni le protectionnisme, ni l'autarcie, ne peuvent apporter une solution aux problèmes qui se posent.

Conclusion

Le libéralisme est une philosophie de paix et de collaboration internationale. C'est le point de départ de cette doctrine sociale et économique que les intérêts bien conçus de tous les individus et de toutes les nations doivent s'harmoniser dans une société où règnent la propriété privée et le libre-échange. Pour le libéral, la démocratie et la paix dérivent de ses idées sur la vie, le travail et la coopération humaine.

Mais le libéralisme est, pour le moment, l'apanage d'une minorité petite et sans influence. Le monde est dominé par d'autres idées. Ces idées conduisent aux armements, au protectionnisme, aux barrières qui empêchent les marchandises, la main-d'œuvre et le capital de circuler, au militarisme et à la dictature.

C'est une erreur de croire qu'aussi longtemps que de telles conditions régneront il sera possible d'abaisser les obstacles au commerce international. Si les théories protectionnistes et autarquistes sont tenues pour bonnes, il n'y a aucun motif d'abaisser les barrières du commerce. Seule la conviction que ces théories sont fausses et que le libre-échange est la meilleure politique peut les jeter bas. Il est illogique de vouloir des barrières au commerce peu élevées ; ou bien les barrières au commerce sont utiles, et alors elles ne sauraient être trop hautes, ou bien elles sont nuisibles, et il faut les raser. La politique de protectionnisme modéré pratiquée avant la guerre était le résultat d'un équilibre instable entre deux doctrines opposées ; maintenant que la théorie du protectionnisme a chassé celle du libre-échange, dans l'opinion publique, il n'y a plus de limites aux barrières du commerce.

C'est en vain qu'on espérait changer cet état de choses au moyen d'un accord international. Si un pays estime de son avantage d'accroître le libre-échange, il lui est loisible d'ouvrir ses frontières unilatéralement. Mais s'il considère que le libre-échange lui porte préjudice, il ne sera pas plus disposé à l'accorder dans un traité international. Chaque nation, aujourd'hui, désire augmenter le volume de ses exportations, mais aucune ne fera le sacrifice des intérêts particuliers d'une industrie existante ou même d'une industrie qui est encore à créer. C'est cette disposition qui contribue continuellement à diminuer le volume du commerce international.

Le peu de résultats obtenus par la Société des Nations, l'échec des conférences économiques mondiales et des conférences et négociations plus spéciales entre des groupes de nations plus restreints, s'expliquent par le fait que l'esprit de collaboration pacifique est absent du monde d'aujourd'hui. Sous l'empire des idées militaristes,

les efforts visant à l'établissement d'une collaboration internationale resteront à jamais stériles.

Le monde n'a pas besoin d'autres conférences et d'autres conventions. Il a besoin d'un changement radical de mentalité.

10

L'autarcie et ses conséquences

Manuscrit daté du 5 mai 1943.

1. Remarques terminologiques

Il existe une ambiguïté considérable concernant la terminologie devant être utilisée pour traiter des problèmes des relations économiques internationales. Il semble par conséquent approprié de débuter par une définition claire de certains termes.

Le *chauvinisme* est une surestimation des réalisations et des qualités de sa propre nation et un dénigrement des autres nations. En tant que tel il ne conduit à aucune action politique.

Le *patriotisme* est l'ardeur vis-à-vis du bien-être, de l'épanouissement et de la liberté de sa propre nation. Mais les patriotes ne sont pas d'accord entre eux quant aux moyens à utiliser pour parvenir à cette fin.

Les *libre-échangistes* (c'est-à-dire les libéraux au sens ancien, rattaché au terme de libéralisme, qui sont aujourd'hui la plupart du temps décriés par les soi-disant « progressistes » comme des orthodoxes, des réactionnaires, des royalistes économiques, des hommes de Manchester[1] ou des partisans du laissez-faire) veulent rendre leur propre nation prospère par le biais du libre-échange et par son incorporation pacifique à la communauté mondiale de la division internationale du travail. Ils préconisent le libre-échange non pas pour le bien des autres nations, mais du point de vue des intérêts bien compris ou à long terme de leur propre nation. Ils sont convaincus que même si toutes les autres nations s'accrochent au protectionnisme, une nation sert le mieux son propre bien-être par le libre-échange.

Les *nationalistes*, au contraire, croient qu'une nation ne peut pas améliorer son propre bien-être autrement qu'en nuisant aux autres nations. Le *nationalisme agressif ou militaire* recherche la conquête et la

[1] Les hommes de Manchester, comme les libéraux britanniques du XIX^e^ siècle, pensaient que le meilleur moyen d'assurer la paix était une économie de laissez-faire intégral. Le libre-échange était un préalable nécessaire pour préserver une paix durable sur le plan intérieur comme sur le plan international. (Note de l'édition américaine.)

soumission des autres nations par les armes. Le *nationalisme économique* essaie de promouvoir le bien-être de sa propre nation ou de certains de ses groupes en infligeant des nuisances aux étrangers par des mesures économiques, par exemple avec des barrières à l'immigration ou au commerce, en confisquant les investissements étrangers, en répudiant les dettes étrangères, en dévaluant sa devise et par un contrôle des changes.

Le nationalisme économique aboutit à la guerre si quelques nations croient être assez puissantes pour éliminer, par l'action militaire, les mesures prises par les pays étrangers qu'elles considèrent comme nuisant à leurs propres intérêts.

Les libre-échangistes veulent rendre la paix durable par l'élimination des racines du conflit. Si tout le monde est libre de vivre et de travailler où il le veut, s'il n'y a aucune barrière à la libre circulation de la main-d'œuvre, du capital et des biens et si l'administration, la législation et les tribunaux ne pratiquent aucune discrimination entre les citoyens et les étrangers, le citoyen individuel ne s'intéressera pas à la question de savoir où se situent les frontières politiques et si son pays est plus ou moins grand. Il ne pourrait tirer aucun profit de la conquête d'une province. Dans un tel monde idéal — Jeffersonien — de démocratie et de libre-échange la guerre ne paie pas.

Les nationalistes, au contraire, affirment que la paix est en elle-même un mal et que la guerre est, comme le disait l'auteur anglais John Ruskin, « le fondement des arts et de toutes les hautes vertus et facultés de l'homme ». Les nazis considéraient par conséquent que l'état le plus souhaitable pour une nation était « d'être toujours en guerre », et Mussolini exaltait « la vie dangereuse ». Les Japonais adhéraient aux mêmes principes.

Le *pacifisme* est la croyance que la seule chose requise pour abolir la guerre est de bâtir une organisation internationale et d'établir un tribunal international mondial dont une force de police mondiale devrait faire respecter les décisions.

Les nobles fondateurs de la Société des nations se laissèrent guider par ce type de pacifisme. Ils avaient raison de penser que les gouvernements autocratiques étaient bellicistes alors que les nations démocratiques ne peuvent retirer aucun profit de la conquête et sont donc partisanes de la paix. Mais ce que le président Wilson et ses collaborateurs n'avaient pas vu était que cela ne vaut que dans un système de propriété privée des biens de production, de libre entreprise et d'économie de marché non entravée. Là où il n'y a pas de liberté économique les choses sont totalement différentes. À notre époque d'étatisme et de socialisme, dans laquelle chaque nation s'empresse de s'isoler et de rechercher l'autarcie, il est tout à fait

faux d'affirmer qu'aucun homme ne peut tirer le moindre bénéfice de la conquête. Chaque citoyen a un intérêt matériel à supprimer les mesures par lesquelles les gouvernements étrangers nuisent à ses intérêts économiques.

L'*autarcie* ou *autosuffisance économique* est une situation dans laquelle il n'y a aucun commerce extérieur : chaque nation ne consomme que les biens produits à l'intérieur de ses propres frontières. Aucune nation contemporaine n'est disposée à admettre ouvertement qu'elle recherche l'autarcie. Mais comme chaque nation désire restreindre les importations et que les exportations doivent nécessairement diminuer de manière concomitante, nous pouvons qualifier d'autarciques les politiques économiques de la décennie ayant précédé la guerre actuelle.

2. La montée du protectionnisme moderne

Dans les années 1860 l'opinion publique était presque unanime pour penser que le monde était à la veille d'une ère de libre-échange et de paix éternels. Certes, il n'y avait qu'une seule grande nation à avoir épousé sans conditions le principe du libre-échange : le Grande-Bretagne. Mais il semblait qu'une tendance générale à l'abolition graduelle des barrières commerciales prévalait dans toute l'Europe. Chaque nouveau traité commercial entre des nations civilisées et politiquement avancées apportait une réduction des tarifs douaniers et comportait la clause de la nation la plus favorisée. Les enseignements de Ricardo et de John Stuart Mill, de Cobden et de Bastiat, rencontraient l'approbation générale. Les gens étaient assez optimistes pour compter sur le fait que les barrières commerciales et la guerre étaient vouées à disparaître avec d'autres vestiges de l'âge des ténèbres, comme le despotisme, l'intolérance, l'esclavage et la servitude, la superstition et la torture.

Toutefois, la majeure partie du monde connaissait encore les tarifs. Il y avait deux groupes de pays protectionnistes.

Il y avait d'un côté les pays du continent européen qui s'étaient depuis longtemps embarqués dans une politique mercantiliste[1] de protection. Les gens étaient convaincus que ces nations appren-

[1] Les mercantilistes du XVII^e siècle pensaient que la thésaurisation de métaux précieux était le meilleur moyen d'accumuler des richesses. Ils préconisaient l'intervention politique en matière de commerce extérieur afin d'accroître les exportations — pour faire venir de la monnaie (métallique) dans le pays — en entravant les importations. Ils appelaient cette forme de thésaurisation une balance des paiements favorable. (Note de l'édition américaine.)

draient rapidement que le protectionnisme ne favorise pas mais pénalise sérieusement leur propre bien-être matériel et reviendraient au libre-échange.

De l'autre côté il y avait les anciennes colonies, les pays peuplés par les descendants de colons européens. Ces pays avaient autrefois considéré les taxes sur les importations comme le moyen le plus pratique de taxer leurs citoyens. Leurs tarifs n'avaient à l'origine que des objectifs fiscaux. Avec l'évolution progressive de la civilisation économique et l'accroissement du chiffre de la population, ces tarifs changèrent de nature et fournirent une ample protection aux industries nationales en croissance. Au milieu du XIX[e] siècle ils étaient déjà, particulièrement aux États-Unis, plus efficace à cet égard que ceux des puissances les plus protectionnistes d'Europe : l'Autriche et la Russie. Cependant, les optimistes espéraient qu'au moins les États-Unis dépasseraient ce qu'ils qualifiaient de vestiges du passé colonial.

Les optimistes avaient totalement tort. Les nations protectionnistes n'abandonnèrent pas la protection mais augmentèrent leurs tarifs ; en outre les pays qui connaissaient le libre-échange se tournèrent eux-mêmes vers la protection. La Grande-Bretagne et la Suisse, autrefois championnes du libre-échange, sont aujourd'hui des partisans fanatiques des méthodes les plus radicales du nationalisme économique.

3. Remarques sur la théorie du commerce extérieur

Le retour au protectionnisme, l'aggravation progressive des restrictions commerciales par la multiplication des taxes sur les importations et l'application de nouvelles méthodes pour empêcher les importations, ainsi que l'évolution du système des tarifs en système dans lequel tous les types de transactions commerciales avec des étrangers (y compris le tourisme, la consultation de médecins étrangers et l'éducation dans les écoles étrangères) nécessitent la délivrance d'une licence spéciale de la part des autorités — tout cela ne résulte pas d'un changement dans la théorie du commerce extérieur. Les tentatives désespérées des avocats de la protection pour réfuter les affirmations des économistes classiques concernant les conséquences du libre-échange et de la protection ont lamentablement échoué. Tout ce qu'ils purent démontrer fut que dans des conditions spéciales les intérêts de certains groupes de la population peuvent retirer des bénéfices temporaires de la protection. Mais les économistes ne l'ont jamais nié. Ce qu'ils affirmaient étaient la chose suivante :

1. Si la protection est accordée à une seule branche de la production ou uniquement à quelques-unes, les privilégiés obtiendront un bénéfice aux dépens du reste de la nation.

2. Si la protection est accordée dans la même proportion à toutes les branches de la production nationale (« *lückenloser Schutz der nationalen Arbeit* », comme l'appelait les Allemands), personne ne peut obtenir de profit net. Le profit que fait d'une part un homme en tant que producteur, il le perd de l'autre en tant que consommateur. En outre, tout le monde est frappé par le fait que la production est détournée des lignes où sa productivité physique est la plus grande : le fait que l'on exploite dans des conditions moins favorables, alors que d'autres conditions plus favorables restent inusitées, nuit à toutes les nations et à chaque individu.

3. Il est vain d'essayer « d'améliorer » la balance commerciale par des restrictions sur les importations. Car hormis les transactions de capitaux (investissements étrangers, prêts étrangers et paiements qui en résultent), les dons et les tributs, la valeur totale des biens vendus et des services rendus aux étrangers est exactement égale à la valeur des biens et des services reçus.

4. L'avantage découlant du commerce extérieur réside entièrement dans les importations. Les exportations ne sont que le paiement des importations. S'il était possible d'importer sans exporter du tout, le pays importateur ne souffrirait pas : il jouirait de la prospérité.

On a sans arrêt affirmé que la situation avait changé depuis l'époque de Ricardo et que ses conclusions n'étaient plus valables dans les conditions actuelles. Toutefois, ceci aussi est erroné.

Ricardo supposait qu'il n'y avait aucune mobilité du capital et de la main-d'œuvre, mais que par ailleurs il y avait une certaine mobilité des biens. (S'il n'y a pas non plus la moindre mobilité des biens, alors chaque nation vie en parfaite autarcie et il n'est plus question d'un quelconque commerce extérieur.) Les conditions supposées par Ricardo ont évolué au cours du XIX^{e} siècle. Des millions de travailleurs ont émigré des pays comparativement surpeuplés et ont immigré dans les pays comparativement sous-peuplés qui offraient des conditions de travail plus favorables et par conséquent des taux de salaires plus élevés. Aujourd'hui, les choses ont changé et la situation est en règle générale la même qu'à l'époque de Ricardo. Le marché international du capital est désintégré. Les capitalistes évitent d'investir à l'étranger parce que la taxation discriminatoire, l'expropriation et la confiscation, le contrôle des changes et la répudiation des dettes rend cela trop risqué. Les gouvernements des pays où les capitalistes pouvaient envisager d'investir sont prêts à mettre

un embargo sur les exportations de capital parce qu'ils les considèrent comme contraires aux intérêts des groupes de pression les plus influents du pays : les ouvriers et les exploitants agricoles.

Dans un monde de libre circulation parfaite du capital, de la main-d'œuvre et des biens, il prévaut une tendance à l'égalisation des conditions matérielles dans tous les pays. Les régions de la surface du globe qui offrent les conditions naturelles les plus favorables à la production attirent davantage de capital et d'hommes que celles proposant des conditions moins propices. Il y a des zones peuplées de manière plus dense et d'autre de manière moins dense. La liberté de migration et les transferts de capital tendent à faire disparaître la différence entre la surpopulation et la sous-population relatives. Ils tendent à égaliser les taux de salaires et les taux d'intérêt et de façon concomitante les niveaux de vie.

Dans un monde sans la moindre mobilité des hommes certains pays sont comparativement surpeuplés et d'autres comparativement sous-peuplés. Il y a des différences notables entre les taux de salaires et entre les niveaux de vie. Les restrictions imposées à la mobilité du capital accentuent ce résultat.

Ricardo a démontré ce que sont les conséquences du libre-échange dans un tel monde. Sa loi des avantages comparatifs n'a jamais été réfutée. Même si tous les autres pays adhèrent au protectionnisme, chaque nation sert le mieux ses propres intérêts avec le libre-échange.

4. Grande industrie et protectionnisme

Pour les soi-disant « progressistes » la grande industrie est le bouc émissaire de tous les maux. Les intérêts de classe égoïstes des capitalistes et des entrepreneurs, disent-ils, ont poussé les nations vers l'hyper-protectionnisme. Le nationalisme moderne n'est rien d'autre que le masque idéologique des intérêts de classe des exploiteurs.

La grande industrie n'a cependant pas peur de la concurrence étrangère. Les producteurs d'automobiles américains et les compagnies d'électricité allemandes ne craignent pas qu'un quelconque concurrent étranger ne les dépasse sur leur marché national[1]. Ils ne réclament pas non plus des taxes protectrices dans les pays étrangers vers lesquels ils souhaitent exporter, en fait les taxes sur les importations dans ces pays nuisent considérablement à leurs intérêts. S'ils ne sont pas disposés à perdre ces marchés, ils sont forcés de construire

[1] Le lecteur doit garder à l'esprit que ces lignes ont été écrite en 1943. (Note de l'édition américaine.)

des usines supplémentaires dans les pays protégés et de produire à des coûts plus élevés. Au lieu de proposer aux consommateurs des marchandises fabriquées dans des usines à grande échelle situées dans les sites offrant les conditions les plus avantageuses, ils sont obligés de produire une bonne partie de leur production dans de petites usines situées dans des endroits moins appropriés. Sans le protectionnisme il ne serait jamais venu à l'esprit de M. Ford de fabriquer des automobiles au Canada, en France, en Allemagne et dans d'autres pays. Le trait caractéristique de la grande industrie actuelle est que les entreprises ont des filiales dans de nombreux pays. Elles n'ont pas d'intérêt à poursuivre la production dans ces filiales. Elles concentreraient, en l'absence de toute protection, la totalité de leur production dans les usines où les coûts sont les plus bas.

S'il était vrai que la grande industrie était favorisée par la protection, il n'y aurait pas de protection à notre époque d'anticapitalisme virulent. On peut difficilement nier que la tendance générale des politiques économiques de tous les pays au cours de dernières décennies fut d'infliger autant de mal que possible à la grande industrie.

La structure actuelle de l'économie ainsi que l'emplacement et la taille des usines individuelles sont adaptés aux conditions que le protectionnisme a engendrées. Une transition vers le libre-échange conduirait à un remaniement général, car de nombreuses usines sont aujourd'hui situées dans des endroits où les coûts de production sont si élevés qu'elles ne peuvent pas, sans la protection, faire concurrence avec les industries travaillant dans des lieux offrant des conditions plus propices. Les intérêts immédiats de nombreuses entreprises s'opposent par conséquent au libre-échange. Mais ils ne sont pas la cause de la protection, ils en sont plutôt la conséquence. S'il n'y avait pas eu de protection du tout, les capitalistes n'auraient pas investi leurs fonds dans des lieux où ils ne peuvent espérer un profit qu'avec la protection.

Alors que certaines entreprises sont menacées par le libre-échange, les intérêts de la majorité de l'industrie et de la nation dans son ensemble ne le sont pas. Au contraire ! Tout le monde tirerait avantage d'un arrêt de la production là où la quantité de biens matériels nécessaires pour obtenir une unité de production est plus élevée, et de son expansion là où la quantité de ces biens est plus faible.

Avec le libre-échange pour les produits et le capital et des barrières à l'immigration pour la main-d'œuvre, il prévaudrait en Amérique une tendance conduisant à préférer les branches de la fabrication dans lesquelles les salaires forment une part plus petite des coûts

de production totaux. Le pays favoriserait davantage l'expansion de l'industrie lourde et moins les branches exigeant comparativement plus de main-d'œuvre. Les importations qui en résulteraient n'aboutiraient ni à une mauvaise situation de l'économie ni au chômage. Elles seraient compensées par une augmentation de l'exportation de biens pouvant être produits le plus avantageusement dans notre pays. Elles augmenteraient le niveau de vie en Amérique et à l'étranger.

Les industries de transformation américaines n'ont besoin d'aucune protection. Elles sont les premières dans le monde, en dehors de quelques branches particulières comme la couture parisienne et le tissu anglais. Les conditions de production naturelles sont extrêmement favorables aux États-Unis, l'offre de capital y est plus abondante que partout ailleurs, l'ingéniosité de ses entrepreneurs, l'efficacité de ses inventeurs et de ses créateurs ainsi que le savoir-faire de ses travailleurs ne sont surpassés par aucun pays. L'équipement technique des usines et les méthodes de gestion économique sont sans équivalent.

Le principal argument avancé en faveur du protectionnisme américain est l'argument du taux des salaires. Le niveau de vie américain, dit-on, doit être protégé face au « dumping » des industries produisant à des coûts du travail inférieurs.

Les salaires réels sont plus élevés aux États-Unis que dans presque tous les autres pays parce que l'Amérique est comparativement sous-peuplée tandis que la plupart des autres pays sont comparativement surpeuplés. Comme l'immigration est limitée, il ne prévaut pas une tendance à l'égalisation des taux de salaire. Dans les pays où les conditions physiques sont moins favorables qu'en Amérique, le taux des salaires doit nécessairement être inférieur. Il n'y aurait qu'un moyen pour faire monter le niveau de vie extrêmement bas de la Chine : laisser les Chinois émigrer librement vers les pays offrant des conditions de production naturelles plus favorables, où le capital est plus abondant et où la population est comparativement moins dense.

Le niveau comparativement élevé du taux des salaires réels du marché, c'est-à-dire du taux des salaires qui prévaudraient en l'absence de toute pression ou contrainte syndicale, ne résulte pas aux États-Unis du protectionnisme et n'a pas besoin d'être protégé par des tarifs. La suppression de la protection ne diminuerait pas le niveau de vie américain : elle l'augmenterait. Les industries de transformation américaines concentreraient leurs efforts sur les branches où leur supériorité est la plus grande. Leurs produits permettraient d'acheter une plus grande quantité des produits dont la production

aurait cessé aux États-Unis parce que la supériorité américaine est plus faible dans ces domaines. La consommation américaine totale ne baisserait pas, elle augmenterait.

Les taux de salaire nominaux pourraient baisser. Mais ils baisseraient moins que le prix des biens de consommation, actuellement augmentés de manière artificielle par la protection.

5. Protection et défense

On a affirmé que les nations aspirent à l'autarcie parce qu'elles sont bellicistes et veulent être indépendantes de l'offre étrangère.

La vérité est que l'Allemagne aspirait à l'autarcie et qu'elle souhaitait par conséquent conquérir davantage de *Lebensraum*, c'est-à-dire de territoires suffisamment vastes et riches pour permettre aux Allemands de vivre dans l'autosuffisance économique avec un niveau de vie qui ne soit pas inférieur à celui des autres nations.

Le nationalisme économique n'est de plus pas un phénomène particulier aux nations agressives. Les nations pacifiques sont tout autant imprégnées de l'esprit du nationalisme économique que les peuples militaristes.

Il peut être raisonnable d'expliquer la protection (gérée par un monopole gouvernemental du blé) que la Suisse accorde à sa production nationale de blé comme une mesure défensive. Mais il est impossible d'utiliser la même explication pour les restrictions suisses sur les importations de porcelaine, de verre et d'argenterie. Le pays applique le système des quotas sur les voitures bien qu'il n'y ait pas de production nationale et aucun espoir de pouvoir ainsi en aider une !

6. Protection et contrôle gouvernemental de l'économie

La politique d'une nation forme un tout intégré. La politique extérieure et la politique intérieure sont étroitement liées, elles constituent un système unique. Le nationalisme économique est le corollaire des politiques intérieures actuelles, avec leurs interventions du gouvernement dans l'économie et leur planification nationale, tout comme le libre-échange était le complément de la liberté économique à l'intérieur du pays. Il peut y avoir protectionnisme dans un pays connaissant le libre-échange à l'intérieur de ses frontières, mais si le libre-échange intérieur n'existe pas le protectionnisme est indispensable. Le pouvoir d'un gouvernement national est limité au territoire soumis à sa souveraineté. Il n'a pas le pouvoir d'intervenir directement sur les conditions à l'étranger. S'il y a libre-échange, la

concurrence étrangère contrecarrerait déjà à court terme les objectifs visés par les diverses mesures de l'intervention gouvernementale dans l'économie intérieure. Si le marché intérieur n'est pas dans une certaine mesure isolé des marchés étrangers, il ne peut plus y avoir de contrôle gouvernemental. Plus une nation s'engage dans la voie de la réglementation et de l'embrigadement publics, plus elle est poussée à l'isolement économique.

Nous n'avons pas à analyser le problème de savoir si l'interventionnisme économique, c'est-à-dire l'interférence du gouvernement avec l'économie, peut parvenir aux fins poursuivies par le gouvernement et par les « progressistes » qui soutiennent ce système. Ses partisans — les « *Sozialpolitiker* » allemand, l'aile droite des Fabiens britanniques, les institutionnalistes américains, les partisans modérés du *New Deal* et de nombreux autres groupes — ont prétendu que l'interventionnisme était possible et praticable en tant que forme permanente d'organisation sociale. Ils ont affirmé qu'il est aussi éloigné du socialisme que du capitalisme, qu'il est une troisième solution au problème de l'organisation économique de la société, à mi-chemin entre le communisme et le laissez-faire, et que tout en retenant les avantages des deux il évite les inconvénients inhérents de chacun. La théorie économique moderne a cependant démontré de manière irréfutable que cette prétendue troisième méthode va à l'encontre de son but et que les diverses mesures d'intervention gouvernementale dans l'économie non seulement n'atteignent pas les fins recherchées mais qu'elles doivent au contraire aboutir à une situation qui — du point de vue du gouvernement et des partisans de sa politique — est même moins satisfaisante que la situation qu'on cherchait à modifier.

Nous n'avons pas non plus à analyser les leçons à tirer de l'expérience historique. Depuis plus de soixante ans tous les gouvernements des nations civilisées ont essayé divers modes d'interventionnisme économique. Le résultat a toujours été le même : un échec patent. La *Sozialpolitik* du Reich allemand, inaugurée à la fin des années 1870 et dont le vieux Kaiser fit solennellement la publicité le 17 novembre 1881[1] et le *New Deal* américain en sont les exemples les plus illustres.

[1] Ce projet fut le schéma directeur de l'État-providence moderne. Son objectif était d'accroître le revenu du travailleur moyen pour atteindre un meilleur niveau de vie. Ceci fut fait par l'intervention politique et par une législation favorisant le travailleur. Les syndicats ouvriers prospérèrent à cette époque et la sécurité sociale fut instituée pour la première fois. (Note de l'édition américaine.)

Du point de vue du sujet qui nous occupe dans cet article, nous devons souligner un autre aspect. Tout acte d'interférence du gouvernement avec l'économie augmente les coûts de production nationaux et perturbe donc les conditions de concurrence. Dans le cadre du libre-échange cela conduirait immédiatement à une baisse des ventes pour les producteurs nationaux, à une restriction de la production et à un licenciement des travailleurs. Les gens comprendraient rapidement que le système de l'interventionnisme ne marche pas et qu'il crée du chômage et engendre de mauvaises affaires. Ils réclameraient un retour aux conditions en vigueur avant l'intervention du gouvernement, c'est-à-dire à un retrait de la mesure néfaste.

Mais les choses sont différentes quand il y a une protection empêchant les firmes étrangères de faire concurrence sur le marché intérieur ou rendant pour le moins une telle concurrence très coûteuse. L'entrepreneur national peut alors réagir à l'accroissement des coûts par une hausse des prix. Le gouvernement et les partisans de sa politique triomphent : ils sont convaincus que leurs méthodes pour améliorer le bien-être matériel des travailleurs a réussi. Mais ce qu'ils ne voient pas, c'est que le public doit payer la note et que les travailleurs doivent supporter des prix plus élevés. Il en va de même en ce qui concerne les hausses de salaire résultant de la contrainte et de la pression syndicales. Les taux de salaires sur un marché du travail libre sont plus élevés aux États-Unis que dans tout autre pays — à l'exception de la Nouvelle-Zélande. Les conditions naturelles du travail sont plus favorables et le capital est plus abondant aux États-Unis ; d'un autre côté l'immigration est limitée. Si les syndicats américains essaient de faire monter les salaires au-dessus du niveau du marché — niveau élevé en fait, comparé à celui du reste du monde — les mêmes problèmes se présentent. L'échec manifeste et immédiat des méthodes syndicales ne peut être évité que par une hausse des prix nécessitant la protection.

Si le libre-échange avait cours aux États-Unis, les prix — en tenant compte des coûts de transport — ne pourraient pas dépasser les niveaux du marché mondial. Un employeur que les syndicats ont forcé à payer des salaires plus élevés que lui permettent ses affaires devrait réduire sa production et licencier des travailleurs.

Si l'industrie concernée exporte une partie de ses produits, elle est dans une situation particulière. Elle n'est pas libre d'augmenter le prix des biens exportés. Mais le protectionnisme fournit une autre voie. Les producteurs nationaux forment un cartel, font payer un prix de monopole sur le marché intérieur, compensant ainsi par une partie du profit de monopole les pertes subies en vendant à bas prix à l'étranger. Ce fut notamment le cas en Allemagne. L'Allemagne, qui

est obligée d'exporter une grande partie de ses biens manufacturés, était, depuis la fin des années 1870 jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale, loin devant les autres nations en matière de *Sozialpolitik* et de syndicalisme. Son système tant admiré et glorifié de l'*Arbeiterschutz*, de l'assurance sociale et des négociations collectives, ne pouvait marcher que parce que les industries allemandes, abritées derrière une protection intégrale, avaient bâti des cartels et vendaient sur le marché mondial bien moins cher que sur le sol national. Le prétendu succès du « *soziales Königtum der Hohenzollern* » [royaume social des Hohenzollern] et du parti social-démocrate allemand était apparent. En leur qualité de consommateurs, les travailleurs eux-mêmes devaient en subir le fardeau. Cartels et monopoles étaient les compléments nécessaires de l'interventionnisme allemand.

Des mythes populaires ont déformé la réalité. Ils enseignent que la tendance au monopole serait inhérente au capitalisme. Les champions allemands du contrôle gouvernemental des affaires ont répété à maintes reprises que l'entreprise privée, si on la laisse libre et hors de tout contrôle gouvernemental, doit conduire au monopole et que cette tendance inextricable rend la nationalisation des entreprises nécessaire. Ils passaient sous silence le fait que la cartellisation n'était possible que parce que le gouvernement et le parlement avaient décrété des taxes sur les importations, que la loi elle-même ordonnait aux entrepreneurs de former un cartel s'ils refusaient de le faire de leur propre chef, comme ce fut le cas par exemple pour la potasse, et que le gouvernement prussien lui-même, en sa qualité de propriétaire et d'opérateur des mines de charbon, avait rejoint le cartel du charbon.

Un trait caractéristique des gouvernements et partis politiques actuels est qu'ils promettent dans le même souffle des prix bas pour les consommateurs et des prix élevés pour les producteurs. Comme il est au-delà du pouvoir d'un quelconque gouvernement d'abaisser par une intervention les prix en dessous du niveau qui se développerait sur un marché concurrentiel libre, il en résulte toujours une politique de hausse des prix. Les gouvernements prétendent lutter contre le monopole mais ne prennent jamais la mesure qui rendrait vaines dans la plupart des branches de l'industrie toutes les tentatives d'établir un monopole, à savoir abolir les taxes sur les importations.

Le fait que les gouvernements et les parlements favorisent les prix de monopole est clairement démontré par leurs actions concernant les projets monopolistes internationaux. Si les tarifs protecteurs aboutissent à la formation de cartels nationaux dans divers pays, la cartellisation internationale peut dans de nombreux cas être obtenue

par des accords mutuels entre les cartels nationaux. De tels accords sont souvent beaucoup aidés par une autre activité des gouvernements favorisant les monopoles : les brevets et autres privilèges accordés aux inventions nouvelles. Toutefois, là où des obstacles techniques empêchent la construction d'un cartel national — comme c'est presque toujours le cas pour la production agricole — aucun accord international de ce genre ne peut se faire. Les gouvernements interviennent alors à nouveau. L'histoire de la période de l'entre-deux-guerres est une liste sans fin d'interventions étatiques destinées à favoriser la restriction et le monopole par des conventions internationales. Il y eut des projets pour établir des trusts du blé, des restrictions sur le caoutchouc, l'étain et le sucre, etc. Bien entendu la plupart se sont rapidement effondrés. Mais cet échec fut plutôt le résultat de l'inefficacité du gouvernement que de la préférence de ce dernier pour l'économie concurrentielle.

Nous devons comprendre que même le protectionnisme ne peut pas faire marcher l'intervention gouvernementale dans l'économie pour lui permettre d'atteindre les fins recherchées. Tout ce qu'il peut faire, c'est retarder pour un temps plus ou moins long l'apparition des conséquences non désirées de l'interventionnisme. Son échec doit finalement survenir. Les projets pour faire monter, par décret ou par la pression syndicale, le revenu des salariés au-dessus du niveau fixé par le marché libre doivent nécessairement conduire tôt ou tard à un chômage de masse prolongé année après année : la protection ne peut que retarder cet effet, elle ne peut pas l'éviter. Mais c'est précisément ce délai temporaire que les partisans de l'interventionnisme recherchent. Ils dissimulent la futilité et l'ineptie de leurs politiques chéries. Si les effets néfastes de leurs mesures devaient apparaître immédiatement, le public comprendrait plus vite leur inutilité. Mais comme ils sont repoussés, les partisans du contrôle gouvernemental et du syndicalisme ont entre-temps l'occasion de se vanter que les employeurs avaient tort en prédisant que l'augmentation artificielle du taux des salaires et les charges imposées à l'industrie par la taxation discriminatoire et la législation du travail rendraient leurs usines non rentables et entraveraient la production.

Le nationalisme économique est le complément nécessaire des tentatives d'interférer avec les conditions économiques intérieures.

7. Le protectionnisme de la part des nations créancières

Les barrières douanières opposées aux importations sont particulièrement absurdes quand elles sont érigées par des nations créancières. Si les nations débitrices paient des intérêts et remboursent le

capital de leurs dettes conformément aux termes stipulés et si elles n'empêchent pas les investisseurs étrangers de faire sortir les profits économiques obtenus, leur balance commerciale doit montrer un excès des exportations sur les importations, c'est-à-dire devenir favorable. De manière concomitante la balance commerciale des nations créancières devient défavorable. Les termes « favorable » et « défavorable » sont bien entendu trompeurs. Il n'est pas défavorable d'être une nation riche et de recevoir des paiements importants correspondant aux intérêts, aux dividendes et aux profits obtenus à l'étranger. La Grande-Bretagne était au siècle dernier la nation la plus riche du monde non pas malgré mais à cause de sa balance commerciale très « défavorable ».

Les États-Unis, dans les années de leur glorieuse expansion économique et géographique, avaient offert des occasions d'investissement très propices au capital étranger. Les capitalistes d'Europe occidentale fournissaient une partie du capital nécessaire à la construction des chemins de fer américains et à la création des mines et des industries de transformation américaines. Par la suite les Américains commencèrent à rapatrier les actions et les obligations possédées par les étrangers : ces opérations activèrent la balance commerciale de la nation. Avec la Première Guerre mondiale les choses changèrent. L'Amérique devint une nation créancière, la nation exportant le plus de capitaux. Sa balance commerciale favorable — dans les années 1916 à 1940 les exportations dépassaient les importations d'environ 30 milliards de dollars — a désormais une autre signification : elle résulte des prêts accordés à l'étranger et des investissements dans des pays étrangers.

Mais en même temps la politique douanière américaine a rendu le paiement des intérêts et le transfert des dividendes plus pénibles pour les nations débitrices. La même politique fut appliquée par les autres nations créancières, par exemple la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas, la Belgique et la Suisse. Les nations débitrices n'étaient, il est vrai, pas très enthousiastes pour payer ce qu'elles devaient : les débiteurs ne sont en général pas très empressés pour respecter les termes du contrat. Mais la conduite des nations créancières, qui nuisait sensiblement à leurs intérêts, leur donnait un prétexte opportun pour refuser de payer. Elles eurent recours à la dévaluation de leur monnaie, au contrôle des changes, à des moratoires et pour certaines d'entre elles à une répudiation ouverte et à la faillite.

La politique des nations créancières fut particulièrement paradoxale dans le cas des réparations allemandes et des dettes interalliées. Si l'Allemagne avait effectivement payé les réparations sur ses

propres fonds — et non avec les crédits que les étrangers, pour la plupart américains, lui octroyaient — ces paiements auraient nécessairement rendu « défavorable » la balance commerciale des pays recevant les paiements : leurs importations auraient dépassé leurs exportations *parce qu*'elles touchaient les réparations. Mais cet effet semblait, du point de vue des sophismes mercantilistes, un formidable mal. Les Alliés désiraient en même temps faire payer l'Allemagne et ne pas recevoir les paiements. Ils ne savaient tout simplement pas ce qu'ils voulaient. Mais les Allemands savaient très bien ce qu'ils recherchaient eux. Ils ne voulaient pas payer. Et ils y parvinrent.

Il en va exactement de même à propos des dettes interalliées.

8. Totalitarisme et autarcie

On met au crédit de Ferdinand Lassalle, fondateur du parti social-démocrate allemand et éloquent champion du contrôle gouvernemental de l'économie, la maxime « L'État, c'est Dieu ». D'éminents savants, par exemple l'ambassadeur Carlton Hayes, qualifièrent le nationalisme de nouvelle religion, de credo de notre temps.

Les gens établissent une distinction entre les partis de gauche et de droite. Les premiers, disent-ils, sont les « progressistes », les partisans du contrôle gouvernemental de l'économie, les socialistes et les communistes et les seconds les « réactionnaires », les nationalistes. Cette classification est fallacieuse. Les principes socio-économiques des deux groupes ne diffèrent que sur des points mineurs. Tous deux aspirent au contrôle intégral de l'économie par le gouvernement. Il est difficile de dire dans lequel de ces deux groupes totalitaires il faut ranger les plus éminents intellectuels qui ont annoncé l'actuelle « hétérodoxie ». Il n'y a pas de doute que Lassalle était aussi le précurseur du national-socialisme et le premier Allemand à avoir aspiré à la position de *Führer*. Le Français Georges Sorel, avocat de « l'action directe, » c'est-à-dire des activités syndicales violentes et de la grève générale, était à la fois le maître à penser de Lénine et de Mussolini. Le programme socio-économique du fascisme italien, le *stato corporativo*, est une réplique exacte de projets du socialisme de guilde britannique ; son exposé le plus lucide se trouve dans le livre de Sidney et Beatrice Webb, Fabiens anglais et auteurs prosoviétiques enthousiastes : *A Constitution for a Socialist Commonwealth of Great Britain* (1920). Non seulement Mussolini, mais de nombreux et éminents collaborateurs français et nazis allemands (Werner Sombart par exemple) étaient marxistes avant de se tourner vers la « droite ».

La vérité est que le nationalisme moderne est un corollaire de la politique intérieure du contrôle gouvernemental de l'économie. Il a été démontré que ce contrôle échouerait déjà clairement à court terme si le pays n'était pas isolé du reste du monde. Un gouvernement aspirant à un enrégimentement total de l'économie doit également aspirer à l'autarcie. Tout type de relation économique internationale porte atteinte à son pouvoir d'intervenir dans les affaires intérieures et limite l'exercice de sa souveraineté. L'État ne peut pas prétendre être un Dieu omnipotent s'il doit se soucier de la capacité de ses citoyens à faire concurrence aux firmes étrangères. Le résultat de l'ingérence du gouvernement dans l'économie est le totalitarisme, et le totalitarisme nécessite une autosuffisance économique.

Il en va de même à propos des États socialistes autoproclamés, c'est-à-dire de ces États qui ont ouvertement nationalisé toutes les entreprises économiques et qui s'en vantent. Le socialisme, s'il n'est pas mené à l'échelle mondiale, est imparfait si le pays socialiste dépend des importations de l'étranger et doit donc encore produire des biens pour les vendre sur un marché. Peu importe que ces pays étrangers auxquels il lui faut vendre et auprès desquels il doit acheter soient ou non socialistes. Le socialisme doit toujours rechercher l'autarcie.

Le protectionnisme et l'autarcie signifient une discrimination à l'encontre de la main-d'œuvre et du capital étrangers. Ils ne se contentent pas de diminuer la productivité de l'effort humain et donc le niveau de vie de toutes les nations : ils engendrent en outre des conflits internationaux.

Il y a des nations qui en raison du manque de ressources adéquates ne peuvent pas nourrir et vêtir leur population à partir des ressources du pays. Ces nations ne peuvent pas rechercher l'autarcie autrement qu'en se lançant dans une politique de conquête. Le bellicisme et la soif d'agression sont pour elles la conséquence de leur adhésion aux principes du contrôle de l'économie par le gouvernement. Tel était le cas de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon. Ils disaient vouloir obtenir une juste part des ressources de la terre et voulaient ainsi une nouvelle distribution des régions produisant les matières premières. Mais ces autres pays n'étaient pas vides, leurs habitants n'étaient pas préparés à se considérer comme des dépendances de leurs mines et de leurs plantations. Ils n'aspiraient pas à l'autorité allemande ou italienne. D'où la naissance de conflits.

9. La souveraineté dans le monde d'aujourd'hui

Le principe de la souveraineté nationale n'est pas un obstacle à la division internationale du travail ni à la collaboration pacifique de toutes les nations au sein du cadre d'une Grande société mondiale, à condition que chaque nation adhère sans réserves aux politiques de la démocratie et du capitalisme. Dans l'environnement socio-économique de la société de marché (laissez faire, laissez passer) l'État n'est pas un Dieu omnipotent mais — comme Lassalle avait l'habitude de le dire avec mépris un simple « veilleur de nuit. » L'État n'est pas une fin, encore moins la seule et ultime fin, mais un simple moyen destiné à promouvoir le bien-être des citoyens. Le fait de reconnaître le caractère indispensable de la propriété privée des moyens de production et de l'échange sur un marché sans entraves restreint l'exercice de la souveraineté. Bien qu'officiellement libres d'exercer leurs pouvoirs, les gouvernements individuels sont soumis à la suprématie d'un principe qui empêche l'apparition des conflits internationaux.

Dans l'État géré conformément aux idées de l'interventionnisme, de l'étatisme et du socialisme, la souveraineté devient illimitée et absolue. L'État totalitaire prétend être omnipotent, suprême et au-dessus de tout principe, de toute loi, de tout règlement ou de toute considération pour qui ou quoi que ce soit. Rien ne compte en dehors de son « égoïsme sacré ». Le droit est ce que l'État déclare être tel.

Cette vision excessive de la souveraineté nationale est incompatible avec la situation actuelle de l'évolution économique. Elle ne peut pas coexister avec la division internationale du travail. Elle fait du tort à toutes les autres nations et doit conduire au conflit.

L'humanité ne peut pas revenir librement d'un état supérieur de la division du travail à un état inférieur. L'autarcie de chaque nation nuirait très sensiblement au niveau de vie de tous les peuples. Il n'existe pas aujourd'hui d'affaires intérieures d'une nation individuelle qui n'aient pas d'effet sur le bien-être du reste du monde. Chaque nation a un intérêt matériel au bien-être économique des autres nations parce que la mauvaise gestion d'un pays nuit également aux autres.

Si un gouvernement national empêche l'usage le plus productif des ressources de son pays, il nuit aux intérêts de toutes les autres nations. Le retard économique d'un pays ayant des ressources naturelles est une provocation pour tous ceux dont la situation pourrait s'améliorer par une exploitation plus efficace de cette richesse naturelle.

Le protectionnisme et l'autarcie aboutissent à une situation où les ressources d'un pays ne sont pas utilisées autant qu'elles le seraient avec le libre-échange. Par exemple, le fait que les tarifs des nations dont le sol offre les possibilités physiques les plus favorables à la production de blé — les États-Unis, le Canada et l'Argentine — empêchent l'importation de biens manufacturés obligerait les Européens, même en l'absence de tarifs douaniers européens sur le blé, à faire pousser du blé sur un sol moins fertile que les millions d'hectares de sol non cultivé de ces pays mieux dotés par la nature.

L'isolement économique d'un pays ne nuit pas seulement au bien-être matériel de ses propres citoyens. Il est tout aussi préjudiciable aux intérêts économiques des étrangers. Voilà pourquoi, au milieu du siècle passé, la Grande-Bretagne et la France ont poussé la Chine à ouvrir ses ports et pourquoi les États-Unis appliquent une politique similaire à l'égard du Japon.

10. Les États-Unis et les affaires du monde

Non seulement l'isolement économique, mais aussi l'isolement politique est impraticable dans le monde actuel.

L'hémisphère occidental était autrefois à l'abri de l'agression. Des milliers de kilomètres d'océan le séparaient des éventuels envahisseurs. L'avion a radicalement modifié les choses. Les isolationnistes américains ne l'ont pas encore compris.

Ils raisonnent de cette façon : « Il est regrettable que les peuples d'Europe se battent entre eux, qu'ils aient détruit leur glorieuse civilisation et qu'ils soient par conséquent voués à la famine et à la misère. Il est tout aussi regrettable que des choses similaires se passent en Asie. Malheureusement nous ne pouvons pas les sauver de ce désastre. Ils doivent apprendre eux-mêmes que la coopération pacifique leur apporterait davantage de bénéfices que la guerre et l'extermination mutuelle. Nous ne pouvons pas maintenir la paix dans le monde entier. La seule chose que nous puissions faire est de nous occuper de nous-mêmes et de préserver l'indépendance de l'hémisphère occidental. Nous resterons neutres, n'interviendrons pas dans les affaires des autres continents et préserverons ainsi notre mode de vie américain. »

Mais ce qui se passe dans le reste du monde n'est pas sans intérêt pour l'Amérique. L'instauration de deux grands empires totalitaires, l'un de l'autre côté de l'Atlantique, le second de l'autre côté du Pacifique, aurait constitué une formidable menace pour l'indépendance politique américaine. Les nationalistes allemands ont toujours souligné que le but ultime de leurs ambitions était la conquête d'un vaste

domaine colonial sur le continent américain. L'auteur de ces lignes n'est pas familier de la langue japonaise et ne sait pas si les économistes et publicistes japonais furent aussi directs dans leurs déclarations écrites. Mais il sait d'après des conversations avec de nombreux professeurs et étudiants japonais que ceux-ci considéraient que leurs principaux ennemis étaient les Américains, et non les Chinois.

Par égard pour ses propres intérêts vitaux l'Amérique ne peut pas rester neutre vis-à-vis des affaires du monde et ne peut pas vivre dans l'isolement politique. Il faut comprendre que tout conflit international impliquera également tôt ou tard l'Amérique et qu'elle doit avoir pour préoccupation principale de mettre en place un ordre d'après-guerre qui permettra à la paix de perdurer.

Divers plans ont été proposés pour un tel projet de paix durable. Personne ne peut prédire aujourd'hui lequel sera mis en œuvre[1]. Toutes ces propositions nécessitent toutefois obligatoirement une coopération étroite et permanente entre toutes les nations, ou au moins à l'intérieur d'un groupe de nations, celles qui sont unies aujourd'hui dans la guerre. Si les conflits ne sont pas éliminés, il ne peut être question d'alliance politique durable. Alors que le protectionnisme et plus encore l'autarcie engendrent des conflits.

La Deuxième Guerre mondiale n'a pas été causée par le seul nazisme. L'échec de toutes les autres nations à ériger à temps une barrière contre une possible agression eut un rôle aussi grand dans la genèse du désastre que les plans des nazis et des autres puissances de l'Axe. Si les nazis s'étaient attendus à rencontrer dès le premier jour des hostilités un front uni et convenablement armé de toutes les nations qui sont aujourd'hui alliées pour le combattre, il ne se serait jamais aventuré à attaquer. Mais la sécurité collective est irréalisable entre des nations se battant âprement les unes contre les autres dans la sphère économique. Le nationalisme économique a divisé les nations pacifiques. Si les Nations Unies ne réussissent pas à éliminer le nationalisme économique, la situation d'après-guerre ne sera pas différente de celle qui prévalait dans l'entre-deux-guerres. Une troisième guerre, bien plus effroyable, sera alors inévitable.

Chaque nation doit choisir. Les États-Unis aussi. L'alternative est la suivante : unité entre les nations pacifiques ou retour au chaos d'où sortira un nouveau conflit. L'unité est cependant incompatible avec le protectionnisme. Chaque jour qui passe montre à nouveau que la politique de bon voisinage entre les républiques américaines

[1] Ceci a été écrit avant la rédaction de la Charte des Nations Unies, le 1er janvier 1942. (Note de l'édition américaine.) (non cohérent avec la date du manuscrit. NdT).

se heurte au nationalisme économique. Comment l'Amérique latine et les démocraties européennes pourraient-elles entretenir une politique de collaboration étroite avec les États-Unis si leurs citoyens souffrent des politiques américaines en matière de commerce extérieur ?

Si le nationalisme économique n'est pas abandonné, le désarmement le plus radical n'empêchera pas les agresseurs vaincus d'entrer à nouveau sur la scène des intrigues diplomatiques, de construire à nouveau des blocs et des sphères d'intérêts, à monter une nation contre les autres, à réarmer et finalement à ourdir de nouvelles attaques. Le nationalisme économique est le principal obstacle à la paix durable.

11

Nationalisme économique et coopération économique pacifique

Cet article est tiré d'un discours prononcé en 1943.

La tâche de celui qui a le privilège de parler des problèmes de relations internationales devant une audience constituée de citoyens sérieux et consciencieux est bel et bien ingrate. S'il souhaite accomplir son devoir et montrer les choses telles qu'elles sont, il ne peut s'empêcher de dissiper des illusions, des dévoiler des sophismes et d'exposer la complexité des problèmes en jeu.

Les responsables des épreuves que l'humanité traverse aujourd'hui sont des bandes de vauriens. Ils ont toujours été des individus mauvais et le resteront à tout jamais. Mais le but principal d'une organisation sociale est d'éviter qu'ils ne fassent du mal. Le fait que notre époque ait failli à cet égard est une preuve qu'il y a quelque chose de fondamentalement erroné dans nos institutions et dans nos politiques. Si MM. Hitler et Mussolini étaient nés cinquante ans plus tôt, ils ne seraient probablement jamais devenus célèbres. Ce ne sont pas eux qui ont créé le chaos. Ce sont les conditions chaotiques qui les ont mis à la tête de deux grandes nations et leur ont donné le pouvoir de nuire à des millions de gens pacifiques.

En revenant sur l'histoire des cent dernières années, nous devons nous rendre compte du triste fait que d'éminents auteurs ont prêché l'évangile de la guerre, de la violence et de l'usurpation, et qu'ils ont dénigré les tentatives de promouvoir la paix et la bonne volonté entre les nations. Ce phénomène ne se limitait pas à l'Allemagne. Il y avait par exemple l'Écossais Thomas Carlyle, qui glorifiait le Roi de Prusse Frédéric II, agresseur et tyran sans pitié. Il y avait l'Anglais John Ruskin, le fanatique amateur d'art, qui déclarait que « la guerre était le fondement des arts et de toutes les hautes vertus et facultés de l'homme ». Il y avait le Français Georges Sorel, père du syndicalisme français et maître à penser à la fois de Lénine et de Mussolini, qui défendait la violence, la brutalité et la cruauté. Il y avait enfin les professeurs allemands qui affirmaient que la chose la plus désirable pour une nation était d'être toujours en guerre.

Telle est la dure réalité. Les guerres mondiales ne sont toutefois pas menées afin de se conformer aux enseignements de ces auteurs

distingués. *La Trahison des clercs*[1], la trahison des intellectuels pour reprendre l'expression par laquelle le Français Julien Benda avait stigmatisé cette attitude de nombreux auteurs, est un phénomène historique déplorable. Mais elle n'est pas responsable des terribles événements de notre temps. Elle n'a pas entraîné les conflits qui sont la cause de ces guerres.

De nombreuses personnes confondent chauvinisme et nationalisme et considèrent le chauvinisme comme la cause principale du choc des nations. Le chauvinisme consiste à surestimer de manière prétentieuse les qualités et réalisations de sa propre nation et à dénigrer tous les autres peuples. Il s'agit d'une disposition d'esprit qui ne se manifeste guère plus chez les philistins à l'esprit étroit que la vanité et l'arrogance personnelles. Ce n'est certainement pas une vertu. Mais elle ne conduit pas à l'action et aux aventures politiques. Les Allemands ne se sont pas lancés dans les conquêtes parce qu'ils étaient, comme le Français Joseph Arthur comte de Gobineau et l'Anglais Houston Stewart Chamberlain le leur avaient dit, la seule race véritablement humaine, tous les autres peuples n'étant que des bons à rien et des perdants. Ils sont agressifs parce qu'ils croient que le nationalisme agressif est la meilleure et la seule méthode pour promouvoir leur bien-être matériel.

M. Carlton Hayes, anciennement de l'Université de Columbia et aujourd'hui ambassadeur des États-Unis en Espagne, et le professeur Walter Sulzbach, anciennement de l'Université de Francfort et aujourd'hui à Pomona College, en Californie, nous ont offert de brillantes analyses du chauvinisme[2]. Mais ils se trompent tous les deux en confondant nationalisme et chauvinisme. Le chauvinisme n'a par ailleurs pas engendré le nationalisme. Son seul rôle dans le projet des politiques nationalistes est d'être un ornement dans les manifestations et les festivals du nationalisme. Les gens sont remplis de joie et de fierté quand les orateurs officiels les saluent comme l'élite de l'humanité, louent les mérites immortels de leurs ancêtres et l'invincibilité de leurs forces armées. Mais quand les mots s'évanouissent et que la célébration touche à sa fin, les participants retournent chez eux et vont se recoucher. Ils ne montent pas sur le cheval de bataille.

Le nationalisme ne peut pas être expliqué ou excusé par une intoxication de chauvinisme. C'est une politique de politiciens ma-

[1] 1928.

[2] Carleton J. H. Hayes, *The Historical Evolution of Modern Nationalism* (New York : Richard R. Smith, 1931) ; Walter Sulzbach, National Consciousness (Washington, D.C. : American Council on Public Affairs, 1943). (Note de l'édition américaine.)

chiavéliques lucides, c'est le résultat d'un raisonnement, d'un raisonnement malheureux bien sûr. Des livres savants, pleins d'idées, bien entendu d'idées erronées, ont soigneusement élaboré les doctrines dont l'application a conduit au choc des nations, à des guerres sanglantes et à la destruction.

Il y a environ quatre-vingts ans, l'opinion publique du monde entier était presque unanime pour croire que l'humanité était au seuil d'une époque de coopération pacifique sans troubles entre toutes les nations. Il n'y avait aucun mouvement pacifique organisé en ce temps. Les gens ne basaient pas leur conviction que les guerres disparaîtraient sur l'action des sociétés pacifistes mais sur le fait que le libéralisme était sur le point d'abolir les racines de la guerre. Dans un monde de gouvernements populaires et de libre-échange total il n'existe pas, disaient-ils, de conflits entre les différentes nations. La guerre deviendrait obsolète parce qu'il serait inutile de se battre et de faire des conquêtes.

Les princes et les rois, affirmaient-ils, sont avides de conquêtes parce qu'ils peuvent accroître leur pouvoir et leur revenu personnel en annexant une province. Mais une nation démocratique ne peut pas obtenir le moindre profit de l'agrandissement de son territoire. La seule chose qu'il faille faire en faveur de la paix éternelle est d'écarter les tyrans qui s'opposent au gouvernement démocratique. Quelques guerres et révolutions sont encore inévitables en vue d'accomplir cette tâche. Mais une fois que la démocratie sera assurée dans le monde, la paix y sera assurée elle aussi.

Tels étaient les principes du président Wilson. Assurer la démocratie dans le monde et y assurer la paix était une chose aux yeux de ce grand humaniste. Éliminer le Kaiser et ses Junkers[1] et vous aurez établi la paix éternelle. La guerre contre les Hohenzollern, mais pas contre le peuple allemand, devait être la dernière guerre, la guerre pour l'abolition de toutes les guerres.

Mais malheureusement le président Wilson et ses collaborateurs à l'esprit noble n'avaient pas compris que leur thèse principale n'est correcte que si le libre-échange intégral a cours. Si les lois, l'administration et les tribunaux ne pratiquent pas de discrimination entre les citoyens et les étrangers, si tout le monde est libre de vivre et de travailler tranquillement où il le veut, si le transfert de main-d'œuvre, de capital et de biens d'un pays à l'autre n'est soumis à aucune réglementation ou taxation, peu importe alors pour le citoyen individuel que son pays soit plus grand ou plus petit et où se

[1] Les Junkers étaient membres de l'aristocratie prussienne devant allégeance au Kaiser. (Note de l'édition américaine.)

trouvent les frontières politiques. Aucun citoyen ne peut s'attendre à tirer le moindre profit de l'annexion à son pays d'un bout de terrain appartenant autrefois à une autre nation. Les guerres ne paient plus, elles sont inutiles.

La réalité dans laquelle nous vivons et tranchons nos questions politiques est très différente de celle de l'utopie libérale que dépeignaient et que recherchaient Frédéric Bastiat et Richard Cobden. Notre époque n'est pas celle du laissez-faire laissez-passer, mais celle du nationalisme économique. Tous les gouvernements désirent promouvoir le bien-être de leurs citoyens, ou de certains groupes parmi leurs citoyens, en faisant du tort aux étrangers. Les biens étrangers sont exclus du marché intérieur ou n'y sont autorisés qu'après le paiement d'une taxe d'importation. La main-d'œuvre étrangère est écartée du marché intérieur du travail. Les capitaux étrangers sont susceptibles d'être confisqués. Le nationalisme économique doit nécessairement aboutir à la guerre à chaque fois que ceux qui en subissent les dommages croient être suffisamment forts pour éliminer, par le recours à l'action armée violente, les mesures nuisant à leur propre bien-être.

La politique d'une nation forme un tout. La politique étrangère et la politique intérieure sont étroitement liées, elles se conditionnent l'une l'autre. Le nationalisme économique est le corollaire des politiques intérieures actuelles d'intrusion du gouvernement dans les affaires et de planification nationale tout comme le libre-échange était le complément de la liberté économique intérieure. Il peut y avoir du protectionnisme dans un pays connaissant le libre-échange à l'intérieur de ses frontières, mais là où il n'y a pas de libre-échange intérieur le protectionnisme est indispensable. Le pouvoir d'un gouvernement national est limité au territoire sur lequel il exerce sa souveraineté. Il n'a pas le pouvoir d'intervenir *directement* sur la situation à l'étranger. Là où le libre-échange extérieur existe, la concurrence étrangère s'opposerait même à court terme aux buts poursuivis par les diverses mesures d'intervention gouvernementale dans les affaires intérieures. Là où le marché intérieur n'est pas dans une certaine mesure isolé des marchés étrangers il ne peut être nullement question de contrôle par le gouvernement. Plus une nation va loin dans la voie de la réglementation publique et de l'autoritarisme, plus elle est poussée vers l'isolement économique. La division internationale du travail devient suspecte parce qu'elle empêche le plein usage de la souveraineté nationale. La tendance à l'autarcie est fondamentalement une tendance de la politique économique intérieure : elle résulte des tentatives pour rendre l'État tout-puissant dans le domaine économique.

Dans un tel monde de nationalisme économique tout citoyen a un intérêt matériel à supprimer les mesures par lesquelles les gouvernements étrangers nuisent à ses intérêts. Tout citoyen est donc désireux de voir son propre pays fort et puissant parce qu'il s'attend à tirer un avantage personnel de sa puissance militaire. Les petites nations ne peuvent éviter de souffrir du nationalisme économique des autres nations. Mais les grandes nations mettent leur confiance dans la valeur de leurs forces armées. Le bellicisme actuel n'est pas le résultat de la cupidité des princes ou des oligarchies de Junkers : c'est une politique de groupes de pression dont la marque distinctive réside dans les méthodes employées mais pas dans les motivations ou les objectifs.

Il est par conséquent inutile de dire aux agresseurs, comme le font les pacifistes : Ne vous battez pas ; même une guerre victorieuse ne rapporte rien ; vous ne pouvez tirer aucun profit de vos conquêtes. Ces agresseurs sont convaincus que la victoire paie. Les Japonais raisonnent ainsi : Si nous conquérons l'Australie et permettons ainsi à 20 millions de Japonais de s'y établir, nous augmenterons le taux des salaires et le niveau de vie de tous les Japonais, que ce soit pour les émigrés ou pour ceux qui sont restés au pays. Il n'y a qu'un contre-argument qu'ils acceptent : la victoire du pays attaqué. À notre époque de nationalisme économique la seule méthode pour éviter la guerre est de s'armer. Surveillez vos frontières jour et nuit !

L'expérience de Genève n'a pas échoué parce que l'Amérique n'avait pas rejoint la Société des nations ou parce sa Charte[1] n'était pas satisfaisante. Elle a échoué parce qu'il était vain de chercher la coopération pacifique entre des nations se battant entre elles de manière inébranlable dans la sphère économique.

Cette guerre n'a pas été causée seulement par le nazisme et par les Japonais. L'incapacité de toutes les autres nations à arrêter à temps la montée du nazisme et à ériger une barrière contre la nouvelle agression germanique contribua tout autant à l'arrivée du désastre que les événements de l'évolution intérieure en Allemagne. Il n'y avait pas de secret autour des ambitions des nazis et de leurs amis italiens et japonais. Les nazis eux-mêmes en faisaient la publi-

[1] La Charte de la Société des nations fut signée le 28 avril 1919 et était composée de 26 articles proposant un accord pour régler pacifiquement de manière collective les conflits en vue d'obtenir une coopération économique et sociale mondiale. Il faut garder à l'esprit que la Première Guerre mondiale venait juste de se terminer en Europe avant cette tentative. Tant qu'il y a des restrictions portant sur les marchés à l'importation ou à l'exportation et des interventions du gouvernement destinées à protéger les industries, il y aura inévitablement des heurts conduisant à des conflits. (Note de l'édition américaine.)

cité dans d'innombrables livres et brochures ainsi que dans leurs journaux et périodiques. Personne ne peut reprocher aux agresseurs d'avoir concocté leurs coups de manière clandestine. Il était en réalité facile de tout connaître de leurs plans. Cette Seconde Guerre mondiale ne se serait jamais déclenchée si les nazis s'étaient attendus à rencontrer dès le premier jour l'hostilité d'un front uni et convenablement armé de toutes les nations qui sont aujourd'hui alliées pour le combattre. Mais une telle union ne put pas être mise sur pied à temps entre des nations menant une guerre économique permanente entre elles.

Mon rôle n'est pas de débattre des événements du passé. J'ai uniquement mentionné ces faits pour démontrer ce qu'il faut faire pour l'avenir.

Il n'est pas difficile de rédiger des propositions apparemment excellentes pour une reconstruction d'après-guerre et pour une paix durable lorsque l'on est disposé à faire abstraction de la dure réalité et que l'on se laisse aller à des rêveries. Si le nationalisme économique n'existait pas, si le libre-échange intégral était en vigueur, il ne serait même pas nécessaire de prévoir des institutions et des dispositions spéciales pour garantir la paix. En l'absence d'intérêts conflictuels il n'y a pas de guerre. Mais nous ne devons pas espérer que le nationalisme économique disparaisse dans un futur proche car toutes les nations sont fermement résolues à ne pas revenir à ce qu'elles appellent le laissez-faire intérieur.

Voilà ma principale objection à la plate-forme pacifiste présentée par le distingué savant anglais Sir Norman Angell. Le raisonnement de Sir Norman serait tout à fait correct s'il n'y avait pas de conflit d'intérêts économiques. Mais cette hypothèse est malheureusement illusoire.

Les pacifistes suggèrent une autorité mondiale, un tribunal mondial pour trancher les conflits et une force de police internationale pour faire appliquer les règlements de l'autorité mondiale et les décisions du tribunal international. Mais comment ce gouvernement mondial serait-il organisé ?

La Société des nations n'était pas un gouvernement mondial mais plutôt un club des nations. Vous êtes libres d'adhérer à un club et vous êtes tout aussi libre d'en partir. La majorité n'a pas le droit d'imposer sa propre volonté à une minorité dissidente. De telles conditions d'association sont bien entendu incompatibles avec un gouvernement. L'essence du gouvernement est la contrainte et la coercition face aux individus qui ne sont pas disposés à obéir spontanément. Dans une constitution démocratique la majorité a le pouvoir de faire respecter sa volonté aux minorités dissidentes. Le pre-

mier pas nécessaire pour pouvoir transformer l'impuissante Société des nations en une institution plus efficace est de mettre en place une procédure de vote et de détermination de la volonté de la majorité.

Mais comment faudrait-il effectuer le vote ? Si chaque nation a un droit de vote, le Luxembourg et l'Estonie auraient à eux deux deux votes et la Grande-Bretagne un seul. Les vingt républiques d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud auraient 20 votes contre un seul pour les États-Unis.

Une autre solution serait d'accorder à chaque nation un nombre de votes correspondant au chiffre de sa population. Ce serait véritablement démocratique. Mais alors les peuples d'Asie et d'Afrique dépasseraient de loin les peuples les plus avancés, ceux qui ont créé la civilisation occidentale. Que se passerait-il si la majorité déclarait que les barrières à l'immigration étaient contraires aux principes fondamentaux de la coopération internationale et qu'elles devraient être abolies ? Les citoyens d'Australie ou de Nouvelle-Zélande accepteraient-ils une telle décision ?

Ne nous faisons pas d'illusions. Il existe des différences de civilisation et de niveaux de vie qui rendent inutiles tous les plans visant à instaurer immédiatement un gouvernement démocratique mondial. Il y a plus de 600 millions de Chrétiens dans le monde et plus de 1 500 membres d'autres groupes religieux. Presque les deux tiers de la population mondiale sont pratiquement analphabètes. Il y a des conflits d'intérêts économiques. Les citoyens des pays comparativement sous-peuplés ne veulent pas accueillir l'immigration issue de pays comparativement surpeuplés. Aucun pays n'est prêt à ouvrir ses frontières aux produits étrangers.

Les pères de la Société des nations et les partisans de tous les projets de communauté mondiale des nations n'avaient pas tenu compte de ce que nos contemporains n'avaient pas du tout la seule mentalité qui permette la coopération internationale pacifique. Ils étaient empressés de bâtir des institutions, des bureaux et des tribunaux, de rédiger les articles de traités et de pactes. Mais ce qu'il faut c'est changer l'opinion publique et remplacer l'esprit de haine et de rivalité mutuelles par un esprit de coopération mutuelle. Les pacifistes ont parfaitement raison d'affirmer que notre civilisation est basée sur la division internationale du travail et qu'elle est vouée à l'échec si nous ne parvenons pas à éliminer la guerre. Mais nos contemporains sont possédés par l'idée qu'interdire l'accès aux produits étrangers et aux immigrants est la meilleure façon de servir les intérêts de leur nation. Un retour au libre-échange, au laissez faire laissez passer est pour eux hors de question.

Nous devons tout d'abord essayer de changer cette mentalité. Un petit groupe d'économistes veut démontrer que le nationalisme économique nuit aux intérêts bien compris de tous les hommes, de toutes les nations et que tout le monde devrait vouloir le libre-échange, non pas pour le bien des étrangers mais pour le bien de leur propre peuple. Même si toutes les autres nations s'accrochent au protectionnisme, chaque nation sert au mieux son propre bien-être avec le libre-échange. J'espère que ces tentatives réussiront. Mais un changement radical d'idéologies prend beaucoup de temps. Des années doivent s'écouler, des générations doivent passer, de nouvelles époques doivent surgir avant qu'un tel changement ne puisse être attendu, même dans le cas le plus favorable. Nous ne devons pas abandonner l'idée d'une communauté des nations, mais proposer quelque chose pour la période de transition. Nous ne devons pas oublier la tâche de notre époque simplement parce qu'un futur plus lointain apportera une solution parfaite. Nous avons aujourd'hui à faire face à un problème urgent. Nous devons éviter une troisième guerre mondiale. À la veille de la victoire nous devons prévoir un système qui rendra impossible aux nations militaristes de s'embarquer dans une nouvelle agression.

Tels sont les objectifs de diverses propositions suggérées par des auteurs distingués. Ces hommes ne rejettent pas l'idée d'une Société des nations universelle ou de statuts comme celui du pacte Kellogg-Briand[1]. Ils sont seulement suffisamment réalistes pour comprendre qu'en l'absence d'une idéologie convenable un projet universel ne peut marcher qu'après une longue période de transition. Ils tiennent compte du fait que la mentalité agressive de deux cents cinquante millions d'Allemands, d'Italiens, de Japonais, de Hongrois, de Roumains et de Slovaques ne peut pas changer du jour au lendemain. Ils cherchent un expédient, une mesure d'urgence, pour ainsi dire, pour l'immédiat.

Il n'est pas de mon intention de faire la publicité d'un quelconque remède. Au contraire, je suis plutôt sceptique quant à ces propositions. Mais je crois qu'il est du devoir de tout homme sérieux et consciencieux de les examiner soigneusement. M. Clarence Streit a rendu un grand service à l'humanité, même si l'examen de son

[1] Traité renonçant à la guerre en tant qu'instrument de politique nationale et accord par les membres signataires de ne pas chercher à régler un conflit en dehors des moyens pacifiques. Il y avait des exceptions destinées à permettre l'usage de l'action militaire en cas d'autodéfense et pour faire respecter les obligations d'un traité. Le traité ne prévoyait pas de sanctions en cas de rupture de l'accord, de sorte que les 63 nations l'ayant signé le 24 juillet 1929 le considéraient comme une un document formel. (Note de l'édition américaine.)

projet montre qu'il est impossible à mettre en œuvre dans les conditions idéologiques actuelles. Il a essayé de trouver une issue au dilemme : revenir au libre-échange parfait ou à des guerres incessantes.

L'idée de base de M. Streit est la suivante : afin d'éviter une nouvelle agression il est nécessaire de rendre permanente et durable la coopération entre les démocraties occidentales aujourd'hui unies dans la lutte contre l'Allemagne et le Japon. L'alliance militaire et politique actuelle doit être transformée en une union permanente, en un bloc solide qu'aucune intrigue étrangère ne pourrait détruire. Une telle union puissante empêcherait le réarmement des agresseurs vaincus et préserverait ainsi la paix. À l'inverse, il est assez évident qu'un retour à la situation qui prévalait dans la période de l'entre-deux-guerres aboutirait en fin de compte à une nouvelle guerre.

Les nations qui doivent former cette union doivent abandonner des points essentiels de leur souveraineté à l'autorité supranationale. Elles doivent mettre leurs politiques étrangères et leurs forces armées en commun et doivent s'arrêter de se battre les unes contre les autres dans le domaine économique. Elles doivent mettre sur pied une union douanière et une union monétaire permanentes. Bref, elles doivent former une nouvelle fédération.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre plus en détail sur le projet de M. Streit ou sur d'autres projets similaires pour d'autres régions du monde, par exemple pour l'ensemble de l'Europe — la Paneurope du comte Coudenhove-Kaleigi — ou pour l'Europe de l'Est ou la zone du Danube. La marque distinctive de tous ces plans est de proposer la formation d'une nouvelle fédération supranationale.

Nous sommes revenus à notre point de départ. Ce n'est pas seulement une communauté mondiale des nations qui est incompatible avec la continuation du nationalisme économique, il en va de même pour une union fédérale d'un plus petit groupe de nations. Ce qui rend vains tous ces projets pour établir un ordre d'après-guerre, c'est la doctrine actuelle de l'intrusion du gouvernement dans les affaires économiques. Dans tous les pays il se trouve de puissants groupes de pression qui s'opposent à toute remise en cause de leurs privilèges acquis.

Je n'ai pas le moins du monde exagéré les conséquences néfastes du nationalisme économique. Au contraire. J'ai essayé de ne pas parler du délicat problème des barrières à l'immigration. Je suis suffisamment optimiste pour croire que ces seules barrières n'empêcheraient pas les tentatives de coopération internationale. Mais le protectionnisme les empêche. Et le protectionnisme est indispensable si le gouvernement intervient dans les affaires économiques.

Je ne me réfère pas au problème de nations bellicistes comme l'Allemagne, le Japon et l'Italie. Quelles que puissent être leurs aspirations, elles ne pourraient jamais se lancer dans une nouvelle guerre si toutes les républiques américaines, la Grande-Bretagne, les colonies britanniques et les petites démocraties européennes sont unies au sein d'un solide bloc de peuples pacifiques. Mais un tel bloc ne peut pas durer avec le protectionnisme. Si les éleveurs argentins se sentent victimes de la politique des États-Unis à propos des importations de bœuf et si les couturières de Paris souffrent des mesures britanniques concernant les importations dans l'industrie de l'habillement, ils ne voudront pas rester dans l'union. Mais, d'un autre côté, ils ne sont pas prêts à voir presque tous les pouvoirs aujourd'hui entre les mains de leurs gouvernements nationaux transférés à une autorité supranationale. Ils s'indignent déjà de la concentration d'un nombre de plus en plus grand de pouvoirs dans leurs capitales nationales respectives et ils seraient encore plus choqués par l'instauration du corps bureaucratique cent fois plus gros de la nouvelle autorité supranationale.

La coexistence pacifique de nations souveraines n'est possible que si chaque nation individuelle est convaincue qu'il serait contraire à ses propres intérêts égoïstes d'entraver la libre circulation du capital, de la main-d'œuvre et des produits. Une telle politique de libre-échange présuppose le libre-échange intérieur, le laissez-faire généralement décrié aujourd'hui. Le contrôle de l'économie par le gouvernement aboutit à des conflits d'intérêts nationaux auxquels on n'a jusqu'à présent pas trouvé de solution pacifique.

C'est une illusion de croire que de tels conflits pourraient être tranchés par l'arbitrage de tribunaux impartiaux. Un tribunal ne peut rendre la justice que d'après les articles d'un code. Mais ce sont précisément ces prescriptions et ces règles qui sont contestées. Faisons abstraction du problème des barrières à l'immigration et concentrons notre discussion sur le problème des seules barrières commerciales. Les peuples des régions comparativement surpeuplées de l'Europe et de l'Asie, l'immense majorité de la population de la planète, considèrent les barrières commerciales des zones comparativement sous-peuplées comme le principal obstacle au progrès de leur bien-être matériel. Ils disent ne pas avoir accès aux matières premières et au commerce mondial. Je ne souhaite pas citer l'énoncé de ces griefs par les représentants de nations d'agresseurs. Il existe dans le monde actuel une autorité qui est au-dessus des partis. Le Pape n'est pas partie prenante dans le conflit. Il y a des catholiques des deux côtés et le Pape n'est d'aucun côté. Il est donc particulièrement important de connaître les idées du plus haut dignitaire de

l'Église romaine concernant le futur ordre mondial. Voici ce qu'a dit le pape dans son message radiodiffusé du 24 décembre 1941, quelques jours seulement après l'entrée en guerre du principal pays catholique :

Dans le cadre d'un nouvel ordre fondé sur des principes moraux, il n'y a pas de place pour cet égoïsme froid et calculateur qui tend à économiser les ressources économiques et matérielles destinées à tous, à un point tel que les nations les moins favorisées par la nature n'y aient pas accès.

À cet égard, c'est pour nous une source de consolation que de voir admise la nécessité d'une participation de tous aux richesses de la terre, y compris dans les nations qui selon ce principe font partie de la catégorie de ceux qui « donnent » et non de ceux qui « reçoivent ».

Le Pape ne s'était pas trompé en affirmant que ces principes sont reconnus par toutes les nations, par celles qui selon lui « donnent » tout autant que par celles qui selon lui « reçoivent ». La preuve en est fournie par le Point Quatre de la Charte atlantique[1]. On y lit : Ils, c'est-à-dire les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni, s'efforceront, dans le respect intégral de leurs obligations déjà existantes, de favoriser l'accès de tous les États, petits ou grands, vainqueurs ou vaincus, et dans des conditions égales, au commerce et aux matières premières du monde qui sont nécessaire à leur prospérité économique.

Le Pape n'est évidemment pas un économiste. Si c'était un économiste il n'aurait pas considéré le libre-échange comme une concession accordée par un groupe de nations au seul bénéfice d'autres nations. Il aurait souligné que le libre-échange sert au mieux les deux parties et qu'il est inadéquat de parler à cet égard de libre-échange entre des gens qui donnent et d'autres qui reçoivent.

Mais quoi qu'il en soit, le principal point est le fait que les gouvernements des deux plus grandes puissances du monde et le dirigeant de la plus grande communauté religieuse sont d'accord sur l'importance du problème du commerce. Il y a encore loin de cette

[1] La Charte atlantique résultait de plusieurs réunions — entre le président américain Franklin D. Roosevelt et le premier ministre britannique Winston Churchill en août 1941. Le cœur de la Charte était un programme en 8 points destiné à garantir « un avenir meilleur pour l'humanité » par le renoncement à la recherche de nouveaux territoires ; le droit à l'autodétermination et à l'autonomie pour tous les peuples ; l'accès au commerce et aux matières premières ; et une fois la paix instaurée toutes les nations devaient abandonner l'usage de la force. La Charte fut par la suite incorporée dans la Déclaration des Nations Unies, le 1er janvier 1942. (Note de l'édition américaine.)

reconnaissance théorique du problème à une solution satisfaisante. Les obstacles à surmonter sont énormes et il ne faut rien de moins qu'un changement radical des doctrines généralement acceptées. Mais si quelque chose est source d'optimisme, c'est le fait que les gens commencent à se rendre compte que le libre-échange est une condition indispensable à une paix durable.

12

Le triste sort des nations sous-développées

Article datant de 1952 mais non publié à cette époque.

I

L'investissement étranger fut une réalisation du capitalisme de laissez-faire. Il ne s'est développé petit à petit qu'au XIX[e] siècle. Écrivant en 1817, Ricardo pouvait encore affirmer que la plupart des gens riches se satisfont « d'un faible taux de profits dans leur propre pays, plutôt que de chercher un emploi plus avantageux pour leur fortune dans les nations étrangères[1]. »

Ce qui poussait les entrepreneurs et les capitalistes à investir à l'étranger n'était bien entendu pas « l'altruisme » mais l'empressement à faire des profits en approvisionnant, du mieux possible et aux plus bas prix, les consommateurs du pays avec les biens qu'ils demandaient de façon la plus urgente. Ils partaient vers les pays étrangers afin de proposer sur le marché national, directement ou indirectement (c'est-à-dire par l'échange triangulaire), des matières premières et des denrées alimentaires qui n'auraient sinon pas pu être obtenues du tout, ou alors à des prix plus élevés. Si les consommateurs avaient préféré acquérir une plus grande quantité de biens pouvant être produits au pays sans l'aide de ressources étrangères plutôt que de la nourriture et des matières premières importées, il aurait été plus avantageux d'augmenter la production nationale plutôt que d'investir à l'étranger.

Mais l'investissement étranger profitait autant aux nations qui le recevaient qu'aux nations qui investissaient. Ces nations réceptrices étaient arriérées et sous-développées dans la mesure où elles avaient mis du temps à développer les conditions idéologiques et institutionnelles qui sont les préalables indispensables à l'accumulation de capital à grande échelle. Tout en étant généreusement dotées par la nature, elles manquent des capitaux nécessaires à l'exploitation de leurs ressources dormantes. En raison du manque de capitaux disponibles, la productivité marginale du travail et par conséquent les

[1] David Ricardo, *On the Principles of Political Economy and taxation,* vol. 1 de *The Works and Correspondence of David Ricardo,* Piero Sraffa, ed. (Cambridge : Cambridge University Press, 1951-1973), p. 137. (Note de l'édition américaine.)

taux des salaires étaient faibles comparés à la situation des pays capitalistes. L'afflux de capitaux étrangers a fait monter les taux salariaux et amélioré le niveau de vie moyen des masses.

Les socialistes proposent une interprétation différente des problèmes en jeu. D'après eux une entreprise commerciale est une combinaison destinée à exploiter les travailleurs qu'elle emploie. Son existence et son fonctionnement sont en eux-mêmes contraires aux lois de la morale. Il n'existe qu'un moyen de mettre fin à cette exploitation, à savoir la socialisation, c'est-à-dire l'expropriation des capitalistes et entrepreneurs privés et le transfert de leurs usines, mines et exploitations agricoles dans les mains de l'État. C'est ce que le gouvernement travailliste est impatient d'achever en Grande-Bretagne et que le gouvernement iranien, imprégné d'un authentique esprit fabien, est en train de faire dans son propre pays. S'il est juste que les Britanniques nationalisent les mines de charbons de Grande-Bretagne, il ne peut pas être mal que les Iraniens nationalisent l'industrie pétrolière iranienne. Si Mr. Attlee[1] était cohérent, il aurait dû féliciter les Iraniens de leur grande réussite socialiste. Mais aucun socialiste ne peut ou n'a jamais été cohérent.

Les Britanniques n'ont aucun espoir de dissuader les Iraniens de nationaliser les puits, raffineries et oléoducs possédés par les Britanniques en attirant l'attention sur les inconvénients que cela engendrera assurément pour le peuple iranien. Ils ne tiennent eux-mêmes aucun compte de ce type de discours « réactionnaire » quand il est question du problème de la nationalisation des diverses industries britanniques.

Dans l'état actuel du droit international, toute nation souveraine est libre de se comporter comme il lui plait pour toutes les possessions situées à l'intérieur de ses frontières. Un gouvernement étranger peut protester sur le plan diplomatique et soutenir les demandes d'indemnisation de ses citoyens. Mais si le gouvernement de la nation qui nationalise n'est pas disposé à céder devant de telles avances diplomatiques, cela clôt l'affaire. Il suffit de se référer à des précédents comme les exemples de la Russie en 1917 ou de l'expropriation de l'industrie du pétrole au Mexique.

Le gouvernement étranger peut soumettre le cas à la Cour Internationale de Justice. Mais il n'est en pratique pas possible de faire respecter les décisions de cette Cour.

[1] Lord Clement Attlee, dirigeant du Parti travailliste de Grande-Bretagne de 1935 à 1955 et socialiste engagé. Il fut premier ministre d'Angleterre de 1945 à 1951. (Note de l'édition américaine.)

Si le gouvernement étranger a recours à l'*ultima ratio regum*, à l'intervention militaire, cela constituerait une agression dans le cadre de la charte des Nations Unies.

Les experts du droit international et les juristes des Nations Unies écriront certainement des rapports et des traités très profonds sur l'aspect légal du conflit anglo-iranien. De telles déclarations ne valent pas le papier sur lequel elles sont imprimées. La simple vérité est que si le gouvernement d'Iran ne change pas de lui-même d'avis, parce qu'il peut espérer tirer quelque bénéfice matériel ou politique d'un tel changement, rien ne peut l'empêcher d'exproprier l'industrie pétrolière. Car il est évident que la Grande-Bretagne n'a rien à gagner par des moyens militaires. Même dans le cas très improbable d'une victoire, les Britanniques découvriraient qu'il est très inconfortable d'être assis sur des baïonnettes dans le bureau d'une entreprise. Il y a en outre le spectre d'une occupation russe de la majeure partie de l'Iran et le danger encore plus menaçant d'une nouvelle guerre mondiale.

II

Les conséquences immédiates de l'expropriation du pétrole iranien sont effectivement très tristes. Cela affecte gravement les plans militaires des puissances occidentales et bouleverse la situation du marché mondial du pétrole.

Les conséquences à plus long terme de l'affaire sont encore plus importantes. L'investissement étranger des citoyens et des entreprises privées étaient presque déjà arrivé au point mort il y a quelques années. L'investisseur privé a appris par l'expérience qu'investir à l'étranger équivaut pratiquement à perdre sa propre fortune. Il est vrai que tous les pays n'ont pas recours à l'expropriation franche des propriétaires et à la répudiation des emprunts. Mais beaucoup de « bons » pays ont en réalité eux aussi volé les investisseurs et les créanciers étrangers par le contrôle des changes et par une taxation discriminatoire. Il est de peu d'usage pour un Américain ou pour un Suisse de posséder un compte bloqué dans une banque ruritanienne, particulièrement s'il constate que le pouvoir d'achat et l'équivalent en devises fortes de l'unité monétaire ruritanienne se réduit de plus en plus.

Le gouvernement américain préconise, pour remplacer l'investissement privé à l'étranger, d'avoir recours à l'investissement public et à des prêts accordés soit directement par les banques gouvernementales (nationales ou internationales), soit garantis par de telles banques. L'idée est que les gouvernements, et en premier lieu le gou-

vernement américain, devraient combler le vide que les politiques anticapitalistes des pays sous-développés ont délibérément créé. Mais l'exemple de l'Iran montre que de tels investissements et prêts gouvernementaux ne sont pas non plus à l'abri des entreprises prédatrices. Pourquoi le gouvernement américain devrait-il déverser des fonds américains en Ruritanie si le parlement ruritanien est libre de les utiliser comme bon lui plaît ? Ne reste-t-il plus d'occasions d'investissement aux États-Unis ? Il est assez peu réaliste de penser que le Congrès continuera à tolérer une politique subventionnant les pays étrangers aux dépens du contribuable américain. Il est inutile de nous faire des illusions. Les espoirs que le tant discuté Point Quatre[1] puisse se substituer de façon satisfaisante au marché désagrégé des capitaux internationaux se sont montrés erronés.

III

C'est la désagrégation du marché des capitaux internationaux qui engendre la triste situation des pays sous-développés.

Ces pays ont bénéficié dans les dernières décennies des méthodes modernes de lutte contre les épidémies et contre les autres fléaux, méthodes développées par l'Occident capitaliste. Les taux de mortalité ont baissé et la durée de vie moyenne a été allongée. La population s'est considérablement accrue. Mais les politiques économiques de ces nations empêchent d'augmenter le montant insuffisant de l'épargne et de l'accumulation du capital dans ces pays, elles conduisent même parfois directement à une consommation du capital. Comme il n'y a plus aucune importation de capitaux étrangers digne d'être mentionnée, le quota de capital investi par tête décroît. Il en résulte une baisse de la productivité marginale du travail. Mais en même temps les gouvernements et les syndicats essaient de faire appliquer des taux de salaires excédant la productivité marginale du travail. Le résultat est un chômage en voie de développement.

Ne comprenant pas les causes du chômage, les gouvernements essaient de l'éliminer par diverses mesures qui, bien que totalement futiles, sont si coûteuses qu'elles dépassent de loin le revenu public et qu'elles sont financées par l'émission de monnaie factice supplémentaire. L'inflation décourage encore plus l'épargne et la formation du capital à l'intérieur du pays.

[1] Le Point Quatre (« *Point Four* ») de la Charte atlantique traitait de l'égalité de l'accès au commerce et aux matières premières dans le monde et cherchait à garantir à toutes les nations de meilleures conditions de travail, l'adaptation économique et la sécurité sociale. (Note de l'édition américaine.)

Les gouvernements de tous ces pays sous-développés parlent inlassablement de la nécessité « d'industrialiser » et de moderniser les méthodes dépassées de la production agricole. Mais leurs propres politiques sont le principal obstacle à toute amélioration et à tout progrès économique. Il ne peut absolument pas être question d'imiter les procédés techniques des pays capitalistes s'il n'y a pas le capital disponible. D'où ce capital pourrait-il venir si la formation intérieure de capital ainsi que l'afflux de capitaux étrangers sont sabotés ?

Il y a environ deux cents ans la situation en Angleterre n'était guère meilleure, peut-être même pire que ce qu'elle est aujourd'hui en Inde ou en Chine. Le système de production alors en vigueur était lamentablement peu adapté. Il ne restait en son sein plus assez de place pour une part sans cesse croissante de la population. Des masses de pauvres sans ressources vivaient à grand peine au bord de la famine. L'aristocratie terrienne régnante ne connaissait aucun autre moyen pour s'occuper de ces misérables que les maisons de pauvres, les hospices et la prison. C'est alors qu'arriva la « Révolution industrielle ». Le capitalisme de laissez-faire transforma les mendiants affamés en personnes autonomes et gagnant leur croûte. Il améliora la situation petit à petit jusqu'à ce que, à la fin de l'ère victorienne, le niveau de vie moyen de l'homme ordinaire devint le plus élevé d'Europe, bien plus haut que ce que les gens des époques antérieures considéraient comme un niveau suffisamment aisé.

Ce que les nations sous-développées doivent faire si elles veulent sincèrement éradiquer la pénurie et améliorer les conditions économiques de leurs masses d'indigents, c'est adopter les politiques de ce « farouche individualisme » qui ont apporté le bien-être à l'Europe occidentale et aux États-Unis. Elles doivent avoir recours au laissez-faire ; elles doivent écarter tous les obstacles entravant l'esprit d'entreprise et empêchant l'accumulation du capital à l'intérieur du pays et l'afflux de capitaux de l'étranger.

Mais ce que les gouvernements de ces pays sont en fait en train de faire est exactement le contraire. Au lieu d'imiter les politiques qui ont créé la richesse et le bien-être relatifs des nations capitalistes, elles ont choisi les politiques occidentales contemporaines, qui ralentissent l'accumulation supplémentaire du capital et mettent l'accent sur ce qu'elles considèrent comme une distribution plus juste de la richesse et des revenus. En laissant de côté le fait de savoir si ces politiques sont oui ou non bénéfiques pour les nations économiquement avancées, il faut souligner qu'elles n'ont évidemment aucun sens quand elles sont appliquées dans des nations économiquement

attardées. Là où il y a très peu à distribuer, une politique de redistribution soi-disant « plus juste » ne sert à rien du tout.

IV

Lors de la seconde moitié du XIX^e^ siècle les patriotes les plus perspicaces des nations sous-développées commencèrent à comparer la situation peu satisfaisante de leurs propres pays à la prospérité de l'Occident. Ils ne pouvaient s'empêcher d'observer qu'Européens et Américains avaient bien mieux réussi que leurs propres peuples à combattre la pénurie et la famine. Rendre leurs propres peuples aussi prospères que ceux de l'Occident devint leur but premier. Ils envoyèrent donc l'élite de leur jeunesse dans les universités d'Europe et d'Amérique pour y étudier l'économie et apprendre ainsi le secret de la hausse du niveau de vie. Des Hindous, des Chinois, des Africains et des membres d'autres nations en retard remplissaient les salles de cours, écoutant avidement les mots des fameux professeurs anglais, américains et allemands.

Voilà ce que ces professeurs — Marxistes, Fabiens, Vebleniens, socialistes de la Chaire, partisans du gouvernement omnipotent et de la planification intégrale, amis de l'inflation, des déficits budgétaires et de la taxation confiscatoire — enseignèrent à leurs étudiants : le farouche individualisme, la politique de laissez-faire et l'entreprise privée sont les pires maux qui aient jamais frappé l'humanité. Ils ont enrichi quelques requins et condamné les masses de gens honnêtes à une pauvreté et une déchéance sans cesse plus grandes. Mais heureusement cet âge sombre du capitalisme approche de sa fin. Les gens ne se laisseront plus tromper par les fausses doctrines des sycophantes de la bourgeoisie, des apologistes dépravés d'un ordre social manifestement injuste. Nous, les défenseurs inflexibles de la justice et des richesses pour tous, avons pour toujours démoli les sophismes et les paralogismes des auteurs orthodoxes. L'État-providence apportera la prospérité et la sécurité à tous. L'économie de l'abondance se substituera à l'économie de la rareté. La production pour l'usage remplacera la production pour le profit. Les gens seront libérés de tout besoin : c'est-à-dire que tout le monde obtiendra tout ce qu'il veut.

Ces professeurs n'ont jamais parlé du truisme — selon eux manifestement absurde — selon lequel il n'existe pas d'autre moyen pour améliorer la condition d'une nation quelconque ou de l'humanité dans son ensemble que d'accroître le quota de capital investi par tête. Au contraire. Ils se laissèrent aller à exposer le dogme keynésien des dangers de l'épargne et de l'accumulation du capital. Ils ne

se référèrent jamais au fait que c'est la nature — en non les capitalistes — qui a rendu les moyens de subsistance rares. Selon eux l'État dispose de fonds inépuisables permettant au gouvernement de dépenser sans limites. Aujourd'hui même ils n'ont pas encore compris que l'impôt progressif a déjà épuisé ce prétendu surplus dans tous les autres pays et qu'il l'épuisera très bientôt aussi aux États-Unis.

Endoctrinés par ces principes, les diplômés des universités occidentales retournèrent dans leur pays et essayèrent de mettre en pratique ce qu'ils avaient appris. Ils étaient sincèrement convaincus que pour créer la prospérité pour tous il suffisait d'appliquer les formules du pseudo-progressisme occidental. Ils pensaient qu'industrialisation voulait dire syndicats, taux de salaires minimums et indemnités de chômage, et que commerce et échange signifiaient contrôles en tous genres. Ils voulaient nationaliser avant d'avoir permis à l'économie de construire des usines et des entreprises pouvant être expropriées. Ils voulaient mettre en place un nouveau « commerce équitable » [*fair deal*] dans des pays où la misère tenait précisément au fait de n'avoir pas connu ce qui est aujourd'hui décrié comme l'ancien et inéquitable commerce.

Tous ces intellectuels radicaux des pays sous-développés mettaient le retard et la pauvreté de leurs peuples sur le dos de l'Europe et de l'Amérique. C'était exact, mais pour des raisons fort différentes de celles auxquelles ils pensaient. L'Europe et l'Amérique ne sont pas la cause du triste sort des nations sous-développées mais elles l'ont prolongé en mettant dans la tête de leurs intellectuels des idéologies qui constituent le plus sérieux obstacle à toute amélioration de la situation. Les socialistes et les interventionnistes de l'Occident ont empoisonné les esprits de l'Est. Ils sont responsables du préjugé anticapitaliste de l'Est et de la sympathie qu'éprouvent les intellectuels orientaux à l'égard du système soviétique en tant que réalisation la plus intransigeante des idées marxistes.

Tous les pays sous-développés sont inondés de traductions des écrits de Marx, Lénine et Staline et des livres de toutes les nuances du socialisme et de l'anticapitalisme non marxistes. Mais ce n'est que très rarement que des livres présentant le fonctionnement de l'économie de marché et analysant de manière critique les dogmes du credo socialiste ont été publiés dans les langues de ces nations. Il n'est pas étonnant que leur lectorat croie que la description du capitalisme que fournit le *Manifeste communiste* corresponde exactement aux conditions américaines actuelles et que, par exemple, le travailleur « descend toujours plus bas » avec le progrès de l'industrie et que la bourgeoisie « est incapable d'assurer l'existence de son

esclave dans le cadre de son esclavage ». Il n'est pas surprenant qu'ils considèrent le système soviétique comme le modèle d'un avenir meilleur.

Nous devons comprendre qu'il est impossible d'améliorer la situation économique des pays sous-développés en leur accordant des aides. Si nous leur envoyons des denrées alimentaires pour combattre les famines, nous permettons simplement à leur gouvernement d'éviter de devoir abandonner leur désastreuse politique agricole. Dans le passé, par exemple, le principal problème de la Yougoslavie était de trouver des marchés étrangers pour absorber ses énormes surplus de céréales, de cochons, de fruits et de bois. Aujourd'hui ce pays, qui possède les terres les plus fertiles d'Europe en dehors de la Russie et de la Roumanie, est frappé par la famine. Si nous envoyons à ces pays pauvres des biens manufacturés et leur « prêtons » des dollars, nous payons en réalité les déficits de leurs systèmes nationalisés de transport et de communication et de la socialisation de leurs mines et industries de transformation. La vérité est que les États-Unis subventionnent dans le monde entier le pire échec de l'Histoire : le socialisme. Sans ces aides généreuses la poursuite des projets socialistes serait devenue depuis longtemps impossible.

Rendre ces nations sous-développées plus prospères n'est pas un problème pouvant être résolu par une aide matérielle. C'est un problème intellectuel et spirituel. La prospérité n'est pas une simple question d'investissement de capitaux. C'est une question idéologique. Ce dont les pays sous-développés ont le plus besoin, c'est de l'idéologie de la liberté économique, de l'entreprise privée et de l'initiative individuelle, de cette idéologie qui permet l'accumulation et le maintien du capital ainsi que l'emploi du capital disponible en vue de satisfaire au mieux et au meilleur prix les besoins les plus urgents des consommateurs.

Les États-Unis ne peuvent pas contribuer à l'amélioration de la situation économique des pays sous-développés autrement qu'en leur transmettant les idées de la liberté économique.

Partie 4
Comparaison des systèmes économiques

13

Capitalisme contre socialisme

Article publié pour la première fois dans *The Intercollage Review*, printemps 1969.

I

La plupart de nos contemporains sont très critiques sur ce qu'ils appellent « l'inégale distribution des richesses ». La justice, telle qu'ils la voient, réclamerait une situation dans laquelle personne ne bénéficierait de ce qui est considéré comme un luxe superflu tant que d'autres continueraient à manquer des biens nécessaires pour préserver la vie, la santé et la bonne humeur. La condition idéale de l'humanité serait, prétendent-ils, une distribution égale de tous les biens de consommation disponibles. Comme méthode la plus radicale d'arriver à ces fins, ils proposent l'expropriation radicale de tous les facteurs matériels de production et la conduite de toutes les activités de production par la société, c'est-à-dire par l'appareil social de coercition et de contrainte plus communément appelé gouvernement ou État.

Les partisans de ce programme socialiste ou communiste rejettent le système économique capitaliste pour de nombreuses raisons. Leur critique souligne le prétendu fait selon lequel ce système n'est pas seulement injuste mais également intrinsèquement inefficace, et est donc la cause ultime de toute la misère et la pauvreté dont souffre le genre humain. Une fois que la mauvaise institution de la propriété privée des facteurs de production aura été remplacée par la propriété publique, les conditions humaines deviendront merveilleuses. Chacun recevra ce dont il a besoin. Tout ce qui sépare l'humanité de cet état parfait sur terre réside dans l'injustice de la distribution des richesses.

Le vice essentiel de cette façon de traiter des problèmes fondamentaux du bien-être matériel et spirituel des hommes peut se voir dans sa préoccupation vis-à-vis du concept de distribution. Tel que l'envisagent ces auteurs et ces doctrinaires, le problème socio-économique consiste à donner à chacun son dû, sa part équitable de ce que Dieu ou la nature a donné à tous les hommes. Ils ne voient pas que la pauvreté est « la condition initiale de l'espèce humaine[1] ». Ils ne

[1] Jeremy Bentham, « Principe of the Civil Code », vol. 1, in *Works*, J. Bowrings, ed. Londres : Simpkin, Marshall, 1943, p. 309.

comprennent pas que tout ce qui permet à l'homme d'élever son niveau de vie au-dessus de celui des animaux est le résultat de son activité planifiée. Le rôle économique de l'homme n'est pas de distribuer des cadeaux dispensés par un donateur bénévole, mais de produire. Il essaie de changer l'état de son environnement de manière à rendre les conditions plus favorables à la préservation et au développement de ses forces vitales. Il travaille.

Précisément, répond le critique superficiel des conditions sociales. C'est le travail et rien d'autre que le travail qui produit tous les biens dont l'utilisation élève la condition de l'homme au-dessus de celle de l'animal. Comme tous les produits résultent du travail, seuls ceux qui ont travaillé devraient avoir le droit d'en profiter.

Ce raisonnement semblerait plutôt plausible pour peu que l'on se réfère à des conditions et des circonstances régissant des êtres fabuleux et non humains. Mais il se révèle la plus fatale de toutes les illusions populaires quand on l'applique à l'*Homo sapiens*. La grandeur de l'homme se manifeste dans sa pleine conscience du flux temporel. L'homme vit consciemment dans un univers changeant : il distingue, tôt ou tard, entre le passé, le présent[1] et le futur. Il fait des plans pour influencer le cours futur des affaires et essaie de convertir ses plans en faits. La planification consciente de l'avenir est une caractéristique spécifiquement humaine. La provision opportune pour des besoins futurs est ce qui distingue l'action humaine des comportements de chasse des animaux ou des sauvages. La préméditation, la prise en compte précoce des besoins futurs, conduit à produire pour une consommation différée, à intercaler un temps entre l'action et la jouissance du résultat associé, à adopter ce que Böhm-Bawerk a appelé des méthodes détournées de production. Aux facteurs de production donnés par la nature, s'ajoutent les facteurs créés par l'homme grâce au report de la consommation. L'environnement matériel de l'homme et son style de vie sont radicalement transformés. Il en sort ce qu'on appelle la civilisation humaine.

Cette civilisation n'est pas l'accomplissement des rois, des généraux ou d'autres *Führers*. Elle n'est pas non plus le résultat du travail de « l'homme ordinaire ». Elle est le fruit de la coopération de deux types d'hommes : ceux dont l'épargne, c'est-à-dire la consommation différée, rend possible l'utilisation de méthodes détournées demandant du temps, et ceux qui savent comment mener de telles méthodes. Sans l'épargne et sans les fructueuses tentatives pour utiliser

[1] Sur le concept praxéologique du « présent », voir *Human Action* [L'Action humaine], 3e édition, Chicago : Henry Regnery, 1966, pp. 100.

intelligemment cette épargne, il ne serait nullement question d'un niveau de vie digne de l'homme.

L'épargne simple, ce qui veut dire s'abstenir de consommer immédiatement afin de permettre une plus grande consommation à une date ultérieure, n'est pas une spécificité humaine. Certains animaux la pratiquent aussi. Conduits par des désirs instinctifs, certaines espèces animales s'engagent dans ce que nous devrions appeler une épargne capitaliste si elle était faite en pleine connaissance de ses effets. Mais l'homme seul a élevé le report intentionnel de la consommation en un principe fondamental d'action. Il s'abstient momentanément de consommer afin de pouvoir bénéficier plus tard des services continus d'appareils qui n'auraient pas pu être produits sans un tel report de la consommation.

L'épargne consiste toujours à s'abstenir d'un type de consommation immédiate pour rendre possible une augmentation ou une amélioration de la consommation ultérieure. C'est l'épargne qui accumule le capital, la désépargne qui fait baisser le stock de capital disponible. En agissant, l'homme choisit entre augmenter sa compétence par une épargne additionnelle et réduire le montant de son capital en maintenant sa consommation au-dessus d'un niveau qu'une comptabilité correcte considère comme son revenu.

L'épargne additionnelle tout comme la non-consommation d'une épargne déjà accumulée ne sont jamais « automatiques » mais toujours le résultat d'une abstinence intentionnelle de consommation immédiate. Par cette abstinence, l'épargnant s'attend à être pleinement récompensé, soit en gardant quelque chose pour une consommation ultérieure, soit en acquérant la *propriété* d'un bien du capital.

Là où il n'y a pas d'épargne, aucun bien du capital ne voit le jour. Et il n'y a pas d'épargne sans but. Un homme diffère sa consommation pour améliorer des conditions futures. Il peut vouloir améliorer ses propres conditions ou celles de certaines autres personnes données. Il ne s'abstient pas simplement de consommer pour le plaisir de quelqu'un d'inconnu.

Il ne peut y avoir de bien du capital qui ne soit pas possédé par un propriétaire donné. Les biens du capital voient le jour en tant que propriété d'un individu ou d'un groupe d'individus qui pouvaient consommer certaines choses mais qui ont renoncé à cette consommation pour une utilisation ultérieure. La façon dont les biens du capital voient le jour comme propriété privée détermine les institutions du système capitaliste.

Bien entendu, les héritiers actuels de la civilisation capitaliste élaborent également le plan d'un corps social mondial qui obligerait chaque être humain à se soumettre à tous ses ordres. Dans un tel

univers socialiste, tout serait planifié par l'autorité suprême et ne serait laissée au « camarade » individuel aucune autre sphère d'action que la capitulation inconditionnelle devant ses maîtres. Les camarades trimeront, mais tous les résultats de leur travail seraient à la disposition de la haute autorité. Tel est l'idéal du socialisme ou du communisme, également appelé de nos jours planification. Le camarade individuel pourra jouir de ce que l'autorité suprême lui donnera pour sa consommation et son plaisir. Toute autre chose, tous les facteurs matériels de production, seront possédés par l'autorité.

Telle est l'alternative. L'humanité doit choisir : d'un côté la propriété privée des facteurs matériels de production. Dans ce cas la demande des consommateurs du marché détermine ce qui doit être produit, en quelle quantité et de quelle qualité. De l'autre côté tous les facteurs matériels de production sont propriété de l'autorité centrale et donc chaque individu dépend entièrement de la volonté de celle-ci et doit obéir à ses ordres. Seule cette autorité détermine ce qui doit être produit, la nature et la quantité de ce que chaque camarade a le droit d'utiliser et de consommer.

Si l'on ne permet pas aux individus de garder comme leur propriété les choses produites pour une utilisation temporairement différée, on élimine toute incitation à créer ces choses et on enlève à l'homme agissant la possibilité de s'élever au-dessus du niveau des animaux non humains. Ainsi les auteurs adversaires de la propriété (c'est-à-dire socialistes ou communistes) doivent construire le cadre d'une société dans laquelle tous les hommes sont forcés d'obéir inconditionnellement aux ordres donnés par une autorité centrale, par un grand dieu appelé État, Société ou Humanité.

II

La signification sociale et la fonction économique de la propriété privée ont été largement mal comprises et mal interprétées parce que les gens confondent les conditions de l'économie de marché avec celles des systèmes militaristes vaguement mis sous le terme de féodalisme. Le seigneur féodal était un conquérant ou le complice d'un conquérant. Il était désireux d'empêcher tous ceux qui n'appartenaient pas à son groupe de vivre autrement qu'en le servant humblement, ou en servant un de ses camarades de classe. Toute la terre — ce qui voulait dire dans une société primitive quasiment tous les facteurs matériels de production — était possédée par les membres de la classe possédante, et n'était laissée aux autres, qui étaient appelés avec dédain « les vilains », aucune autre possibilité que la reddition sans condition à la noblesse armée héréditaire. Ceux

qui n'appartenaient pas à cette aristocratie étaient des serfs ou des esclaves et devaient obéir et trimer tandis que les produits de leur labeur étaient consommés par leurs maîtres.

La grandeur des habitants de l'Europe et de leurs descendants qui se sont établis dans les autres continents a consisté à abolir ce système et à lui substituer un état de liberté et de droits civiques pour chaque être humain. Ce fut une longue et lente évolution, souvent interrompue par des épisodes réactionnaires, et de grandes parties du globe n'en sont encore aujourd'hui que peu affectées. À la fin du XVIII[e] siècle, le progrès triomphal de ce nouveau système social s'est accéléré. Sa manifestation la plus spectaculaire dans la sphère morale et intellectuelle est connue comme les Lumières, ses réformes politiques et constitutionnelles appelées le mouvement libéral, alors que ses effets économiques et sociaux sont habituellement rattachés à la Révolution industrielle et à l'émergence du capitalisme moderne.

Le traitement des historiens sur les différentes phases de cette période, jusqu'ici momentanée et importante de l'évolution humaine, tend à se confiner à des investigations sur les aspects spéciaux du cours des affaires. Ils négligent la plupart du temps de montrer comment les événements des divers champs de l'activité humaine ont été liés les uns avec les autres et déterminés par les mêmes facteurs idéologiques et matériels. Un détail sans importance attire parfois leur attention et les empêche de voir les faits les plus importants sous le bon éclairage.

Le résultat le plus malheureux de cette confusion méthodologique peut se voir dans la mauvaise et fatale interprétation actuelle des développements politiques et économiques récents des nations civilisées.

Le grand mouvement libéral des XVIII[e] et XIX[e] siècles cherchait à abolir l'autorité des princes héréditaires et des aristocraties et à établir l'autorité de représentants élus du peuple[1]. Tous les types

[1] Si le lecteur cherche un point de vue iconoclaste sur ce sujet, il peut se reporter à l'article de Hans-Hermann Hoppe « The Political economy of monarchy and democraty, and the idea of a natural order », dans *The Journal of libertarian studies* (N°. 11-2, 1995, pp. 94–121) et dans « Time Preference, Governement and the Process of De-Civilisation, ; », *Le Journal des économistes et des études humaines* (vol. V, N°. 4, 1994). Hoppe, pourtant grand admirateur de Mises, y développe l'idée selon laquelle le passage de monarques héréditaires à un gouvernement élu participe d'un phénomène de décivilisation. Son argument est praxélogique et fondé sur l'idée que les monarques étant propriétaires privés ont intérêt à préserver leur richesse donc leurs sujets, alors que les élus ont intérêt à tout dépenser avant de perdre le pouvoir, ou à faire du clientélisme pour être réélu, leur horizon politique

d'esclavage et de servitude doivent être abolis. Tous les membres de la nation devraient bénéficier de leurs pleins droits et privilèges de citoyens. Les lois et la pratique des représentants du gouvernement ne devraient pas faire de discrimination entre les citoyens.

Le programme révolutionnaire libéral est vite entré en conflit avec un autre programme qui découlait des postulats des anciennes sectes communistes. Ces sectes, dont plusieurs étaient inspirées par des idées religieuses, avaient proposé la confiscation et la redistribution des terres ou d'autres formes d'égalitarisme et de communisme primitif. Leurs successeurs proclamaient qu'un état totalement satisfaisant des conditions humaines ne pourrait être obtenu que quand les facteurs matériels de production seraient possédés et dirigés par la « société », et les fruits des efforts économiques distribués également parmi les êtres humains.

La plupart des auteurs communistes[1] et révolutionnaires étaient convaincus que ce qu'ils voulaient était non seulement parfaitement compatible avec le programme ordinaire des amis d'un gouvernement représentatif et de la liberté pour tous, mais en était la continuation logique, l'achèvement de tous les efforts fournis pour apporter le bonheur parfait aux hommes. L'opinion publique était largement préparée à accepter cette interprétation. Comme il était habituel d'appeler « de droite » les adversaires de la demande libérale[2] d'un gouvernement représentatif et « de gauche » les groupes libéraux, les groupes communistes (et plus tard les socialistes) étaient considérés comme « plus à gauche » que les libéraux. L'opinion populaire commença à croire qu'alors que les partis libéraux ne représentaient que les intérêts de classe égoïstes de la bourgeoisie « exploiteuse », les partis socialistes combattaient pour les véritables intérêts de l'immense majorité, le prolétariat.

Mais tandis que ces réformateurs ne faisaient que parler et élaborer des plans fallacieux d'action politique, un des événements les plus grands et les plus bénéfiques de l'histoire de l'humanité était en cours — la Révolution industrielle. Son nouveau principe — qui transforma les affaires humaines plus radicalement que toute autre innovation religieuse, éthique, légale ou technique ne l'avait fait auparavant — était la production de masse destinée à une consom-

étant bien plus limité car ils ne sont pas propriétaires, ce qui se fait aux dépends des citoyens. NdT.

[1] Le terme « socialisme » a été créé seulement plusieurs décennies plus tard et ne fut pas couramment utilisé avant les années 1850.

[2] « Libéral » est utilisé ici dans le sens qu'il avait au XIX^{e} siècle, et qui prévaut encore dans l'usage européen. En Amérique, « libéral » est de nos jours largement synonyme de socialisme ou de socialisme « modéré ».

mation de masse, et non plus seulement à la consommation des membres des classes aisées. Ce nouveau principe n'avait pas été inventé par des politiciens ou des chefs d'État : pendant longtemps il ne fut pas remarqué par les membres de l'aristocratie, de la petite noblesse des patriciens urbains. Ce fut pourtant le tout début d'un âge nouveau et meilleur pour les hommes quand certains, dans l'Angleterre hanovrienne, commencèrent à importer du coton depuis les colonies américaines : certains se chargèrent de la transformation en biens de coton pour des consommateurs à faible revenu, alors que d'autres exportaient ces mêmes biens vers les ports de la Baltique pour les échanger contre du blé qui, en Angleterre, apaisait la faim de pauvres affamés.

Le trait caractéristique du capitalisme réside dans la dépendance inconditionnelle des échangistes envers le marché, ce qui veut dire envers la satisfaction la plus grande possible et au meilleur prix des demandes les plus urgentes des consommateurs. Pour chaque type de production, le travail humain est nécessaire comme facteur de production. Mais le travail en tant que tel, aussi bien et consciencieusement réalisé que possible, n'est rien d'autre qu'une perte de temps, de matière et d'effort humain s'il n'est pas employé pour la production de biens et de services qui, lorsqu'ils sont prêts à être consommés, satisfont au mieux et au meilleur prix les demandes les plus pressantes du public.

Le marché est le prototype de ce qu'on appelle des institutions démocratiques. Le pouvoir suprême est aux mains des acheteurs et les vendeurs ne réussissent qu'en satisfaisant du mieux possible les désirs des acheteurs. La propriété privée des facteurs de production force les propriétaires — les entrepreneurs — à servir les consommateurs. D'éminents économistes ont appelé le marché une démocratie dans laquelle chaque sou donne un droit de vote[1].

III

La démocratie politique et constitutionnelle ainsi que la démocratie de marché sont toutes deux administrées selon les décisions de la majorité. Les consommateurs, en achetant ou en s'abstenant d'acheter, sont souverains sur le marché, comme les citoyens au travers de leurs votes, lors de plébiscites ou d'élections des représen-

[1] Pour une critique de cette analogie, outre la suite de l'article de Mises, voir l'analyse de James Buchanan « Vote et marché », *Journal of Political Economy,* LXII (1954), pp. 334-343 [repris dans le recueil *Fiscal and political economy*, (1960) Chapel Hill, chapitre 4]. NdT.

tants, sont souverains pour la conduite des affaires de l'État. Le gouvernement représentatif et l'économie de marché sont le produit du même processus d'évolution, ils dépendent l'un de l'autre, et ils semblent aujourd'hui disparaître ensemble dans la grande contre-révolution réactionnaire de notre époque.

Pourtant, la référence à cette homogénéité frappante ne doit pas nous empêcher de nous rendre compte que, en tant qu'instrument destiné à satisfaire les véritables désirs et intérêts des individus, la démocratie économique du marché est bien supérieure à la démocratie politique du gouvernement représentatif [1]. Il est en général plus facile de choisir entre les termes d'une alternative qui s'offrent à un acheteur que de prendre une décision concernant les affaires de l'État et de la « haute » politique. La ménagère ordinaire peut être très intelligente pour acquérir les biens dont elle a besoin pour nourrir et habiller ses enfants. Mais elle peut être moins apte à choisir les représentants appelés à mener les affaires en matière de politique étrangère et de préparation militaire.

Il y a une autre différence importante. Sur le marché, non seulement les besoins et les désirs de la majorité sont pris en compte, mais également ceux des minorités, pourvu qu'elles ne soient pas trop insignifiantes en nombre. Le commerce des livres édite pour le lecteur moyen, mais aussi pour des petits groupes d'experts dans divers domaines. Le commerce du vêtement offre des habits pour les gens de tailles normales mais aussi des marchandises pour les consommateurs anormaux. Alors que dans la sphère politique seule la volonté de la majorité compte, et que la minorité est forcée d'accepter ce qu'elle peut détester pour de sérieuses raisons.

Dans l'économie de marché les acheteurs déterminent avec chaque sou dépensé la direction des processus de production, et par conséquent les traits essentiels de toutes les activités commerciales. Les consommateurs assignent à chacun sa position et sa fonction dans l'organisme économique. Les propriétaires des facteurs matériels de production sont virtuellement les mandataires ou les administrateurs des consommateurs. S'ils échouent dans leurs tentatives de servir au mieux le consommateur, ils subissent des pertes et, s'ils ne réagissent pas à temps, perdent leur propriété.

[1] On peut même soutenir que la démocratie comme système de gouvernement (vote majoritaire, conduisant à la dictature de la majorité comme l'ont souligné de nombreux auteurs) n'est pas vraiment compatible avec le libéralisme. Voir le livre *Against Politics* d'Anthony de Jasay, qui dénonce l'expression de « démocratie libérale » comme exprimant une contradiction dans les termes. NdT.

La propriété féodale était acquise soit par conquête soit par une faveur du conquérant. Une fois acquise, le propriétaire et ses héritiers pouvaient en bénéficier pour toujours. À l'inverse, la propriété capitaliste doit être acquise à nouveau à chaque fois en la mettant au service des consommateurs. Chaque propriétaire de facteurs matériels de production est forcé d'ajuster ses services à la plus grande satisfaction de la demande sans cesse changeante des consommateurs. Un homme peut commencer sa carrière dans les affaires comme héritier d'une grande fortune. Mais ceci ne va pas nécessairement l'aider dans sa compétition avec les nouveaux venus. L'ajustement d'un système de chemins de fer existant à la nouvelle situation créée par l'arrivée des voitures, camions et avions fut un problème plus difficile que les nombreuses épreuves auxquelles les nouvelles entreprises devaient faire face.

Le fait qui fit apparaître et prospérer les méthodes capitalistes dans la conduite des affaires est précisément l'excellence des services rendus aux masses. Rien ne caractérise mieux l'amélioration fabuleuse du niveau de vie que le rôle quantitatif joué par les industries de divertissement dans les affaires modernes.

Le capitalisme a transformé de manière radicale les événements humains. Les chiffres de la population se sont multipliés. Pour les quelques pays dans lesquels ni les politiques du gouvernement ni la préservation obstinée des voies traditionnelles de la part des citoyens n'ont placé d'obstacles insurmontables sur le chemin de l'entrepreneuriat capitaliste, les conditions de vie de l'immense majorité se sont améliorées de manière spectaculaire. Des équipements jamais connus jusque-là ou considérés comme des luxes extravagants sont désormais disponibles pour l'homme ordinaire. Le niveau général d'éducation, de bien-être matériel et spirituel augmente d'années en années.

Tout ceci n'est pas la réalisation des gouvernements ou de mesures charitables. Le plus souvent c'est l'action gouvernementale qui empêche les développements avantageux que tend à apporter le fonctionnement régulier des institutions capitalistes.

Examinons un cas spécial. Dans les temps précapitalistes, l'épargne et donc l'amélioration de la condition économique d'un individu n'étaient réellement accessibles, en dehors de prêteurs professionnels d'argent (les banquiers), qu'aux gens qui possédaient une ferme ou une boutique. Ils pouvaient investir leur épargne dans l'amélioration ou l'expansion de leur propriété. Les autres, prolétaires sans propriété, ne pouvaient épargner qu'en cachant quelques pièces dans un coin qu'ils considéraient sûr. Le capitalisme a rendu l'accumulation d'un certain capital au travers de l'épargne accessible

à tout le monde. Les institutions d'assurance-vie, les banques et les obligations offrent la possibilité d'épargner et de générer des intérêts aux masses de gens à faible revenu, et ces gens utilisent largement cette possibilité. Sur le marché des prêts des pays avancés, les fonds fournis par de telles personnes jouent un grand rôle. Ils peuvent être un facteur important en rendant le fonctionnement du système capitaliste familier à ceux qui ne sont pas eux-mêmes employés dans le secteur financier. Et avant tout, ils peuvent améliorer encore et encore la situation socio-économique de la plupart.

Mais, malheureusement, les politiques de presque toutes les nations sabotent cette évolution de la façon la plus scandaleuse. Les gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne, pour ne pas parler de la plupart des petites nations, ont mené ou mènent encore les politiques les plus radicalement inflationnistes. Tout en parlant continuellement de leur sollicitude envers l'homme ordinaire, ils ont volé, sans honte, toujours et encore, au travers de l'inflation d'origine gouvernementale, ceux qui avaient souscrit des polices d'assurance, qui cotisent à un plan de retraite, qui possèdent obligations et dépôts bancaires.

IV

Les auteurs de l'Europe de l'Ouest qui à la fin du XVIII[e] siècle et dans les premières décennies du XIX[e] siècle ont développé des plans pour l'établissement du socialisme n'étaient pas familiers des idées sociales et des conditions de l'Europe centrale. Ils ne prêtaient aucune attention au *Wohlfahrtstaat*, l'État-providence des gouvernements monarchiques allemands du XVIII[e] siècle. Ils ne lisaient pas non plus le livre classique sur le socialisme allemand, le *Geschlossener Handelsstaat* de Fichte, publié en 1800. Quand bien plus tard — dans les dernières décennies du XIX[e] siècle — les nations de l'Ouest, en premier lieu l'Angleterre, se sont engagées dans les méthodes fabiennes d'une progression tempérée vers le socialisme, elles ne se sont pas posé la question de savoir pourquoi les gouvernements continentaux qu'ils méprisaient comme attardés et absolutistes avaient déjà adopté depuis longtemps ces principes prétendument nouveaux et progressistes de réforme sociale.

Les socialistes allemands de la deuxième partie du XIX[e] siècle ne pouvaient pas, eux, éviter de rencontrer ce problème. Ils devaient faire face à Bismarck, l'homme dont la prosocialiste *Encyclopedia of the Social Sciences* dit qu'il fut « considéré avec raison comme le partisan le plus fameux du socialisme d'État de son

époque[1] ». Lassalle a joué avec l'idée de favoriser la cause du socialisme par une coopération avec ce paladin très « réactionnaire » des Hohenzollern. Mais la mort prématurée de Lassalle mit fin à de tels plans et également, peu après, aux activités du groupe socialiste dont il était le chef. Sous l'influence des disciples de Marx, le Parti socialiste allemand se transforma en une opposition radicale envers le régime du Kaiser. Ils votèrent au Reichstag contre tous les projets proposés par le gouvernement. Bien sûr, en tant que parti minoritaire, leurs votes ne pouvaient pas empêcher l'approbation par le Reichstag des lois en « faveur » du travail, et parmi celles-ci la loi établissant le fameux système de sécurité sociale. Dans un seul cas ils purent parvenir à éliminer une mesure de socialisation soutenue par le gouvernement : l'établissement d'un monopole du gouvernement sur le tabac. Mais toutes les autres mesures de nationalisation ou de municipalisation de Bismarck furent adoptées malgré l'opposition passionnée du Parti socialiste. Et la politique de nationalisation de l'Empire allemand, qui, grâce aux victoires de ses armées, jouissait d'un prestige sans précédent dans le monde entier, fut adoptée par de nombreuses nations de l'Est et du Sud de l'Europe.

Les doctrinaires socialistes allemands ont essayé en vain d'expliquer et de justifier la contradiction manifeste entre leur plaidoyer fanatique en faveur du socialisme et leur opposition obstinée à toutes les mesures de nationalisation[2]. Mais malgré le soutien des partis soi-disant conservateurs et chrétiens aux politiques gouvernementales de nationalisation et de municipalisation, celles-ci perdirent rapidement leur popularité auprès des dirigeants comme auprès des dirigés. Les industries nationalisées fonctionnaient plutôt mal sous la direction d'administrateurs payés par les autorités. Les services rendus aux consommateurs devenaient très insatisfaisants, et le prix à payer augmentait sans cesse. Et, pire que tout, les résultats financiers de la gestion des serviteurs publics étaient déplorables. Les déficits de ces équipes étaient une lourde charge pour le trésor national et obligeaient encore et toujours à augmenter les impôts. Au début du vingtième siècle, il n'était plus possible de nier le fait évident que les autorités publiques avaient scandaleusement échoué dans leurs tentatives d'administrer les différentes organisations qu'elles avaient acquises dans la mise en place de leur « socialisme d'État ».

[1] Voir W.H. Dawson, « Births », in *Encyclopedia of the Social Sciences*, vol 2, New York : Macmillan, 1930, p. 573.

[2] Sur les piètres excuses de Friedrich Engels et de Karl Kautsky, voir mon livre *Socialism* [*Le Socialisme*], traduit en anglais par J. Kahane. New Haven, CT : Yale University Press 1951, pp. 240.

Telles étaient les conditions lorsque le résultat de la Première Guerre Mondiale rendit les Partis socialistes souverains en Europe centrale et en Europe de l'Est et renforça considérablement leur influence en Europe de l'Ouest. Il n'y avait dans ces années pratiquement aucune opposition sérieuse en Europe aux plans prosocialistes les plus radicaux.

Le gouvernement révolutionnaire allemand fut formé en 1918 par des membres du parti marxiste social-démocrate. Il n'avait pas moins de pouvoir que le gouvernement russe de Lénine et, comme le dirigeant russe, considérait le socialisme comme la seule solution possible et raisonnable à tous les problèmes politiques et économiques. Il savait également très bien que les mesures de nationalisation adoptées par l'Empire allemand avant la guerre avaient donné des résultats financiers insatisfaisants, des services plutôt pauvres et que les mesures socialistes prises pendant les années de guerre n'avaient pas eu de succès. Le socialisme était à leurs yeux la grande panacée mais il semblait que personne ne comprenait ce que cela voulait vraiment dire ni comment l'amener convenablement. Ainsi, les dirigeants socialistes victorieux ont fait ce que tous les gouvernements font quand ils ne savent pas quoi faire. Ils ont nommé un comité de professeurs et d'experts. Les Marxistes avaient pendant plus de cinquante ans défendu la cause de la socialisation comme point central de leur programme, comme remède pour apaiser tous les maux de la Terre et conduire l'humanité vers un nouveau jardin d'Eden. Désormais ils avaient pris le pouvoir et tout le monde attendait qu'ils tiennent leurs promesses. Désormais ils devaient socialiser. Mais dès le début ils durent confesser ne pas savoir comment le faire et demandaient aux professeurs ce que la socialisation voulait dire et comment la mettre en pratique.

Ce fut le plus grand fiasco intellectuel que l'Histoire ait jamais connu. Ceci mit fin, aux yeux des gens raisonnables, à tous les enseignements de Marx et de la cohorte d'utopistes moins connus.

Le destin des idées et plans socialistes ne fut pas meilleur en Europe de l'Ouest que dans le pays de Marx. Les membres de la Société fabienne n'étaient pas moins perplexes que leurs amis continentaux. Comme eux, ils étaient trop convaincus que le capitalisme était pour toujours raide mort et que le socialisme seul pouvait par conséquent diriger toutes les nations. Mais eux aussi devaient admettre qu'ils n'avaient pas de plan d'action. Le plan du Socialisme de Guilde, qui reçut une publicité flamboyante, était simplement un non-sens, comme tout le monde dut rapidement l'admettre. Il disparut discrètement de la scène politique britannique.

Mais, bien sûr, la débâcle intellectuelle du socialisme et particulièrement du marxisme à l'Ouest ne changèrent pas les conditions à l'Est, en Russie et dans les autres pays d'Europe orientale, et la Chine entreprit une nationalisation complète. Pour eux, ni la réfutation critique des doctrines des marxiens et autres socialistes, ni l'échec de toutes les expériences de nationalisation n'avaient de signification. Le marxisme devint la quasi-religion des nations arriérées qui avaient hâte d'obtenir les machines et avant tout les armes mortelles développées à l'Ouest. Mais ces nations rejetaient la philosophie qui avait produit les résultats sociaux et scientifiques de l'Ouest.

La doctrine politique de l'Est, réclamant une socialisation immédiate totale de toutes les sphères de la vie et l'extermination sans pitié de tous les opposants, reçut un soutien plutôt sympathique de la part des nombreux partis et politiciens influents des pays occidentaux. « Construire des ponts en direction du secteur communiste du monde » est un objectif assez fréquent des gouvernements de l'Occident. Il est à la mode chez certains snobs de vanter le despotisme illimité de la Russie ou de la Chine. Et, le pire de tout, à partir des impôts collectés sur les revenus du secteur privé, certains gouvernements, en particulier celui des États-Unis, donnent de nombreuses subventions aux gouvernements qui doivent faire face aux immenses déficits précisément parce qu'ils ont nationalisé beaucoup d'entreprises, tout spécialement les chemins de fer, les services de poste et de télégraphie ainsi que de nombreux autres.

Dans les parties pleinement industrialisées de notre globe, dans les pays de l'Europe de l'Ouest, de l'Europe centrale et de l'Amérique du Nord, le système de l'entreprise privée non seulement survit mais s'améliore sans cesse et augmente les services qu'il rend. Les hommes d'État, les bureaucrates et les politiciens regardent de travers le monde des affaires. La plupart des journalistes, les écrivains de fiction et les professeurs d'Université propagent diverses versions du socialisme. La génération montante est imprégnée de socialisme à l'école. On n'entend que très rarement une voix critiquant les idées, plans et actions socialistes.

Mais pour ces personnes du monde industriel le socialisme n'est plus une force vivante. Il n'est plus question de nationaliser d'autres branches de l'industrie[1].

[1] Le cabinet travailliste britannique a rendu hommage à l'idéologie de son Parti en traitant de l'industrie de l'acier. Mais tout le monde sait qu'il ne s'agit que d'une façade pour cacher quelque peu le grand échec de tout ce que les différents partis de la Gauche britannique ont essayé de faire depuis des décennies.

Aucun des nombreux gouvernements sympathisants de la philosophie socialiste ne pense sérieusement à suggérer des mesures de nationalisation supplémentaires. Au contraire. Par exemple, le gouvernement américain et tout Américain raisonnable auraient des raisons d'être fiers si l'on pouvait se débarrasser de la Poste avec son inefficacité proverbiale et son déficit gigantesque.

Le socialisme a commencé à l'âge de Saint-Simon comme une tentative de donner un coup de jeune à la vieillesse de la civilisation occidentale de l'homme caucasien. Il a essayé de préserver cet aspect quand, plus tard, il prenait le colonialisme et l'impérialisme comme cibles principales. Aujourd'hui c'est le cri de ralliement de l'Est, des Russes et des Chinois qui rejettent l'idéologie de l'Ouest, mais qui essaient passionnément de copier sa technique.

14

De l'égalité et de l'inégalité

Article publié pour la première fois dans *Modern Age* (printemps 1961).

I

La doctrine du droit naturel qui inspira les déclarations des droits de l'homme au XVII[e] siècle ne sous-entendait pas la proposition à l'évidence fausse que tous les hommes seraient biologiquement égaux. Elle affirmait que tous les hommes sont nés égaux en droits et que cette égalité ne peut être abrogée par aucune loi humaine, qu'elle est inaliénable ou, plus exactement, imprescriptible. Seuls les ennemis mortels de la liberté individuelle et de l'autodétermination, les champions du totalitarisme, interprétèrent le principe de l'égalité devant la loi comme découlant d'une prétendue égalité psychique et physiologique de tous les hommes. La déclaration française des droits de l'homme et du citoyen du 3 novembre 1789 avait énoncé que tous les hommes naissent et demeurent égaux en droits. Mais, à la veille de l'instauration du régime de la Terreur, la nouvelle déclaration précédant la Constitution du 24 juin 1793 proclamait que tous les hommes étaient égaux « *par la nature* ». Depuis lors cette thèse, bien qu'en contradiction manifeste avec l'expérience biologique, est demeurée l'un des dogmes de la « gauche ». Nous lisons ainsi dans l'*Encyclopaedia of the Social Sciences* que « les enfants humains sont à leur naissance, quelle que soit leur hérédité, aussi égaux que des automobiles Ford[1]. »

Toutefois, le fait que les hommes naissent inégaux en ce qui concerne leurs capacités physiques et mentales ne peut pas être discuté. Certains surpassent leurs congénères en santé et en vigueur, en intelligence et en aptitudes, en énergie et en résolution et sont par conséquent mieux préparés que le reste de l'humanité pour la poursuite des affaires terrestres — était également admis par Marx. Il parlait de « l'inégalité des dons individuels et donc de la capacité productive (*Leistungsfähigkeit*) » comme de « privilèges naturels » et des « individus inégaux (et ils ne seraient pas des individus différents s'ils

[1] Horace Kallen, « Behaviorism, » dans l'*Encyclopaedia of the Social Sciences*, tome 2 (New York : Macmillan, 1930), p. 498.

n'étaient pas inégaux)[1] ». Dans les termes de l'enseignement psychologique populaire, nous pouvons dire que certains ont la capacité de mieux s'adapter que les autres aux conditions de la lutte pour la survie. Nous pouvons par conséquent — sans faire le moindre jugement de valeur — distinguer de ce point de vue des hommes supérieurs et des hommes inférieurs.

L'Histoire montre que depuis des temps immémoriaux certains hommes supérieurs ont tiré avantage de leur supériorité en prenant le pouvoir et en soumettant les masses d'hommes inférieurs. Dans la société de statut il y a une hiérarchie de castes. D'un côté il y a les seigneurs qui se sont approprié toutes les terres et de l'autre leurs serviteurs, les hommes liges, les serfs et les esclaves, les sous-fifres sans-terres et sans-le-sou. Le devoir des inférieurs est de trimer pour leurs maîtres. Les institutions de la société ont pour objet le seul bénéfice de la minorité dirigeante, des princes et de leur suite, les aristocrates.

Telle était en règle générale la situation du monde avant que, comme nous le disent à la fois les marxistes et les conservateurs, « le goût de la propriété de la bourgeoisie », au cours d'un processus qui se déroula pendant des siècles et qui continue encore dans de nombreuses régions du monde, n'ébranle le système politique, social et économique du « bon vieux temps ». L'économie de marché — le capitalisme — a radicalement transformé l'organisation politique et économique de l'humanité.

Permettez-moi de récapituler certains faits bien connus. Alors que dans les conditions précapitalistes les hommes supérieurs étaient les maîtres que les masses inférieures devaient servir, avec le capitalisme les plus doués et les plus capables n'ont pas d'autre moyen pour tirer profit de leur supériorité que de servir au mieux de leurs possibilités les désirs de la majorité des gens moins doués. Dans l'économie de marché le pouvoir se trouve entre les mains des consommateurs. Ils décident au bout du compte, en achetant ou en s'abstenant d'acheter, ce qui doit être produit, par qui et comment, à quelle qualité et en quelle quantité. Les entrepreneurs, capitalistes et propriétaires qui n'arrivent pas à satisfaire au mieux ou de la façon la moins coûteuse les plus urgents des désirs non satisfaits des consommateurs sont forcés de quitter le monde des affaires et d'abandonner leur situation favorite. Dans les bureaux et dans les laboratoires les plus fins esprits s'occupent à faire fructifier les réalisations les plus complexes de la recherche scientifique pour produire des

[1] Karl Marx, *Critique du programme de Gotha* [Lettre à Brackedu 5 mai 1875] (New York : International Publishers, 1938 pour la version anglaise).

équipements et des dispositifs toujours meilleurs pour des gens qui n'ont aucune idée des théories permettant la fabrication de telles choses. Plus une entreprise est grande, plus elle est forcée d'adapter sa production aux caprices et aux lubies changeantes des masses, ses maîtres. Le principe fondamental du capitalisme est la production de masse destinée à approvisionner les masses. C'est la clientèle des masses qui fait grandir les entreprises. L'homme ordinaire est souverain dans l'économie de marché. C'est le client qui « a toujours raison ».

Dans la sphère politique le gouvernement représentatif est le corollaire de la suprématie des consommateurs sur le marché. Les élus dépendent des électeurs comme les entrepreneurs et les investisseurs dépendent des consommateurs. Le même processus historique qui a substitué le mode de production capitaliste aux méthodes précapitalistes a substitué le gouvernement du peuple — la démocratie — à l'absolutisme royal et aux autres formes du gouvernement par le petit nombre. Et partout où l'économie de marché est remplacée par le socialisme l'autocratie fait un retour. Peu importe que le despotisme socialiste ou communiste soit camouflé par l'usage de pseudonymes comme « dictature du prolétariat » ou « principe du *Führer*. » Il revient toujours à assujettir le grand nombre à quelques-uns.

Il est difficile de se tromper plus lourdement sur la situation prévalant dans la société capitaliste qu'en qualifiant les capitalistes et les entrepreneurs de classe « dirigeante » cherchant à « exploiter » les masses de gens honnêtes. Nous ne nous poserons pas la question de savoir comment les hommes qui sont dans les affaires dans un régime capitaliste auraient essayé de tirer avantage de leurs talents supérieurs dans toute autre organisation de la production imaginable. Dans le capitalisme ils sont en concurrence les uns avec les autres pour servir les masses des gens moins doués. Toutes leurs réflexions visent à perfectionner les méthodes d'approvisionnement des consommateurs. Chaque année, chaque mois, chaque semaine quelque chose d'inconnu auparavant apparaît sur le marché et est rendu accessible au grand nombre.

Ce qui a multiplié la « productivité du travail », ce n'est pas une certaine quantité d'efforts de la part des travailleurs manuels mais l'accumulation de capital par les épargnants et son emploi raisonnable par les entrepreneurs. Les inventions techniques seraient restées des futilités inutiles si le capital nécessaire à leur utilisation n'avait pas été préalablement accumulé par l'épargne. L'homme ne pourrait pas survivre en tant qu'être humain sans le travail manuel. Ce qui l'élève toutefois au-dessus des bêtes n'est pas le travail manuel et l'accomplissement des tâches routinières, mais la spécula-

tion, l'anticipation qui subvient aux besoins d'un futur toujours incertain. Le trait caractéristique de la production est d'être un comportement gouverné par l'esprit. On ne peut pas écarter ce fait par le biais d'une sémantique où le mot « travail » signifierait uniquement travail manuel.

II

Soutenir une philosophie soulignant l'inégalité innée des hommes va à l'encontre des sentiments de nombreuses personnes. Les gens admettent plus ou moins à contrecœur qu'ils ne sont pas les égaux des célébrités des arts, de la littérature et de la science, au moins dans leurs spécialités, et qu'ils ne peuvent rivaliser avec les champions sportifs. Mais ils ne sont pas prêts à concéder leur propre infériorité dans d'autres activités humaines. D'après eux, ceux qui les dépassent sur le marché, les entrepreneurs et hommes d'affaires à succès, doivent leur supériorité exclusivement à la bassesse. Eux-mêmes, grâce à Dieu, sont trop honnêtes et trop scrupuleux pour avoir recours à ces comportements malhonnêtes qui seuls, selon eux, apportent la prospérité dans un environnement capitaliste.

Il existe pourtant une branche de la littérature chaque jour plus importante qui dépeint effrontément l'homme ordinaire comme un type inférieur : les livres sur le comportement des consommateurs et sur les prétendus méfaits de la publicité[1]. Bien entendu, ni leurs auteurs ni le public qui soutient leurs écrits ne disent ouvertement ou ne croient qu'il s'agit de la véritable signification des faits qu'ils rapportent.

D'après ce que ces livres nous racontent, l'Américain typique serait constitutionnellement incapable d'accomplir les tâches les plus simples de la vie quotidienne d'une ménagère. Il ou elle n'achèterait pas ce qui est nécessaire à la gestion convenable des affaires de la famille. Avec leur stupidité innée, ils seraient trop facilement persuadés par les ruses et les artifices du monde des affaires d'acheter des choses inutiles ou sans valeur. Car la principale activité du commerce serait de faire des profits en ne fournissant pas aux clients les biens qu'ils désirent mais en déversant sur eux des marchandises qu'ils ne prendraient jamais s'ils pouvaient résister aux artifices psychologiques de « Madison Avenue ». L'incurable faiblesse innée de la volonté et de l'intelligence de l'homme moyen conduirait les

[1] Par exemple John K. Galbraith, *The Affluent Society* (Boston : Houghten Mifflin, 1958). (Note de l'édition américaine.)

acheteurs à se conduire comme des « bébés[1] ». Ils sont des proies faciles pour la filouterie des marchands.

Ni les auteurs ni les lecteurs de ces diatribes passionnées ne sont conscients du fait que leur doctrine sous-entend que la majorité de la nation est constituée de crétins, incapables de s'occuper de leurs affaires et ayant grand besoin d'un tuteur paternel. Ils sont tellement préoccupés par leur envie et par la haine des hommes d'affaires à succès qu'ils n'arrivent pas à voir que leur description du comportement des consommateurs contredit tout ce que la littérature socialiste « classique » avait l'habitude de dire sur l'éminence des prolétaires. Les anciens socialistes attribuaient au « peuple », aux « masses laborieuses », aux « travailleurs manuels » toutes les perfections de l'intelligence et du caractère. À leurs yeux le peuple n'était pas des « bébés » mais les créateurs de ce qui est grand et bien dans le monde et les bâtisseurs d'un meilleur futur pour l'humanité.

Il est certain que l'homme ordinaire est à de nombreux égards inférieur à l'homme d'affaires moyen. Mais cette infériorité se manifeste en premier lieu par ses capacités limitées à penser, à travailler et donc à contribuer davantage à l'effort productif conjoint de l'humanité. La plupart des gens qui accomplissent de manière satisfaisante des travaux de routine se révéleraient incapables de la moindre activité réclamant un minimum d'initiative et de réflexion. Mais ils ne sont pas trop idiots quand il s'agit de gérer convenablement les affaires de leur famille. Les maris qui sont envoyés par leurs femmes au supermarché « pour acheter du pain et reviennent les bras chargés de leurs salés favoris[2] » ne sont certainement pas représentatifs. La ménagère qui achète sans se soucier du contenu, parce que « l'emballage lui plaît[3] » ne l'est pas non plus.

On admet en général que l'homme moyen fait montre de mauvais goût. Le monde des affaires, qui dépend totalement de la clientèle des masses de ce genre de personnes, est par conséquent forcé de mettre sur le marché de la littérature et des arts inférieurs. (L'un des grands problèmes de la civilisation capitaliste est de savoir comment permettre les réalisations de haute qualité dans un environnement social où règnent les « gens ordinaires ».) Il est en outre bien connu que la plupart des gens s'adonnent à des habitudes qui engendrent des effets non désirés. D'après les meneurs de la grande campagne anticapitaliste, le mauvais goût, les dangereuses habitudes de con-

[1] Vance Packard, « Babes in Consumerland, » *The Hidden Persuaders* (New York : Cardinal Editions, 1957) pp. 90-97.

[2] Ibid., p. 95.

[3] Ibid., p. 93.

sommation des gens et les autres maux de notre époque sont simplement créés par les relations publiques ou les activités marchandes des diverses branches du « capital » — les guerres sont faites par les industries de munition, les « marchands de mort », l'alcoolisme par les capitaux de l'alcool, le fabuleux « trust du whisky » et les brasseries.

Cette philosophie n'est pas seulement basée sur la doctrine présentant les gens ordinaires comme des idiots candides pouvant facilement être pris au piège des astuces d'une race de marchands rusés. Elle sous-entend de plus le théorème absurde selon lequel la vente d'articles dont le consommateur a réellement besoin et qu'il serait content d'acheter s'il n'était pas hypnotisé par les astuces des vendeurs serait non rentable pour le commerce, alors qu'inversement seule la vente d'articles peu utiles ou franchement inutiles à l'acheteur, voire nuisibles à ce dernier, rapporterait de gros profits. Car si l'on ne faisait pas cette hypothèse, il n'y aurait aucune raison de conclure que dans la concurrence du marché les vendeurs de mauvais articles s'en tireraient mieux que les marchands de meilleurs produits. Les mêmes ruses sophistiquées que celles qui permettent, nous dit-on, aux malins commerçants de convaincre le public acheteur peuvent également être utilisées par ceux qui proposent une marchandise de qualité et de valeur sur le marché. Mais alors les bons et les mauvais articles se feraient concurrence dans des conditions égales et il n'y a aucune justification au jugement pessimiste quant aux chances des meilleurs produits. Si les deux types d'articles — les bons et les mauvais — étaient également aidés par la prétendue ruse des vendeurs, seuls les meilleurs bénéficieraient de l'avantage d'être meilleurs.

Il n'est pas nécessaire que nous étudiions les problèmes posés par l'abondante littérature sur la prétendue stupidité des consommateurs et sur la nécessité de les protéger avec un gouvernement paternaliste. Ce qui importe ici est le fait que, malgré le dogme populaire de l'égalité de tous les hommes, la thèse selon laquelle l'homme ordinaire est incapable de traiter les affaires ordinaires de sa vie quotidienne est soutenue par une grande part de la littérature populaire « de gauche ».

III

La doctrine de l'égalité physiologique et intellectuelle innée des hommes explique logiquement les différences entre les êtres humains comme la conséquence des influences post-natales. Elle insiste en particulier sur le rôle joué par l'éducation. Dans la société capita-

liste, dit-on, l'enseignement supérieur n'est un privilège accessible qu'aux enfants de la « bourgeoisie ». Ce qu'il faut c'est accorder à tout enfant le droit d'accès à toutes les écoles et donc éduquer tout le monde.

Suivant ce principe, les États-Unis se sont embarqués dans la noble expérience de faire de tout garçon et de toute fille une personne instruite. Tous les jeunes gens et jeunes femmes devaient aller à l'école de leur sixième à leur dix-huitième année et autant que possible devaient faire des études supérieures. La division intellectuelle et sociale entre une minorité instruite et la majorité de ceux dont l'instruction était insuffisante devait disparaître. L'éducation ne serait plus un privilège : elle ferait partie de l'héritage de tout citoyen.

Les statistiques montrent que ce programme a été mis en pratique. Le nombre des établissements secondaires, des enseignants et des élèves se multiplia. Si la tendance actuelle continue pendant quelques années, le but de la réforme sera pleinement atteint : tout Américain sera diplômé du secondaire. Mais le succès de ce plan n'est qu'apparent. Il ne fut rendu possible que grâce à une politique qui, tout en conservant le nom de « lycée » [*high school*] a totalement détruit sa valeur savante et scientifique. L'ancien lycée ne délivrait ses diplômes qu'à des élèves ayant au moins acquis un minimum de connaissances dans certaines disciplines considérées comme étant de base. Il éliminait dans les classes inférieures ceux qui n'avaient pas les capacités et les dispositions pour répondre à ces exigences. Mais dans le nouveau régime du lycée, la possibilité qu'ont les enfants de choisir les matières qu'ils souhaitent étudier a été fort mal utilisée par les élèves idiots ou paresseux. Non seulement les matières fondamentales comme l'arithmétique élémentaire, la géométrie, la physique, l'Histoire et les langues étrangères sont évitées par la majorité des lycéens, mais chaque années des garçons et des filles qui ont des difficultés à lire et à écrire en anglais décrochent des diplômes à l'issue du lycée. Il est caractéristique que certaines universités estiment nécessaires de proposer des cours spéciaux pour améliorer les capacités de lecture de leurs étudiants. Les débats souvent passionnés concernant le cursus lycéen qui se sont déroulés depuis plusieurs années démontrent clairement que seul un nombre limité d'adolescents sont intellectuellement et moralement capables de profiter de leur présence sur les bancs de l'école. Pour le reste de la population lycéenne les années passées dans les salles de classe sont une pure perte. Si l'on baisse les exigences scolaires des lycées et des établissements d'enseignement supérieur afin de permettre à la majorité des jeunes les moins doués et les moins travailleurs d'obtenir

des diplômes, on ne fait que nuire à la minorité de ceux qui ont la capacité de profiter de l'enseignement.

L'expérience des dernières décennies de l'éducation en Amérique démontre le fait qu'il existe des différences innées concernant les capacités intellectuelles de l'homme et qu'aucun effort éducatif ne peut les éradiquer.

IV

Les tentatives désespérées, mais n'ayant aucune chance de réussir, de sauver, malgré les preuves indiscutables du contraire, la thèse de l'égalité de tous les hommes à la naissance est motivée par une doctrine erronée et intenable concernant le gouvernement populaire et la loi de la majorité.

Cette doctrine essaie de justifier le gouvernement populaire en se référant à la présumée égalité naturelle de tous les hommes. Comme tous les hommes sont égaux, chaque individu participe au génie qui a éclairé et stimulé les plus grands héros de l'histoire intellectuelle, artistique et politique de l'humanité. Seules de néfastes influences post-natales ont empêché les prolétaires d'égaler l'éclat et les exploits des grands hommes. Par conséquence, nous dit Trotsky[1], une fois que cet abominable système capitaliste aura fait place au socialisme, « l'homme moyen se sera hissé au niveau d'un Aristote, d'un Goethe ou d'un Marx. » La voix du peuple est la voix de Dieu, elle a toujours raison. Si le désaccord apparaît entre les hommes, il faudrait bien entendu supposer que certains se trompent. Il est difficile de ne pas en déduire qu'il est plus vraisemblable que la minorité se trompe plutôt que la majorité. La majorité a toujours raison parce qu'elle est la majorité et qu'en tant que telle elle portée par la « vague du futur ».

Les partisans de cette doctrine doivent considérer le moindre doute sur l'éminence intellectuelle et morale des masses comme une tentative de substituer le despotisme au gouvernement représentatif.

Toutefois les arguments avancés en faveur du gouvernement représentatif par les libéraux du XIX^{e} siècle — les hommes tant dénigrés de Manchester et les champions du laissez-faire — n'ont rien à voir avec les doctrines de l'égalité naturelle innée des hommes et de l'inspiration surhumaine des majorités. Ils se basent sur le fait, exposé le plus clairement par David Hume, que ceux qui sont à la tête du pays constituent toujours une petite minorité face à l'immense

[1] Léon Trotsky, *Literature and Revolution,* R. Strunsky, trans. (Londres : Geroge Allen and Unwin, 1925), p. 256.

majorité de ceux qui sont soumis à leurs ordres. Tout système de gouvernement est en ce sens un gouvernement minoritaire et ne peut perdurer que tant qu'il est soutenu par la croyance de ses sujets qu'il vaut mieux pour eux être loyaux aux hommes en place que d'essayer de les remplacer par d'autres individus prêts à appliquer des méthodes de gestion différentes. Si cette opinion disparaît, la foule entrera en rébellion et remplacera par la force les dirigeants impopulaires ainsi que leur système par d'autres hommes et un autre système. Mais l'appareil industriel complexe de la société moderne ne pourrait pas être préservé dans une situation où la seule manière qu'ait la majorité d'imposer sa volonté serait la révolution. L'objectif du gouvernement représentatif est d'éviter la résurgence d'une telle perturbation violente de la paix et de ses effets préjudiciables sur la morale, la culture et le bien-être matériel. Le gouvernement par le peuple, c'est-à-dire par des représentants élus, permet le changement pacifique. Il garantit l'accord entre l'opinion publique et les principes suivant lesquels les affaires de l'État sont menées. Pour ceux qui croient en la liberté, la loi de la majorité n'est pas un principe métaphysique découlant d'une distorsion intenable des faits biologiques, mais un moyen pour assurer le développement pacifique ininterrompu de l'effort civilisateur de l'humanité.

V

La doctrine de l'égalité biologique innée de tous les hommes a engendré au XIX^e^ siècle un mysticisme quasi-religieux à propos du « peuple », mysticisme qui s'est transformé en dogme de la supériorité de « l'homme ordinaire ». Tous les hommes naissent égaux. Mais les membres de classes supérieures ont malheureusement été corrompus par la tentation du pouvoir et par le goût de ce luxe qu'ils s'étaient procuré. Les maux qui frappent l'humanité ont pour cause les méfaits de cette infâme minorité. Une fois que ces faiseurs de mal seront expropriés, la noblesse innée de l'homme ordinaire et le génie congénital du peuple régneront. Un bonheur inespéré pour tous est en réserve pour l'humanité.

Pour les révolutionnaires sociaux russes cette mystique était un substitut aux pratiques cultuelles de la religion russe orthodoxe. Les marxistes se sentaient mal à l'aise face aux fantaisies enthousiastes de la plupart de leurs rivaux dangereux. Mais la propre description par Marx des conditions merveilleuses de la « phase supérieure de la société communiste[1] » était encore plus optimiste. Après l'extermi-

[1] Marx, *Critique du programme de Gotha*.

nation des sociaux-révolutionnaires, les bolcheviques adoptèrent eux-mêmes le culte de l'homme ordinaire comme principal masque idéologique du despotisme illimité d'une petite clique de chefs du parti.

La différence caractéristique entre le socialisme (communisme, planification, capitalisme d'État ou tout autre synonyme que l'on puisse préférer) et l'économie de marché (capitalisme, système de l'entreprise privée, liberté économique) est la suivante : dans l'économie de marché les individus, en leur qualité de consommateurs, sont souverains et déterminent par leurs achats ou leurs non-achats ce qui doit être produit, alors que dans l'économie socialiste ces questions sont réglées par le gouvernement. Dans un régime capitaliste le client est l'homme dont les fournisseurs recherchent la fréquentation et à qui ils disent « merci » et « au plaisir de vous revoir » après la vente. Dans un régime socialiste le « camarade » reçoit ce que le « big brother » daigne lui donner et doit se montrer content de ce qu'il reçoit, quoi que ce puisse être. Dans l'Occident capitaliste le niveau de vie moyen est incomparablement plus élevé que dans les pays communistes de l'Est. Mais il faut admettre qu'un nombre sans cesse croissant d'habitants des pays capitalistes — et parmi eux également les prétendus intellectuels — aspirent aux prétendus bienfaits du contrôle gouvernemental.

Il est inutile d'expliquer à ces gens quelle est la situation de l'homme ordinaire à la fois comme producteur et comme consommateur dans un système socialiste. L'infériorité intellectuelle des masses se manifesterait très clairement dans leur volonté d'abolir le système où ils sont eux-mêmes souverains, où l'élite des hommes les plus doués se met à leur service, et dans leur désir ardent de revenir à un système où l'élite leur marcherait dessus.

Ne nous faisons pas d'illusions. Ce n'est pas le progrès du socialisme dans les nations attardées, celles qui n'ont jamais dépassé le stade de la barbarie primitive et celles où la civilisation s'est arrêtée il y a plusieurs siècles, qui démontre l'avancée triomphale du principe totalitaire. C'est au sein de notre monde occidental que le socialisme fait le plus de progrès. Tout projet voulant réduire ce que l'on appelle le « secteur privé » de l'organisation économique est considéré comme hautement bénéfique, comme un progrès, et ne rencontre qu'une opposition timide et honteuse, quand bien même il y en a une, pendant une brève période. Nous marchons « en avant » vers la réalisation du socialisme.

VI

Les libéraux classiques des XVIII[e] et XIX[e] siècles fondaient leur appréciation optimiste de l'avenir de l'humanité sur l'hypothèse que la minorité des gens éminents et honnêtes serait toujours capable d'entraîner par la persuasion la majorité des gens inférieurs sur la voie menant à la paix et à la prospérité. Ils avaient confiance dans le fait que l'élite serait toujours en mesure d'empêcher les masses de suivre les joueurs de flûte et les démagogues et d'adopter des politiques devant se terminer par un désastre. Nous pouvons laisser de côté la question de savoir si l'erreur de ces optimistes résidait dans leur surestimation de l'élite, dans celle des masses, ou dans les deux à la fois. En tout état de cause, c'est un fait que l'immense majorité de nos contemporains soutient de manière fanatique des politiques cherchant en définitive à abolir l'ordre social dans lequel les citoyens les plus intelligents sont obligés de servir du mieux possible les masses. Les masses — y compris les soi-disant intellectuels — préconisent avec passion un système où ils ne seraient plus des consommateurs donnant des ordres mais les pupilles d'une autorité omnipotente. Peu importe que ce système économique soit vendu à l'homme ordinaire sous l'étiquette « à chacun selon ses besoins » et que son corollaire politique et constitutionnel, l'autocratie sans limite de dirigeants autoproclamés, le soit sous l'étiquette de la « démocratie populaire ».

Dans le passé la propagande fanatique des socialistes et de leurs amis, les interventionnistes de tout type, rencontrait encore l'opposition de quelques économistes, hommes d'État et hommes d'affaires. Mais même cette défense souvent faible et inepte de l'économie de marché s'est presque tarie. Les bastions du snobisme et de « l'aristocratie » de l'Amérique, les universités chics et copieusement dotées ainsi que les riches fondations, sont aujourd'hui les pépinières du radicalisme « social ». C'étaient des millionnaires et non des « prolétaires » qui étaient les instigateurs les plus efficaces du *New Deal* et des politiques « progressistes » qu'il a engendrés. Il est bien connu que le dictateur russe fut accueilli lors de sa première visite aux États-Unis avec plus de chaleur par les banquiers et les présidents des grandes sociétés que par les autres Américains.

La teneur des arguments de tels hommes d'affaires « progressistes » était la suivante : « Je dois la position éminente que j'occupe dans ma branche industrielle à ma propre efficacité et à mon propre travail. Mes talents innés, mon ardeur à acquérir la connaissance requise pour diriger une grande entreprise, ma diligence m'ont porté au sommet. Ces mérites personnels m'auraient assuré une position

dirigeante dans n'importe quel système économique. J'aurais également bénéficié, en tant que chef d'une branche importante de la production, d'une position enviable au sein d'une communauté socialiste. Mais mon travail quotidien dans un régime socialiste serait bien moins fatiguant et agaçant. Je ne serais plus obligé de vivre dans la crainte qu'un concurrent puisse me dépasser en offrant quelque chose de mieux ou de moins cher sur le marché. Je ne serais plus forcé de me soumettre aux désirs capricieux et déraisonnables des consommateurs. Je leur donnerais ce que moi — l'expert — estime qu'ils doivent recevoir. J'échangerais le travail mouvementé et éprouvant d'homme d'affaires pour le poste digne et sans heurts de fonctionnaire. Mon style de vie et de travail ressemblerait bien plus au comportement seigneurial d'un grand du passé qu'à celui d'un directeur frappé d'ulcère d'une société moderne. Laissons les philosophes s'occuper des défauts véritables ou imaginaires du socialisme. Quant à moi, de mon point de vue personnel, je ne vois aucune raison pour laquelle je devrais m'y opposer. Les administrateurs des entreprises nationalisées de toutes les régions du monde et les officiels russes en visite sont d'accord avec mon point de vue. »

Il n'y a bien entendu pas plus de bon sens dans les illusions de ces capitalistes et de ces entrepreneurs qu'il n'y en a dans les rêveries des socialistes et communistes en tout genre.

VII

Les tendances idéologiques étant ce qu'elles sont aujourd'hui, il faut s'attendre à ce que dans quelques décennies, voire avant le mauvais augure de l'année 1984, tous les pays auront adopté le système socialiste. L'homme ordinaire sera libéré de la tâche ennuyeuse de mener le cours de sa propre vie. Les autorités lui diront quoi faire et ne pas faire, il sera nourri, logé, blanchi, éduqué et distrait par elles. Mais il sera avant tout relevé de la nécessité d'utiliser son propre cerveau. Tout le monde recevra « selon ses besoins ». Mais c'est l'autorité qui déterminera ce que sont les besoins d'un individu. Comme ce fut le cas dans les époques passées, les hommes supérieurs ne seront plus au service des masses, mais les domineront et les gouverneront.

Ce résultat n'est cependant pas inévitable. C'est le but vers lequel tendent les tendances dominantes dans notre monde contemporain. Mais les tendances peuvent changer et elles ont jusqu'ici toujours changé. La tendance au socialisme peut elle aussi être remplacée par une autre. Réussir un tel changement est la tâche de la génération montante.

15

Le choc des intérêts de groupe

Article publié pour la première fois dans *Approaches to National Unity* (1945).

I

Utiliser l'expression de « tensions de groupes » pour décrire les antagonismes contemporains est certainement un euphémisme. Ce que nous avons en face de nous, ce sont des conflits considérés comme irréconciliables et conduisant à des guerres presque perpétuelles, à des guerres civiles et à des révolutions. Pour autant qu'il y ait la paix, la raison n'en est certes pas l'amour de la paix sur la base de principes philosophiques, mais le fait que les groupes concernés n'ont pas encore terminé leur préparation au combat et qu'ils attendent, pour des questions d'efficacité, un moment plus propice pour frapper les premiers.

Alors qu'ils luttent les uns contre les autres, les gens ne sont pas en désaccord à propos du consensus sur les doctrines sociales contemporaines. C'est un dogme presque universellement accepté que de dire qu'il existe des conflits irrémédiables entre les intérêts des différents groupes. Les avis ne diffèrent généralement parlant qu'en ce qui concerne la question de savoir ce qu'il convient de considérer comme des groupes authentiques et par conséquent quels sont les véritables conflits. Les nationalistes disent que ce sont les nations (ce qui veut dire les groupes linguistiques en Europe) qui constituent les véritables groupes, et pour les marxistes ce sont les « classes sociales ». Mais il y a unanimité à propos de la doctrine selon laquelle un groupe authentique ne peut prospérer sans que ce soit au détriment d'autres groupes authentiques. D'après cette vision des choses le conflit représente l'état naturel des relations entre les groupes. Cette philosophie sociale s'est mise à l'abri de toute critique en affirmant le principe du polylogisme. Marx, Dietzgen et les représentants radicaux de la « sociologie de la connaissance » enseignent que la structure logique de l'esprit est différente selon les classes sociales. Si quelqu'un s'écarte des enseignements du marxisme, c'est soit qu'il fait partie d'une classe non prolétarienne et est donc de par sa constitution incapable de saisir la philosophie prolétarienne, soit, si c'est un prolétaire, par qu'il est tout simplement un traître. Les objections

portées à l'encontre du marxisme ne servent à rien parce que leurs auteurs sont des « sycophantes de la bourgeoisie ». D'une manière analogue les racistes allemands déclarent que les logiques des diverses races sont essentiellement différentes. Les principes de la logique « non aryenne » et les théories scientifiques développées par son application ne sont pas valables pour les « Aryens ».

Or, si cela est vrai, la défense de la coopération pacifique entre les hommes est sans espoir. Si les membres des divers groupes ne peuvent même pas se mettre d'accord sur les théorèmes physiques et mathématiques ou à propos des problèmes biologiques, ils ne trouveront certainement pas une formule permettant le fonctionnement harmonieux de l'organisation sociale.

Il est vrai que la plupart de nos contemporains, dans leur acceptation du polylogisme, ne vont pas aussi loin que les marxistes, racistes, etc. cohérents. Mais une doctrine perverse n'est pas rendue moins critiquable si elle s'exprime de manière timide et modérée. C'est un fait que la science sociale et politique contemporaine fait un usage abondant du polylogisme, bien que ses champions s'abstiennent de présenter clairement et ouvertement les fondements philosophiques des enseignements du polylogisme. Ainsi, par exemple, la théorie ricardienne du commerce extérieur est simplement écartée en indiquant qu'il s'agissait de la « superstructure idéologique » des intérêts de classe de la bourgeoisie du XIX^{e} siècle. Quiconque s'oppose aux doctrines en vogue de l'intervention du gouvernement dans les affaires ou du syndicalisme est — selon la terminologie marxiste — stigmatisé comme défenseur des intérêts de classe injustes des « exploiteurs ».

La façon même dont les spécialistes des sciences sociales, les historiens, les rédacteurs de journaux et les politiciens utilisent les termes « capital » et « travail » ou traitent des problèmes du nationalisme économique prouve qu'ils ont entièrement adopté la doctrine du conflit irrémédiable entre les intérêts des différents groupes. S'il est vrai qu'il existe un tel conflit irréconciliable, ni la guerre entre les nations ni la guerre civile ne peuvent être évitées.

Nos guerres internationales ou civiles ne sont pas contraires aux doctrines sociales généralement acceptées de nos jours. Elles en sont le résultat logique parfait.

II

La première question à laquelle nous devons répondre est la suivante : qu'est-ce qui unifie ces groupes dont les conflits sont notre objet ?

Dans un système de castes la réponse est évidente. La société y est divisée en castes rigides. L'appartenance à l'une d'elles attribue à chaque individu certains privilèges (*privilegia favorabilia*) ou certains handicaps (*privilegia odiosa*). En règle générale un homme hérite sa caste de ses parents, y reste toute sa vie et transmet son statut à ses enfants. Son destin personnel est inséparablement lié à celui de sa caste. Il ne peut attendre d'amélioration de sa situation en dehors d'une amélioration de la situation de sa caste ou de son état. Une solidarité d'intérêts prévaut ainsi entre tous les membres d'une même caste tandis qu'un conflit d'intérêts prévaut entre les diverses castes. Chaque caste privilégiée cherche à obtenir de nouveaux privilèges et à préserver les anciens. Chaque classe non privilégiée cherche à abolir les exclusions dont elle est victime. Au sein d'une société de castes, il existe un antagonisme irrémédiable entre les intérêts des différentes castes.

Le capitalisme a substitué l'égalité devant la loi au système des castes des temps anciens. Dans une société de marché libre, dit l'économiste libéral, il n'y a ni privilégiés ni défavorisés. Il y prévaut une pleine harmonie des intérêts bien compris (nous dirions aujourd'hui à long terme) de tous les individus et de tous les groupes. L'économiste libéral ne conteste pas le fait qu'un privilège accordé à un groupe précis de gens peut favoriser ses intérêts à court terme aux dépens du reste de la nation. Une taxe sur les importations de blé augmente le prix du blé sur le marché intérieur et augmente ainsi le revenu des agriculteurs nationaux. (Comme il ne s'agit pas d'un essai sur les problèmes économiques, il n'est pas nécessaire de préciser les conditions spécifiques du marché nécessaires pour que le tarif douanier ait cet effet.) Mais il est peu probable que les consommateurs, la grande majorité, acceptent durablement un état de choses qui leur soit défavorable au seul bénéfice des cultivateurs de blé. Soit ils aboliront le tarif douanier, soit ils essaieront de s'assurer une protection similaire. Si tous les groupes jouissent de privilèges, seuls ceux qui sont privilégiés à un bien plus grand degré que les autres en tirent un véritable bénéfice. Avec un privilège égal pour tous les groupes, le profit d'un homme en sa qualité de producteur et de vendeur est absorbé d'un autre côté par les prix plus élevés qu'il doit payer en sa qualité de consommateur et d'acheteur. Mais au delà de cela, tous sont perdants parce que le tarif douanier détourne la production des lieux offrant les conditions de production les plus favorables vers des lieux offrant des conditions moins favorables et parce qu'il réduit ainsi le montant total du revenu national. Les intérêts à court terme d'un groupe peuvent être servis par un privilège aux dépens d'autres personnes. Les intérêts bien compris, c'est-à-dire à

long terme, sont certainement mieux servis par l'absence de tout privilège.

Le fait que des gens aient la même situation dans le cadre de la société de marché libre n'entraîne pas une solidarité de leurs intérêts à court terme. Au contraire, c'est précisément le fait qu'ils occupent la même place au sein du système de la division du travail et de la coopération sociale, qui en fait des concurrents et des rivaux. Le conflit à court terme entre les concurrents peut être annulé et remplacé par la solidarité des intérêts bien compris de tous les membres de la société capitaliste. Mais — en l'absence de privilèges accordés à des groupes — il ne peut jamais conduire à une solidarité de groupe et à un antagonisme entre les intérêts d'un groupe avec le reste de la société. Dans un régime de libre-échange, les fabricants de chaussures sont simplement des concurrents. Ils ne peuvent être réunis dans un groupe ayant une solidarité d'intérêts que si un privilège entre en jeu, par exemple un tarif douanier sur les chaussures (*privilegium favorabile*) ou une loi établissant une discrimination à leur égard au bénéfice d'autres gens (*privilegium odiosum*).

C'était contre cette doctrine que Karl Marx avait exposé sa doctrine du conflit irrémédiable des intérêts de classe. Il n'y a pas de castes au sein du capitalisme ou de la démocratie bourgeoise. Mais il y aurait des classes sociales : les exploiteurs et les exploités. Les prolétaires auraient un intérêt commun, l'abolition du régime des salaires et l'établissement de la société socialiste sans classes. Les bourgeois, de l'autre côté, seraient unis en vue d'essayer de préserver le capitalisme.

La doctrine marxiste de la lutte des classes est entièrement basée sur son analyse du fonctionnement du système capitaliste et sur son appréciation du mode de production socialiste. Son analyse économique du capitalisme, totalement erronée, a été démolie depuis longtemps. La seule raison que Marx avait avancée en vue de démontrer que le socialisme serait un meilleur système que le capitalisme était sa prétention à avoir découvert la loi de l'évolution historique, à savoir le fait que le socialisme devait arriver avec « l'inexorabilité d'une loi de la nature ». Comme il était pleinement convaincu que le cours de l'Histoire était un mouvement de progrès continuel de modes de production sociale inférieurs et moins désirables vers des modes supérieurs et plus souhaitables, et que par conséquent tout stade postérieur de l'organisation sociale devait nécessairement être meilleur que les précédents, il ne pouvait avoir de doutes quant aux bienfaits du socialisme. Ayant considéré de manière tout à fait arbitraire comme acquis le fait que la « vague du futur » dirigeait l'humanité vers le socialisme, il croyait avoir fait tout ce qu'il

fallait pour démontrer la supériorité du socialisme. Marx ne s'est pas seulement abstenu de toute analyse de l'économie socialiste. Il a proscrit ce genre études, les qualifiant de totalement « utopiques » et de « non scientifiques ».

Chaque page de l'histoire des cent dernières années contredit le dogme marxiste selon lequel les prolétaires seraient nécessairement enclins aux idées internationales et sauraient qu'il existe une solidarité inébranlable entre les salariés du monde entier. Les délégués des partis « travaillistes » de divers pays se sont mis d'accord entre eux au sein de diverses Associations internationales des travailleurs. Mais tandis qu'ils s'adonnaient à des discours stériles sur la camaraderie et la fraternité internationales, les groupes de pression des travailleurs de plusieurs pays étaient occupés à lutter les uns contre les autres. Les travailleurs des pays comparativement sous-peuplés protègent, par le biais de barrières à l'immigration, leurs niveaux de salaires élevés face à la tendance à l'égalisation des taux de salaire, tendance inhérente à un système permettant la libre circulation de la main-d'œuvre d'un pays à un autre. Ils essaient de sauvegarder le succès à court terme de politiques « en faveur du travail » en barrant l'accès des articles produits à l'étranger au marché intérieur de leurs propres pays. Ils créent ainsi les tensions qui doivent conduire à une guerre lorsque les victimes d'une telle politique estiment pouvoir éliminer par la violence les mesures des gouvernements étrangers qui nuisent à leur bien-être.

Notre époque est pleine de sérieux conflits d'intérêts entre les groupes économiques. Mais ces conflits ne sont pas inhérents au fonctionnement d'une économie capitaliste libre de toute entrave. Ils sont le résultat nécessaire des politiques gouvernementales intervenant dans le fonctionnement du marché. Ce ne sont pas des conflits entre des classes marxistes. Ils résultent de ce que l'humanité est revenue aux privilèges de groupe et donc à un nouveau système de castes.

Dans une société capitaliste, la classe possédante est constituée des gens qui ont réussi à satisfaire les besoins des consommateurs et de leurs héritiers. Toutefois, le mérite et le succès passés ne leur donne qu'un avantage temporaire et sans cesse contesté par d'autres personnes. Non seulement ils doivent sans arrêt se faire concurrence entre eux, mais ils doivent encore défendre quotidiennement leur situation face à des nouveaux venus cherchant à les éliminer. Le fonctionnement du marché écarte constamment des capitalistes et des entrepreneurs incapables et les remplace par des parvenus.

Il rend sans arrêt riches des hommes pauvres et pauvres des gens riches. Les traits caractéristiques de la classe possédante est d'être

composée de membres changeant continuellement, d'être ouverte à tout le monde, qu'il faut connaître une suite ininterrompue de succès commerciaux pour continuer à y appartenir et que ses membres sont désunis en raison de la concurrence qu'ils se livrent entre eux. L'homme d'affaires à succès n'a pas intérêt à une politique de protection des capitalistes et des entrepreneurs incapables face aux vicissitudes du marché. Seuls les capitalistes et les entrepreneurs incompétents (la plupart issus des dernières générations) ont un intérêt égoïste à de telles mesures « stabilisatrices ». Toutefois, dans un monde capitaliste pur, fidèle aux principes d'une politique des consommateurs, ils n'ont aucune chance de s'assurer de tels privilèges.

Mais notre époque est celle de la politique des producteurs. Les doctrines « hétérodoxes » actuelles considèrent que la première tâche d'un bon gouvernement est de placer des obstacles sur la route d'un innovateur à succès au seul bénéfice des concurrents moins efficaces, et ce aux dépens des consommateurs. Dans les pays à dominante industrielle la principale caractéristique de cette politique est de protéger les agriculteurs nationaux face à la concurrence d'une agriculture étrangère travaillant dans des conditions physiques plus favorables. Dans les pays à dominante agricole elle consiste, à l'inverse, à protéger l'industrie de fabrication nationale de la concurrence des industries étrangères produisant à moindres frais. Il s'agit d'un retour aux politiques économiques restrictives abandonnées par les pays libéraux au cours des XVIII^{e} et XIX^{e} siècles. Si l'on n'avait pas éliminé ces politiques à cette époque, le formidable progrès économique de l'ère capitaliste n'aurait jamais pu être obtenu. Si les pays européens n'avaient pas ouvert leurs frontières aux importations de produits américains — coton, tabac, blé, etc. — et si les anciennes générations américaines avaient interdit de manière stricte l'importation de biens manufacturés européens, les États-Unis n'auraient jamais atteint leur degré actuel de prospérité économique.

C'est cette politique qu'on dit favorable aux producteurs qui rassemble plusieurs personnes, qui autrement se considéreraient simplement comme des concurrents, en groupes de pression ayant des intérêts communs. Quand les chemins de fer naquirent, les cochers ne purent envisager d'action commune contre cette concurrence nouvelle. Le climat intellectuel d'alors aurait rendu une telle lutte inutile. Mais aujourd'hui les producteurs de beurre se battent avec succès contre la margarine et les musiciens contre les enregistrements musicaux. Les conflits internationaux d'aujourd'hui ont la même origine. Les fermiers américains ont l'intention de barrer l'accès aux céréales, au bétail et à la viande en provenance d'Argentine. Les

pays européens agissent de la même manière vis-à-vis des produits américains et australiens.

Les racines des antagonismes actuels entre les groupes doivent être trouvées dans le fait que nous sommes sur le point de revenir à un système de castes rigides. L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont des pays démocratiques. Si nous oublions le fait que leurs politiques intérieures nourrissent des groupes de pression nationaux en lutte les uns contre les autres, nous pourrions dire qu'ils ont construit des sociétés homogènes avec égalité devant la loi. Mais avec leurs lois sur l'immigration, empêchant l'accès non seulement d'immigrants de couleur mais aussi d'immigrants blancs, ils ont fait de l'ensemble de leurs habitants une caste privilégiée. Leurs citoyens sont en situation de travailler dans des conditions garantissant une plus grande productivité du travail d'un individu et donc des salaires plus élevés. Les travailleurs et les agriculteurs étrangers auxquels on a refusé l'entrée sont exclus de la jouissance de telles possibilités. Si un syndicat ouvrier américain interdit l'accès à son industrie aux Américains de couleur, il transforme la différence raciale en une question de caste.

Nous n'avons pas à discuter du problème de savoir s'il est vrai ou faux que la préservation et le développement futur de la civilisation occidentale réclame le maintien d'une ségrégation géographique entre les divers groupes raciaux. L'objet de cet article est de traiter des aspects économiques des conflits de groupe. S'il est vrai que des considérations raciales rendent inopportun d'offrir un débouché aux habitants de couleur des zones comparativement surpeuplées, ceci ne contredirait pas l'affirmation selon laquelle il n'existe pas d'irrémédiables conflits d'intérêts entre les groupes dans une société capitaliste sans entraves. Cela démontrerait seulement que des facteurs raciaux rendent inopportun de pousser le principe du capitalisme et de l'économie de marché jusqu'à ses conséquences ultimes, et que le conflit entre les diverses races est, pour des raisons habituellement qualifiées de non économiques, irréconciliable. Cela ne réfuterait en aucun cas l'affirmation des libéraux selon laquelle au sein d'une société de libre entreprise et de libre circulation des hommes, des biens et des capitaux, il n'y a pas de conflits irrémédiables entre les intérêts bien compris des divers individus ou groupes d'individus.

III

La croyance actuelle d'après laquelle il existe un irrémédiable conflit d'intérêts entre les groupes est séculaire. Il s'agissait de la proposition fondamentale de la doctrine mercantiliste. Les mercanti-

listes étaient suffisamment cohérents pour déduire de ce principe que la guerre était une caractéristique inhérente et éternelle des relations humaines. Le mercantilisme était une philosophie de guerre.

Je veux citer deux manifestations tardives de cette doctrine. Tout d'abord une proposition de Voltaire. À son époque le sortilège du mercantilisme avait déjà été brisé. Les Physiocrates français et l'économie politique britannique étaient sur le point de la remplacer. Mais Voltaire n'était pas encore familier des nouvelles doctrines, bien que l'un de ses amis, David Hume, en était son principal champion. Il écrivit ainsi en 1764 dans son *Dictionnaire Philosophique* : « être bon patriote, c'est souhaiter que sa ville s'enrichisse par le commerce et soit puissante par les armes. Il est clair qu'un pays ne peut gagner sans qu'un autre perde, et qu'il ne peut vaincre sans faire des malheureux[1]. » Nous avons ici exprimé en excellent français la formule de la guerre moderne, à la fois économique et militaire. Plus de quatre-vingts ans plus tard, nous pouvons trouver une autre proposition. Son français est moins bon, mais sa formulation est plus directe. Le Prince Louis Napoléon Bonaparte, le futur empereur Napoléon III dit : « *La quantité des marchandises qu'un pays exporte est toujours en raison directe du nombre des boulets qu'il peut envoyer à ses ennemis, quand son honneur et sa dignité le commandent* [2]. »

À l'encontre de telles opinions, nous devons opposer les accomplissements des économistes classiques et des politiques libérales qu'ils ont inspirées. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité apparut une philosophie sociale qui démontrait l'accord harmonieux des intérêts bien compris de tous les hommes et de tous les groupes d'hommes. Pour la première fois une philosophie de coopération humaine pacifique vit le jour. Ceci représenta un bouleversement radical des critères moraux traditionnels. C'était la mise en place d'un nouveau code éthique.

Toutes les anciennes écoles de morale étaient hétéronomes. Elles considéraient la loi morale comme une contrainte imposée à l'homme par des décrets insondables du Ciel ou par la voix mystérieuse de la conscience. Bien qu'un groupe puissant ait le pouvoir d'améliorer son propre bien-être terrestre en infligeant des dommages à des groupes plus faibles, il devait se soumettre à la loi morale et renoncer à favoriser ses propres intérêts égoïstes aux dépens du faible. Observer cette loi morale revient à sacrifier un avantage que pourrait s'assurer l'individu ou le groupe.

[1] *Extinction du Paupérisme*, (Paris, La Guilotère, 1848), p. 6.

[2] Marx, *Der Bürgerkrieg in Frankreich*, édité par Pfemfert (Berlin : Politische Aktions Bibliothek 1919), p. 54.

À la lumière de la doctrine économique les choses sont totalement différentes. Il n'existe pas, dans une société de marché non entravée, de conflits entre les intérêts égoïstes bien compris des divers individus ou groupes. Sur le court terme un individu ou un groupe peuvent retirer un profit en violant les intérêts d'autres groupes ou individus. Mais sur le long terme, en se livrant à de telles actions, ils nuisent à leurs propres intérêts égoïstes tout autant qu'à ceux des personnes auxquelles ils ont porté préjudice. Le sacrifice qu'un homme ou un groupe fait en renonçant à certains gains à court terme, de peur qu'ils ne mettent en péril le fonctionnement pacifique de l'appareil de coopération sociale, n'est que temporaire. Il revient à abandonner un petit profit immédiat pour des avantages incomparablement plus grands à long terme.

Tel est le cœur des enseignements moraux de l'utilitarisme du XIX[e] siècle. Observez la loi morale pour votre propre bien, non par crainte de l'enfer ou par égard envers d'autres groupes mais pour votre propre bénéfice. Renoncez au nationalisme économique et à la conquête, non par égard envers les étrangers mais pour le bénéfice de votre nation et de votre État.

Ce fut la victoire partielle de cette philosophie qui conduisit aux merveilleuses réussites économiques et politiques du capitalisme moderne. C'est grâce à elle que bien plus de gens vivent aujourd'hui sur la surface de la terre qu'il n'y en avait à la veille de la « Révolution industrielle » et que dans les pays les plus avancés dans la voie du capitalisme les masses jouissent d'une vie plus confortable que les gens aisés des époques passées.

Le fondement scientifique de cette éthique utilitariste venait des enseignements de l'économie. L'éthique utilitariste repose sur l'économie et dépend d'elle.

Ce serait bien entendu une erreur de raisonnement que de supposer à l'avance qu'une telle science de l'économie est possible et nécessaire parce que nous sommes partisans de son application concernant le problème de la préservation de la paix. L'existence même d'une régularité dans les phénomènes économiques et la possibilité d'une étude scientifique et systématique des lois économiques ne doit pas être postulée *a priori*. La première tâche de toute préoccupation concernant les problèmes habituellement qualifiés d'économiques est de poser la question épistémologique : l'économie existe-t-elle oui ou non ?

Nous devons réaliser la chose suivante : si cet examen minutieux des fondements épistémologiques de l'économie devait confirmer les affirmations de l'École historique allemande ou des Institutionnalistes américains expliquant qu'il ne peut y avoir de théorie écono-

mique et que les principes sur lesquels les économistes ont bâti leur système sont illusoires, alors les conflits violents entre les diverses races, nations et classes seraient inévitables. La doctrine militariste de la guerre et de l'effusion de sang perpétuelles devrait alors remplacer la doctrine de la coopération sociale pacifique. Les avocats de la paix seraient des fous. Leur programme serait issu de la méconnaissance des problèmes fondamentaux des rapports humains.

Il n'existe pas de doctrine sociale autre que celle des économistes « orthodoxes » et « réactionnaires » qui permette de conclure que la paix est désirable et possible. Bien entendu, les nazis nous promettent la paix après leur victoire finale, quand toutes les autres races et nations auront appris que leur place dans la société est de servir d'esclaves à la race des seigneurs. Les marxistes nous promettent la paix après la victoire finale des prolétaires, plus précisément, selon les mots de Marx, après que la classe laborieuse aura traversé de « longues luttes, toute une série de processus historiques, transformant totalement à la fois les circonstances et les hommes[1]. »

C'est une bien maigre consolation en vérité. En tout cas, de telles affirmations ne modifient pas la proposition selon laquelle les nationalistes et les marxistes considèrent le conflit violent des intérêts de groupe comme un phénomène nécessaire de notre époque et qu'ils attachent une valeur morale soit à la guerre entre les nations, soit à la guerre entre les classes.

IV

Le fait le plus remarquable de l'histoire de notre époque est la révolte contre le rationalisme, l'économie et la philosophie sociale utilitariste ; et c'est au même moment un retour contre la liberté, la démocratie et le gouvernement représentatif. Il est courant de distinguer dans ce mouvement une aile droite et une aile gauche. Cette distinction est fallacieuse. La preuve en est qu'il est impossible de classer dans l'un de ces deux groupes les grands chefs de file de ce mouvement. Hegel était-il un homme de la gauche ou de la droite ? Les hégéliens de gauche comme ceux de droite avaient sans le moindre doute raison de considérer Hegel comme leur maître. Georges Sorel était-il de droite ou de gauche ? Lénine et Mussolini sont tous les deux ses disciples intellectuels. Bismarck est généralement considéré comme un réactionnaire. Mais son projet de sécurité sociale constitue le point culminant du progressisme actuel. Si Ferdinand Lassalle n'avait pas été le fils de parents juifs, les nazis

[1] Karl Marx, *La guerre civile en France*, (1919).

l'auraient désigné comme le premier dirigeant ouvrier allemand et comme le fondateur du parti socialiste allemand, et l'auraient considéré comme l'un de leurs plus grands hommes. Du point de vue du libéralisme authentique, tous les partisans de la doctrine du conflit forment un seul parti homogène.

L'arme principale des antilibéraux de gauche et de droite consiste à couvrir leurs adversaires d'injures. Le rationalisme est déclaré superficiel et non historique. L'utilitarisme est dénigré comme un mesquin système d'éthique d'agioteurs. Dans les pays non anglo-saxons il est de plus qualifié de produit de la « mentalité de camelot » britannique et la « philosophie du dollar » américaine. On méprise l'économie en l'affublant des termes « orthodoxe », « réactionnaire », « royalisme économique » et « idéologie de Wall Street ».

Il est triste que la plupart de nos contemporains ne connaissent pas l'économie. Toutes les grandes questions des controverses politiques actuelles sont de nature économique. Même si nous devions laisser de côté le problème fondamental du capitalisme et du socialisme, nous devons nous rendre compte que les sujets débattus quotidiennement sur la scène politique ne peuvent être compris que par le raisonnement économique. Mais les gens, y compris les dirigeants, les politiciens et les rédacteurs des journaux évitent toute étude sérieuse de l'économie. Ils sont fiers de leur ignorance. Ils ont peur qu'une familiarité avec l'économie n'interfère avec l'assurance et la suffisance naïves avec laquelle ils répètent des slogans ramassés en route.

Il est hautement probable que pas plus d'un électeur sur mille ne sait ce que disent les économistes sur les effets des taux de salaires minimums, qu'ils soient fixés par décret gouvernemental ou par la pression et la contrainte syndicales. La plupart des gens considèrent comme allant de soi que l'obligation de payer un taux de salaire minimum supérieur au niveau qui se serait établi sur un marché du travail non entravé est une politique bénéfique pour tous ceux qui souhaitent toucher un salaire. Ils ne soupçonnent pas que ces taux minimums doivent conduire à un chômage permanent pour une fraction considérable de la force de travail potentielle. Ils ne savent pas que même Marx niait catégoriquement que les syndicats puissent augmenter le revenu de tous les travailleurs et que les marxistes cohérents des premiers temps s'étaient par conséquent opposés à toutes les tentatives de décréter des taux de salaire minimums. Ils ne comprennent pas non plus que le plan de Lord Keynes pour atteindre le plein emploi, plan adopté avec enthousiasme par tous les « progressistes », est essentiellement basé sur une réduction du niveau des taux de salaire *réels*. Keynes recommande une politique

d'expansion du crédit parce qu'il croit que « la baisse progressive et automatique des salaires réels résultant de la hausse des prix » ne rencontrerait pas une résistance aussi forte de la main-d'œuvre que les autres possibilités de diminution des taux de salaire[1]. Il n'est pas trop hardi d'affirmer qu'à propos de ce problème primordial les experts « progressistes » ne sont pas différents de ceux que l'on dénonce communément comme « persécuteurs réactionnaires du travail. » Mais alors la doctrine selon laquelle un conflit irrémédiable d'intérêts prévaut entre les employeurs et les employés est privée de tout fondement scientifique. Une hausse durable des taux de salaire pour tous ceux qui désirent toucher un salaire ne peut être obtenue que par l'accumulation de capital supplémentaire et par l'amélioration des méthodes techniques de production que permet cette richesse additionnelle. Les intérêts bien compris des employeurs et des employés coïncident.

Il est tout aussi probable que seuls quelques petits groupes comprennent que les libre-échangistes s'opposent aux diverses mesures du nationalisme économique parce qu'ils les considèrent comme nuisibles au bien-être de leur propre nation et non parce qu'ils souhaitent sacrifier les intérêts de leurs compatriotes à ceux des étrangers. Il est hors de doute que presque pas un Allemand, dans les années critiques précédant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, ne comprenait que ceux qui combattaient le nationalisme agressif et souhaitaient ardemment éviter une nouvelle guerre n'étaient pas des traîtres, prêts à vendre les intérêts vitaux de la nation allemande au capitalisme étranger, mais des patriotes voulant épargner à leurs concitoyens l'épreuve d'un massacre absurde.

La terminologie usuelle qui classe les gens comme amis ou ennemis du travail, et comme nationalistes ou internationalistes, montre que cette ignorance des enseignements élémentaires de l'économie est un phénomène quasi universel. La philosophie du conflit est fermement implantée dans les esprits de nos contemporains.

L'une des objections soulevées à l'encontre de la philosophie libérale recommandant une société de marché libre est la suivante : « L'humanité ne peut jamais revenir à un quelconque système du passé. Le capitalisme est fichu parce qu'il constituait l'organisation sociale du XIX^e^ siècle, époque révolue. »

[1] Keynes, *The General Theory a/Employment, Interest and Money* (Londres, 1939), p. 264. Pour un examen critique de cette idée, voir Albert Hahn, *Deficit Spending and Private Enterprise* (Postwar Readjustments Bulletin, N° 8, U.S. Chamber of Commerce), pp. 28-29.

Toutefois ce que ces prétendus progressistes soutiennent équivaut à un retour à l'organisation sociale des époques ayant précédé la « Révolution industrielle ». Les diverses mesures du nationalisme économique sont une copie conforme des politiques du mercantilisme. Les conflits juridictionnels entre les syndicats ne diffèrent fondamentalement pas des luttes entre les auberges et les guildes médiévales. Tout comme les princes absolus de l'Europe des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, ces modernes recherchent un système dans lequel le gouvernement décide de la direction de toutes les activités économiques de ses citoyens. Il n'est pas cohérent d'exclure par avance le retour aux politiques de Cobden et de Bright si l'on ne voit aucun défaut à revenir à celles de Louis XIV et de Colbert.

V

C'est un fait que la philosophie dominante de notre époque est une philosophie du conflit irréconciliable et de la dissociation. Les gens donnent la plus haute valeur à leur parti, à leur classe, à leur groupe linguistique ou à leur nation et croient que leur propre groupe ne peut prospérer qu'aux dépens des autres. Et ils ne sont pas préparés à tolérer des mesures qui à leurs yeux seraient considérés comme un abandon des intérêts vitaux du groupe. Un règlement pacifique avec les autres groupes est ainsi hors de question. Considérons par exemple l'intransigeance implacable du léninisme, du *nationalisme intégral* français ou des nazis. Il en va de même en ce qui concerne les questions intérieures. Aucun groupe de pression n'est prêt à renoncer à la moindre de ses prétentions pour des considérations d'unité nationale.

Il est vrai que des forces puissantes contrecarrent encore heureusement ces tendances à la désintégration et au conflit. Aux États-Unis, le prestige traditionnel de la Constitution est l'un de ces facteurs. Il a tué dans l'œuf les tentatives faites par divers groupes de pression locaux pour briser l'unité économique de la nation par la mise en place de barrières commerciales entre les États de l'Union. Mais même ces nobles traditions peuvent sur le long terme se révéler insuffisantes si elles ne sont pas soutenues, de manière positive, par une philosophie sociale qui proclame la primauté des intérêts de la Grande Société et l'harmonie des intérêts bien compris de tous les individus.

16

Cent ans de marxisme socialiste

Article apparemment écrit en 1967.

I

En cette année 1967, au cours de laquelle l'Université de Chicago célèbre son soixante-dixième anniversaire, le mouvement politique actuellement le plus puissant du monde, le marxisme, commémore les deux dates les plus importantes de son histoire. Il y a cent ans, la première pierre littéraire du marxisme fut posée avec la publication du premier tome de *Das Kapital*, seul volume publié par Marx en personne. Et cinquante ans plus tard, en 1917, le premier gouvernement marxiste fut mis au pouvoir dans les vastes étendues auparavant soumises à l'autorité des tsars de Russie. Il semble approprié de choisir ces jubilés pour juger du rôle qu'a joué et que joue encore le marxisme dans l'évolution du monde moderne.

Karl Marx n'était connu de son vivant qu'auprès de petits groupes de gens sans influence. Dans les cercles des agitateurs révolutionnaires où il évoluait, il comptait plus d'ennemis que d'amis. Quand il mourut en 1883, de nombreux journaux n'estimèrent pas nécessaire de rapporter le fait.

Toutes les doctrines économiques et sociologiques de Marx et toutes ses interprétations de l'Histoire ont été définitivement réfutées. Le formidable succès du marxisme, l'adoption de ses programmes par la Russie et par les autres pays slaves de l'Europe de l'Est ainsi que par la Chine, constitue en soi une réfutation spectaculaire des principes fondamentaux des théories marxistes essentielles. Car d'après ces enseignements il fallait s'attendre soit à ce que tous les pays deviennent au même moment communistes, soit à ce que les nations les plus avancées sur le plan industriel de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord prennent la tête.

Tout ceci et bien plus a déjà été dit pour démontrer la futilité de toutes les réalisations prétendument scientifiques de Marx. Mais une fois tout cela dit, reste le fait que les idées de cet auteur sans le sou, dont le nom même était inconnu de la plupart des hommes d'État et des politiciens de son temps, a influencé dans les soixante-dix ou quatre-vingts dernières années le déroulement des affaires du monde plus que toute autre philosophie. Quoi que l'on puisse penser de

Marx, il ne faut pas rabaisser le rôle qu'il joue dans notre monde. Il est l'un des grands chefs de file politiques, peut-être le chef de file politique le plus influent que le monde ait jamais connu.

L'histoire de la littérature conserve les noms et parfois aussi les écrits de rêveurs sans pouvoir qui prirent plaisir à inventer les plans d'un paradis sur terre. La caractéristique commune de tous ces projets était que les habitants de cette utopie proposée étaient destinés à être soumis de manière inconditionnelle aux ordres tout d'abord de son fondateur et par la suite de ses successeurs. Ce que les utopies envisageaient n'était en réalité que des prisons embrassant tout. Peut-être peut-on trouver comme excuse à certains de leurs auteurs le fait qu'ils étaient des psychopathes.

L'esprit critique qu'engendrèrent les Lumières détruisit le prestige de tous les projets utopiques et de ce fait aussi l'idée communiste. Le rôle historique de Karl Marx fut d'enseigner une épistémologie à la lumière de laquelle l'idée discréditée pouvait renaître tout en se mettant à l'abri de toute tentative de réfutation. Cette théorie marxiste tient en trois dogmes :

Tant qu'il n'y aura pas le socialisme, l'humanité sera divisée en classes sociales dont les intérêts vitaux sont irrémédiablement opposés les uns aux autres.

La pensée d'un homme est nécessairement toujours déterminée pas son appartenance de classe. Ses pensées reflètent les intérêts particuliers de sa classe, qui s'opposent de manière incurable aux intérêts des membres des autres classes[1].

Le conflit des intérêts de classe aboutit à une lutte de classes sans pitié, qui conduit inévitablement à la victoire de la classe la plus nombreuses et la plus injustement traitée : le prolétariat. L'âge éternel du socialisme naît alors.

Selon cette doctrine il ne peut y avoir aucune discussion pacifique concernant un quelconque problème sérieux entre des peuples appartenant à des classes différentes. Ils ne peuvent jamais aboutir à un accord. Car le résultat de leurs réflexions sera toujours « idéologique », c'est-à-dire déterminé par les intérêts particuliers de leur classe. La guerre entre les classes est permanente. Elle ne prendra fin qu'avec la « liquidation » radicale de toutes les « classes exploiteuses » et de leurs « sycophantes », ces misérables individus qui trahissent leurs camarades de classe.

[1] Il y a un défaut dans ce point de doctrine, un privilège spécial accordé à ses auteurs, les bourgeois Marx et Engels. Ils appartiennent, dit le *Manifeste communiste,* à un groupe d'« idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à la compréhension théorique de l'ensemble ».

Il y a eu, bien longtemps avant Marx, des doctrines prêchant la guerre totale menant à l'extinction radicale ou à la mise en esclavage du vaincu. Il y eut le sinistre aphorisme, sans cesse répété, que personne ne peut obtenir un profit sans que d'autres subissent des pertes. Ce fut précisément le haut fait de la doctrine libérale classique que d'avoir démontré, par une chaîne de raisonnement irréfutable, la solidarité des intérêts bien compris de tous les individus et de toutes les classes, quel que soit le critère utilisé pour définir les appartenances.

Mais toutes ces tentatives pour offrir une base rationnelle à la coopération pacifique entre les hommes dans le cadre de la société apparaissent vaines à la lumière de l'épistémologie marxiste. Il n'existerait pas, tant que la société « sans classes » n'a pas été instaurée par la liquidation radicale de toutes les classes exploiteuses, de doctrine dont la vérité puisse être reconnue par tous les gens raisonnables. Il n'y aurait que des idéologies de classe, c'est-à-dire des doctrines convenant aux intérêts particuliers de la classe du penseur et s'opposant implacablement aux intérêts de toutes les autres classes et de leurs membres. Il ne pourrait nullement être question de discuter du pour et du contre d'une quelconque idéologie issue d'un membre d'une classe exploiteuse. La seule chose à faire pour la détruire est de révéler l'appartenance de classe de son auteur.

L'essence de tout ce que dit Marx est ceci : La tendance de l'évolution historique conduit inévitablement à l'instauration d'un idéal, état parfait à tous les égards, appelé socialisme. Ceux qui nient la vérité de cette affirmation ont de mauvais préjugés et doivent être « liquidés » sans pitié. Leur cause est jugée, car en vertu des lois inéluctables du devenir cosmique, l'avenir appartient au socialisme.

Le succès politique de la propagande marxiste fit revivre les aspirations d'autres groupes militants. Il y a des ennemis jurés du socialisme qui revendiquent pour leur race ou pour leur groupe linguistique l'hégémonie à la surface de la planète exactement comme Marx la revendique pour la classe prolétarienne.

À l'époque libérale du XIX^e^ siècle, le groupe libéral le plus cohérent, l'École britannique de Manchester, s'attendait à ce que l'adoption générale du libre-échange et du laissez-faire amène la paix perpétuelle. À notre époque il n'est plus du tout question d'une telle « abolition de la guerre ». Il y a d'un côté des gens qui détestent les guerres étrangères et qui prêchent la révolution et la guerre civile, et de l'autre de gens qui veulent la paix au sein de leur propre nation ou race et une guerre sans merci contre tous les étrangers.

La philosophie des Lumières considérait que sa plus précieuse réalisation était le principe de tolérance, la liberté de conserver ses

idées dans les questions religieuses et philosophiques sans être harassé par le gouvernement. Elle était tout aussi désireuse de donner à tout le monde le droit de choisir la manière dont il prévoyait de s'intégrer au sein du système de coopération sociale. Le grand idéal de l'époque du libéralisme classique était la liberté, la liberté d'établir les plans de sa propre vie. Les gens aspirent aujourd'hui à substituer la « planification » à l'économie de marché et se battent pour cela. La planification, dans le sens qu'ils donnent à ce terme, veut dire : des plans faits par d'autres me diront ce que je dois faire et comment le faire. Je vivrai toute ma vie comme un garçon à l'internat, comme un soldat dans l'armée, comme un prisonnier dans sa cellule. Je verrai, entendrai, lirai et apprendrai ce que mes supérieurs considéreront comme adapté à ma personne. Je serai un rouage dans une vaste machine dont le fonctionnement est dirigé par les autorités. Il n'y a qu'une philosophie, qu'une idéologie, qu'une quasi-religion que les gens sont libres de professer et de diffuser. Tout écart par rapport aux principes de ce dogmatisme est un crime méritant la mort.

II

Le marxisme constitue ainsi le rejet le plus radical et le plus inconditionnel de tous les idéaux de liberté. Il ne reconnaît aucun droit à l'existence pour les opinions dissidentes. Dans ses efforts pour extirper toute trace d'une idée qu'ils considèrent hérétique, il n'est nullement inférieur à n'importe quel persécuteur, inquisiteur et chasseur de sorcière des époques les plus sombres. Mais il parade comme seul continuateur légitime de toutes les luttes passées en faveur de la liberté.

Le fait que marxisme put atteindre, malgré tous ses défauts intrinsèques, la puissante position qu'il occupe dans le monde d'aujourd'hui, est dû à ce que les hommes d'État, les politiciens et l'immense majorité de nos intellectuels et de nos hommes d'affaires sont totalement ignorants des défauts les plus flagrants du raisonnement marxiste. Regardons la thèse centrale du marxisme, la doctrine de l'inévitabilité de la grande révolution sociale qui transformera le capitalisme en ce bonheur absolu et éternel qu'est le socialisme.

L'avènement de cette révolution, dit Marx, est inévitable parce que les « lois immanentes de la production capitaliste » doivent faire croître « la masse de misère, d'oppression, d'esclavage, de déchéance et d'exploitation » de la classe laborieuse à un point tel que les prolétaires seront finalement poussés à la rébellion, exproprieront leurs oppresseurs et instaureront le système socialiste amené à durer éter-

nellement. L'appauvrissement progressif des masses laborieuses, c'est-à-dire le défaut inhérent au mode de production capitaliste, conduit ainsi à la grande catastrophe sociale où naissent la révolution radicale et finale et de ce fait l'âge du bonheur éternel.

Comparons maintenant la prévision sans réserves de Marx avec les faits des cent années qui se sont écoulées. Personne ne niera que dans tous les pays capitalistes le niveau de vie moyen des salariés s'est amélioré dans une proportion inattendue et sans précédent. Ces personnes jouissent de commodités dont n'auraient pas rêvé les princes et les seigneurs les plus riches des époques passées.

Marx et tous les autres individus ayant développé des doctrines similaires ne sont absolument pas parvenus à comprendre que le trait caractéristique du capitalisme est d'être une production de masse destinée à satisfaire les besoins des masses. Aux époques précapitalistes le commerce de transformation ne servait qu'à l'approvisionnement des gens aisés. L'innovation apportée par le capitalisme a consisté à établir des usines produisant pour le grand nombre. Ainsi, par exemple, l'industrie textile et l'industrie de l'habillement n'ont pas remplacé l'activité d'artisans qui filaient, tissaient et coupaient auparavant pour l'homme ordinaire. Une telle classe d'hommes d'affaires vendant aux « couches inférieures » de la population n'existait pas aux époques précapitalistes. Les activités que les industries du textile et de l'habillement ont remplacées étaient celles de la gente féminine de la famille. Dans les premiers temps du capitalisme les usines fabriquant des biens de consommation travaillaient presque exclusivement pour les couches les plus pauvres de la population. Et aujourd'hui aussi seule une fraction de tous les produits de l'industrie est consommée par ceux qui appartiennent aux tranches de revenus les plus élevées. La plus grande part est consommée par ceux-là mêmes qui travaillent dans les usines, les magasins et les bureaux.

La prétendue loi de l'inévitabilité de l'appauvrissement progressif de la classe laborieuse, qui a été réfutée de manière spectaculaire par l'Histoire, était pour Marx et est encore pour ses successeurs l'une des deux lois fondamentales de l'économie et de l'évolution historique. La loi qui l'accompagnait, bien avant que Marx ne l'adoptât, était connue sous le nom de « loi d'airain des salaires », expression que Marx n'aimait pas pour des raisons purement personnelles, bien que toutes ses doctrines économiques, exposées dans le *Manifeste communiste* et dans *Le Capital*, soient basées sur cette loi d'airain. Or il y a deux choses plutôt importantes à dire au sujet de cette prétendue loi d'airain : premièrement, elle avait déjà été réfutée comme pur non sens et comme contraire aux faits par tous les hommes

raisonnables avant que Marx ne publie son livre *Le Capital* et, deuxièmement, elle est logiquement incompatible avec l'autre loi fondamentale du marxisme, la loi de l'appauvrissement progressif des masses salariées.

Cette prétendue loi d'airain des salaires déclare que les salaires ne peuvent jamais s'élever au-dessus du minimum requis pour maintenir le travailleur dans sa simple existence de travailleur. Toute hausse des salaires au-dessus de ce montant conduirait à un accroissement de la population, et alors la concurrence d'un nombre plus grand pour obtenir un emploi obligera les salaires à revenir à ce minimum. Nous n'avons pas à traiter de l'erreur inhérente à cette pseudo-loi. Mais si l'on adopte son raisonnement afin de démontrer qu'à long terme aucune hausse du taux des salaires au-dessus de ce minimum n'est possible, alors il faut aussi supposer qu'aucune baisse du taux moyen ne peut se produire. L'appauvrissement progressif des masses laborieuses que décrivent les célèbres observations de la fin du chapitre 24 du *Capital* ne peut pas survenir dans le système capitaliste tel qu'il est dépeint et analysé par Marx dans les chapitres précédents de cet ouvrage. La thèse principale du grand pronostic historique de Marx, l'appauvrissement progressif des masses salariées, contredit la thèse principale de la doctrine économique de Marx, la loi d'airain des salaires. En outre, comme il a déjà été dit, elle a été spectaculairement réfutée par les faits.

III

Pour bien évaluer la signification et les conséquences historiques de la philosophie marxiste, nous devons la confronter aux enseignements économiques du milieu du XIX[e] siècle. En règle générale, les économistes de cette époque étaient d'accord pour dire que l'amélioration du bien-être matériel de toutes les couches de la population dépendait de l'accumulation du capital. Ce ne sont pas seulement les capitalistes mais aussi tous les autres individus qui tirent bénéfice de l'accroissement de la quantité de capital disponible par tête. Il n'existe pas, pour pouvoir augmenter le salaire de tous ceux qui désirent vendre leur travail, d'autre moyen que d'accélérer l'accroissement de capital par rapport à celui de la population.

L'expérience quotidienne a montré à tous les hommes ne souffrant pas de préjugés inaltérables que toutes les tentatives de nier cette vérité fondamentale étaient vaines. Le point essentiel concernant les industries capitalistes, dont la bonne santé excitait l'envie des auteurs anticapitalistes, est et était que les principaux consommateurs de leurs produits sont les même gens qui œuvrent à leur

production. À peine quelques années après la publication du premier volume du *Capital*, Jevons, Menger et Walras développèrent l'approche de l'utilité marginale pour traiter des problèmes économiques, approche qui démontrait clairement l'intérêt qu'avaient les travailleurs à accroître le capital disponible. Personne n'ose aujourd'hui nier que ce qui manque le plus pour permettre la moindre amélioration du bien-être du peuple, c'est une quantité de capital plus abondante.

La méthode précapitaliste pour lutter contre la pauvreté était la charité. On demandait à ceux qui le pouvaient, ou on les y obligeait, de donner à ceux qui avaient moins. La méthode capitaliste est de produire davantage et moins cher : sa mise en pratique exige d'accumuler de grandes quantités de capital par le biais de l'épargne. La charité ne peut pas améliorer le niveau de vie moyen. L'épargne et l'accumulation du capital le peuvent.

Le socialisme ne peut pas changer ces faits ontologiques de base. Dans une communauté socialiste ou communiste aussi, toute amélioration du niveau de vie moyen est conditionnée par une accumulation préalable de capitaux supplémentaires. La seule « guerre contre la pauvreté » pouvant réussir consiste à éliminer les obstacles qui retardent l'épargne et à abolir les conditions conduisant à la consommation du capital.

Nous autres, êtres humains soumis aux faiblesses et aux erreurs de l'existence humaine, ne pouvons pas savoir comment nos affaires terrestres pourraient apparaître à une intelligence surhumaine. Mais nous pouvons observer que tous les peuples non capitalistes reconnaissent implicitement la supériorité de nos méthodes capitalistes en réclamant ardemment leurs produits.

Quand les bolcheviques s'emparèrent du gouvernement de la Russie, eux et leurs amis des autres pays étaient pleinement convaincus que leur plan quinquennal, qui fut l'objet d'une bruyante propagande, transformerait la Russie en paradis terrestre. Le monde a désormais l'expérience d'un demi-siècle de gestion communiste dans les pays qui offraient en Europe et dans l'Asie du nord-ouest les conditions les plus propices à la production agricole et qui étaient également extrêmement riches en minéraux et en autres ressources naturelles. Les résultats obtenus par les méthodes de gestion socialistes furent tout bonnement catastrophiques. Il n'est nul besoin de souligner le fait, qu'aucun observateur honnête ne nie, que les méthodes de production capitalistes sont de loin supérieures à celles préconisées par les partis socialistes et communistes.

La supériorité du système de production capitaliste est due au fait qu'il rémunère tout le monde selon sa contribution à la satisfac-

tion de ses semblables. Il stimule ainsi tout le monde, au sein du système de la division sociale du travail, à se donner le plus de peine. Mieux un homme sert les autres, mieux c'est pour lui. Dans une économie de marché capitaliste les consommateurs sont souverains. En sa qualité de producteur de biens et de services, tout le monde est obligé de se mettre au service des consommateurs.

Le salarié est rémunéré en fonction du prix que le consommateur est prêt à payer pour sa contribution aux qualités du produit. Si l'employeur payait davantage le travailleur, il subirait des pertes en vendant ses articles. S'il le payait moins, il obtiendrait un bénéfice et ce fait attirerait de nouveaux concurrents dont les efforts pour débaucher les travailleurs feraient remonter les taux de salaire au point d'équilibre.

Il importe peu de savoir comment les gens jugent ce système de rémunération d'un point de vue plus ou moins partial. On peut qualifier d'injuste le fait qu'un chanteur d'opéra ou un champion de boxe gagnent plusieurs fois ce que touche un docker ou une femme de ménage. Mais il faut alors blâmer la nature pour n'avoir pas doté plus de monde des qualités requises pour le chant ou la boxe.

La production de biens prêts à être consommés réclame l'utilisation de biens du capital, c'est-à-dire d'outils et de matériaux semi-finis. Le capital naît de l'épargne, c'est-à-dire du renoncement temporaire à consommer. La part qui revient aux propriétaires des biens du capital n'ôte rien aux travailleurs ou aux consommateurs. C'est le prix que les capitalistes perçoivent pour avoir retardé leur consommation.

La production en général, cela n'existe pas. Le principal problème de la production est de planifier : que faut-il produire, en quelle quantité et à quelle qualité, comment et où ? La production est nécessairement toujours une production destinée à satisfaire des besoins futurs. Comme les conditions futures sont incertaines, la production est toujours spéculative. Elle peut entraîner un surplus ou un déficit pour l'entrepreneur.

Dans une économie de marché tout le monde est libre de choisir la façon dont il prévoit de servir ses semblables. Il n'y a — et ceci caractérise le système capitaliste par rapport à la société de statut du passé et au despotisme totalitaire des régimes dictatoriaux contemporains — aucune obligation forçant l'individu à adopter un style de vie donné et lui attribuant une place définie dans la société. Les consommateurs souverains, avec leur envie constante d'avoir plus de biens, s'empressent toujours de confier les fonctions entrepreneuriales à ceux qui sont le plus qualifiés pour diriger les affaires commerciales. Et les entrepreneurs sont toujours à la recherche des meil-

leurs éléments pour assurer la technique et l'encadrement. Dans un régime capitaliste tout le monde a la chance d'atteindre une position où il peut servir au mieux les consommateurs, c'est-à-dire ses semblables. La souveraineté des consommateurs n'est contestée par aucune institution capitaliste. Chaque bien du capital doit être investi dans les branches où il contribue à satisfaire les plus urgents des besoins non encore satisfaits du public.

Le succès sans précédent du capitalisme est dû au fait que dans son cadre les intérêts à long terme de l'individu coïncident toujours avec ceux des autres individus. En servant ses propres intérêts l'individu sert également ceux des autres, ou au moins ne leur fait pas de tort. L'insuffisance de la société socialiste se manifeste dans le fait que dans le cadre d'une gestion prudente les intérêts d'un individu ne sont pas toujours en accord avec ceux des autres.

Dans l'économie de marché le montant de la rémunération du travailleur individuel est déterminé par la valeur que son travail ajoute à la marchandise. Mieux il travaille, plus haute est sa paie. Il a un intérêt personnel à faire du bon travail.

Mais avec le socialisme l'individu n'a pas de motivation personnelle pour le pousser à utiliser pleinement ses forces. S'il travaille avec plus de ferveur, toute la peine et tous les ennuis engendrés par le surmenage le dérangent lui et lui seul, alors qu'il ne peut au mieux jouir que d'une fraction infinitésimale des rentrées supplémentaires apportées par ce surmenage. Dans le système socialiste, dans lequel tous les fruits du travail des divers individus sont appropriés par l'office suprême de gestion de la production puis distribués entre les camarades sans considération de la valeur de leur contribution individuelle, il n'y a aucune incitation conduisant un individu à faire usage de sa force. L'expérience quotidienne prouve sans arrêt la justesse de cette affirmation. Et personne ne se rend mieux compte de sa véracité que les hommes à la tête des affaires de la Russie communiste.

Le citoyen individuel des pays capitalistes sait qu'il s'en tirera d'autant mieux qu'il est davantage et mieux en mesure de contribuer au bien-être de ses semblables. En travaillant pour satisfaire les autres il travaille toujours pour lui. Ceci vaut pour tous les membres de la société capitaliste, pour les capitalistes et les entrepreneurs tout autant que pour les salariés.

Un trait caractéristique de toutes les idées anticapitalistes est leur incapacité de comprendre le rôle que jouent l'épargne capitaliste et sa conséquence, l'accumulation de capital, dans les efforts des hommes pour survivre. Les animaux et les sauvages vivent au jour le jour. Ce qui caractérise l'homme, c'est qu'il accumule des biens lui

permettant de s'engager dans des méthodes détournées prenant davantage de temps afin de répondre à ses besoins. Toute la grandeur culturelle et spirituelle de l'homme est conditionnée par l'accumulation de capital. Épargner en vue de permettre des méthodes de production détournées est la méthode fondamentale et unique pour améliorer le statut physiologique, intellectuel et moral de l'humanité. Tout ce qui distingue la situation matérielle des États-Unis de celle des autres pays que l'on qualifie de pauvres, arriérés, sous-développés ou barbares, est dû à la plus grande quantité par tête de capital accumulé et utilisé —investi — dans les processus de production.

La nature a bien mieux doté de nombreuses régions de la surface du globe qu'elle ne la fait pour les territoires initialement habités par les hommes blancs qui ont développé les méthodes de production capitalistes modernes. Toutes les réalisations de la civilisation occidentale ont été rendues possibles par l'instauration d'institutions morales et juridiques protégeant l'épargne des individus et son investissement dans des buts productifs de la rapacité des dirigeants. Alors qu'à l'Est la propriété privée était en pratique à la merci des fonctionnaires, les systèmes juridiques de l'Occident la considéraient comme le principe de base de l'organisation de la société.

IV

L'économie de marché et le système capitaliste ont été dépeints comme une démocratie de consommateurs dans laquelle chaque sou donne un droit de vote[1]. De telles descriptions métaphoriques sont toujours facultatives. Mais si nous acceptons la métaphore dans ce cas, nous ne devons pas oublier de souligner certaines différences très importantes entre les deux systèmes qualifiés de démocratie.

Premièrement : Dans la démocratie politique du gouvernement représentatif on vote pour des hommes. L'électeur renonce en pratique à ses prérogatives en faveur de l'élu. Dans la démocratie du marché l'objet du processus électoral n'est pas un homme mais les réalisations d'un homme, les produits de son labeur. L'électeur n'exprime pas une confiance aveugle dans le comportement futur de l'un des candidats. Il approuve ou désapprouve un service déjà accompli.

Deuxièmement : L'électeur moyen n'est en général pas qualifié pour juger de manière pertinente les problèmes de politique gouver-

[1] Cf. Frank A. Fetter, *The Principles of Economics,* deuxième édition (New York : The Century Company, 1910), p. 394. (Note de l'édition américaine.)

nementale. Mais la ménagère moyenne est en règle générale capable de distinguer ce qui est bon et salutaire pour sa famille de ce qui ne l'est pas.

La démocratie politique et la démocratie économique dépendent l'une de l'autre. Une constitution démocratique est le corollaire politique soit d'une communauté primitive de propriétaires de fermes familiales soit d'une économie de marché. Un système socialiste implique des pouvoirs dictatoriaux illimités pour le chef. Ce qui a créé le gouvernement représentatif dans les pays de la civilisation occidentale, ce fut le remplacement progressif du système féodal en voie de désagrégation par le capitalisme. Ce qui a inauguré une nouvelle ère de dictatures sanglantes ce furent les lents progrès de l'immixtion du gouvernement dans les affaires.

Le système socialiste n'abolit pas seulement la démocratie du marché. Il est tout aussi incompatible avec la démocratie politique. La plupart des gens sont trompés à cet égard par la terminologie inappropriée du discours politique actuel, qui établit une distinction fallacieuse entre des partis de gauche et des partis de droite. Dans les parlements européens du début du XIX^{e} siècle les partis combattant l'absolutisme et réclamant davantage de parlementarisme siégeaient traditionnellement à la gauche du président et leurs adversaires, les soutiens de l'absolutisme, à sa droite. Aux États-Unis on qualifie aujourd'hui les défenseurs de la liberté économique et constitutionnelle d'hommes « de droite » et les partisans d'une dictature socialiste ou communiste d'hommes « de gauche ». Une véritable confusion des langues digne de Babylone !

Bien d'autres choses doivent être dites sur les réalisations du système capitaliste et sur l'échec de toutes les expériences socialistes et semi-socialistes. Et il faut avant tout se référer à la critique fondamentale du socialisme par les économistes, à savoir le fait qu'un système socialiste serait incapable de mettre en œuvre le moindre mode de calcul économique et qu'il manquerait ainsi d'une méthode permettant de distinguer entre ce qui satisfait plus et ce qui satisfait moins les besoins humains. Un système socialiste mondial ne mériterait donc pas le nom de système économique. Ce serait plutôt des tâtonnements dans l'obscurité, incapables de distinguer ce qui est, de son propre point de vue, c'est-à-dire du point de vue des gestionnaires socialistes et du peuple qu'ils ont à approvisionner, plus ou moins désirable. Cette incapacité à calculer ne trouble aujourd'hui pas encore les dictateurs des nations communistes. Ils peuvent utiliser et utilisent dans ce but les prix établis sur les marchés des nations capitalistes.

La grandeur et l'incomparable efficacité de l'économie de marché sont dues au fait que toutes les actions économiques peuvent être calculées. Ceci veut dire qu'il est possible de se figurer quels sont les coûts de chaque action, ce à quoi il faudra renoncer afin d'obtenir la chose dont nous essayons de déterminer les coûts en termes monétaires. Il y a aussi beaucoup d'actions qui coûtent plus que les choses simples qui ont un prix sur le marché. Mais ces choses sont des objets dont la valeur est déterminée directement par ceux qui en jouissent. Si une municipalité envisage un projet qui — en dehors de ses coûts monétaires — nécessite de démolir un symbole historique, elle peut tenir entièrement compte de sa portée émotionnelle en lui attribuant une valeur monétaire donnée.

Le calcul économique est la force vitale qui anime toute manifestation de l'action et de la coopération humaines dans les domaines habituellement qualifiés d'économiques. Il constitue le triomphe de l'esprit humain, l'outil intellectuel et chrématistique qui permet à l'homme de créer tout ce qui élève sa vie au-dessus de celles des brutes.

Telle que nous nous en souvenons, l'histoire des activités économiques et des réalisations techniques n'enregistre que les innovations et les changements radicaux, les tournants de l'évolution intellectuelle de l'humanité. Elle se réfère par exemple à l'adoption de la machine à vapeur et traite de la situation de ce qu'on a appelé l'ère de la machine à vapeur. En ayant recours à ce genre de simplification on oublie facilement que le concept de « machine à vapeur » embrasse une grande variété de méthodes employées pour utiliser la vapeur. Les exemples les plus anciens et les plus primitifs de moteur à vapeur ont connu une longue série de transformations et d'améliorations qui adaptèrent le procédé à divers usages. Dans la technologie de l'économie capitaliste rien n'est permanent ou stable, il y a au contraire une tendance continuelle à adapter quotidiennement les méthodes de production de manière à satisfaire du mieux possible et le moins cher possible les besoins des consommateurs. Un millier ou plusieurs milliers de changements — la plupart seulement très faibles, certains ayant bien entendu des conséquences énormes — ont transformé l'automobile telle qu'on la construisait dans les années 1890 en ce qu'on appelle aujourd'hui une automobile. Ce qui permet, sur le plan intellectuel, cette disposition inhérente à l'amélioration est le système de comptabilité à double entrée. Il permet à l'entrepreneur de calculer les coûts de chaque aspect de sa production et donc de découvrir les méthodes les plus appropriées pour mener ses affaires. C'est l'outil intellectuel qui autorise la comparaison des degrés d'utilité des diverses méthodes de production. Il per-

met d'éliminer le gaspillage technique de certaines quantités de main-d'œuvre ou de matières, c'est-à-dire leur emploi dans une production qui retient une main-d'œuvre ou des matériaux particuliers pouvant être employés ailleurs pour satisfaire davantage la demande des consommateurs.

L'histoire économique de deux ou trois derniers siècles offre une ample illustration des effets bénéfiques de cette méthode capitaliste. Le niveau de vie moyen des masses de l'Europe occidentale et centrale était, vu d'aujourd'hui, horriblement bas. Ce qui a amené un changement radical, ce ne furent pas des décrets autoritaires mais les idées et les actes d'hommes entreprenants dont l'énergie et la diligence avaient été provoquées par la motivation du profit. Ce furent ces hommes qui, dans un processus qui continue encore heureusement, transformèrent les économies presque complètement autarciques de leurs nations en systèmes à dominante industrielle et l'isolement des diverses régions économiques en marché mondial. Le niveau de vie actuel de ces pays — très élevé si on le compare à celui de tous les autres pays à l'exception des États-Unis — est entièrement dû à l'exportation de biens manufacturés, la plupart produits avec des matières premières importées. Le calcul économique permit toutes ces améliorations et adapte chaque jour de nouveau les activités des affaires à l'état en perpétuel changement de l'offre et de la demande des divers biens et services.

V

Marx n'était pas l'auteur de l'idée socialiste et il n'a contribué en rien aux tentatives futiles pour démontrer la justesse et la praticabilité des plans visant à instaurer une communauté socialiste. Il rejetait avec passion tous ces efforts comme non scientifiques. Il revendiquait l'épithète de scientifique pour son propre socialisme et pour le pronostic de l'inévitabilité de l'avènement du socialisme. Selon lui cela devait trancher la question pour les contemporains de Darwin et Maxwell[1]. Comment un homme honnête pourrait-il oser douter de ce que la science enseignait ! En critiquant tout ce qui existait comme désespérément contaminé par l'environnement capitaliste, le marxisme acquit l'auréole de représenter l'impeccable grandeur de la science pure et l'âge d'or à venir.

Marx s'opposait à toutes les revendications du nationalisme et du chauvinisme. Mais parmi les facteurs qui contribuèrent à l'adop-

[1] James Clark Maxwell a développé la théorie des ondes électromagnétiques. Note de l'édition américaine.

tion des enseignements marxistes, ces sentiments nationalistes jouèrent un rôle non négligeable. Le capitalisme moderne s'est tout d'abord développé en Angleterre. Les chauvins d'Europe occidentale et centrale avaient le sentiment désagréable que leurs propres peuples n'étaient que les imitateurs de méthodes inventées et perfectionnées par les Britanniques. Avec la diffusion des méthodes capitalistes dans toutes les régions du globe ce type de ressentiment s'accrut de plus en plus. Les peuples slaves en Europe et les habitants de l'Asie et de l'Afrique étaient tourmentés par le fait que dans tous les domaines : littéraire, artistique, scientifique, social, technique et économique, ils suivaient le sillage des nations avancées de l'Europe et de leurs descendants. En condamnant le capitalisme comme le pire de tous les maux ayant frappé l'humanité, le marxisme rétablit leur équilibre moral. À la lumière de la philosophie marxisme, *ne pas* être responsable de l'émergence de ce système injuste et nuisible n'est plus considéré comme la preuve d'une infériorité morale et intellectuelle mais au contraire comme un critère d'éminence.

Sous l'influence de l'idée socialiste, les gouvernements et les municipalités s'engagèrent dans diverses entreprises de nationalisations et de municipalisations. Le Gouvernement impérial allemand, avec à sa tête le prince Bismarck que l'*Encyclopaedia of the Social Sciences* appelle « le principal représentant du socialisme d'État de son époque[1] », était le principal partisan de ces politiques. Mais la tendance vers le socialisme prévalait aussi dans tous les autres pays. Dans les années 1880 déjà, Sidney Webb, chef de file du socialisme fabien, déclarait que la philosophie socialiste n'était « que l'affirmation consciente et explicite de principes d'organisation sociale déjà en grande partie adoptés inconsciemment. » Et il ajoutait que l'histoire économique du XIX[e] siècle était « un récit presque ininterrompu des progrès du socialisme[2]. » Quelques années plus tard un éminent homme d'État britannique, Sir William Harcourt, affirma : « Nous sommes désormais tous socialistes[3] ». En 1913 un auteur américain, Elmer Robert, qualifia la politique économique du Gouvernement impérial allemand de « socialisme monarchique[4] ».

[1] *Encyclopaedia of the Social Sciences,* volume 2 (New York : Macmillan, 1930), p. 573.

[2] Sidney Webb dans *Fabian Essays in socialism,* publié pour la première fois en 1889 (New York : Humboldt, 1891), p. 4.

[3] Cf. G.M. Trevelyan, *Shortened History of England* (Londres : Longmans, 1942), p. 510.

[4] Elmer Roberts, *Monarchical Socialism in Germany* (New York : C. Scribner's Sons, 1913).

Ce furent précisément ces actions socialistes des divers gouvernements et municipalités qui attirèrent pour la première fois l'attention générale vers les principaux problèmes du socialisme : l'inefficacité intrinsèque de la gestion publique des entreprises. La mauvaise qualité des services et des déficits croissants étaient les traits caractéristiques de presque toutes les entreprises nationalisées ou municipalisées. Tout le monde était d'accord pour dire qu'une réforme radicale de leur gestion des affaires était nécessaire. Mais aucune suggestion pratique n'apparut.

Les Allemands, dont la défaite lors de la Première Guerre mondiale avait détruit le moral et l'équilibre politique, étaient en 1918 encore plus désireux d'adopter le socialisme intégral que les Russes. Ils considéraient cela comme la meilleure méthode pour assouvir leur vengeance contre les nations capitalistes victorieuses : les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Mais il fallait d'abord surmonter un grand obstacle : il restait le problème non résolu de trouver une méthode qui permettrait une gestion satisfaisante des entreprises socialisées. La révolution allemande confia cette tâche à un comité de professeurs d'université et de sommités socialistes. Ce fut véritablement un spectacle absurde. L'aile révolutionnaire des sociaux-démocrates, victorieux après une lutte de plus d'un demi-siècle et pleinement convaincus que grâce à leur action l'humanité avait atteint le plus important tournant de son histoire, fut forcée d'admettre qu'elle ne savait pas comment réaliser le principal point de son programme, le seul point qui comptât, et attendait qu'un comité d'experts et de professeurs lui dise quoi faire ! Et, bien entendu, ce comité dont les membres les plus connus étaient le docteur Hilferding et le professeur Schumpeter, produisit une collection de volumes traitant de divers sujets mais ne résolut pas le problème pour lequel il avait été mis en place. Il n'indiqua aucune méthode permettant une gestion raisonnable et à succès des affaires selon des principes différents de ceux de la recherche capitaliste du profit.

Il est important de garder ces points en tête si l'on veut comprendre le cours que prit l'Histoire dans les cinquante dernières années. Les masses des nations civilisées et industrialisées de l'Occident furent facilement amenées par des agitateurs fanatiques à accepter des doctrines anticapitalistes et à voter en faveur de partis visant à soumettre les activités économiques aux ordres des autorités. Dans les pays civilisés se situant de ce côté du Rideau de fer, la masse des électeurs et les membres du gouvernement sympathisent pleinement avec les principes socialistes, et on ne tolère presque aucune critique des idées socialistes dans les établissements d'éducation et dans la presse. Mais il reste le fait indéniable de l'irrémédiable insuffisance

des méthodes de travail socialistes, sans même parler de l'impossibilité absolue de tout type de calcul économique dans un système socialiste englobant le monde entier. La gestion publique de n'importe quelle entreprise ou firme conduit inévitablement à l'échec financier et à un service de mauvaise qualité. L'inefficacité de la gestion bureaucratique des affaires est proverbiale. La seule pensée d'une extension de la gestion publique dans l'industrie fait frémir même les politiciens socialistes les plus sectaires.

La Russie devint communiste en 1917 et beaucoup de nations semi-civilisées suivirent son sillage parce que leurs intellectuels ne connaissaient rien en dehors de ce qui pouvait être appris de la lecture des écrits de Marx et Engels. Lénine, par exemple, pensait ainsi pouvoir rejeter de manière convaincante tous les doutes sur le bon fonctionnement de la direction socialiste des entreprises en soulignant que ces organisations socialistes fonctionneraient sur le modèle de la poste[1] ! À ses yeux les « choses principales pour organiser la première phase de la société communiste » étaient « l'enregistrement et le contrôle » et il affirmait que ceux-ci avaient été « *simplifiés* à l'extrême par le capitalisme, qui les a réduits aux opérations les plus simples de surveillance et d'inscription et à la délivrance de reçus correspondants, toutes choses à la portée de quiconque sait lire et écrire et connaît les quatre règles d'arithmétique[2]. »

Un non sens aussi flagrant pouvait être raconté à ces soi-disant intellectuels ignorants de Russie, qui se vantaient d'être l'avant-garde du marxisme et de ce fait du progrès et de la civilisation. Il réconfortait les chauvins de toutes les nations arriérées qui ressentaient un sentiment de malaise en comparant la culture de leur propre pays avec celle de l'Occident. Mais cela n'attirait pas les nations industrialisées occidentales. Les Américains ne pouvaient pas être bernés par la promesse que le système socialiste réussirait et rendrait tout le monde heureux en prenant la poste comme modèle et en organisant la société tout entière comme « un seul bureau et un seul atelier, avec égalité de travail et égalité de salaire[3]. »

Telle est la situation dans les pays de la civilisation occidentale. Les gens sont en règle générale des admirateurs enthousiastes du marxisme et du socialisme ou du communisme. Les dirigeants qu'ils

[1] V.I. Lénine, *State and Revolution* (New York : International Publishers, 1917), pp. 43 et suivante. (*État et révolution*, chapitre III, paragraphe 1).

[2] Ibid., pp. 83 et suivante, (*État et révolution*, chapitre V, paragraphe 4 : « enregistrement » est le terme utilisé dans la traduction française du texte de Lénine, la traduction anglaise citée par Mises utilise le terme de « comptabilité » [*accounting*]).

[3] Cf. Ibid., pp. 83 et suivante.

élisent manquent rarement une occasion de faire preuve de leur fanatisme anticapitaliste en perturbant sérieusement le fonctionnement de l'économie de marché. Mais une fois que l'occasion leur est donnée de mettre totalement en pratique leurs plans de socialisation intégrale de l'économie, ils reculent. Personne ne s'attend plus à ce que les sociaux-démocrates de l'Allemagne de l'Ouest ou le parti travailliste britannique mettent en œuvre le principe fondamental de leur programme socialiste. La seule chose qu'ils fassent, c'est harceler les hommes d'affaires et prendre plaisir à saboter les efforts de ces derniers pour améliorer les méthodes de production.

Ce qui sépare aujourd'hui les nations n'est pas l'opposition idéologique entre capitalisme et socialisme. Dans les pays non communistes aussi les gouvernements et l'immense majorité de ceux que l'on appelle les intellectuels sont plus ou moins favorables au principe socialiste. Ce qui empêche ces soi-disant « *liberals* » et progressistes d'adopter les méthodes de socialisation intégrale de Lénine est le fait qu'ils ne peuvent éviter de reconnaître à contrecœur la lamentable insuffisance des méthodes socialistes de gestion économique. Ils craignent que tout pas supplémentaire sur la voie de la socialisation des entreprises ne détériore sérieusement la quantité et la qualité des produits de toutes les industries. Tout le monde sait que cela toucherait en premier lieu tous les travailleurs, car les principaux bénéficiaires des méthodes capitalistes de conduite des affaires sont les masses d'individus travaillant dans les bureaux et dans les ateliers. Très peu ont le courage, bien entendu, de faire publiquement référence à ce fait, mais tout le monde en est conscient.

Les auteurs socialistes pré-marxistes avaient développé des plans détaillés concernant l'organisation et le fonctionnement d'une communauté socialiste. Il était facile pour les économistes de démontrer le caractère impraticable et absurde de ces projets. Marx évita soigneusement de traiter de ce problème épineux et condamna comme fantaisies utopiques toutes les tentatives des anciens socialistes pour le résoudre. Il répétait sans cesse que le socialisme devait nécessairement survenir en tant que stade le plus élevé de l'évolution de l'humanité et qu'il arrangerait tout du mieux possible. Mais le point crucial est que chaque pas en direction de la réalisation des idéaux socialistes a invariablement abouti et aboutira toujours à l'échec économique, et que les socialistes sont incapables de découvrir la moindre méthode pour éviter ce résultat.

Ce qui a arrêté et arrête le progrès des politiques socialistes est le fait que les gens ont aujourd'hui l'occasion de comparer le fonctionnement du socialisme avec celui du capitalisme. Les socialistes de l'Allemagne de l'Est, la soi-disant République démocratique alle-

mande, ont admis de manière spectaculaire la faillite des rêves marxistes quand ils ont construit un mur pour empêcher leurs camarades de fuir vers la partie non socialiste de l'Allemagne.

17

Quelques observations sur le mouvement réformateur russe

Publié pour la première fois dans *The Freeman* (Mai 1966).

Les chefs du gouvernement communiste russe sont perturbés par le fait que la situation économique des pays n'ayant pas adopté les méthodes de l'Internationale communiste soit bien plus satisfaisante que celle de leur propre pays. S'ils pouvaient réussir à laisser leurs « camarades » dans l'ignorance complète des réalisations du capitalisme occidental, ils ne se soucieraient pas de la faible efficacité de leurs propres usines et fermes. Mais dès qu'une parcelle d'information sur « la richesse » de l'Occident pénètre en Russie, ses maîtres sont pris par la crainte d'une réaction procapitaliste dans leur propre demeure. Cette peur les pousse d'une part à fomenter la sédition dans tout le « bloc capitaliste » de la terre, et à d'autre part à discuter de divers projets visant à effectuer certaines réformes mineures de leurs méthodes de gestion.

Personne n'est aujourd'hui plus fermement convaincu de l'incomparable supériorité des méthodes capitalistes de production que les « tsars de la production » des pays se situant derrière le Rideau de fer. La force actuelle du communisme est entièrement due à la mentalité des pseudo-intellectuels des nations occidentales qui jouissent encore de la libre entreprise.

I

L'économie de marché — le capitalisme —est un système social fondé sur la suprématie des consommateurs. Dans son cadre il n'y a qu'une seule méthode pour gagner sa vie et acquérir des biens, à savoir essayer de servir ses semblables, les consommateurs, du mieux possible. Un plébiscite répété tous les jours et à toute heure détermine sans cesse à nouveau les gains de chacun et sa place dans la société. En achetant et en s'abstenant d'acheter les consommateurs attribuent la propriété des facteurs matériels de production à ceux qui ont réussi à satisfaire le mieux, et le moins cher possible, les besoins les plus urgents non encore satisfaits. La propriété des facteurs matériels de production ne peut être acquise et conservée qu'en

servant les consommateurs mieux que les autres. C'est pour ainsi dire un mandat public renouvelable.

La suprématie des consommateurs n'en est pas moins totale en ce qui concerne le travail, le facteur humain de la production. Les taux de salaire sont déterminés par le prix que le consommateur, en achetant le produit, est disposé à payer à l'employeur pour la contribution du travailleur au processus de fabrication. C'est donc ainsi le jugement du consommateur qui fixe le montant de la rémunération de chaque travailleur[1]. Et n'oublions pas : l'immense majorité des consommateurs sont eux-mêmes des salariés et ce sont eux qui décident à ce titre leur propre rémunération.

L'efficacité unique du système capitalisme tient à ce qu'il incite chacun à utiliser ses forces au maximum pour servir ses semblables. Ce n'est pas un vague altruisme mais un égoïsme bien compris qui pousse un homme à mettre toute sa force au service des autres. Le système du calcul économique exprimé en monnaie, moyen d'échange communément employé, permet de calculer précisément tous les projets à l'avance ainsi que le résultat de chaque action accomplie après coup et permet aussi, ce qui est tout aussi important, d'affecter à chaque facteur la proportion de sa contribution au résultat.

Le trait caractéristique du socialisme est précisément le fait qu'il remplace ce système marchand reposant sur la suprématie des consommateurs par un système dictatorial, le « plan ». Dans une économie planifiée les individus ne sont pas poussés par le désir d'améliorer leur propre condition mais par l'obéissance ou par la crainte d'être punis. Il est impossible aux travailleurs individuels d'améliorer leurs propres efforts : eux seuls subissent la charge des sacrifices nécessaires mais seule une fraction infinitésimale du produit de leurs efforts supplémentaires leur reviendra. À l'inverse, ils peuvent goûter tous les plaisirs de la négligence et de la paresse dans l'accomplissement des tâches qui leur sont confiées parce que la baisse du produit national qui en résulte ne réduit que très peu leur propre part.

Les économistes ont toujours souligné ce défaut inhérent au socialisme. Aujourd'hui tous les habitants des pays socialistes savent que cette critique était pleinement justifiée. Tous leurs projets visant à améliorer la qualité et à accroître la quantité des biens et des services économiques tournent autour de ce problème. Tous ont pour but — malheureusement en vain — de découvrir un schéma qui

[1] C'est ce à quoi le jargon de l'industrie d'Hollywood se réfère lorsqu'il utilise le terme de « recettes du box office ». Mais cela vaut tout autant pour les autres industries.

pourrait intéresser les membres d'un système socialiste à l'effet de leur propre contribution à l'effort collectif.

Que les socialistes reconnaissent ce point et qu'ils soient anxieux de trouver une solution constitue déjà une réfutation spectaculaire de deux des arguments avancés avec le plus d'empressement en faveur du socialisme. D'une part les socialistes affirmaient que dans une économie de marché les salariés ne cherchaient pas à améliorer la production de leur propre travail. Ils s'attendaient à ce que le socialisme apportât des améliorations sans précédent aux contributions des travailleurs, chacun y étant incité par la connaissance de ne point travailler pour un exploiteur mais pour ses propres intérêts. Par ailleurs les socialistes calomniaient la recherche du profit, la décrivant comme l'institution la plus pernicieuse et la plus « socialement » nuisible, et se laissaient aller à des rêveries sur les bienfaits de ce qu'ils appelaient la substitution de « la production pour l'usage » à la « production pour le profit ».

Un aveu tout aussi important de l'échec de l'idéologie socialiste nous est fourni par les petits terrains dont l'exploitation pour le compte des travailleurs ruraux (fausse dénomination pour éviter de parler de « profit privé ») a à elle seule évité les famines dans un pays qui compte une bonne partie du sol arable le plus fertile du monde. L'urgence du problème de la productivité soviétique est due au fait que dans les industries de transformation il n'existe aucun expédient analogue à portée de main.

II

Les projets de réforme tant débattus du professeur Liberman[1] et d'autres auteurs russes ne portent pas sur les caractéristiques essentielles du système soviétique de planification centralisée de toutes les activités habituellement qualifiées d'économiques. Ils ne traitent pas non plus en quoi que ce soit des problèmes du calcul économique. (Pour les planificateurs russes actuels ce problème n'a pas encore une importance primordiale car, œuvrant au milieu d'un monde

[1] Yevsei Liberman commença à écrire en Union soviétique dans les années 1960 que les profits devraient être « l'indice d'efficacité d'une entreprise ». En 1966 fut institué un plan accordant l'autonomie à 43 entreprises différentes dans diverses industries. Le résultat fut une augmentation de la productivité et du revenu des travailleurs, conduisant à une plus grande épargne individuelle et à davantage de biens exportables, *Socialism : The Grand Delusion*, édité par Brian Crozier et Arthur Seldon (New York : Universe Books, 1986), pp. 138-39. Ce plan fut un succès embarrassant pour les avocats du socialisme d'État. (Note de l'édition américaine.)

ayant un système de prix, ils sont en mesure de compter sur les prix déterminés sur les marchés de l'Occident.)

Ce que les réformateurs veulent obtenir, c'est une amélioration dans la conduite des usines et des ateliers fabriquant les biens de consommation par le biais de l'adoption de nouvelles méthodes de rémunération des directeurs, des superviseurs et des chefs d'équipe. Les salaires de ces personnes devraient par conséquence être décernés de façon à ce qu'ils aient un intérêt pécuniaire à produire des articles jugés satisfaisants par les consommateurs.

C'est une grave erreur d'utiliser une quelconque référence au concept de « profit » en traitant de cette question ou de déclarer que la méthode de paiement proposée pourrait vouloir dire quelque chose comme un « partage des profits », une « participation aux bénéfices ». Il n'y a pas de place dans un système socialiste pour la constitution ou le calcul d'une grandeur que l'on pourrait appeler profit ou perte.

L'objet de la production est d'utiliser les facteurs de production matériels et humains disponibles en vue de la plus grande satisfaction possible de besoins futurs pour lesquels il ne peut y avoir aucune connaissance *certaine* aujourd'hui.

La technique indique dans quels buts les divers facteurs de production pourraient être employés : elle montre ainsi les objectifs qui pourraient être atteints s'ils étaient considérés souhaitables. Choisir, au milieu de cette déroutante profusion de possibilités de production, celles qui ont le plus de chances de pouvoir satisfaire les plus urgents des futurs besoins des consommateurs est, dans une économie de marché, le rôle spécifique de l'entrepreneur. Si tous les entrepreneurs avaient raison dans leur appréciation de l'état futur du marché, le prix des divers facteurs complémentaires auraient déjà atteint aujourd'hui le niveau correspondant à cette situation future. Comme, dans ces conditions, aucun entrepreneur n'aurait acquis une partie ou la totalité des facteurs de production complémentaires à des prix inférieurs ou supérieurs à ceux que les événements postérieurs montrent être les bons, aucun profit et aucune perte ne pourraient survenir.

On fait un profit en ayant dépensé moins que l'on reçoit — plus tard — des acheteurs du produit, et l'on subit une perte si l'on ne parvient à vendre qu'à des prix ne remboursant pas les frais dépensés au cours de la production. Ce qui détermine le profit ou la perte est le choix de l'objectif fixé aux activités entrepreneuriales et le choix des méthodes pour y parvenir.

C'est donc l'investissement qui entraîne soit un profit soit une perte. Comme dans un système socialiste seule la « société » investit,

seule celle-ci peut faire un profit ou subir des pertes. Mais dans un système socialiste les facteurs matériels de production sont des *res extra commercium* [des biens extra-économiques]. Cela veut dire qu'ils ne peuvent être ni achetés ni vendus et qu'aucun prix ne peut être déterminé pour eux. Il est par conséquent impossible de savoir si une activité de production donnée aboutit à une perte ou à un profit.

La grandeur du capitalisme tient précisément au fait qu'il tend à placer la direction de la production entre les mains des entrepreneurs qui ont le mieux réussi à répondre aux demandes des consommateurs. Dans une économie planifiée il manque un processus de sélection intégré de ce genre. Il y importe peu que les autorités planificatrices se trompent ou non. Les consommateurs doivent prendre ce que les autorités leurs donnent. Les erreurs commises par l'autorité planificatrice n'apparaissent pas parce qu'il n'y a aucune méthode permettant de les découvrir.

Dans une économie de marché l'aspect critique du profit démontre qu'aux yeux des consommateurs un entrepreneur a mieux servi ces derniers que les autres. Pertes et profits sont ainsi le résultat d'une comparaison et d'une estimation des performances des différents fournisseurs. Dans le système socialiste il n'y a rien qui puisse permettre de comparer les biens fabriqués et les services rendus par le plan et ses exécuteurs avec quelque chose d'autre provenant d'ailleurs. Le comportement des personnes que le plan et ses exécuteurs sont supposés approvisionner n'indique pas s'il aurait été possible ou non de recourir à une méthode plus performante pour répondre à leurs besoins. Si l'on parle de profits à propos du socialisme, on ne fait qu'engendrer la confusion. Il n'y a pas de profits en dehors du « système de profits et pertes ».

Si les autorités promettent au directeur d'une usine de chaussures une prime calculée comme un pourcentage des ventes, ils ne le font pas participer aux « bénéfices ». On peut encore moins parler dans ce cas de retour au système du profit. Les profits ne peuvent être calculés que si l'on déduit la totalité des coûts de la totalité des recettes. Une opération de ce genre est impossible dans les conditions du cas évoqué. Toute l'usine, avec tous ses équipements, a été placée par les autorités sous la responsabilité du directeur, et on lui a donné avec elle tous les matériaux nécessaires ainsi que l'ordre de produire, avec l'aide des ouvriers affectés à cette entreprise, une quantité donnée de chaussures devant être livrée dans des magasins donnés. Il n'existe aucune méthode permettant de déterminer les coûts de l'ensemble des opérations ayant précédé la première décision du directeur. La prime qui lui est accordée ne peut pas avoir le

moindre rapport avec la différence chiffrée entre ces coûts totaux et les recettes issues de la vente de la production finale.

III

En réalité le problème de la réforme dont on débat avec passion aujourd'hui dans les pays communistes ne concerne pas la rentabilité des diverses usines et des divers processus productifs. Il tourne en fait autour d'un problème différent. Est-il possible dans un pays socialiste de rémunérer un travailleur, et en particulier le principal dirigeant d'une usine, en fonction de la valeur que les consommateurs, le peuple, donnent à sa contribution à la réalisation du produit ou du service ?

Dans l'économie de marché, ou capitaliste, l'employeur est obligé de payer à un travailleur qu'il emploie le prix que les consommateurs sont prêts à lui rembourser en achetant le produit. S'il payait plus il subirait des pertes, perdrait ses fonds et serait éliminé des rangs des entrepreneurs. S'il essayait de payer moins, la concurrence des autres employeurs l'empêcherait de trouver des auxiliaires. Dans un régime socialiste il n'y a pas de lien de ce genre entre les sommes dépensées pour la production d'un bien et son appréciation par les consommateurs. Il ne peut donc pas *en général* y être le moins du monde question de rémunérer les travailleurs en fonction de leur « productivité », telle que les consommateurs la jugent. Ce n'est que dans des cas exceptionnels qu'il est possible de séparer la contribution d'un travailleur de celles de tous les autres, de sorte qu'il devienne possible de déterminer l'évaluation individuelle qu'en font les consommateurs et par conséquent sa rémunération en fonction de cette évaluation. Un exemple : toutes les places d'un opéra sont vendues au prix habituel m. Mais si un fameux ténor chante la partie principale, l'opéra affiche complet même si le prix d'entrée passe à $m+n$. Il est évident que de tels cas sont extrêmement rares et qu'on ne doit pas s'y référer en traitant du problème de la détermination des salaires dans un régime socialiste.

Bien sûr, une direction socialiste peut déterminer pour plusieurs types de travail les tâches normales à accomplir par le travailleur et récompenser d'une part ceux qui accomplissent davantage tout en pénalisant d'autre part ceux qui ne parviennent pas à produire leurs quotas. Mais une telle norme ne dépend en aucune façon d'un quelconque phénomène du marché. Elle résulte d'une décision plus ou moins arbitraire des autorités.

Dans l'économie de marché les salaires payés aux gens fabriquant des biens ou rendant des services ne pouvant pas être vendus

sur le marché et pour lesquels on ne dispose par conséquent d'aucun prix sont déterminés indirectement par la structure du marché. L'employeur — en règle générale le gouvernement dans ce type de cas — doit suffisamment rémunérer ces personnes pour éviter qu'elles ne préfèrent un emploi dans l'orbite du marché. Une telle détermination indirecte du niveau des salaires est également impossible dans un système socialiste.

Bien entendu, le gouvernement est toujours libre d'octroyer à tout fonctionnaire qu'il emploie un salaire égal à la valeur que le dirigeant ou le planificateur suprême attache aux services de cet homme. Mais cela n'a aucun lien avec le problème social sur lequel porte la discussion.

18

Notes sur le mouvement coopératif

Texte publié comme première partie de *Cooperatives in the Petroleum and Industry*, rapport pour la Petroleum Industry Research Foundation for the Empire State Petroleum Association et la Illinois Petroleum Marketers Association (1947).

1. L'idée coopérative

Les coopératives ne sont pas une méthode de reconstruction du monde

Malgré leur expansion régulière et la croissance de leur chiffre d'affaires, les coopératives telles qu'elles existent et fonctionnent aujourd'hui ne sont que l'ombre de ce qu'elles étaient censées être dans les projets ambitieux de leurs premiers promoteurs. Robert Owen, William King et Ferdinand Lassalle prévoyaient une organisation coopérative de la production industrielle destinée à assurer un « nouveau type de société ». Ils voulaient éliminer totalement les capitalistes et les entrepreneurs. Dès lors les associations d'ouvriers devaient diriger elles-mêmes les usines, « leurs » usines, sans aucune interférence de la part des « exploiteurs inutiles ».

Le but de ce mouvement était l'abolition du salariat et l'organisation de l'industrie sous la forme de coopératives de producteurs. Chaque ouvrier devait recevoir une part égale de l'usine, de l'atelier ou de la ferme où il était employé. Il devait recevoir une part égale des produits ou des bénéfices de cette unité. Il devait devenir son propre employeur, contrôlant le fonctionnement et conservant les produits de la coopérative.

Personne ne niera que toutes les tentatives visant à mettre en œuvre ces plans tirés par les cheveux ont lamentablement échoué. S'il existe des coopératives de producteurs aujourd'hui, leur nombre est tellement négligeable que presque personne ne fait attention à elles. Même les livres traitant du coopératisme évitent de faire référence aux projets d'unions coopératives de producteurs.

Les agriculteurs sont des producteurs. Mais les coopératives agricoles ne réunissent pas les agriculteurs en leur qualité de producteurs agricoles : elles ne les rassemblent que comme acheteurs de divers équipements et matériel requis pour leur production et

comme vendeurs de leurs produits. L'agriculteur individuel demeure un entrepreneur indépendant et n'est pas, en ce qui concerne ses activités de production, intégré dans une unité de production coopérative.

Les coopératives d'achat sont entrées en jeu dans le domaine de la production de nombreuses branches de l'industrie. Mais ces entreprises ne sont pas des coopératives de producteurs. Elles ne sont pas la propriété des gens qui y travaillent. Elles sont la propriété de diverses coopératives ou unions de coopératives. Les employés sont embauchés comme les salariés embauchés par toute autre entreprise. Ils n'ont pas leur mot à dire sur la conduite des affaires. Les bénéfices vont aux propriétaires, c'est-à-dire aux coopératives ou aux unions de coopératives, pas aux employés. Il n'est nullement question d'abolir le système des salaires.

Tout ce qui reste des ambitieux projets des pionniers de la coopération dont on chante les louanges, c'est trois types d'organisations coopératives : les coopératives de consommation, les coopératives agricoles d'achat et les coopératives agricoles de vente. C'est une surestimation dithyrambique que de dire, en parlant des coopératives, que la voie coopérative est une méthode de reconstruction du monde[1].

Ce ne sont pas les coopératives, mais l'industrie privée à la recherche du profit qui est la source du progrès économique

L'économie de marché capitaliste, le système de l'entreprise privée à la recherche du profit, est fondamentalement un système de coopération sociale dans le cadre de la division du travail. Les diverses branches industrielles et entreprises spécialisées coopèrent les unes avec les autres. L'objectif de chacune d'elles est de collaborer pour produire tous les biens et services que veulent les consommateurs. Au sein de chaque entreprise, les différentes divisions et subdivisions fabriquent de manière coopérative des produits qui sont fournis à d'autres entreprises qui les utilisent à leur tour pour fabriquer des produits plus élaborés. En fin de compte, quand tous ces processus coopératifs se terminent, le produit fini aboutit au consommateur. De ce point de vue, le système capitaliste apparaît comme une organisation coopérative englobant le monde entier, organisation dans laquelle chaque individu assure son propre bien-être en rendant service à ses semblables.

De nos jours, les coopératives se sont arrogé l'usage exclusif de l'épithète « coopératif ». Ce qui sous-entend qu'elles seules seraient

[1] J.P. Warbasse, *The Cooperative Way, a Method of World Reconstruction* (New York : Barnes and Noble, 1946).

coopératives et qu'aucune autre entreprise industrielle ne le serait. C'est en réalité un triste expédient sémantique.

Face à cette attitude prétentieuse de la part des diverses associations coopératives, il est nécessaire de souligner le fait qu'elles ne contribuent en rien à faire progresser substantiellement la situation matérielle des gens. Pendant de nombreuses décennies, ils s'en sont très bien sortis avec l'aide charitable que leur accordaient les autorités. Mais il n'y a pas trace de la moindre innovation importante qui doive son introduction aux coopératives. Alors que l'entreprise privée, écrasée par les taxes dont les coopératives sont exemptées, améliore année après année la qualité, augmente la quantité de ses produits et inonde les marchés de nouveaux articles inconnus auparavant, les coopératives sont stériles. Ce ne sont pas les coopératives, mais l'industrie privée à la recherche du profit qui est la source du progrès économique. Si nous jetons un coup d'œil à l'intérieur du foyer d'un ouvrier ou d'un fermier américain moyen et à la vie quotidienne de sa famille, nous pouvons nous rendre compte des énormes changements apportés par l'activité de l'entreprise privée. Les coopératives n'ont joué aucun rôle dans cette transformation miraculeuse. « L'avènement du consommateur[1] » n'est pas le résultat du mouvement coopératif. C'est une réalisation de la « production pour le profit » menée par de « farouches individualistes » et des « impérialistes économiques ».

Les coopératives agricoles de vente et les coopératives de consommation

Au sein du mouvement coopératif de tous les pays, il est possible de distinguer deux groupes principaux : les coopératives agricoles et les coopératives de consommation de la population non agricole.

Les objectifs des coopératives agricoles sont de commercialiser les produits agricoles d'une part, de distribuer des provisions agricoles et des biens de consommation dont les agriculteurs ont besoin d'autre part. Les deux objectifs sont en eux-mêmes parfaitement légitimes et pourraient, hormis le problème des privilèges fiscaux et de crédit, être approuvés par tout le monde.

Il est cependant impossible de considérer les coopératives agricoles comme un phénomène isolé et de ne pas voir qu'elles ne sont qu'un moyen au sein d'un système complexe de politiques agricoles et d'activités politiques des organisations d'agriculteurs. En tant que groupe de pression, les agriculteurs organisés visent à faire monter le

[1] H.M. Kallen, *The Decline and Rise of the Consumer* (Chicago : Packard, 1945).

prix des produits agricoles. Afin de réaliser ce but, un rôle important est assigné aux coopératives de vente. Elles sont un rouage d'une machine politique construite en vue de l'augmentation du prix des denrées alimentaires, ce qui est un objectif radicalement opposé à celui des coopératives de consommateurs de la population non rurale.

Une étude sur les coopératives n'a pas pour but de mettre en relief tous les aspects de ce grand antagonisme entre les organisations politiques de producteurs de biens alimentaires et celles de la masse des consommateurs de ces biens. Ce qu'il faut néanmoins dire, c'est que les objectifs des coopératives agricoles s'opposent de manière irrémédiable aux objectifs que les coopératives de consommation prétendent rechercher. Les coopératives de consommateurs disent qu'elles veulent faire baisser le prix des choses nécessaires à la vie. Les coopératives d'agriculteurs cherchent ouvertement à augmenter le prix des denrées alimentaires et d'autres articles comme le coton, le tabac et la laine. Il est par conséquent bien étrange qu'il y ait une amicale collaboration et une amitié entre ces deux types de coopératives, et qu'elles soient unies dans des alliances coopératives.

Les coopératives de consommateurs traitent à la légère cette contradiction en soulignant que les deux branches du mouvement coopératif sont d'accord quant à leur empressement à éliminer les intermédiaires superflus. Il serait ainsi possible d'augmenter le prix payé à l'agriculteur pour son produit tout en diminuant en même temps le prix payé par le consommateur lors de son achat. La défense est boiteuse. Il n'est tout d'abord pas vrai que l'élimination de l'homme d'affaires privé qu'est « l'intermédiaire » ait réduit les coûts de vente. Elle les a au contraire augmentés. La preuve en est que les coopératives agricoles de vente ne peuvent faire face à la concurrence privée sans l'aide d'exemptions fiscales et de crédit bon marché. Deuxièmement, l'élimination de l'intermédiaire n'est qu'une question secondaire dans le programme détaillé des groupes de pression agricoles. Leur principal objectif est d'augmenter les prix des denrées alimentaires et des autres produits agricoles par l'intermédiaire de diverses mesures gouvernementales.

La vaste littérature de propagande sur les coopératives traite bien plus des coopératives de consommation que des deux types de coopératives agricoles. Elle passe sous silence le conflit entre les intérêts des consommateurs urbains de produits agricoles et les tentatives des coopératives d'agriculteurs de faire adopter par le gouvernement diverses mesures de restriction sur ces produits. La plupart des arguments avancés en faveur du coopératisme se réfèrent exclusivement aux coopératives des consommateurs urbains. Cet aspect est

particulièrement paradoxal aux États-Unis où les coopératives de consommateurs urbains ne jouent qu'un rôle insignifiant comparativement aux coopératives agricoles.

La philosophie et la théologie de la consommation

Le capitalisme n'a besoin ni de propagande ni d'apôtres. Ses réalisations parlent d'elles-mêmes. Le capitalisme livre les biens.

Mais les coopératives ne peuvent elles se passer d'une propagande véhémente. Elles appellent leur campagne de promotion « éducation coopérative ».

La consommation est la fin et le seul objectif de la production. Tous ce que vise l'industrie à la recherche du profit, c'est de rendre service au consommateur dans un effort incessant pour offrir davantage de biens, de meilleure qualité et à meilleur prix. L'homme d'affaires est pleinement conscient du fait qu'il n'y a pas d'autre moyen pour accroître la consommation que d'accroître la production. Comme la consommation apporte le plaisir et est en elle-même agréable, il n'est pas nécessaire de s'étendre abondamment sur son caractère agréable. Il est surérogatoire d'enseigner aux gens quel plaisir on a à consommer davantage et de meilleurs biens. Même un esprit peu instruit sait tout de la douceur d'un niveau de vie plus élevé.

Mais le labeur et les difficultés exigés par la production sont pénibles. Il y a très peu de gens qui ne profitent pas d'une occasion d'augmenter leur propre consommation. Mais il y a beaucoup de gens qui regardent leur travail avec dédain. La tentation de l'oisiveté est très grande et constitue un sérieux danger pour la société. C'est pourquoi les parents et les éducateurs ont voulu depuis des temps immémoriaux enseigner la philosophie du travail à la génération montante. Les jeunes gens doivent apprendre que le plaisir d'une bonne vie doit se payer par l'effort et en travaillant dur. Ils doivent comprendre que celui qui veut consommer doit d'abord produire. Il ne peut être question d'une « économie de la consommation[1] ». L'économie doit toujours être une économie de la production en vue de la consommation.

Il est vain de parler de la « primauté de la consommation[2] ». La production doit immanquablement précéder la consommation. Il est futile de propager une prétendue philosophie de la consommation qui s'opposerait à la philosophie de la production.

[1] Ibid., pp. 196-197.
[2] Ibid., p. 422.

Dans leur zèle excessif, les champions du coopératisme ont aussi mis un pied dans le domaine de la théologie. Ils voudraient nous faire croire « que les enseignements sociaux des religions chrétienne et juive ont naturellement conduit à la formation de coopératives[1] ». Ils trouvent « les béatitudes de Jésus » dans « la pratique et les principes des coopératives[2] ». Il semble approprié de laisser l'examen de cette question dogmatique aux docteurs des différentes Églises et aux rabbins.

Les véritables objectifs du mouvement coopératif

L'objectif avoué des coopératives de consommation et des coopératives agricoles d'achat est d'offrir à leurs membres des biens et des services à des prix inférieurs à ceux qu'ils auraient dû payer en l'absence de ces associations. C'est une activité parfaitement légitime. Nous aurons à examiner si et comment les coopératives atteignent véritablement ce but.

Épargner de l'argent en effectuant un achat est certainement une bonne chose. Nous pouvons comprendre la satisfaction qu'un homme retire d'une telle réduction de ses dépenses. Nous pouvons de tout cœur le féliciter de son succès. Mais c'est d'une chose assez différente lorsque les champions des coopératives parlent de ces économies pécuniaires dans un style ampoulé. Les membres des coopératives sont des gens qui veulent acheter au prix le plus bas possible. Les employés des coopératives sont des gens qui croient que l'emploi le plus rémunérateur qu'ils puissent trouver est un emploi auprès de leur employeur, une coopérative. En prenant la défense des privilèges fiscaux et d'autres prérogatives accordées aux coopératives, ces membres et ces employés se battent pour leurs propres intérêts matériels. Ils veulent améliorer leur propre niveau de vie ; ils ont envie de consommer davantage. Il n'est pas convenable de leur part d'avoir recours à des phrases qui ne sont appropriées que pour décrire le travail de moines dévots faisant preuve d'abnégation ou de religieuses soignant des personnes atteintes de la lèpre.

Une entreprise coopérative cherche à faire baisser le prix du savon ou de l'essence ; ce n'est pas « une manifestation concrète de la fraternité humaine[3] ». Lors de leurs achats, les coopératives négocient avec les fournisseurs : en embauchant de l'aide, elles négocient

[1] Cf. E.S. Bogardus, *Dictionary of Cooperation* (New York et Chicago : Cooperative League of the U.S.A., 1943 et 1945), p. 54.

[2] Cf. Kallen, *The Decline and Rise of the Consumer*, p. 294.

[3] Cf. Bogardus, *Dictionary of Cooperation*, p. 54.

avec les employés. Les relations contractuelles mutuelles entre l'association coopérative et ses membres sont déterminées avec précision par le règlement de la société, par des arrêtés et des statuts soigneusement élaborés par des avocats. Appliquer le terme de « fraternité » à de telles questions purement pécuniaires, guidées par le principe « do ut des » [« donnant donnant »], est une insulte à l'intelligence du peuple. S'il s'agit là de fraternité, alors les activités d'I.G. Farben, le plus grand fabricant mondial de produits de soins médicaux, seraient pareillement des manifestations de la fraternité humaine. La phraséologie de la littérature de propagande du mouvement coopératif est écœurante. Ils parlent de valeurs spirituelles[1], de culture et de liberté[2], quand il est question de réduire le prix de divers biens de quelques centimes.

Dans son *Utopie*, Platon mentionne l'ancien adage « les amis possèdent toutes les choses en commun[3] ». Si cela est vrai, les membres des coopératives se trompent lourdement en appelant leurs associations sociétés amicales. Ils n'ont pas de « choses en commun ». Ils ont un système pointilleux de comptabilité et d'audit. Les droits et les devoirs de membres des coopératives sont définis avec soin[4].

2. Les principes et les méthodes des coopératives

Les origines du coopératisme

Le système mondial de la division du travail prit naissance dans l'aide occasionnelle que s'accordaient mutuellement des voisins. Jean, plus efficace pour travailler le fer, fabrique un soc de charrue pour Paul, qui est moins efficace dans cet art. D'une autre côté Paul, plus efficace dans le travail du cuir, fabrique une paire de chaussures pour Jean, qui est moins doué pour ce type de production. Il ne

[1] Cf. Kallen, *The Decline and Rise of the Consumer*, p. 294.

[2] Ibid., p. 435.

[3] Platon., *Les Lois*, livre 5 p. 739.

[4] Le résultat le plus surprenant de la propagande coopérative est le livre déjà cité du professeur Kallen. Pages 436–459, le professeur Kallen introduit un personnage fictif, le Président Robert Adam Owen Smith qui, en l'an 2044, prend la parole devant « l'Union Coopérative du Monde » et qui raconte dans son discours l'histoire du mouvement coopératif, y compris pour les années séparant notre génération de l'année 2044. Voici ce qui dit M. Smith sur l'histoire future du mouvement coopératif : « La grande industrie [...] utilisa toute sa ruse et tout son pouvoir pour le briser, en ayant recours aux armes et à l'oppression financière [...]. Ces tentatives ayant échoué, des bandes armées furent employées pour détruire les établissements coopératifs et tuer leurs adhérents » (p. 443). Sans commentaire.

s'agissait que d'amitié et de sentiment de sympathie entre bon voisins. C'est en partant de ces débuts modestes que s'est développée la merveilleuse spécialisation de l'industrie telle qu'elle fonctionne aujourd'hui.

Il serait absurde de se référer à ces origines lointaines de la division du travail pour traiter de la situation industrielle actuelle. Personne n'est assez déraisonnable pour fonder ses affirmations et ses prétentions sur le fait que l'échange de biens et de services fut à l'origine une manifestation de pure solidarité fraternelle. Aucune entreprise sidérurgique moderne ne demande de privilège ou de subvention en raison du fait qu'autrefois, à l'époque de l'humanité primitive, un Jean mythique offrit volontairement ses services à son non moins mythique voisin Paul.

Dans l'étude des coopératives, toutefois, une telle procédure est assez courante.

Nous pouvons admettre, pour les besoins du raisonnement, que le coopératisme trouve son point de départ dans les relations amicales entre voisins. Le villageois Jean alla en ville pour acheter cinq livres de café. Son voisin Paul lui demanda d'acheter également cinq livres pour lui. Quand Jean revint et tendit les cinq livres de café à Paul, ce dernier lui remboursa ce qu'il avait dépensé pour les acheter. Peut-être que les deux se mirent aussi d'accord pour partager les frais de transport encourus par Jean. Par ailleurs, si l'achat de dix livres de café fut fait à un prix de gros, Jean faisait bénéficier son ami Paul de la différence, Paul jouissant ainsi aussi des avantages inhérents à l'achat en gros.

Tout ceci n'était que camaraderie. Mais c'est faire preuve d'une inacceptable naïveté que de se référer à ces personnages mythiques, Jean et Paul, au sujet des coopératives telles qu'elles fonctionnent aujourd'hui. Ces coopératives sont de grandes entreprises comptant des millions d'adhérents ne se rencontrant jamais. Leur chiffre d'affaires se monte à des milliards de dollars. Elles sont organisées suivant une hiérarchie complexe de coopératives simples, de super-coopératives et de super-super unions. Elles ont mis en place de gigantesques organisations verticales. Elles font des affaires avec le gouvernement et s'adonnent au commerce international. Elles possèdent des usines, des puits de pétroles et des moyens de transport ; elles effectuent des opérations financières et s'engagent dans toutes les activités commerciales et industrielles. Leurs affaires sont si compliquées que leur traitement nécessite l'emploi d'une armée de directeurs, d'administrateurs, d'employés de bureau, de comptables et d'avocats. Il y a des écoles spécialisées dans la formation du personnel des coopératives. De nombreuses universités ont créé des

chaires d'enseignement des méthodes coopératives en gestion des affaires et en comptabilité ainsi que du droit des coopératives.

Il est ridicule d'évoquer les spectres de mythiques Jean et Paul pour étudier ces énormes entreprises.

Dans les écrits de ceux qui se battent pour préserver les privilèges des coopératives, ces dernières sont décrites comme les agents de ses membres. Cependant, quelle que soit la manière dont les juristes définissent le terme d'agent du point de vue des lois en vigueur dans la nation, lois qui sont après tout susceptibles d'être modifiées par le corps législatif, il est évident que du point de vue économique les coopératives ne peuvent en aucune façon être considérées comme étant davantage des agents ou des mandataires de leurs membres que ne l'est toute autre entreprise travaillant dans le cadre de la division du travail. Si on dit que la coopérative est un agent de ses membres parce qu'elle transmet l'essence qu'elle achète à ses membres, alors le terme convient également aux activités de tout autre entreprise. L'entreprise de sidérurgie est alors l'agent de tous ceux dont le bien-être dépend de l'utilisation de l'acier. S'il n'y avait pas d'aciéries, tout individu devrait produire l'acier dont il a besoin pour son propre usage. L'existence d'une aciérie permet aux individus d'éviter de devoir s'occuper d'une branche importante de la production. Les entreprises sidérurgiques ne fabriquent pas des produits pour leur propre usage, mais pour celui de tous. Les gens pourraient vivre sans les services rendus par les coopératives, et ce sans changement radical de leur niveau de vie et de leurs activités quotidiennes. Mais ils retourneraient aux conditions de vie de la barbarie et de la pénurie primitives si les industries spécialisées devaient s'arrêter.

Quand une coopérative achète certains biens, elle tient compte des intérêts de ceux de ses membres qui demandent ces articles. Mais c'est tout autant le cas lorsque les hommes d'affaires et les agriculteurs sont résolus à produire toutes les choses dont l'homme moyen a besoin pour sa propre consommation.

La décence réclamerait que les défenseurs des coopératives cessent de se glorifier de leur propre idéalisme et de leur propre désintéressement. Tous ceux dont le travail contribue au commerce des coopératives gagnent leur vie avec cet emploi. Rétablir la vérité, ce n'est pas dénigrer ces individus. Ils ne sont pas des citoyens moins honnêtes et moins utiles qu'un industriel, agriculteur ou salarié. Mais ils ne peuvent pas être appelés idéalistes dans un sens qui ne puisse s'appliquer à toute autre personne ayant un métier lucratif. La société civile n'est pas fondée sur un simple idéalisme et sur l'altruisme. Sa force motrice, c'est l'égoïsme bien compris de tout

homme raisonnable. L'égoïsme, bien compris, pousse chacun à s'intégrer au système de la division sociale du travail. En rendant des services utiles à ses semblables, il sert ses propres intérêts vitaux.

La référence à l'idéalisme, à l'altruisme et à d'autres idées grandiloquentes similaires, est particulièrement inopportune en ce qui concerne les coopératives agricoles. Les agriculteurs sont des hommes d'affaires et des entrepreneurs du type dénoncé par la littérature coopérative comme égoïstes sans cœur et durs à cuire. Ils ne labourent pas la terre pour une récompense céleste mais pour leur propre profit. Ils n'approvisionnent pas les marchés avec des céréales pour accomplir un acte de charité envers les consommateurs, mais pour gagner de l'argent et acheter les produits des métiers de transformation. Ils utilisent le pouvoir politique et forment des groupes de pression afin d'obtenir des privilèges spéciaux augmentant leurs revenus. Ils sont très désireux de payer moins d'impôts que le reste de la population, de recevoir des subventions tirées des fonds publics, d'être protégés par des taxes sur les importations et de bénéficier de milliers d'autres privilèges et prérogatives. Il n'y a certainement aucun idéalisme dans les lois anti-margarine.

Les tentatives des coopératives agricoles pour permettre aux agriculteurs d'économiser de l'argent sont parfaitement saines et légitimes tant qu'elles ne demandent pas des privilèges spéciaux aux dépens de toute la population. Les agriculteurs sont des fabricants et il est tout à fait normal pour eux de chercher à faire baisser les coûts de production. Mais c'est une autre affaire s'ils cherchent à atteindre cet objectif en échappant à l'impôt et à d'autres obligations pesantes, qui doivent alors être supportés par tous les autres citoyens producteurs.

Producteurs et consommateurs

Le trait caractéristique de la société libre du capitalisme concurrentiel est la souveraineté illimitée des consommateurs. Les capitalistes, les propriétaires du sol et les entrepreneurs sont obligés par la loi irrémédiable du marché d'employer leur ingéniosité et les facteurs matériels dont ils disposent de façon à satisfaire au mieux et au prix le plus bas les besoins les plus urgents et non encore assouvis des consommateurs. Les hommes d'affaires ne sont pas des tsars irresponsables. Ils sont soumis sans condition à la suprématie des consommateurs. S'ils ne parviennent pas à obéir aux ordres du public des consommateurs, ils subissent des pertes. S'ils ne modifient pas rapidement leur conduite des affaires de façon à s'adapter aux demandes du public, ils sont forcés de quitter le monde des affaires

et d'abandonner leur poste éminent. Les consommateurs, en achetant ou en s'abstenant d'acheter, rendent riches des gens pauvres et pauvres des gens riches. Ils déterminent qui doit posséder le capital et le sol et qui doit diriger les entreprises. Ils déterminent ce qui doit être produit, de quelle qualité et en quelle quantité. L'économie de marché est une démocratie des consommateurs.

Il est vrai que des éléments funestes cherchent à saper l'économie de marché libre et à substituer une suprématie de producteurs à la suprématie des consommateurs. Il prévaut une tendance générale au sein des gouvernements et des partis politiques actuels à protéger le producteur moins efficace de la concurrence du producteur plus efficace. L'essence même de l'interférence du gouvernement dans le monde des affaires est de paralyser le fonctionnement de l'économie de marché libre, ce qui tend invariablement à atteindre cette fin que l'on appelle de nos jours, assez improprement, la « liberté vis-à-vis des besoins ». Tout en faisant une flamboyante publicité à leur prétendue préoccupation du bien-être matériel des masses, ceux qui occupent les bureaux politiques se sont fermement engagés dans des pratiques restrictives qui réduisent la quantité de biens disponibles pour la consommation. Ils appellent ces actions nuisibles « politique sociale », « New Deal », « progressisme » et insultent leurs adversaires en les traitant de « réactionnaires » et de « Bourbons économiques ».

Les partisans les plus enthousiastes des restrictions sont les groupes de pression organisés d'agriculteurs et de salariés. Induits en erreur par de fallacieuses doctrines pseudo-économiques, ces groupes de pression croient qu'ils peuvent améliorer leur propre bien-être matériel par toutes sortes de restrictions et de limitations du rendement, par des subventions et d'autres privilèges.

Il est certes vrai qu'un privilège accordé à un groupe particulier de producteurs améliore sur *le court terme* les conditions matérielles de ceux qui sont favorisés aux dépens du reste de la population. Dans une société fondée sur la division sociale du travail, chaque groupe spécialisé n'est qu'une minorité. Si un privilège est octroyé à une telle minorité, le résultat est à coup sûr une amélioration de la condition de ses membres. Mais il n'y a pas d'espoir pour une telle minorité de conserver durablement la possession exclusive d'une position privilégiée. Aussi crédule que soit le reste du peuple, ses membres finiront par découvrir qu'ils sont les gogos payant la note de privilèges accordés à un groupe relativement petit. Ils ne toléreront pas qu'un tel état de choses perdure. Soit ils aboliront les privilèges octroyés aux autres, soit ils garantiront des privilèges similaires pour eux-mêmes.

Malheureusement, ce qui prévaut aujourd'hui est la seconde possibilité. Face au problème du privilège, les non privilégiés ne demandent pas l'abolition de tous les privilèges. Ils demandent des privilèges pour eux aussi. Ils sont trop bornés pour comprendre que ce système, s'il est conduit jusqu'au bout de ses conséquences logiques, est l'apogée de cette absurdité. Ce qu'un homme peut gagner comme producteur par un privilège accordé à sa branche de production, il le perd comme consommateur en achetant les produits des autres branches également privilégiées. Ce qui reste n'est qu'une détérioration du bien-être matériel de tous en raison d'une baisse générale de la productivité du travail.

Cela semble une très bonne chose pour les producteurs de lait que d'interdire la margarine et pour les musiciens que d'interdire la musique enregistrée. Mais si l'on arrête pareillement le progrès dans chaque branche de production, personne ne gagne et cela nuit à tout le monde. Les revenus des producteurs de lait et des musiciens sont augmentés mais les prix de tous les biens qu'ils veulent acheter augmentent concomitamment. Ce qui reste, c'est que tous les individus passent à côté des avantages qu'ils pourraient obtenir du progrès technique.

Cette politique absurde et autodestructrice des privilèges défile aujourd'hui sous l'étiquette trompeuse de « politique favorable aux producteurs ». Le pire péché du capitalisme, prétendent les défenseurs des privilèges des producteurs, c'est qu'il donne la primauté au consommateur « oisif » et non au producteur « industrieux ». Ils n'arrivent pas à voir que les producteurs et les consommateurs sont les mêmes personnes. Ce n'est que la réflexion de l'analyse économique qui distingue l'homme en tant que producteur de l'homme en tant que consommateur. Dans la vie et en réalité, ces deux aspects de chaque individu sont indissociablement liés. On ne peut pas favoriser l'homme dans sa qualité de producteur sans lui nuire dans sa qualité de consommateur. La primauté de la consommation telle que manifestée dans le fonctionnement sans entraves de l'économie de marché capitaliste vient du fait que la consommation est la seule fin et le seul but de la production.

Si le mouvement coopératif devait attaquer les erreurs de cette politique prétendument « en faveur des producteurs », il rendrait un fier service à la promotion du bien-être. Cependant, malgré l'hommage qu'elles semblent rendre à ce qu'elles appellent la primauté du consommateur, les coopératives de consommation sont loin de lever des objections aux pratiques restrictives de notre époque. Elles comptent, au contraire, parmi les soutiens les plus enthousiastes de ces méthodes désastreuses. Un grand nombre de leurs membres sont

précisément ceux qui réclament importunément de telles politiques en faveur des producteurs : les agriculteurs et les syndiqués.

Tout ce discours pompeux sur les prétendus bienfaits de la coopération est vain car les coopératives sont d'accord avec l'existence de grands privilèges pour les producteurs. L'agriculteur peut économiser quelques sous comme membre d'une coopérative, mais il perd de grandes sommes en raison de la limitation du rendement et de l'hostilité au progrès technique que manifestent les syndicats. Le salarié peut au mieux faire l'économie de quelques sous quand il achète dans un magasin coopératif, mais les privilèges en faveur de l'agriculture lui coûtent bien plus cher.

Il n'existe qu'une voie véritablement efficace pour faire avancer les intérêts des masses de consommateurs, à savoir la voie de l'entreprise privée libre. Ne pas empêcher le producteur plus efficace de l'emporter sur un rival moins efficace est une méthode bien meilleure que toutes les autres pour approvisionner l'agriculteur et le consommateur des villes plus abondamment et à moindre coût. En détournant l'attention du peuple de la principale plaie économique, à savoir la politique de restriction et de privilèges pour les producteurs, et en se concentrant sur la question dérisoire de permettre l'économie de quelques sous là où de fortes sommes sont en jeu, le mouvement coopératif fait plus de mal que bien.

Les membres des coopératives n'ont certainement aucun droit à se glorifier du titre de défenseurs des consommateurs. Leurs résultats sont en réalité bien maigres quand on les compare à ceux des hommes d'affaires ayant réussi à fabriquer davantage de produits, de meilleure qualité et à meilleur marché.

La place des coopératives dans le cadre du système concurrentiel

Le libéralisme économique, aujourd'hui dénigré comme Manchesterisme, affirme que le gouvernement ne doit mettre aucun obstacle sur la route de ceux qui veulent servir leurs concitoyens. Selon l'interprétation libérale du principe de la souveraineté du consommateur, seuls les consommateurs devraient décider si une entreprise commerciale est bonne ou mauvaise. C'est ce que signifie le slogan tant décrié « laissez faire » : laissez les consommateurs choisir eux-mêmes, et non un Führer choisir pour eux.

L'économie de marché donne sa chance à tout le monde. Ce dont un homme a besoin pour devenir capitaine d'industrie, ce n'est que de bonnes idées et de la capacité de les faire marcher. Il n'est pas besoin d'hériter de richesses ou de posséder des capitaux pour

réussir. Les capitalistes, suivant leurs propres intérêts égoïstes et désirant trouver l'investissement le plus profitable pour leurs fonds, sont toujours à la recherche des hommes ingénieux auxquels ils peuvent confier leur fonds.

Les partisans de l'omnipotence totalitaire du gouvernement voudraient nous faire croire que dans la situation actuelle, à l'ère de ce qu'ils appellent le capitalisme « mûr », ceci n'est plus vrai. Aujourd'hui, disent-ils, les conditions sont sévères. Le nouveau venu sans le sou n'a plus la moindre occasion de remettre en question les intérêts acquis des anciennes firmes et des grandes entreprises. Le pauvre est condamné à rester pauvre pour toujours, et le riche devient chaque jour de plus en plus riche.

Cette fable ne déforme pas moins la situation réelle que ne le font les autres fables marxistes et keynésiennes. Il est bien entendu exact qu'aujourd'hui toutes les branches gouvernementales coopèrent en vue d'empêcher le progrès technique ainsi que l'émergence de nouvelles entreprises et de nouveaux millionnaires. Mais il reste encore, malgré tous ces handicaps, de la place pour le succès d'un self-made-man. La majorité des dirigeants d'entreprise actuels ne sont pas les fils et encore moins les petits-fils des millionnaires d'autrefois. Pour autant qu'une famille parvienne à préserver sa place au sommet de l'échelle sociale pendant plusieurs générations, elle doit son rang éminent à la capacité et à l'ardeur de ses jeunes générations. Il n'y a rien dans le fonctionnement de l'économie de marché libre qui puisse, sur le long terme, offrir aux positions acquises une protection garantie contre la concurrence de méthodes de production améliorées, de nouveaux produits, d'une meilleure qualité et à des prix plus bas. C'est précisément parce qu'une telle protection n'existe pas dans le marché libre que ceux qui, parce qu'ils se laissent gagner par la routine, par manque d'inventivité, par incompétence, par paresse et par négligence, mettent en péril leur propre prospérité, réclament la protection du gouvernement.

Le principe de non ingérence dans les conditions du marché et consistant à laisser sa chance à tout le monde, s'applique tout autant aux nouvelles méthodes de l'organisation des affaires. La constitution sous forme de société d'une entreprise commerciale ne doit pas son rôle actuel à une aide quelconque de la part de la législation et des fonctionnaires de l'Administration. Au contraire. Elle rencontra dès ses débuts l'hostilité de ceux au pouvoir. Cette hostilité s'est développée au cours des dernières décennies pour devenir une persécution non dissimulée. Les autorités pratiquent la discrimination à l'encontre des sociétés commerciales sous de multiples aspects, tout d'abord dans le domaine de la taxation. Les sociétés commerciales

sont singularisées et paient des taxes bien plus lourdes que des entreprises non constituées sous forme de société commerciale. Mais l'immense efficacité de cette forme de société commerciale a résisté victorieusement aux assauts du pouvoir en vue de la détruire.

Les coopératives sont entrées sur la scène du monde des affaires avec des diatribes enflammées contre les marchands et plus particulièrement contre les détaillants. C'eut été compréhensible si les détaillants avaient demandé aux autorités de supprimer ces nouveaux concurrents qui semblaient attendre moins des services qu'elles rendaient à leurs membres que de l'insulte envers les firmes en place. Une demande de l'industrie de détail visant à interdire les coopératives et à supprimer totalement leur activité n'aurait pas été plus perverse que les tentatives des agriculteurs d'interdire la margarine et de limiter les importations de viande et de céréales. Mais hormis les déclarations pleines de colère de quelques entêtés, de telles demandes ne furent jamais faites. L'honnêteté des marchands tellement calomniés et leur totale acceptation du principe de la libre concurrence se manifestèrent par l'attitude qu'ils montrèrent face aux coopératives. Ils ne demandèrent pas à la police de réduire au silence ces diffamateurs et calomniateurs insidieux. Tout ce qu'ils demandèrent, c'est que les coopératives ne soient pas favorisées par des privilèges et des prérogatives. Pleinement partisans de la maxime fondamentale de la libre entreprise et de la libre concurrence, tout ce que les hommes d'affaires privés recherchaient, c'était une égalité de traitement pour toutes les formes d'entreprises commerciales. Ils ne demandaient ni privilèges en leur faveur ni discrimination hostile à l'encontre d'une quelconque association rivale. Tout ce qu'ils demandaient, c'était que le gouvernement restât neutre. Ni privilèges ni discrimination. La liberté pour le public de choisir entre les nombreux vendeurs concurrents et de préférer le magasin lui rendant les meilleurs services ne devrait pas être limitée par des aides réelles accordées aux entreprises moins efficaces. Pour la souveraineté du consommateur et le bénéfice de tout le monde, il devrait y avoir égalité de traitement entre tous les types et toutes les variétés d'entreprises commerciales.

La nature des profits des coopératives

Il y a trois éléments différents compris dans la conception du profit tel qu'on le comprend habituellement dans le langage courant et dans les statistiques : l'intérêt sur le capital investi, la rétribution du propre travail de l'entrepreneur dans la conduite des affaires et, enfin, le véritable profit. Dans le cas des sociétés commerciales et

des coopératives, le deuxième de ces trois éléments est absent car les propriétaires de l'entreprise sont légalement distincts de ceux qui travaillent au sein de l'entreprise, même si ces derniers possèdent une part de la société ou sont membres de la coopérative.

Le véritable profit est le surplus qu'une entreprise gagne de la vente à des prix excédant le montant total des coûts. Il n'est pas besoin d'étudier de près les conditions nécessaires à l'émergence de véritables profits, de leur importance sur le plan économique et du rôle qu'ils jouent dans le fonctionnement de toutes les affaires économiques. Une telle analyse relève des traités traitant de théorie économique.

Les coopératives prétendent que l'objectif de leur gestion des affaires n'est pas de faire des profits et que le surplus qu'elles font passer dans la poche de leurs consommateurs proportionnellement à leurs achats n'est pas un dividende, mais une « ristourne à la clientèle » ; qu'il ne s'agit pas d'un profit, mais d'économies faites dans la conduite de l'entreprise. Les coopératives fondent sur cette doctrine leurs grandes revendications d'une situation privilégiée et particulièrement d'une exemption fiscale.

Il est possible d'imaginer une méthode pour mener une entreprise coopérative de façon à ce qu'aucun surplus ne se dégage. Les coopératives pourraient vendre chaque article à un prix qui comprendrait uniquement les coûts payés par la coopérative elle-même lors du traitement de cet article. Aucune coopérative n'a en réalité adopté cette procédure. Les coopératives vendent à un prix supérieur à leurs coûts. À la fin d'une période donnée, il reste, à condition que la conduite des affaires ait connu le succès, un profit net, c'est-à-dire un surplus des recettes issues des ventes par rapport aux coûts.

Mrs. Beatrice Potter Webb (Lady Passfield), cette apologiste inflexible des pires excès du bolchevisme, essaya d'expliquer pourquoi les coopératives ne réalisaient pas « l'idéal d'Owen consistant à éliminer le profit des transactions commerciales », pourquoi elles ne vendaient pas « leurs articles au prix coûtant augmenté des dépenses de gestion. » Selon Mrs. Webb, la responsabilité en incombait à l'imperfection des institutions monétaires. La vente de petites quantités à prix coûtant, affirmait-elle, « implique l'usage de fractions non représentées par les pièces existantes[1] ». Et pourtant le fait que la divisibilité des pièces n'est pas illimitée n'a jamais empêché le commerce de très bien ajuster les prix à chaque niveau requis par la structure du marché. Dans la vente au détail des fruits et d'autres nécessités de la

[1] Cf. B. Potter Webb, *The Cooperative Movement in Great Britain*, 10e édition (Londres : G. Allen, 1920), p. 65.

vie courante, des prix comme « cinq unités pour sept cents » et « trois unités pour onze cents » sont assez courants. Il n'y a pas de raison pour que les coopératives n'adoptent pas le même procédé. En fait, elles l'adoptent car il est indispensable. Mais quand elles l'adoptent, leur objectif n'est pas d'éliminer le profit mais plutôt la nécessité de rivaliser avec leurs concurrents.

Mr. Jacob Baker explique ces pratiques des coopératives d'une autre façon. Selon lui, cela conduirait à bien trop de comptabilité que de calculer le coût de gros et la part proportionnelle des dépenses de gestion pour chaque douzaine d'œufs et pour chaque livre de beurre[1]. Un homme d'affaires, toutefois, qui ne se représenterait pas clairement ce que sont ses propres coûts et tâtonnerait à l'aveuglette dans le noir, serait un incompétent maladroit et se dirigerait vers la faillite. La concurrence oblige chaque vendeur — qu'il soit un marchand à la recherche du profit, une station d'essence ou un magasin coopératif prétendument altruiste — à ne pas demander plus que le prix du marché. Mais chaque vendeur doit savoir si ses transactions représentent un profit ou une perte. S'il l'ignorait et vendait en dessous de ses propres coûts, il perdrait rapidement sa situation dans le cadre de la division sociale du travail. Si le calcul économique montre à un homme d'affaires qu'il ne peut pas offrir un article donné sans perdre de l'argent, il doit en général arrêter cette branche d'activité. Dans des cas exceptionnels, il peut continuer délibérément à fournir cet article eu égard à des considérations spéciales comme ne pas détourner la clientèle de son magasin ou autres considérations similaires. Mais même dans ce cas, il doit être parfaitement conscient de la signification de sa décision. Dans la gestion commerciale, il n'y a pas de place laissée à l'ignorance et à la négligence. Calculer les coûts aussi précisément que possible est la colonne vertébrale du commerce.

De fait, l'immense majorité des coopératives bien dirigées ont totalement adopté les méthodes comptables bien rodées, telles qu'elles ont été développées par des générations d'hommes d'affaires. Elles se sont même vantées de leurs réussites dans le domaine de la comptabilité et des relevés de compte financiers[2].

La méthode consistant à vendre à des prix supérieurs aux coûts ne doit certainement pas être excusée en se référant au prétendu fait que les coopératives ne savent pas quels sont leurs coûts.

[1] Cf. J. Baker, *Inquiry on Cooperative Enterprise* (Washington, D.C. : U.S. Goverment Printing Office, 1937), p. 7.

[2] Cf. *Learning the langage of Study and Action* (Cooperative League of U.S.A. Pamphlet numéro 43).

Les véritables raisons de ces méthodes sont très différentes de celles avancées par ces doctrines apologétiques.

Un surplus du produit des ventes par rapport aux coûts n'apparaît que si la transaction a été un succès. Même l'homme d'affaires le plus ingénieux ne peut pas toujours éviter des pertes. Il peut parfois se tromper sur la tendance des prix et dépenser plus pour l'acquisition d'un article que ne le justifient les développements ultérieurs effectifs. Le monde des affaires est toujours spéculatif car il est basé sur l'anticipation de l'avenir dont découlent les pertes et les profits commerciaux. Dans un monde sans changement, où demain ne diffère pas d'aujourd'hui, il n'y aurait ni pertes ni profits. Notre monde n'est heureusement pas en stagnation. Les conditions sont en perpétuel changement et il existe — au moins aux États-Unis — une tendance continue à l'amélioration. Dans une telle situation, les prix fluctuent sans cesse. Celui qui achète afin de vendre ne peut tirer un profit que s'il a acheté à un prix inférieur à celui auquel il le vend diminué de ses frais de vente totaux.

L'entreprise coopérative n'est pas une exception. Elle aussi est soumise à la loi du marché. Si une coopérative achète 10 000 livres d'un article pour 2 000 dollars et que ses frais de vente sont de cinq cents par livre, le prix de vente doit être de 25 cents par livre pour qu'il n'y ait pas de perte. Mais si au cours de l'intervalle temporel séparant l'achat de la vente, le prix de vente au détail baisse et atteint 18 cents, la coopérative est forcée de vendre à perte, en perdant sept cents par livre, soit une perte totale de 700 dollars. Bien entendu, une coopérative qui ne ferait que de telles transactions malheureuses tournerait rapidement mal. Dans le cas d'une coopérative prospère, sur une période donnée, le montant total des profits doit au moins être égal au montant total des pertes. Mais pour chaque entreprise commerciale, coopérative ou autre, les diverses transactions individuelles contribuent de différentes façons au résultat final de l'ensemble des affaires traitées sur une période donnée. Certaines transactions sont plus rentables, d'autres soit moins rentables ou conduisent à des pertes de montants divers.

Ce sont ces dures réalités qui obligent les coopératives à ne pas vendre un article à un prix exactement proportionnel à leur part dans les coûts totaux (prix de gros augmenté de coûts de vente et de fonctionnement). Si elles essayaient de le faire, elles ne pourraient pas vendre du tout la partie de leur stock acheté à des prix paraissant déraisonnables du point de vue de la structure actuelle des prix de détail.

La connaissance de cet état de choses démolit complètement la doctrine coopérative concernant les ristournes à la clientèle ou les

dividendes versés à cette même clientèle. Ces ristournes n'ont rien à voir du tout avec les achats des membres individuels. Elles ne sont pas ajustées à la marge séparant les coûts des prix auxquels les achats concrets ont été facturés aux membres. Elles représentent la distribution du profit total gagné par la coopérative sur une période donnée. Elles n'ont pas la moindre relation avec les achats individuels. Un membre qui n'achète que des articles dont la vente engendre des pertes pour la coopérative n'en a pas moins qu'un autre droit à une ristourne proportionnelle au montant total de ses achats.

Si la coopérative était uniquement un agent de ses membres, les membres auraient l'obligation de payer leur part des achats de la coopérative et de rembourser tous les coûts payés par elle que ce soit ou non avantageux pour eux. Ils auraient l'obligation d'acheter même si cela signifiait pour eux payer un prix supérieur à ce qu'ils auraient dépensé en achetant ailleurs. C'est la conclusion qu'il faut tirer de la fable tant discutée de Jean et Paul. Si Jean demande à Paul de lui acheter une cravate à New York, il doit prendre la cravate et rembourser à Paul l'argent que ce dernier a dépensé pour cet achat. Il importe peu de savoir si Paul s'aperçoit ou non qu'il aurait pu acheter une cravate équivalente dans son propre lieu de résidence à un prix bien plus bas. Il a donné à Paul le pouvoir discrétionnaire d'agir comme son agent pour l'achat d'une cravate et doit en subir les conséquences.

Il est par conséquent évident que la doctrine de membres de coopératives selon laquelle un magasin individuel *vend* des articles *à* ses clients alors qu'un magasin coopératif *achète* des articles *pour* ses membres[1] n'est que fadaises. La coopérative ne vend pas moins qu'un magasin individuel et doit inciter ses propres membres à acheter dans le magasin coopératif par des méthodes identiques à celles pratiquées par les détaillants individuels, à savoir en demandant des prix plus bas que la concurrence. Les achats de la coopérative ne sont pas plus intimement liés à ses ventes que les achats et les ventes de toute entreprise individuelle de commerce de détail. Être membre d'une coopérative ne fait obligation à personne d'acheter le moindre bien dans le magasin ou la station-service de la coopérative, encore moins obligation de rembourser la coopérative, lors de l'achat d'un bien qu'il peut faire, de tout ce qu'elle a dépensé lors de l'acquisition de l'article en question plus les dépenses de fonctionnement. Le membre individuel de la coopérative a le droit d'acheter dans le magasin de la coopérative de la même manière que tout le monde

[1] Cf. J. Baker, *Inquiry on Cooperative Enterprise*, p. 6.

— membre ou non de la coopérative — a le droit d'acheter dans tout magasin individuel. La phrase « la coopérative achète pour ses membres » n'est pas une description plus exacte de la situation réelle que la phrase « le détaillant individuel achète pour ses clients. »

Le point essentiel est que le surplus du montant total des ventes par rapport aux coûts totaux, surplus distribué par la coopérative entre ses membres, ne découle pas des divers achats spécifiques effectués par le membre individuel, mais de la bonne gestion de l'entreprise coopérative dans son ensemble sur une période donnée. Un tel surplus n'apparaît que si les directeurs de la coopérative sont assez habiles pour acheter à des prix suffisamment bas pour que la vente ultérieure se passe d'une façon rémunératrice.

La nature économique d'une coopérative ne diffère pas de celle d'un magasin privé. Le succès ou l'échec d'une coopérative résulte des mêmes sources que ceux d'un magasin individuel de détail. Le succès engendre des profits, l'échec des pertes.

L'utilisation des profits des coopératives

Si la gestion des affaires d'une coopérative a réussi sur une période donnée et que le bilan montre par conséquent un surplus net, c'est-à-dire un profit, ce profit est traité de la même façon que dans une entreprise privée. Il est soit distribué soit réinvesti dans l'affaire en plus du fonds de roulement, soit encore en partie distribué et en partie réinvesti.

Il importe peu de savoir à quelles formes légales on a recours pour cette accumulation de profits non distribués et quel nom on donne dans les livres comptables à cet ajout au fonds de roulement. La seule chose qui compte est que le montant total du profit obtenu ou une partie de celui-ci n'est pas distribué et est ajouté au capital. En ne distribuant pas les profits, les coopératives accumulent des capitaux supplémentaires de la même façon que les autres types d'entreprises commerciales. L'accumulation du capital est toujours le résultat d'une non-consommation du montant total des profits obtenus.

L'évolution des coopératives, parties de simples magasins indépendants pour aboutir à de grandes entreprises, a entraîné une variété très complexe de droits concernant ses adhérents. Il y a les membres électeurs qui possèdent des parts ordinaires correspondant au capital habituel des entreprises. Il existe des parts de membres non actifs, qui n'ont pas le droit de voter et ne participent donc pas au contrôle de la coopérative. Il y a des parts pleinement payées et d'autres partiellement. Il est donc possible de choisir parfois des

méthodes d'accumulation du capital supplémentaire qui semblent correspondre au paiement d'un dividende. Si le dividende est payé en parts, le résultat est en réalité un accroissement de la part du capital réinvesti dans la coopérative. La valeur des parts possédées par les adhérents est la même que le profit soit simplement conservé par la coopérative ou qu'il soit distribué sous forme de parts supplémentaires à chaque adhérent. Dans les deux cas la proportion du montant total de l'ensemble des actifs nets de la coopérative que possède l'adhérent individuel est la même.

Les coopératives n'emploient qu'en partie leurs fonds dans la direction de leurs propres affaires. Elles ont fondé de vastes entreprises de vente en gros et des unités de production de grande taille. Elles ont organisé ces entreprises en une hiérarchie de super-coopératives, de super-super coopératives et de super-super-super coopératives. Chacune de ses associations fait ses propres profits et soit les conserve comme profits non redistribués, soit les distribue entre ses adhérents, à savoir les unions coopératives d'un rang inférieur.

Le mouvement coopératif est-il économiquement sain ?

La vaste littérature de propagande des coopératives glorifie les réalisations du mouvement coopératif. En partant de débuts modestes, les coopératives se sont développées en grandes entreprises possédant une forte réserve de capitaux. Elles comptent des millions d'adhérents, plusieurs milliers d'organisations, plus d'une centaine de fabriques, d'usines, de puits de pétrole, de raffineries et d'oléoducs. Leur chiffre d'affaires annuel est énorme. Leur bonne santé ne se limite pas aux États-Unis. C'est un phénomène mondial. L'Alliance Coopérative Internationale comptait au commencement de la Deuxième Guerre mondiale des membres réunissant plus de 70 millions d'individus répartis dans trente-huit pays différents. Quel formidable succès !

Toutefois, un examen plus attentif nous permet de découvrir quelques défauts dans ce tableau séduisant. En premier lieu, on observe que le coopératisme est bien plus puissant à l'étranger qu'aux États-Unis. Avant la guerre, les coopératives finlandaises s'occupaient d'environ 30 % du commerce de détail de leur pays ; en Suède le chiffre était de 12 % et de 10 % en Grande-Bretagne, en France et au Danemark. Mais aux États-Unis, il était inférieur à 1 %[1].

[1] Cf. M.L. Steward, Cooperatives in the U.S. — a Balance Sheet. (Public Affairs Pamphlets numéro 32, 1944), p. 6.

C'est un fait surprenant. Précisément dans le pays où le niveau de vie de l'homme ordinaire est le plus élevé, le rôle joué par les coopératives dans le domaine de vente au détail est très modeste quand on la compare à la fois à la situation à l'étranger et au chiffre d'affaires total du commerce intérieur. Les États-Unis sont les premiers dans le monde en ce qui concerne le bien-être matériel, mais sont plutôt en retard pour ce qui est du développement des coopératives de consommation. Il est ainsi évident que la prospérité des citoyens moyens ne dépend pas de l'épanouissement des coopératives mais d'autres facteurs.

La deuxième idée qui vient à l'esprit d'un observateur impartial est que les coopératives n'ont pas eu l'occasion de tester leur efficacité dans des conditions de concurrence égales vis-à-vis des autres types d'entreprises. Dans tous les pays du monde, elles ont été copieusement choyées par l'intermédiaire de privilèges, et en particulier par des exemptions fiscales et des crédits à bon marché. Elles n'ont pas résisté à la concurrence des détaillants et des fabricants individuels ou réunis en société commerciale, par leurs propres moyens et grâce à leurs propres réalisations. Les subventions de fait qu'elles ont reçues aux dépens du revenu du peuple ont été suffisamment importantes pour leur permettre de se développer malgré une lamentable inefficacité et une gestion inepte et gaspilleuse. L'expérience de la longue histoire du mouvement coopératif ne peut rien démontrer en faveur des méthodes coopératives. Elle démontre simplement que les privilèges fiscaux, à notre époque de taxation confiscatoire, ont une grande valeur et rendent prospères leurs détenteurs. L'ardeur avec laquelle les porte-parole des coopératives se battent pour préserver ces privilèges et leurs affirmations réitérées selon lesquelles l'abolition de ces privilèges ruinerait le mouvement coopératif suggèrent qu'ils ont eux-mêmes bien peu confiance dans le pouvoir des coopératives à tenir bon face à la concurrence du secteur privé.

Le fait même que le détaillant individuel soit capable de résister à la concurrence d'un magasin coopératif témoigne de la supériorité économique de l'entreprise libre à la recherche du profit. La coopérative jouit en effet de nombreux privilèges fiscaux ; elle est soutenue par une organisation dont le capital dépasse de loin celui du détaillant moyen et elle bénéficie d'autres privilèges. Dans ses tentatives de concurrence, le secteur privé est handicapé sur tous les plans institutionnels et politiques. Il ne doit son succès qu'à sa plus grande efficacité et au fait qu'il rend de meilleurs services au consommateur.

La propagande pro-coopérative déborde d'arguments prétendant montrer pourquoi le commerce de détail à la recherche du profit doit nécessairement être gaspilleur et coûteux, et pourquoi les coopératives sont plus économiques et peuvent vendre à meilleur prix. Si ces affirmations étaient vraies, les coopératives auraient depuis longtemps — même en l'absence des abondantes subventions dont elles jouissent sous la forme de privilèges fiscaux — pris la place des détaillants individuels. Mais la réalité reste que les coopératives ne sont pas capables de faire mieux que le distributeur individuel, que ce soit en ce qui concerne le niveau des prix (c'est-à-dire le prix net payé par l'acheteur) ou que ce soit en ce qui concerne les autres services rendus à la clientèle. Le fait que l'écrasante majorité des ménagères américaines se fournissent chez les détaillants individuels et qu'à tout prendre, sur chaque dollar dépensé par les consommateurs, moins d'un cent l'est dans les magasins coopératifs, constitue un témoignage frappant de la reconnaissance par la nation de la supériorité du commerçant privé. Il n'est pas nécessaire de démasquer les sophismes inclus dans toutes ces démonstrations sophistiquées des prétendus défauts de l'entreprise privée. La ménagère qui passe devant le magasin coopératif pour se rendre dans celui du détaillant individuel les démolit de façon plus convaincante que ne le pourrait aucun théoricien.

L'erreur fondamentale de la doctrine coopérative est le contresens qu'elle fait sur le rôle joué par les distributeurs et les détaillants. Selon les défenseurs de la doctrine coopérative, la vente au détail est une activité stérile parce qu'elle n'ajoute rien aux propriétés physiques et chimiques de la marchandise. Le marchand ne serait qu'un intermédiaire superflu dont l'intervention fait monter les prix sans améliorer la qualité du produit et sans rendre le moindre service de valeur. On pourrait facilement se débarrasser de ce fainéant et de ses gains immérités.

Si les coopératives n'avaient pas bénéficié d'amples privilèges fiscaux, elles auraient très rapidement appris de la pratique que cet argument apparemment plausible est totalement faux. Le détaillant n'est pas un simple intermédiaire dont on peut se passer. Le commerce de détail est une fonction nécessaire dans la marche de l'économie de marché. C'est l'un des mécanismes qui réajustent quotidiennement la production aux demandes changeantes des consommateurs. Bien qu'en règle générale le détaillant ne modifie pas les propriétés physico-chimiques de la marchandise, il augmente sa valeur en la proposant prête à l'emploi précisément dans les lieux et au moment où on la demande le plus instamment. Les services que rend le détaillant au public ne sont pas surpayés car la concurrence

— toujours très vive dans le domaine de la distribution — maintient leurs prix dans les marges les plus étroites possibles. En parlant des coopératives de consommateurs, on ne soulignera jamais assez que ces coopératives, malgré leurs prérogatives fiscales, ne sont pas en mesure de supplanter le marchant individuel. C'est un fait qui détruit toutes les verbeuses dissertations de la littérature coopérative.

L'élément politique dans le mouvement coopératif

Dès ses débuts, le mouvement coopératif fut avant tout un mouvement politique. Ce n'était, dans les projets de ses initiateurs, pas tant un instrument destiné à améliorer la situation de ses adhérents qu'une arme à utiliser pour détruire la « bourgeoisie » et le « mode de production capitaliste ou bourgeois ». Parce qu'ils apprécient les coopératives de ce point de vue, les partis socialistes s'entendent toujours avec le mouvement coopératif. Hormis les coopératives agricoles, un grand nombre des membres des coopératives de consommation sont socialistes. Dans les rêves de ces adhérents socialistes, le paradis socialiste du futur sera organisé comme une union d'unions de coopératives de consommation. L'ouverture d'un nouveau magasin coopératif et le développement et l'amélioration des coopératives déjà existantes sont des pas en avant sur la route qui mène au salut social de l'humanité.

En fait, tout ceci est un discours tout à fait confus et contradictoire. Dans le cadre d'un système socialiste de production, il ne peut pas être question de coopératives. Le socialisme est l'antithèse absolue de toute liberté accordée aux consommateurs. Il supprime le marché, l'échange marchand et tous les droits des acheteurs. Sous un régime socialiste, l'individu doit se satisfaire de ce que l'autorité daigne lui donner. Le socialisme, c'est la suprématie du tsar de la production.

Il est bien entendu possible pour une communauté socialiste de conserver le mot de « coopérative » et d'appeler « coopératifs » ses magasins de distribution. Les communistes de l'Union soviétique, tout comme les nazis de l'Allemagne hitlérienne, ont eu recours à cette astuce. Mais personne ne peut être dupe d'un tel expédient terminologique.

L'un des traits caractéristiques du système capitaliste (que les marxistes ont surnommé système « d'esclavage » où « le travail est une marchandise ») est que le salarié est libre de dépenser ses revenus comme il l'entend. La décision d'acheter ou de ne pas acheter de la part du consommateur détermine au bout du compte ce qui doit être produit, en quelle quantité et à quelle qualité. La suprématie du

consommateur est garantie par l'ordre concurrentiel de la production industrielle où tous les producteurs, quelque différents puissent être leurs produits, rivalisent entre eux pour obtenir la plus grande part possible des dollars du consommateur. S'il n'y avait qu'une seule agence de production, à savoir le gouvernement, cette concurrence cesserait : la ménagère devrait alors prendre dans le magasin ce que l'agent du gouvernement serait disposé à lui donner. Dans un régime capitaliste, le commerçant, qu'il soit marchand à son compte ou employé d'une coopérative, cherche à servir sa clientèle : une fois la vente accomplie, il remercie le client d'avoir choisi son magasin et lui demande d'y revenir également dans l'avenir. Dans un régime socialiste, le commerçant cherche à faire plaisir au gouvernement, à ses supérieurs : il distribue la marchandise comme une faveur et engage le bénéficiaire à être reconnaissant envers le sublime donateur, envers le grand dictateur.

Les gens qui associent le mot de socialisme avec l'image de magasins coopératifs bien propres, abondamment approvisionnés, dans lesquels des vendeurs courtois sont au service des consommateurs, se trompent lourdement. Les magasins coopératifs sont propres, abondamment approvisionnés et disposent d'un personnel d'employés serviables parce qu'ils sont en concurrence avec le commerce de détail privé à la poursuite du profit. Les magasins d'un système socialiste seraient très différents.

Les tendances monopolistes et totalitaires au sein mouvement coopératif

Les directeurs des coopératives sont pleinement conscients du fait que les coopératives ne seraient pas capables de résister à la concurrence de l'entreprise privée si elles devaient lutter dans des conditions égales. C'est parce qu'ils le comprennent que d'une part ils défendent avec passion leurs précieux privilèges, et que d'autre part ils sont poussés vers des tentatives monopolistes et totalitaires.

Les écrits et les discours de la propagande coopérative n'ont jamais essayé de cacher leurs ambitions monopolistes. Ils dénigrent la concurrence en tant que telle et vantent de façon exubérante les bienfaits ce qu'ils appellent l'unité. Dans chaque pays les coopératives locales tendent à s'unir pour former une organisation nationale. Les sociétés nationales de la planète sont réunies dans l'Alliance Coopérative Internationale. L'idéal avoué des champions du coopératisme est d'abolir tout type de concurrence par l'élimination non seulement de la libre entreprise, mais aussi des entreprises possédées et gérées par l'État. Ils rêvent d'un monde comprenant une « Union

Coopérative Mondiale » qui disposerait d'un pouvoir quasi suprême dans « l'Ère des coopératives de consommation[1] ». Cette « Union » suprême et sans rivale pour ce qui concerne à la fois la production et la distribution, devrait jouir d'une situation de monopole dans chaque domaine des activités économiques. Elle aurait précisément le même pouvoir totalitaire exclusif que les nazis donnaient à leur *Reichswirtschaftsministerium* et les bolcheviques à leur *Gosplan*.

Dans notre monde imparfait, toutefois, les coopératives sont forcées de modérer leurs prétentions. Elles désirent grandement s'associer et conspirer pour éliminer la concurrence ainsi que pour limiter le commerce. Leurs activités offrent l'exemple classique d'une association à la fois horizontale et verticale. Elles tendent à se ramifier dans tous les domaines, y compris ceux qui ne sont que très vaguement en rapport avec leurs activités principales. Dans leurs efforts, elles sont grandement encouragées par le soutien direct et indirect que leur accordent divers services du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'État. Mais l'infériorité inhérente de la méthode coopérative quand il s'agit de faire du commerce contrebalance tous les privilèges et faveurs. Le progrès que les coopératives de consommateurs ont faits dans leur voie vers leur objectif final, à savoir le contrôle monopoliste des marchés de détail, est comparativement lent parce qu'il n'est pas facile de tromper la ménagère. Le fait qu'aux États-Unis les coopératives de consommation sont petites et insignifiantes quand on les compare avec celles de nombreux pays européens est la preuve de la plus grande sagacité des consommateurs américains et de leur plus grande capacité à distinguer entre une bonne et une mauvaise marchandise.

Les coopératives sont-elles démocratiques ?

Plus la faiblesse des arguments économiques avancés en faveur du coopératisme devient évidente, plus ses propagandistes soulignent son prétendu caractère démocratique. Selon eux, le coopératisme est démocratique alors que l'industrie à la poursuite du profit est réactionnaire : l'instauration de la démocratie politique réclamerait l'instauration de la démocratie économique, à savoir la suprématie des coopératives.

La vérité est que l'économie de marché est la seule réalisation possible du principe d'une économie démocratique et qu'elle la réalise pleinement. Le processus du marché est un voté réitéré chaque jour, au cours duquel chaque sou donne un droit de vote. Les ache-

[1] Cf. Kallen, *The Decline and Rise of the Consumer*, p. 436.

teurs, en préférant les biens qui en raison de leur prix et de leur qualité sont les mieux adaptés à satisfaire leurs besoins, rendent chaque entreprise rentable ou non rentable, font grandir les entreprises de petite taille et enrichissent les débutants sans le sou. Dans le cadre du marché, rien ne compte en définitive hormis les dollars du consommateur. Il est vrai que ces bulletins de papier ne sont pas distribués de façon égale au sein de la population. Le riche dépose plus de bulletins dans l'urne que son concitoyen moins prospère. Mais être riche est en soi le résultat d'un vote effectué, car dans l'économie de marché non seulement l'acquisition mais aussi la préservation des richesses requiert de réussir de façon continue à être le meilleur dans l'approvisionnement des consommateurs. Le capitaliste qui n'investit pas ses fonds dans les affaires permettant de satisfaire les besoins les plus pressants du public est pénalisé par des pertes et voit sa fortune complètement disparaître s'il ne modifie pas sa conduite à temps.

La démocratie politique telle qu'elle s'incarne dans le gouvernement représentatif est le corollaire de la démocratie économique du marché. Du point de vue d'une application cohérente du matérialisme dialectique marxiste, il faut décrire le parlementarisme, le gouvernement par le peuple et toutes les libertés accordées par la déclaration des droits comme étant la « superstructure idéologique et politique du système capitaliste de l'entreprise privée. » En tout état de cause, les marxistes étaient assez cohérents pour désapprouver et dénigrer la démocratie vue comme « ploutocratie » et le parlementarisme considéré comme « invention bourgeoise ». Il n'y eut jamais d'adversaires plus inflexibles de tout type d'institution démocratique que les bolcheviques. Ce n'est que lorsque les nazis les ont conduits à implorer l'aide des nations capitalistes occidentales qu'ils ont commencé à s'arroger le titre de démocrates. Ce n'est qu'alors que les communistes et leurs alliés de l'Europe occidentale et de l'Amérique ont découvert que les coopératives étaient des institutions démocratiques, et même les parangons de la démocratie économique.

En ayant recours à cette innovation sémantique, les agitateurs défendant les coopératives adoptèrent une terminologie qui trouve ses origines chez Mrs. Beatrice Potter Webb (Lady Passfield). C'est Mrs. Webb qui a déguisé le mouvement syndical en « démocratie industrielle » et décrit le mouvement coopératif comme l'un des aspects de cette démocratie industrielle[1]. Il n'est nul besoin d'étudier de près ces affirmations. Ce que Mr. et Mrs. Sidney Webb appellent démocratie et liberté est l'exact contraire de ce qu'ils représentent.

[1] En 1891. Cf. Webb, *The Cooperative Movement in Great Britain*, p. xxiii.

À leurs yeux, la dictature soviétique est la véritable démocratie et l'extermination sans pitié de tous ceux qui ne sont pas d'accord avec les dirigeants constitue l'authentique liberté.

La coopérative est un type d'organisation commerciale qui n'est ni démocratique ni anti-démocratique. C'est l'un des modes légaux de propriété collective. Dans une société libre, les coopératives ont le droit de fonctionner de la même façon que tous les autres types d'entreprises commerciales. Si les coopératives ne bénéficiaient d'aucune faveur gouvernementale, on aurait le droit de dire qu'elles doivent leur rôle et l'augmentation de leur chiffre d'affaires au soutien volontaire de leurs clients, tel qu'il se manifeste dans le processus démocratique du marché. Mais ce n'est précisément pas le cas. Les coopératives sont abondamment subventionnées par le favoritisme gouvernemental. Ce qui fait grossir le nombre de leurs membres, ce ne sont ni leurs propres réalisations ni les services qu'elles rendent aux clients, mais l'accumulation des faveurs de la part du gouvernement. En adhérant à la coopérative, le consommateur n'approuve pas l'idée coopérative : ce qu'il cherche est une part des bénéfices que le gouvernement accorde aux adhérents.

La propagande coopérative souligne amplement le fait que les coopératives sont des associations volontaires. De telles affirmations déforment totalement la véritable situation.

En premier lieu, le gouvernement intervient d'une façon considérable dans la décision finale d'un individu sur le point de choisir entre adhérer ou non à une coopérative. La coopérative est privilégiée au détriment de tous les contribuables qui n'ont pas de carte de membre. Si pour deux lignes de bus en concurrence, la ligne rouge et la ligne bleue, les tickets de la première sont soumis à une taxe alors que ceux de la seconde en sont exempts, il serait trompeur de dire qu'un passager préférant la ligne bleue effectue son choix de manière volontaire. Il agit sous la contrainte parce que, en raison de l'intervention du gouvernement, la ligne rouge est pénalisée.

En second lieu, la triste réalité est que dans de nombreuses communautés les membres ont recours à la pression sociale et à des menaces plus ou moins ouvertes afin d'accroître les adhésions. Il est vrai que ces abus sont moins fréquents aux États-Unis que dans les pays européens. Mais cela ne prouve pas que les adhérents américains des coopératives sont des citoyens à l'esprit plus démocratique. Cela montre tout simplement que les États-Unis sont encore un pays dans lequel les lois et la législation sont appliquées.

Les coopératives ne sont ni plus ni moins démocratiques que toute autre organisation commerciale à laquelle l'économie de marché démocratique offre l'occasion de montrer ce qu'elle est capable

de faire. Cependant, les coopératives n'osent pas prendre le risque d'essayer une telle épreuve et cherchent la protection du favoritisme.

3. Les privilèges, prérogatives et immunités des coopératives

Le biais du gouvernement en faveur des coopératives

Aucun être humain ne peut se libérer de la partialité et d'un biais particulier en faveur de certaines personnes, institutions ou choses. Un gouvernement est toujours composé d'hommes mortels et n'est donc jamais indifférent aux querelles entre peuples, partis et idéologies. Seule l'idolâtrie de l'État présente les dirigeants comme des administrateurs et des arbitres incorruptibles des affaires terrestres. Les observateurs réalistes savent combien différents sont les véritables administrateurs et gens au pouvoir.

Ce qui ne va pas avec les gouvernements contemporains n'est pas simplement qu'ils ont des préférences et des biais excessifs, mais encore plus qu'ils sont guidés par des préjugés aveugles. Le résultat est que leurs meilleures intentions sont déçues et qu'elles causent immanquablement des ravages.

L'ensemble des progrès économiques modernes est fondé sur le fonctionnement de deux types principaux d'organisation commerciale : la propriété et l'association individuelles d'une part ; la société commerciale de l'autre. Toutes les réalisations sans précédents de l'industrialisme moderne, qui ont procuré une amélioration constante du niveau de vie pour une population sans cesse croissante, ont été le résultat de ces deux types d'organisation. C'est exclusivement l'industrie à la recherche du profit qui a transformé le monde des chevaux, des bateaux à voiles et des moulins à vent en monde de la machine à vapeur, de l'électricité et de la production de masse pour répondre aux besoins des masses. C'est l'entreprise privée à la poursuite du profit qui accumula le capital, c'est-à-dire les machines et les outils, qui seuls avaient le pouvoir d'accroître la productivité du travail et donc de faire monter les taux salariaux. Même les partisans les plus sectaires du coopératisme n'osent revendiquer le moindre de ces mérites pour les coopératives. Le mieux qu'ils puissent dire au bénéfice des coopératives est qu'elles ont plus ou moins bien copié — en tirant bien sûr avantage des privilèges importants qui leur étaient accordés — les méthodes techniques éprouvées des entreprises recherchant le profit. Il serait impossible de réécrire l'histoire de notre époque sans mettre à la première place les efforts de l'entreprise privée qui approvisionne quotidiennement les foyers avec

des produits nouveaux, de meilleure qualité et moins chers. Mais les historiens n'oublieraient rien d'important s'ils ne mentionnaient pas le fait que certains de ces produits sont distribués ou mis sur le marché par des coopératives et que certains des processus les plus simples de la fabrication sont également effectués dans des usines possédées par des associations coopératives. Il n'y a pas un Américain dont la vie quotidienne ne serait pas moins confortable si l'on avait empêché l'entreprise privée d'accomplir tout ce qu'elle a apporté au cours des cent dernières années. En revanche la grande majorité de la nation ne serait en aucun cas dans une moins bonne situation s'il n'y avait jamais eu de coopératives.

Néanmoins, les gouvernements agissent comme si l'entreprise privée était une chose répréhensible et comme si le salut de l'humanité était totalement dépendant des coopératives. Ils établissent ouvertement et clairement une discrimination à l'encontre de l'entreprise privée en soumettant ses bénéfices à une taxation écrasante, dont les bénéfices obtenus par une coopérative sont exempts. Ils établissent en particulier une discrimination contre les sociétés en taxant leurs revenus à la fois au niveau de l'entreprise et au niveau des actionnaires percevant des dividendes. Des taux confiscatoires de l'impôt sur le revenu des personnes réduisent le montant du capital disponible pour le fonctionnement des entreprises privées alors que les coopératives sont autorisées à accumuler du capital soit sans être taxées du tout soit sans l'être au niveau de l'entreprise privée.

Dans tous les pays du monde, les coopératives jouissent d'abondants privilèges.

Aux États-Unis, à la fois les lois fédérales et les lois des États garantissent que les activités ordinaires des associations coopératives ne sont pas soumises aux lois anti-trusts. Le ministère de l'agriculture fournit gratuitement aux coopératives agricoles des conseils techniques, statistiques et légaux. Les agences gouvernementales accordent des prêts à faibles taux d'intérêt aux coopératives.

Les privilèges les plus importants sont ceux octroyés dans le domaine de la taxation. Certaines exemptions ne comptent pas pour beaucoup, comme par exemple l'exemption des taxes d'autorisation annuelles. En revanche, celles qui concernent l'imposition sur le revenu sont d'une importance primordiale.

Dès ses débuts, la législation fédérale de l'impôt sur le revenu en a exempté les coopératives. Ces exemptions ont été accrues et étendues par les lois ultérieures. Par ailleurs, elles devenaient d'autant plus utiles et avantageuses que les taux de taxation atteignaient des niveaux confiscatoires. Avec les taux d'imposition actuels, elles sont

équivalentes à des subventions considérables faites aux frais de tous les contribuables et de toute la nation.

Les problèmes fondamentaux des privilèges fiscaux

En défendant et en justifiant leurs privilèges fiscaux, les coopératives insistent délibérément sur des difficultés dérisoires et des syllogismes juridiques afin de détourner l'attention du public de la question essentielle.

Comme il a déjà été signalé, depuis le début de la législation fédérale concernant l'impôt sur le revenu, la volonté était d'en exempter les coopératives. La galaxie politique de la nation et du Congrès était telle qu'aucune loi ne pouvait passer sans les votes de certains sénateurs et représentants pour qui ces exemptions fiscales avaient une suprême importance. Ainsi, toutes les définitions et dispositions des lois fiscales étaient formulées de façon à laisser les coopératives en paix. Quand l'expérience pratique de l'application des lois et les jugements des tribunaux apportèrent la preuve que ces privilèges n'étaient pas aussi grands que l'auraient voulu les coopératives et quand, avec une charge fiscale devenant de plus en plus lourde, l'appétit d'exemptions des coopératives s'accrut, ces formulations furent sans cesse rédigées à nouveau. Bien que certains membres du Congrès essayèrent de faire prévaloir le principe constitutionnel fondamental de l'égalité devant la loi, les prérogatives des coopératives étaient en pratique toujours élargies par ces nouvelles rédactions.

Dans cette situation, il est facile de comprendre pourquoi les adhérents des coopératives désiraient fortement faire tourner la discussion autour du problème consistant à déterminer si oui ou non les coopératives font des profits au sens technique que les lois fiscales attribuent à ce terme. La définition légale actuelle du revenu a été influencée par la volonté d'en exempter les coopératives. Il n'est pas surprenant que les coopératives puissent l'interpréter en leur faveur.

Bien sûr, ces interprétations sont contradictoires et indéfendables. Aucun artifice dialectique ne peut conduire à une définition acceptable du revenu qui puisse comprendre le bénéfice gagné par une société et en exclure celui gagné par une coopérative. Mais l'exemption des coopératives ne dépend pas de la définition du revenu telle qu'elle est inscrite dans la loi. Les coopératives sont explicitement exemptées à la fois par les lois fédérales et par les lois des États.

Un débat concernant ce que la loi devrait être doit être radicalement différent de l'interprétation de la loi existante. Alors que cette dernière se limite strictement à la lettre et à l'esprit de la loi, la première question ne connaît qu'un critère : le bien-être public et l'efficacité économique.

Les taxes sont perçues afin d'obtenir les fonds nécessaires pour conduire les affaires du gouvernement. Contribuer à une partie de ces fonds est un devoir civique. Ce n'est pas une amende. Le gouvernement ne pénalise pas ses citoyens parce qu'ils possèdent une maison, fument des cigarettes ou voyagent par le train. Il les taxe selon les critères prévus par ces conditions.

Il en va de même de l'impôt sur le revenu. Ce dernier n'est pas une pénalité pour avoir fait des profits. Son idée est que les gens dont le revenu est plus élevé ont une plus grande capacité de payer que ceux ayant de faibles revenus. (Il n'est pas besoin d'étudier si ce principe de taxation selon la capacité est sain et s'il n'en est pas déjà arrivé au point de montrer sa propre absurdité.) Mais les adhérents des coopératives, empêtrés dans leur préjugé selon lequel les profits privés gagnés par les hommes d'affaires sont un mal devant être éradiqué, considèrent l'impôt sur le revenu comme une amende imposée aux « profiteurs ». L'impôt sur le revenu est d'après eux le moyen légal de balayer l'entreprise à la recherche du profit et de donner aux coopératives le rôle que visent les partisans les plus ambitieux des coopératives, à savoir le monopole exclusif de l'approvisionnement des consommateurs, pour tous les biens et services qu'ils demandent, et le contrôle des usines produisant ces biens.

Au fond de l'argument des coopératives se trouve l'idée que vendre un bien à un prix dépassant les coûts encourus est injuste et devrait être puni par la confiscation d'au moins une partie du bénéfice. Mais si cela était vrai, cela s'appliquerait tout autant aux bénéfices des coopératives qu'à ceux des sociétés commerciales.

Étudions en détail les arguments avancés par les coopératives en faveur de leurs privilèges fiscaux :

1. La transaction entre une coopérative et ses membres ne serait pas une vente et un achat. Le processus, explique un éminent porte-parole des coopératives, M. James Peter Warbasse, président émérite de la Ligue Coopérative des États-Unis, est « simple. Un groupe de gens réunissent un certain montant d'argent avec lequel elles achètent des biens pour les mettre dans les rayons de leur magasin de vente. Ils possèdent les biens et ne peuvent donc pas se les vendre à eux-mêmes. Quand un membre veut certains de ces biens, il va au magasin et prend, par exemple, une boîte de petits pois. Les petits

pois sont déjà à lui — il les a déjà payés[1]. » Or, cette description est impropre et trompeuse du début à la fin.

Le groupe d'individus dont parle M. James Peter Warbasse ne se contente pas de réunir une certaine somme d'argent. Ils créent une association organisée dans le cadre d'une loi bien précise de leur État. Ils agissent intentionnellement de cette façon et en pleine connaissance de la loi parce qu'ils souhaitent que cette association soit reconnue par la législation et les tribunaux comme une entité juridique qui ne puisse poursuivre et être poursuivie que sous sa raison sociale, de sorte que les associés individuels ne soient pas obligés de répondre des dettes de l'association. Il n'est par conséquent pas vrai que les adhérents « possèdent les biens et ne peuvent donc pas se les vendre à eux-mêmes. » Les biens sont propriété de l'association et non des adhérents individuels. Si un membre désire les acquérir d'une manière légale — et non par le vol ou par le détournement de fonds — il doit les acheter à l'association. Il ne doit pas « les prendre dans les rayons ». Il n'y a à cet égard pas la moindre différence entre une société commerciale et une coopérative. L'adhérent de la coopérative n'a pas plus de titres à prendre une boîte de petits pois dans les rayons du magasin coopératif que n'en a l'actionnaire d'un grand magasin en ce qui concerne les boîtes figurant dans les rayons du grand magasin.

Il ne s'agit pas seulement d'un détail juridique. C'est l'élément vital de la coopérative qui est considérée par la législation comme une personne dont l'actif et le passif sont distincts de l'actif et du passif de ses membres. Tout le système des entreprises coopératives s'effondrerait immédiatement si ce principe devait être abandonné.

2. Même si nous devions accepter l'argument pervers selon lequel les coopératives ne *vendraient* en réalité pas lorsqu'elles vendent à leurs adhérents, cela n'expliquerait pas tous ces cas fréquents où les coopératives vendent à des non adhérents. Il est paradoxal que des associations pratiquant tous les types de transactions en gros et en détail, dans le domaine de l'exportation et de contrats gouvernementaux, aient recours à un tel prétexte boiteux.

3. L'emploi des bénéfices bruts totaux issus des ventes par rapport à tous les frais engagés peut être classé en trois catégories :

a. Une part est mise de côté comme amortissement, afin de remplacer l'équipement usagé.

b. Une part est réinvestie dans l'entreprise et augmente le capital investi, soit de l'unité elle-même, soit des ses filiales.

[1] Cf. Warbasse, *The Cooperative Way, a Method of World Reconstruction*, p. 115.

c. Une part est retirée de l'entreprise et va aux ayants droit : au propriétaire de l'entreprise individuelle, aux actionnaires de la société commerciale ou aux membres de la coopérative.

Les parts *b* et *c* constituent ensemble le revenu net du point de vue légal. Les défenseurs des coopératives, lorsqu'ils prétendent que les ristournes à la clientèle ne sont pas des profits, ne font allusion qu'à la part *c*. Or la part *b* n'est pas moins importante : elle est même plus importante car la principale fonction sociale et historique du profit est d'accumuler des capitaux supplémentaires. Le rôle énorme que le réinvestissement des profits et que l'investissement des profits dans de nouvelles entreprises a joué dans l'évolution de l'activité des coopératives est bien connu. Presque tout le capital en actions des super-coopératives, et plus particulièrement pour leurs entreprises de production et de transport, a été fourni par de tels profits.

4. Un examen des principes et des méthodes selon lesquelles les coopératives dirigent leurs opérations commerciales et des règles comptables qu'elles utilisent montre clairement qu'elles sont guidées — comme toutes les autres entreprises commerciales — par la nécessité de faire un bénéfice ou un profit et d'éviter les pertes. Leur répugnance à utiliser le terme de « profit » en ce qui concerne leurs activités n'est que pur verbalisme sans aucun fondement substantiel.

Ouvrons un document officiel de la Ligue Coopérative des États-Unis, publié sous le titre *Learning the Langage* (*Apprendre les mots*) [1]. Les auteurs y admettent librement que « nous », c'est-à-dire les coopératives, « faisons des affaires *pour gagner de l'argent*. » Ainsi, disent-ils, de nombreux adhérents posent la même question que l'homme d'affaires individuel, à savoir : « Avons nous fait des profits ou subi des pertes ? » L'homme d'affaires individuel appelle le relevé qui nous donne la réponse « état des pertes et profits[2] ». Mais les auteurs de la brochure n'aiment pas cette appellation. Les comptables et les membres des coopératives, disent-ils, devraient éviter l'usage de l'expression « état des pertes et profits » et lui préférer soit « état des dépenses et des recettes » ou « état d'exploitation[3] ».

C'est une pure manipulation sémantique. Les auteurs n'essaient même pas de démontrer que ces inquiétants « bénéfices » qu'ils essaient de soustraire à l'impôt ne sont ni un revenu ni un profit. Tout ce qu'ils font est de leur donner un autre nom. S'il était suffisant pour éviter de payer l'impôt sur le revenu de changer l'expression

[1] Cooperative League of U.S.A., Brochure numéro 43.

[2] « État des résultats » est l'expression comptable consacrée en français, qui n'a donc pas la connotation que veulent éviter les coopératives. NdT.

[3] *Ibid.*, p. 18.

« état des pertes et profits » en « état d'exploitation », toutes les firmes individuelles et toutes les sociétés le feraient.

Le même verbalisme se manifeste dans la proposition de la Ligue Coopérative de remplacer par le terme « restitution d'épargne » ceux de « remise », « dividende client » ou « ristourne à l'achat[1] ».

5. Les coopératives nient le fait qu'elles bénéficient d'exemptions fiscales et sont donc privilégiés par rapport aux activités cherchant le profit. Leurs exemptions fiscales, disent-elles, ne sont pas un privilège car l'homme d'affaires individuel pourrait facilement bénéficier de la même liberté. Laissez-lui rendre au consommateur la différence entre le prix coûtant et le prix de vente, comme le font les coopératives, et le problème est résolu[2]. Il est évident que ce raisonnement ne s'applique pas à l'exemption fiscale accordée à la part des profits d'une coopérative qui n'est pas distribuée mais réinvestie. Elle ne s'applique pas non plus à la part qui provient des ventes aux non-adhérents et d'un investissement préalable dans les filiales. En mettant de côté ces points mineurs, il faut remarquer que le concept de prix coûtant ou de prix de revient est différent pour les coopératives et pour le propriétaire individuel d'un magasin ou d'une station-service Pour une coopérative, il comprend les salaires et les autres paiements effectués aux employés et aux directeurs de l'entreprise coopérative. Pour le petit épicier, il ne comprend pas la rémunération du travail accompli par cet épicier. Si le petit épicier ou le propriétaire d'une station-service devaient « rendre » aux consommateurs la différence entre le prix de revient et le prix de vente, il n'aurait pas le moindre revenu : il travaillerait pour une récompense céleste alors que seul le personnel des coopératives toucherait sa paie.

Comment le travail et le capital sont gaspillés par les coopératives

L'éminence de l'économie de marché concurrentielle consiste en premier lieu dans le fait qu'elle tend sans cesse à transférer les moyens de production dans les mains de ceux qui les emploient de la façon la plus économique, en satisfaisant au mieux les besoins des consommateurs. Elle tend à éliminer les producteurs moins efficaces et à donner la direction du contrôle de la production aux plus efficaces. Pour comprendre la signification de cette fonction assurée par le marché, il est nécessaire de se rendre compte que l'on fait du tort

[1] Cf. W.E. Regli, *A Primer of Bookkeeping for Coopératives*, 2e édition (1937), p. 5.
[2] Warbasse, *The Cooperative Way, a Method of World Reconstruction*, p. 158.

au bien-être matériel de tout un chacun, lorsque les facteurs matériels de production ou le travail humain sont employés quelque part d'une façon qui fait qu'ils ne produisent pas autant qu'une gestion plus appropriée le permettrait. En comparaison des méthodes plus économiques de fonctionnement, des méthodes moins économiques conduisent à réduire la production totale. Elles appauvrissent la nation dans son ensemble et tous ses membres individuellement.

En l'absence d'interférence dans le monde des affaires de la part du gouvernement, une entreprise qui utilise un montant plus élevé de capital et de travail qu'il n'est nécessaire dans des circonstances données ne peut pas survivre. Comme ses coûts sont plus élevés, des concurrents plus efficaces l'obligent en fin de compte à se retirer des affaires. Seules demeurent les organisations les plus efficaces.

Mais dès que le gouvernement intervient par des subventions, du crédit bon marché ou des exemptions fiscales, la situation est totalement modifiée. Si l'épicier inefficace *A* est exempté d'une taxe que son concurrent plus efficace *B* est forcé de payer, alors la capacité qu'a *A* de résister à la concurrence de *B* est renforcée. Les véritables coûts de fonctionnement de *A* (c'est-à-dire ses coûts de fonctionnement hors taxes) sont toujours plus élevés que ceux de *B*. Mais face à cette différence entre les véritables coûts de fonctionnement il faut tenir compte de l'avantage que *A* obtient de l'exemption fiscale. Bien que la gestion de *A* soit gaspilleuse, bien qu'elle absorbe un montant de capital et de travail qui, sans la moindre détérioration des services rendus au public, pourrait être rendu disponible pour satisfaire d'autres besoins qui ne sont précisément pas satisfaits en raison du gaspillage de *A*, son magasin peut continuer à faire des affaires. Le gouvernement protège A contre les conséquences de sa propre inefficacité.

Une exemption fiscale n'est par conséquent pas simplement un sujet qui ne concernerait que *A* et *B* et qui n'affecterait pas les intérêts des autres gens. Ce que le gouvernement obtient en taxant seulement *B* au lieu de répartir l'impôt de façon égale entre *A* et *B*, ce n'est pas uniquement une perturbation de la situation de concurrence mutuelle entre *A* et *B*. Le principal effet économique et social consiste à préserver une entreprise travaillant à coûts élevés aux dépens d'une entreprise travaillant à bas coûts, à préserver un gaspillage particulièrement inutile et à l'évidence nuisible des facteurs de production rares.

Ce *A* inefficace choyé par le gouvernement afin de lui permettre de faire concurrence à *B*, c'est la coopérative en tant qu'elle bénéficie d'exemptions fiscales et d'autres faveurs gouvernementales. Il ne sert

à rien que les amis du coopératisme essaient de justifier ces privilèges fiscaux en ayant recours à des arguments métaphysiques. La simple vérité est la suivante : le gouvernement intervient pour permettre aux coopératives de résister à la concurrence des entreprises privées, concurrence à laquelle elles ne pourraient de l'aveu de tous résister sans aides.

Les pères de l'idée coopérative et les fondateurs des premières coopératives croyaient à tort qu'elles pourraient rendre service au public à des coûts plus faibles que ceux de l'entreprise privée. Toutefois, un siècle d'expériences coopératives a démoli cette hypothèse en montrant qu'elle est pure illusion. Les coopératives n'ont pas résisté à l'épreuve du temps. Là où elles prospèrent et dans la mesure où elles prospèrent, elles doivent leur existence aux divers privilèges octroyés par le gouvernement, en particulier aux exemptions fiscales et au crédit bon marché accordé par le gouvernement.

Ces privilèges sont d'autant plus grands pour les coopératives et nuisent d'autant plus à l'effort industriel et au bien-être économique de toute la nation, que les coopératives participent aux activités de production.

Dans l'économie de marché libre, prévaut une tendance à n'investir le capital disponible pour réaliser de nouveaux projets que dans les entreprises dont on s'attend le plus à ce qu'elles évitent le gaspillage et l'inefficacité. Cependant, le favoritisme en faveur des coopératives contrebalance cette tendance. Comme d'un côté le gouvernement taxe lourdement les entreprises individuelles et taxe deux fois les sociétés commerciales, et que d'un autre côté il laisse libres les coopératives, cela donne aux usines coopératives inefficaces l'apparence trompeuse de l'efficacité et l'occasion d'amasser des bénéfices. Les défenseurs du coopératisme vantent le fait qu'aujourd'hui aux États-Unis les propriétaires d'usines approchent les coopératives et proposent de leur vendre leurs entreprises, que les banques viennent vers elles, leur disent où il y a une usine qui pourrait être achetée à bon marché et proposent de leur prêter l'argent pour l'acquérir[1]. De telles offres ne sont toutefois pas, comme le présument les défenseurs du coopératisme, la preuve de la supériorité du mode coopératif de production. Elles montrent simplement que des usines qui, parce qu'elles produisent à coûts trop élevés, sont condamnées sur le marché libre, peuvent continuer tranquillement à survivre dès que les larges privilèges des coopératives leur sont accordés.

[1] *Ibid.*, pp. 45-46.

Alors que le système fiscal à la fois du gouvernement fédéral et des États freine considérablement l'accumulation de capital pour les sociétés, les entreprises individuelles et les personnes physiques, il encourage cette accumulation du capital pour les coopératives. Ces dernières sont pleinement conscientes du formidable potentiel de cette situation. Elles ont forgé le slogan « *Les usines sont libres* [1] ». Leur éminent porte-parole, en parlant d'un exemple de transaction d'une coopérative de consommateurs, dit : « C'était une bonne affaire pour les adhérents de la coopérative, car sans aucun sacrifice de leur part ils étaient devenus propriétaires d'une grande entreprise de fabrication[2] ». Or, il n'existe rien qui ne puisse être acquis sans sacrifice. Il est vrai que les membres de la coopérative sont devenus propriétaires de l'entreprise de fabrication en question « sans aucun sacrifice de *leur* part ». Mais ce n'était le cas que parce que le gouvernement avait obligé d'autres gens à faire un sacrifice au bénéfice des adhérents de la coopérative. Il les avait forcé à payer des impôts plus élevés afin de libérer les coopératives du fardeau fiscal. La coopérative a acheté l'usine grâce à une subvention reçue sous la forme d'une exemption fiscale.

Les coopératives, lorsqu'elles parlent de leur expansion, passent leurs privilèges sous silence. Elles attribuent leur succès exclusivement au fait qu'elles « ne sont pas obligées de faire des profits[3] ». Il n'est pas nécessaire de recommencer l'examen de tous les problèmes concernés par ce sujet. Étudions la chose d'un point de vue purement pragmatique.

Le point fondamental du raisonnement des pionniers et des pères du coopératisme est : les détaillants et les distributeurs, ces intermédiaires parfaitement inutiles, augmentent le prix des articles parce qu'ils veulent faire des profits. Les coopératives élimineront le profit et seront donc en position de vendre à leurs membres les biens à des prix inférieurs à ceux pratiqués par l'entreprise privée à la poursuite du profit. Comme tout le monde cherche à acheter au prix le plus bas, le développement des coopératives éliminera très rapidement le détaillant individuel.

L'histoire a totalement réfuté cette doctrine. Les coopératives ne sont pas en position de résister à la concurrence des entreprises privées à la recherche du profit. Elles auraient disparu depuis longtemps si elles n'avaient pas joui d'importants privilèges de la part du gouvernement.

[1] *Ibid.*, p. 46.
[2] *Ibid.*, pp. 46-47.
[3] *Ibid.*, p. 46.

Le fait même que malgré ces privilèges elles n'aient pas une plus grande part de marché dans le domaine de la vente au détail est une preuve de leur inefficacité inhérente.

En coupant les cheveux en quatre et en s'adonnant aux syllogismes subtils concernant les concepts de profit, d'épargne, de gain, de bénéfice, de coût, etc., les partisans des coopératives ont évité la discussion sur la principale question. Dans un pays libre comme les États-Unis, l'immense majorité du public qui achète préfère se fournir auprès de l'entreprise individuelle et non chez les coopératives. Ces dernières insistent toujours sur le fait qu'elles rendent à leurs consommateurs la différence entre le prix de revient et le prix de vente, sous la forme d'une « ristourne », d'un « dividende » versé au client, alors que l'entreprise privée, selon eux, garde cette différence sous forme de profit. Mais le consommateur intelligent prend en compte tous les termes du contrat lorsqu'il doit choisir entre entreprise privée et entreprise coopérative : la qualité de la marchandise tout autant que son prix et que la valeur des services supplémentaires rendus par le vendeur. En se posant la question d'acheter ou non dans une coopérative, il prend aussi en compte la ristourne à attendre. C'est un fait qu'aux États-Unis cette comparaison entre magasin individuel et magasin coopératif se fait dans l'immense majorité des cas au bénéfice de l'entreprise individuelle. Le comportement de la population américaine pour ses achats témoigne du fait qu'on achète moins cher, ou pour une meilleure qualité, ou encore moins cher et à meilleure qualité, dans un magasin individuel malgré la remise des coopératives. Il est ainsi prouvé que le profit de l'homme d'affaires individuel n'est pas dû à des prix excessifs pour le consommateur. Il est touché par une entreprise qui dans la majorité des cas sert mieux et à meilleur marché le consommateur que la coopérative « altruiste ». Les coopératives n'ont aucune raison de se vanter des ristournes. Le détaillant individuel donne davantage au consommateur, soit sous la forme d'une meilleure marchandise, soit par des prix plus bas, soit encore par d'autres services.

La fabrication dans les coopératives et dans les autres entreprises de production

Le développement spectaculaire des activités de fabrication et d'autres activités de production et de transport de la part des coopératives et de diverses unions de coopératives fut, comme il a déjà été mentionné, une conséquence du fait que les privilèges fiscaux des coopératives sont devenus d'autant plus précieux que les taxes

payées par les groupes commerciaux non exemptés sont devenues de plus en plus lourdes.

Les différences entre une usine de production possédée et gérée par une coopérative ou une union de coopératives et une usine similaire possédée et gérée par une société commerciale ou une entreprise individuelle à la recherche du profit sont de deux ordres :

1. La gestion des premières est moins efficace que celle des secondes.

2. Les premières jouissent de privilèges dans le domaine fiscal et dans celui de l'obtention de crédits, privilèges qui sont refusés aux secondes.

Ceux qui sont prêts à mettre en doute la première de ces affirmations sont incapables d'expliquer pourquoi la concurrence de ces entreprises privilégiées n'a pas totalement détruit leurs rivales non privilégiées. Un expert éminent, M. A. G. Black, ancien directeur de l'administration chargée du crédit aux agriculteurs, déclarait avant la Deuxième Guerre mondiale que « quand les taxes absorbent une large part des bénéfices des entreprises privées, la forme coopérative procure véritablement un avantage énorme[1] ». Cet avantage énorme est entièrement encaissé par la bureaucratie coopérative pour compenser l'inefficacité de sa gestion. Aucune part de cet avantage n'est reversée aux consommateurs car ceux-ci, si l'on tient compte de la qualité des produits ou des services rendus, ne sont pas approvisionnés par les coopératives à des prix nets (les prix nets étant les prix moins la ristourne) inférieurs à ceux des firmes individuelles non exemptées de taxes. Les ouvriers employés dans les usines des coopératives ne touchent pas non plus des salaires plus élevés que les autres ouvriers.

Le Trésor, en accordant ces privilèges fiscaux aux activités de production des coopératives, renonce à des revenus qu'il pourrait empocher si ces usines étaient propriété de sociétés commerciales ou si aucun privilège n'était accordé aux coopératives. Les dépenses publiques doivent être réduites d'autant. Il faut renoncer à certains bénéfices que peut rendre une allocation budgétaire. Qui en profite ? La réponse est : personne. Le montant de la baisse du revenu est gaspillé par l'ineptie, la négligence et la maladresse.

Si ce n'était pas vrai, les coopératives pourraient soit, en vendant au même prix que les autres firmes, obtenir d'énormes profits, soit, en baissant leurs prix, ruiner leurs rivales. Elles auraient atteint dans les deux cas depuis longtemps ce qu'elles considèrent comme le but

[1] Cité dans *Tax-Free Manufacturing Coopérative Associations* (préparé par la « National Tax Equality Assocation », 1945), p. 2.

ultime de leur mouvement, à savoir une situation où les coopératives produiraient dans leurs propres usines tout ce dont leurs adhérents ont besoin. Le simple fait que leurs succès ont été bien plus modestes démontre qu'il y a dans le coopératisme lui-même un facteur qui freine sa progression malgré l'énorme soutien qu'il reçoit du gouvernement. Nous ne pouvons pas ne pas appeler « infériorité économique » ce facteur.

Comment le favoritisme nuit aux coopératives

Le favoritisme ne nuit pas moins aux bénéficiaires de la faveur que ceux aux dépens desquels elle est accordée. Il corrompt et affaiblit le protégé.

En faisant confiance à la tutelle politique, les coopératives ont souvent négligé de nommer des employés, des directeurs et du personnel efficaces dans la gestion de l'entreprise et ont donné la préférence aux gens versés dans les affaires politiques, la propagande et le lobbying et familiers des politiciens et des bureaucrates. Dans les pays de l'Europe continentale, dont les activités coopératives sont largement vantées par les partisans des coopératives américaines et données comme modèles pour leurs propres activités, les coopératives sont totalement dépendantes des divers partis politiques. Tous les partis importants — en particulier les sociaux-démocrates, les socialistes catholiques, les partis chrétiens non catholiques et les divers partis nationalistes — ont créé leur propre système de coopératives qui collaborent étroitement avec les dirigeants politiques.

L'entreprise privée a très envie de réussir en améliorant la qualité de ses produits et de ses services et en baissant ses prix. Elle a recours à la publicité pour faire connaître au public les articles qu'elle met en vente. Une publicité d'un marchand à la recherche du profit met en relief les propres réalisations de l'annonceur, et les avantages que les clients potentiels pourraient en tirer. Elle ne dénigre jamais les concurrents. La propagande des coopératives est incapable de trouver assez de choses méritoires dans leurs propres réalisations. Leur leitmotiv est de calomnier l'entreprise privée et d'insinuer que ses profits sont obtenus en trompant les consommateurs.

Quand un marchand individuel est mécontent du rendement de son magasin, il essaie d'améliorer sa gestion. Quand une coopérative travaille de façon peu satisfaisante, la première idée qui vient aux employés responsables et aux directeurs n'est pas de recourir à une réforme adéquate de l'exploitation. Il leur est plus facile de demander davantage d'exemptions fiscales et encore plus de crédit public à bon marché.

Les auteurs n'innombrables livres, brochures et périodiques publiés par la propagande coopérative se préoccupent tellement des aspects politiques du coopératisme qu'ils ne posent jamais la question à laquelle on ne peut répondre sans démolir totalement les dogmes fondamentaux du mouvement coopératif. Ils ne demandent jamais : Les pères du coopératisme avaient-ils raison de supposer que l'élimination du profit permettra d'approvisionner le consommateur à meilleur prix qu'il ne l'est par l'entreprise à la recherche du profit ? Si la réponse à cette question était positive, il serait impossible d'expliquer comment l'entreprise individuelle — même sans tenir compte des privilèges accordés aux entreprises — pourrait concurrencer les coopératives. L'échec spectaculaire des coopératives de consommation dans les agglomérations urbaines des États-Unis, voilà le seul problème à étudier dans un livre sérieux et honnête sur le coopératisme. Comment cet échec a-t-il pu se produire malgré toutes les taxes imposées à l'entreprise privée et tous les larges privilèges accordés aux coopératives ?

Les défenseurs du coopératisme pensent qu'ils se sont suffisamment dispensés de répondre à cette question en couvrant d'insultes et d'injures tous ceux qui ne sont pas d'accord avec eux. Le langage ordurier qu'emploie la littérature en faveur des coopératives dans ses polémiques est tout à fait choquant. Mais le fait même qu'ils aient recours à de tels termes injurieux prouve qu'ils sont pleinement conscients de leur incapacité à répondre aux objections soulevées par les économistes.

Il n'est pas non plus nécessaire de jeter de la poudre aux yeux en s'étendant sur les succès du coopératisme dans d'autres régions du monde. Le fait que l'Islande est, rapportée à sa population, le « pays le plus "coopératisé" du monde[1] », ne compense pas le fait que les États-Unis, pays ayant le niveau de vie le plus élevé, sont — en ce qui concerne les coopératives de consommation — celui qui est le moins "coopératisé". Le développement du coopératisme dans ces pays d'Europe de l'Est qui n'ont jamais connu d'institutions libérales ne comptera certainement pas pour grand-chose aux yeux des citoyens des pays libres.

La littérature coopérative manque totalement d'esprit d'autocritique et d'appréciation réaliste des faits. Elle est pleine de vanité, d'orgueil et d'autosatisfaction. Elle ressasse encore et toujours les mêmes vieilles erreurs, déjà réfutées une centaine de fois, et ne prête aucune attention à la moindre idée nouvelle. Elle reflète ainsi fidèlement la stérilité intellectuelle d'un mouvement qui doit son dé-

[1] Cf. Warbasse, *The Cooperative Way, a Method of World Reconstruction*, p. 126.

veloppement exclusivement à la partialité bienveillante des politiciens.

Conclusion

Le mouvement coopératif est entièrement fondé sur l'idée totalement fausse mais toujours populaire que le profit est un péage injuste que l'homme d'affaires fait payer aux clients et sur l'affirmation que le vendeur ne devrait en toute justice pas demander plus que ce que lui a coûté la marchandise. Les coopératives ont été créées comme moyens d'abolir entièrement la pratique perverse de vente au-dessus des coûts.

Cent années de pratique des associations coopératives ont clairement prouvé qu'elles ne sont pas capables de saisir leur chance sur un marché libre. Elles ne peuvent perdurer par leurs propres efforts. On ne peut au moins pas nier qu'il n'y a pas d'exemple de coopérative qui ait résisté à la concurrence de l'entreprise privée sans favoritisme de la part du gouvernement. Dans tous les pays du monde, le mouvement coopératif doit son développement et son expansion actuelle, quels qu'ils puissent être, à des exemptions fiscales, à un crédit public bon marché et à d'autres privilèges. En affirmant avec véhémence que l'abolition de ces privilèges reviendrait à supprimer les coopératives, leurs porte-parole avouent qu'ils considèrent eux-mêmes ces privilèges comme un élément indispensable à la survie du coopératisme.

Le monde des affaires n'est pas une fin en soi. Il existe et fonctionne pour le bénéfice du public. La seule justification de l'exploitation d'une affaire réside dans le fait qu'un nombre suffisant de gens se fournissent volontairement auprès d'elle. Si les gens n'achètent pas d'eux-mêmes dans un magasin, il n'est certainement pas du rôle du gouvernement que de le favoriser aux dépens du revenu de la population et d'y amener ainsi comme clients des gens qui désirent partager les bénéfices de ces faveurs. Une entreprise commerciale qui doit sa survie aux pressions politiques et non au soutien volontaire du public qui achète est parasitaire. Sa préservation conduit à un gaspillage de travail et de facteurs matériels de production, elle réduit la somme totale de biens disponibles à la consommation, elle est perverse du point de vue du bien-être commun.

Le type coopératif d'organisation commerciale ne peut justifier son existence qu'en renonçant aux privilèges dont il jouit aujourd'hui. Ce n'est que dans la mesure où les coopératives sont capables de résister par leurs propres moyens, sans le soutien d'exemptions fiscales, de crédit public à bon marché et d'autres faveurs, que le

coopératisme peut être considéré comme une méthode légitime de faire des affaires dans une société libre.

19

Quelques observations sur les politiques et les méthodes économiques actuelles

Article écrit en 1951 mais non publié à cette époque.

I

Si aucun changement radical ne se produit très rapidement dans les tendances politiques dominantes, le système du contrôle gouvernemental intégral des activités humaines triomphera d'ici quelques années dans tous les pays situés de ce côté du Rideau de fer.

La doctrine acceptée de nos jours par tous les hommes d'État et par tous les politiciens n'embrassant pas ouvertement tous les enseignements du communisme et du totalitarisme affirme qu'il est du devoir du gouvernement d'intervenir dans le fonctionnement du marché à chaque fois que le résultat de ceci apparaît « socialement » souhaitable aux yeux du gouvernement. Cela veut dire : les individus, dans leurs activités de production et au cours de leurs achats et de leurs ventes sur le marché ne sont libres que dans la mesure où ils font précisément ce que le gouvernement attend d'eux ; mais il ne leur est pas permis de s'écarter de la ligne approuvée par les autorités. La doctrine de l'omnipotence gouvernementale n'est bien entendu pas totalement appliquée aujourd'hui. Les gouvernements n'ont pas encore obtenu le pouvoir officiel de contrôler les prix et les taux de salaires. Mais la résistance opposée à la promulgation de tels pouvoirs s'affaiblit de plus en plus. Le gouvernement des États-Unis, dans ses efforts pour poursuivre son insouciante politique inflationniste, menace continuellement la nation avec le spectre du contrôle général des prix et des salaires. Et seules quelques voix protestataires se font entendre.

Les gens qui se déclarent favorables à la préservation de l'économie de marché sont traitées d'« extrémistes » et leurs arguments ne sont pas jugés dignes d'être réfutés. Même les membres de groupes minoritaires se joignent à cet enthousiasme en faveur d'un gouvernement omnipotent, bien que ce système les priverait de la seule possibilité qu'ils ont de surmonter l'animosité de la majorité en excellant à rendre service au public, aux consommateurs. Presque toutes les institutions d'éducation, évitant soigneusement pour la

plupart les termes sensibles de communisme et de socialisme, font la propagande de la planification —intégrale— et de la « production pour l'usage ».

Le temps où les gens, et la jeunesse en premier lieu, tenaient la liberté en haute estime est révolu. Nos contemporains souhaitent ardemment le « plan », une discipline stricte dans la vie, le travail et les loisirs de tous, fixée par les décrets d'un dictateur paternel.

II

Le seul but de la production est de permettre la satisfaction de besoins, c'est-à-dire la consommation. La grandeur de l'économie de marché doit se voir dans le fait que toutes les activités de production y sont dirigées en fin de compte par les consommateurs. L'homme est souverain en sa qualité de consommateur. En tant que producteur il est obligé d'obéir aux souhaits des consommateurs.

En achetant ou en s'abstenant d'acheter, les consommateurs déterminent tout se qui se passe dans la sphère qu'on désigne habituellement sous le nom d'affaires économiques. Leur comportement détermine au bout du compte la place et le rôle de chacun dans l'appareil social de production. Ils assignent la propriété des facteurs matériels de production à ceux qui ont réussi à les orienter vers les emplois où ils satisfont le mieux les besoins les plus pressants des consommateurs. La propriété des facteurs matériels de production, la richesse, ne peut être acquise et conservée dans une économie de marché capitaliste qu'en servant les consommateurs mieux et moins cher que les autres. Une telle propriété est un mandat public pour ainsi dire, confié au propriétaire sous la condition qu'il l'utilise de la meilleure manière possible et au bénéfice du consommateur. Le capitaliste ne peut jamais se reposer dans ses efforts pour servir le public mieux et moins cher. S'il sent qu'il ne peut pas y parvenir sans l'aide d'autres personnes, il doit choisir des partenaires adéquats ou prêter ses fonds à des personnes de ce type. Il y a ainsi, à l'intérieur du système de l'économie de marché un mécanisme, pour ainsi dire, qui oblige inexorablement les propriétaires de tous les facteurs matériels de production à investir dans les lignes qui rendent les meilleurs services aux consommateurs.

D'une manière similaire les consommateurs déterminent le niveau des rémunérations de ceux qui travaillent pour un salaire ou un traitement. L'employeur est dans la nécessité de payer à chacun de ses employés le plein prix que les consommateurs sont disposés à lui défrayer pour ce qu'a apporté ce travailleur aux qualités du produit. Il ne peut pas payer davantage, car l'emploi de ce travailleur signifie-

rait une perte ; il ne peut pas non plus le payer moins, car alors ses concurrents détourneraient les chercheurs d'emploi de son usine. Ce n'est pas le jugement de l'employeur mais celui des consommateurs qui compte dans l'octroi de hauts salaires aux acteurs et athlètes populaires et de bas salaires aux balayeurs et aux femmes de ménage.

Le fait que ce système bénéficie à toutes les nations et à tous les individus au sein de chaque nation a été démontré de manière spectaculaire par l'accroissement sans précédent du chiffre de la population qu'elle a entraîné. A chaque fois que les gouvernements et les groupes de pression ayant recours à l'action violente n'ont pas pleinement réussi dans leurs tentatives de sabotage du fonctionnement du marché, l'industrie a fourni aux masses des commodités dont les princes et les nababs les plus riches du passé n'auraient même pas rêvé.

Si l'on compare les conditions économiques dans les régions les plus prospères de la terre avec celles des pays dits sous-développés, on ne peut s'empêcher de comprendre la justesse du principe fondamental du libéralisme économique du XIX[e] siècle. Faces aux fantaisies et aux illusions révolutionnaires des agitateurs socialistes et communistes, les économistes ont opposé la thèse suivante : il n'existe qu'une méthode permettant d'améliorer la situation de toute la population, à savoir accélérer l'accumulation de capital par rapport à l'accroissement de la population. La seule méthode pour rendre tout le monde plus prospère est d'augmenter la productivité du travail humain, c'est-à-dire la productivité d'une heure de travail, et ceci ne peut se faire qu'en mettant entre les mains du travailleur des outils et des machines en plus grand nombre et de meilleure qualité. Ce qui manque dans les pays habituellement décrits comme sous-développés, c'est l'épargne et l'accumulation de capital. Rien ne remplace l'investissement en capital. S'il fallait une autre preuve de ce principe fondamental, il suffit de regarder l'empressement de toutes les nations attardées pour obtenir des capitaux étrangers pour leurs industries.

III

En étudiant le pour et le contre de la gestion socialiste, on néglige malheureusement de prêter suffisamment attention aux effets communément considérés comme non économiques. On oublie de faire attention à l'aspect humain du problème.

Le trait distinctif de l'homme réside dans son initiative. La vie d'un animal prend exactement le cours spécifique à tous les membres

de l'espèce à laquelle il appartient. Un écart par rapport à cette ligne ne peut provenir que d'une force extérieure, par l'intervention d'une volonté humaine. L'homme est au contraire en position de choisir entre les diverses manières de se conduire qui lui sont ouvertes. Son destin dépend dans une certaine mesure du mode suivant lequel il réagit aux conditions de son environnement et suivant lequel il s'intègre dans le système social de la coopération pacifique. Il est, dans les limites tracées par la nature, à l'origine de sa bonne fortune. Ne pas être contraint dans la poursuite de ses propres plans par autre chose que le fait d'accorder une liberté identique à ses semblables, voilà ce qu'on appelle habituellement la liberté. La liberté ne signifie pas une licence débridée permettant de se laisser aller à n'importe quel acte de férocité et elle n'entre pas en conflit avec l'existence d'un « État », c'est-à-dire d'un appareil social réprimant violemment le recours à la force brute de la part d'individus ou de bandes indisciplinées. Au contraire, elle ne peut fonctionner que si la coopération pacifique des individus est protégée de cette façon contre l'oppression et l'usurpation.

Le gouvernement constitutionnel par des gouvernants élus — le gouvernement représentatif — est une institution destinée à donner aux citoyens une suprématie, dans le domaine de l'administration des affaires publiques, aussi proche que possible de la souveraineté dont ils jouissent en leur qualité de consommateurs dans l'économie de marché. Supplantant le règne des seigneurs aristocratiques des âges féodaux et de tous les systèmes d'esclavage et de servitude, il s'est développé dans les pays de civilisation occidentale en même temps que disparaissait progressivement l'économie autosuffisante des familles, des villages, des comtés et des nations et que se développait le système planétaire de la division internationale du travail. Il constitue le corollaire politique de la démocratie économique de l'économie de marché, et laisse la place à un régime dictatorial à chaque fois et partout où la coopération volontaire des hommes dans le système du marché libre est abolie par la mise en œuvre d'un quelconque modèle de gestion socialiste.

Car l'économie planifiée est le système d'esclavage le plus rigide que l'Histoire ait jamais connu. Ses avocats l'admettent implicitement en disant qu'il est une méthode d'ingénierie sociale, c'est-à-dire un système qui traite les être humains — tous les êtres humains à l'exception du dictateur suprême — à la façon dont les ingénieurs traitent les matériaux sans vie avec lesquels ils fabriquent des maisons, des ponts et des machines. Il ne reste à l'individu pas d'autre choix qu'entre la reddition inconditionnelle et la rébellion sans espoir. Personne n'est libre de s'écarter du rôle que lui attribue le plan.

Du berceau au cercueil, toutes les actions d'un homme ainsi que son comportement au cours de ses heures de loisir lui sont précisément prescrits par les autorités.

Telle est la situation dans le régime auquel aspirent ardemment l'immense majorité de nos intellectuels et les masses de gens ordinaires. Les enfants et les petits-enfants des générations pleines d'enthousiasme pour la liberté sont sous l'enchantement de l'image d'une utopie dans laquelle eux-mêmes ne seraient rien d'autres que des pions dans les mains d'autres gens. Pour ceux qui connaissent bien la longue histoire des luttes en faveur de la liberté, c'est une curieuse impression que de voir aujourd'hui jeunes et vieux, professeurs et ignorants, artistes et rustres, désirer le règne sans limites de « big brother ».

Cet engouement de l'intelligentsia ainsi que des masses illettrées est si fermement enraciné qu'aucune expérience défavorable ne peut l'ébranler. Plus les informations sur l'état réel de la situation dans les pays communistes arrivent dans les nations occidentales, plus les rangs chaque jour plus nombreux des partisans de la « dictature du prolétariat » deviennent fanatiques.

IV

Le changement radical qui a jeté dans l'oubli l'idéal de liberté et qui chante jusqu'aux cieux les louanges de la soumission inconditionnelle au « plan » se reflète dans l'altération du sens de presque tous les termes utilisés pour désigner les partis politiques et les idéologies.

Au XIX[e] siècle le mot *libéral* (qui découle de liberté) se référait à ceux qui aspiraient au gouvernement représentatif, au règne du droit et non des hommes, et qui cherchaient à restreindre le pouvoir du gouvernement à la préservation des rapports pacifiques entre les hommes face à toutes les attaques possibles de la part de gangsters du pays ou d'ennemis extérieurs. Aujourd'hui être « *liberal* » signifie aux États-Unis défendre le contrôle gouvernemental absolu sur toutes les activités de politique intérieure et, en politique extérieure, sympathiser avec toutes les révolutions visant à établir une dictature communiste. Il ne reste plus aucun terme pour désigner ceux qui sont en faveur de la préservation de l'économie de marché et de la propriété privée des facteurs matériels de production. De tels « réactionnaires » ne sont pas considérés dignes d'avoir un nom pour les identifier.

Dans certaines chambres parlementaires de l'Europe du XIX[e] siècle les membres du parti défendant le gouvernement par le peuple

et les libertés civiles siégeaient à la gauche du président. C'est de là que vint la désignation de *gauche* pour les identifier et celle de *droite* pour se référer à leurs adversaires, les avocats du gouvernement despotique. Dans l'usage américain actuel ces termes ont été inversés. Les partisans de la « dictature du prolétariat », des méthodes russes et chinoises de tyrannie illimitée de la part des gens en place, sont de nos jours dits « de gauche » alors que les défenseurs du gouvernement constitutionnel et des libertés civiles sont dits « de droite ». Selon cette terminologie il faut appliquer le terme d'*homme de gauche* non seulement à Lénine, qui a dissous le 6 janvier 1918 l'Assemblée constituante par la force militaire, mais tout autant à ses prédécesseurs dans le traitement impoli des parlements : Oliver Cromwell et les deux Napoléons. Mais Karl Marx, qui a violemment rejeté cette méthode bonapartiste de suppression de l'opposition dans l'un de ses plus célèbres pamphlets[1], pourrait à bon droit être qualifié de membre de « l'extrême droite ».

La vérité est qu'aucun type de régime socialiste ou communiste n'est compatible avec la préservation des libertés civiles et de gouvernement représentatif ou constitutionnel. Le gouvernement représentatif et les libertés civiles constituent le corollaire politique ou constitutionnel du capitalisme tout comme le despotisme illimité est le corollaire du socialisme. Aucun bavardage sémantique ne pourra rien y changer. Le mouvement socialiste n'est pas la continuation du mouvement libéral du XIX^e^ siècle mais la réaction la plus radicale qui lui ait été opposée. L'État total à la mode de Lénine et Hitler est l'incarnation des idéaux de tous les grands tyrans de tous les temps.

V

Sans le vouloir les mots qu'un homme choisit lorsqu'il parle et écrit révèlent quelque chose sur les idées qu'il n'est pas disposé à exprimer directement.

Le mot *révolution* signifiait à l'origine un mouvement tournant, puis une transformation. Mais depuis les Révolutions américaine et française, il signifie en premier lieu violence, guerre civile, guerre contre les pouvoirs en place. Quand Arnold Toynbee utilisa pour son récit plutôt partial de l'évolution de l'industrialisme moderne en Angleterre (publié pour la première fois en 1884) le titre de *Révolution industrielle*, il dévoila sans le vouloir son interprétation de l'Histoire comme succession de conflits violents, de meurtres et de destructions.

[1] *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* [1852].

La même disposition d'esprit explique l'usage de l'expression de « conquête d'un marché » pour décrire le fait que les marchands ruritaniens ont réussi à vendre leurs articles en Lapoutanie.

De nombreux autres exemples pourraient être cités, mais il suffit d'en mentionner un : la « guerre contre la pauvreté » aux États-Unis. La seule méthode pour réduire la pauvreté et pour offrir au gens davantage de biens de consommations, c'est de produire plus, mieux et moins cher. C'est ce que l'industrie à la recherche du profit recherche et qu'elle réussit à faire, pourvu que suffisamment de capitaux aient été accumulés par l'épargne. Tout ce qu'un gouvernement peut faire dans ce processus, c'est de protéger le fonctionnement du marché contre les agressions violentes et frauduleuses. Ce qui diminue la pauvreté n'est pas de prendre quelque chose à Paul pour le donner à Pierre, mais de rendre les biens plus facilement accessibles en produisant plus, mieux et moins cher. Il n'y a rien dans cette suite d'événements auquel le terme de « guerre » conviendrait. Un système gouvernemental qui dépense chaque année des milliards de dollars pris aux contribuables pour rendre plus chers les aliments essentiels, le coton et de nombreux autres articles devrait certainement avoir la décence de ne pas se vanter de mener une prétendue guerre contre la pauvreté.

VI

Ce qui distingue le plus nettement la mentalité de nos contemporains de celle de leurs grands-parents est la façon dont ils envisagent leur rapport au gouvernement. Pour les libéraux du XIX^e^ siècle l'État et le gouvernement apparaissaient comme des institutions devant donner aux gens la possibilité de vivre et de travailler en paix. Tout le reste, que ce soit le développement du bien-être matériel ou la culture des facultés morales, intellectuelles et artistiques, était de la responsabilité des particuliers.

Les citoyens étaient obligés de respecter les lois du pays et devaient payer des taxes pour payer les frais de l'appareil gouvernemental. Dans leurs comptes l'État était un article de dépense. Aujourd'hui l'individu considère l'État comme le grand fournisseur. Organisé avec ses camarades en groupe de pression, il attend l'aide matérielle des autorités. Il est convaincu que les fonds de l'État sont inépuisables et qu'il pourra toujours tondre le riche.

L'État que les citoyens soutiennent en payant des impôts devrait être démocratique. L'État dont les citoyens perçoivent des subventions ne peut pas rester démocratique. Les gens qui se font concur-

rence pour bénéficier de la générosité se soumettent humblement au candidat dictateur le plus offrant.

Ce que les masses ne voient pas dans leur soif de lucre, c'est qu'elles devront payer elles-mêmes le prix des « cadeaux » que leur donne le gouvernement. L'inflation, principale source des fonds de l'État-Père Noël, fait disparaître leurs économies. Pendant que ceux qui investissent dans l'immobilier et dans les actions profitent de la baisse progressive du pouvoir d'achat de l'unité monétaire au cours de l'inflation, les investissements des couches moins riches, constitués en majorité par des dépôts dans des caisses d'épargne, des obligations et des polices d'assurance, fondent. La popularité dont jouissent les mesures inflationnistes auprès des masses salariées, qui en sont davantage les victimes que le reste de la nation, montre clairement leur incapacité à voir où se trouvent leurs véritables intérêts.

Partie 5
Les idées

20

Le rôle des doctrines dans l'histoire humaine

Article probablement écrit en 1949 ou 1950
mais non publié à cette époque.

1. Réflexion et comportement

Les historiens d'autrefois s'occupaient presque exclusivement des actes et des exploits des rois et des guerriers. Ils accordaient peu ou pas d'attention aux changements lents des conditions sociales et économiques. Ils ne se souciaient pas des évolutions des doctrines, des principes et des mentalités. Même un événement aussi unique que le développement du christianisme était à peine mentionné par les historiens des deux premiers siècles.

Il y a environ cent vingt ans une nouvelle approche de l'Histoire vit le jour. L'histoire culturelle étudie le développement des institutions sociales, politiques et économiques, les changements concernant la technique et les méthodes de production, les évolutions du mode de vie et la métamorphose des coutumes et des habitudes. Ces études conduisent nécessairement à la découverte du rôle dominant joué par les idées guidant le comportement humain. Tout ce que les hommes font résulte de théories, de doctrines, de principes et de mentalités gouvernant leurs réflexions. Rien n'est vrai et important dans l'histoire humaine en dehors de l'esprit. Les modifications des systèmes de pensée qui occupent l'esprit humain constituent les problèmes essentiels de la recherche historique. Les habitudes et les institutions sont le produit de l'esprit.

En tant qu'animal l'homme doit s'adapter aux conditions naturelles régnant sur terre ou dans la région où il vit. Mais cette adaptation est l'œuvre de son cerveau. L'interprétation géographique de l'Histoire a oublié de tenir compte de ce point décisif. L'environnement ne joue qu'au travers de l'esprit humain. Sur le même sol où les colons blancs ont développé la civilisation américaine moderne, les aborigènes indiens n'avaient même pas réussi à inventer la roue et la voiture à chevaux. Les conditions naturelles qui font du ski un moyen de déplacement très utile étaient présentes à la fois en Scandinavie et dans les Alpes. Mais alors que les Scandinaves ont inventé le ski, les habitants des Alpes ne l'ont pas fait. Pendant des cen-

taines, voire des milliers d'années ces paysans s'enfermaient dans leurs maisons montagnardes durant les longs mois d'hiver et regardaient avec envie les villages inaccessibles, situés plus bas dans la vallée, et les demeures inabordables de leurs frères fermiers. Mais ce désir n'activa pas leur esprit d'invention. Quand, il y a quelque quarante ou cinquante ans, des citadins importèrent le ski comme sport de plein air dans les montagnes, les natifs ricanèrent devant ce qui leur apparaissait un amusant jouet. Ce n'est que plus tard qu'ils apprirent à quel point ces « jouets » pouvaient leur être utiles.

La théorie de l'environnement général qu'ont développée plusieurs sociologues du XIX[e] siècle n'apporte guère plus que cette théorie de l'environnement naturel. Tout homme est influencé par les conditions sociales et culturelles du milieu où il doit vivre et travailler. Mais ces institutions et ces conditions sont elles-mêmes déjà le produit de doctrines dominant la conduite des générations précédentes. Elles doivent elles-mêmes être expliquées et en appeler à elles ne remplace pas une explication. Taine avait raison quand, à propos de l'histoire de l'art, il se référait au milieu dans lequel les artistes et les poètes produisaient leurs œuvres. Mais l'histoire générale doit aller plus loin : elle ne doit pas accepter de considérer les conditions de l'environnement comme des données au-delà desquelles on ne pourrait pas remonter.

Nous n'avons pas l'intention de nier que l'esprit humain soit influencé par les conditions dans lesquelles vit l'homme. En disant que nous devons considérer les idées humaines comme la source ultime du comportement humain, nous ne voulons pas prétendre que l'esprit est quelque chose d'indivisible, ou quelque chose de final, au-delà de quoi rien d'autre n'existe, ou une quelconque chose non soumise aux limites de l'univers matériel. Nous n'avons pas à traiter des problèmes métaphysiques. Nous devons simplement tenir compte du fait que l'état actuel des connaissances ne nous permet pas de comprendre comment l'homme intérieur réagit aux choses extérieures. Des hommes différents, ou les mêmes hommes à des instants différents, répondent de manière différente aux mêmes stimuli. Pourquoi certaines personnes s'agenouillent-elles devant les idoles alors que d'autres préfèrent mourir plutôt que de commettre un acte d'idolâtrie ? Pourquoi Henri IV changea-t-il de religion pour obtenir le trône de France alors que son descendant Henri de Chambord refusa d'abandonner le drapeau blanc à fleur de lys, bien qu'il savait qu'en agissant ainsi il perdait la couronne de France ? Il n'y a pas d'autre réponse possible à de réelles questions que de faire référence aux idées qui contrôlent la conduite des hommes.

Les différentes lectures de la très populaire interprétation matérialiste marxiste de l'Histoire sont fondamentalement erronées. L'état de la technique et celui des forces productives sont tous deux plus un produit du fonctionnement de l'esprit qu'un facteur déterminant l'état d'esprit. On raisonne de manière circulaire lorsqu'on tente d'expliquer la pensée par une chose qui résulte elle-même des idées humaines. L'évidente vérité que l'homme doit s'adapter aux conditions naturelles du monde où il vit, ne justifie pas du tout la métaphysique matérialiste naïve et grossière de Marx. Cette adaptation est effectuée par la pensée. Pourquoi les nègres d'Afrique n'ont-ils pas découvert un moyen de combattre les bactéries qui menacent leurs vies et leur santé, et pourquoi les savants européens ont-ils découvert des méthodes efficaces pour lutter contre ces maladies ? Aucun matérialisme ne peut répondre à ces questions de manière satisfaisante.

2. Le rôle social des doctrines

La science ne peut pas nous fournir une explication complète pour tout. Chaque branche de la connaissance doit s'arrêter à certains faits qu'elle doit considérer — au moins pour le temps présent, peut-être pour toujours — comme des faits ultimes et au-delà desquels elle ne peut pas aller. Ces faits ultimes sont simplement donnés à notre expérience, on ne peut pas les faire remonter à d'autres faits ou à d'autres forces : ils sont inexplicables. Nous leur donnons des noms comme *électricité* ou *vie*, mais devons confesser notre ignorance sur ce que sont l'*électricité* ou la *vie*, alors que nous savons ce que sont l'*eau* ou le *tonnerre*.

L'individualité constitue une donnée ultime de ce type pour l'Histoire. Toute recherche historique atteint tôt ou tard un point où elle ne peut pas expliquer les faits autrement qu'en invoquant l'individualité.

Nous sommes pleinement conscients du fait que tout individu est à tout instant le produit de son passé. À la naissance il vient au monde avec des qualités innées, constituant un précipité de l'Histoire de tous ses ancêtres, de leur destin et de leurs vicissitudes. Nous appelons cela son héritage biologique ou ses caractéristiques raciales. Durant sa vie l'individu est constamment influencé par son environnement, à la fois par la nature qui l'entoure et par son milieu social. Mais nous ne savons pas expliquer comment tous ces facteurs agissent sur sa pensée. Il reste toujours quelque chose que nous ne pouvons pas analyser. Nous ne pouvons pas expliquer pourquoi Descartes est devenu un grand philosophe ou Al Capone un

gangster. Notre dernier mot est : l'individualité. *Individum est ineffabile*.

En étudiant ces doctrines, leurs origines, leur développement, leurs implications logiques et leur effet dans la société, nous ne prétendons pas qu'elles constituent des faits ultimes. Les doctrines n'ont pas de vie propre, elles sont le produit des réflexions humaines. Elles ne forment qu'une partie de l'univers et nous pouvons admettre que rien dans leur histoire ne justifie de les considérer comme échappant aux lois de la causalité. Mais nous devons nous rendre compte que nous ne savons rien, tout simplement rien, de la manière dont l'homme crée ou produit ces idées et ces mentalités. Ce n'est qu'en ce sens que nous avons le droit de dire que ces doctrines sont des faits ultimes.

Nous pouvons admettre qu'il existe des doctrines dont l'application aide l'homme dans sa lutte pour la vie et que d'autres doctrines sont préjudiciables. Il y a des doctrines développant la coopération sociale et des idées destructrices conduisant à la désagrégation de la société. Mais rien ne nous donne le droit de croire que les doctrines destructrices doivent nécessairement perdre leur prestige parce que leurs conséquences sont mauvaises. La raison doit remplir une fonction biologique : c'est le principal outil de l'homme dans son adaptation aux conditions de vie naturelles. Mais ce serait une erreur de croire qu'un être vivant doive toujours réussir dans la lutte pour la vie. Certaines espèces végétales ou animales ont disparu parce qu'elles n'ont pas réussi à s'adapter. Certaines races et nations sont mortes, certaines sociétés et civilisations se sont désagrégées. La nature n'empêche pas l'homme d'avoir des idées préjudiciables ni de bâtir des doctrines nocives. Le fait qu'une doctrine ait été élaborée et ait réussi à trouver de nombreux partisans n'est pas une preuve qu'elle n'est pas destructrice. Une doctrine peut être moderne, à la mode, acceptée par la plupart et être néanmoins préjudiciable à la société, à la civilisation et à la survie des hommes.

Nous devons étudier l'histoire des doctrines parce qu'elles seules nous donnent la clé de la compréhension des changements sociaux, économiques et politiques.

3. L'expérience et les doctrines sociales

Dans le domaine des sciences de la nature, et particulièrement en physique, nous avons l'occasion d'utiliser la méthode expérimentale. Le scientifique isole dans son laboratoire les diverses conditions du changement et observe leur action. Tout énoncé peut être vérifié ou réfuté par le résultat des expériences.

Dans le domaine des sciences du comportement humain, nous ne pouvons pas avoir recours à la méthode expérimentale et ne pouvons pas faire d'expériences. Chaque expérience est expérience d'un ensemble complexe de phénomènes. Nous ne jouissons jamais de l'avantage de pouvoir observer l'effet d'un seul facteur, toutes les autres choses étant égales par ailleurs. L'expérience ne peut par conséquent jamais vérifier ou réfuter nos énoncés et nos théories concernant les problèmes sociaux.

C'est un fait indéniable qu'aucune nation n'a jamais atteint un quelconque degré supérieur de civilisation sans propriété privée des moyens de production. Mais personne n'est disposé à affirmer que l'expérience a démontré que la propriété privée est un préalable nécessaire et indispensable à la civilisation. L'expérience économique et sociale ne nous enseigne rien. Les faits doivent être interprétés par nos théories, ils sont ouverts à différentes explications et conclusions. Tout débat concernant la signification de faits historiques revient très rapidement à une étude des théories a priori et les examine minutieusement sans faire référence à l'expérience. Ces théories ont une priorité logique, elles sont antérieures à l'expérience historique et nous ne comprenons le sens de cette expérience qu'avec leur aide.

Ces théories et doctrines, bonnes ou mauvaises, adaptées ou préjudiciables à la survie, ne font pas que guider le comportement humain, elles sont en même temps l'outil intellectuel par le biais duquel nous percevons leur action dans l'Histoire. Nous ne pouvons pas observer de faits sociaux sans l'éclairement que nous donnent les théories et les doctrines. Le même ensemble d'événements présente différents aspects selon le point de vue dont l'observateur le regarde.

Certaines idées très en vogue se sont méchamment méprises sur ces objectifs. Le positivisme, l'empirisme et l'historicisme ont cru que les faits sociaux pouvaient être établis de la même façon que la physique établit des faits physiques. (Nous n'avons pas besoin d'examiner en détail la portée des dernières découvertes qui nous laissent entrevoir que les physiciens devront eux aussi reconnaître que le résultat d'une observation diffère selon la façon dont l'observateur l'approche. Il semble trop tôt pour tirer des conclusions des contributions de Louis de Broglie, de Werner Heisenberg[1] et d'autres scientifiques contemporains.) Ils considèrent les faits comme quelque chose d'indépendant des idées de l'observateur et l'expérience sociale

[1] Le texte anglais contient l'amusante coquille « Werner Broglie, Louis Heisenberg » au lieu de « Louis de Broglie, Werner Heisenberg ». J'ignore si cette coquille est un lapsus de Mises ou une erreur de l'édition américaine. NdT.

comme quelque chose de logiquement et chronologiquement antérieur aux théories. Ils ne comprennent pas que l'acte par lequel, du flux des événements, nous en extrayons certains et les considérons comme des faits donnés est un acte nécessairement guidé par nos idées théoriques ou, comme préfèrent le dire certaines personnes, par nos préjugés doctrinaux. Pourquoi considérons-nous que la balance des paiements des États-Unis est un fait alors que nous ne prêtons pas attention à la balance des paiements de l'État du Maryland ou à celle de la ville de Boston ou du quartier de Manhattan ? Pourquoi devons-nous, lorsque nous parlons des problèmes de la monnaie allemande, prendre en compte l'état de la balance des paiements de l'Allemagne ? Parce que les recherches de l'économiste qui procède de cette façon sont guidées par une théorie de la monnaie très précise (et, je dois le signaler, fausse).

Les statisticiens se trompent quand ils croient que ce qu'ils étudient ne sont que de purs faits. Le statisticien essaie de découvrir des corrélations entre différentes séries de chiffres, quand son raisonnement théorique lui fait penser qu'il existe une relation causale entre eux. En l'absence de telles hypothèses théoriques il ne prête aucune attention à des corrélations évidentes, alors qu'il est prompt à démontrer qu'une corrélation existe quand sa théorie préconçue en postule une. Jevons[1] croyait avoir réussi à démontrer une corrélation entre les crises économiques et les taches solaires. D'un autre côté aucun statisticien n'a jamais accordé la moindre attention à la découverte d'une corrélation entre le nombre des cigognes et des changements des chiffres de la natalité.

Dans la vie et dans la réalité toutes les choses sont reliées entre elles. L'Histoire est un flux continuel d'événements enchevêtrés dans une structure uniforme. Les limitations de nos forces intellectuelles nous empêchent de les saisir comme un tout dans un seul acte de perception. Nous devons les analyser étape par étape, en commençant par isoler de petites choses et en continuant lentement par l'étude de problèmes plus compliqués. L'acte par lequel nous extrayons certains changements de la totalité du flux de la vie et les considérons comme des faits n'est pas une fonction de la réalité. C'est le résultat du fonctionnement de notre esprit. Dans le domaine des sciences sociales il n'existe pas de faits purs. Ce que nous considérons comme un fait est toujours le résultat de la façon dont nous regardons le monde. Une intelligence surhumaine parfaite verrait la

[1] L'un des trois économistes à l'origine de la révolution marginaliste (avec Menger et Walras, chacun ayant fait ses découvertes de manière indépendante). NdT.

même chose d'une façon différente. Nous autres, au vingtième siècle, voyons les mêmes choses d'une autre façon que Platon, Saint Thomas ou Descartes. Nos faits sont différents des leurs, et les faits des hommes qui vivront cent ans après nous seront à nouveau différents.

Un fait social est une parcelle de la réalité perçue par une intelligence humaine. Ce qui constitue un fait, ce n'est pas seulement la réalité, c'est tout autant l'esprit de l'observateur.

Un chiffre isolé ou une série isolée de chiffres ne veulent rien dire. Un fait isolé — comme l'assassinat de César par Brutus — ne veut rien dire non plus. Réunir des énoncés concernant des faits isolés n'approfondit pas notre compréhension et ne remplace pas les théories et les philosophies. Mais toute tentative de combiner différents faits — que ce soit en établissant des corrélations ou par d'autres méthodes — résulte de nos théories et de nos doctrines. Dans le contexte de doctrines différentes des événements identiques revêtent une signification différente. La même expérience, les mêmes événements, sont considérés d'une manière très différente par des gens qui ne s'accordent pas sur les théories. L'expérience du bolchevisme russe n'est pas la même pour les libéraux (au vieux sens du terme) et pour les socialistes, pour les libres penseurs et pour les catholiques, pour les nazis et pour les nationalistes slaves, pour les économistes et pour les patrons du cinéma. Il en va de même pour le *New Deal* américain, pour la chute de la France, pour le Traité de Versailles et pour tous les autres faits historiques. Bien entendu, tout parti est fermement convaincu que seule sa propre interprétation est bonne et correspond aux faits et pense que toutes les autres idées sont radicalement fausses et influencées par de mauvaises théories. Mais le conflit des doctrines ne peut pas être résolu en faisant taire tous ceux qui ont des idées différentes. Un parti qui réussit à faire que son idée soit la seule légale et qui parvient à mettre hors-la-loi toutes les autres ne modifie pas la nature de ses principes. Une doctrine reste une doctrine, même si elle est acceptée par tous et qu'elle n'est pas contredite. Elle peut être fausse même si aucun contemporain ne la met en doute.

Afin d'élargir nos connaissances dans le domaine du comportement humain, nous devons étudier les problèmes de la théorie praxéologique et économique d'une part, et l'Histoire d'autre part. Mais l'étude de l'Histoire doit être centrée autour de l'étude du développement des idées et des doctrines. La première étape de toute tentative d'étude des changements sociaux, économiques et politiques doit être l'étude des changements dans les idées qui ont guidé les hommes à provoquer ces changements.

4. Doctrines et problèmes politiques

Les problèmes que les politiciens ont à traiter ne sont pas posés par la nature et les conditions naturelles, ils sont posés par l'état des convictions doctrinales.

Il existait aux XVI[e] et XVII[e] siècles un problème religieux pour lequel aucune solution satisfaisante ne semblait possible. À cette époque les gens n'arrivaient pas à comprendre que des hommes de confessions différentes pouvaient vivre pacifiquement, ensemble, dans le même pays. On fit couler des flots de sang, des pays florissants furent dévastés et des civilisations détruites par des guerres destinées à instaurer l'uniformité religieuse. Nous ne connaissons aujourd'hui aucun problème sur cette question. En Grande-Bretagne, aux États-Unis et dans de nombreux autres pays, catholiques et protestants de toutes confessions coopèrent et collaborent sans aucun scrupule. Le problème a été résolu, il a disparu avec le changement de doctrine concernant le rôle du gouvernement civil.

D'un autre côté nous avons un nouveau problème à traiter : le problème de la coexistence de différents groupes linguistiques au sein d'un même territoire. Il y a cent ans ce n'était pas un problème et ce n'est pas un problème menaçant aujourd'hui en Amérique. Mais c'est une menace terrible en Europe centrale et en Europe de l'Est. Les Américains ont encore du mal à comprendre qu'il y là un véritable problème parce qu'ils ne sont pas familiers des doctrines qui l'ont créé.

Il serait inexact de dire que les grandes questions politiques qui engendrent les conflits, les guerres et les révolutions ne sont que des problèmes *apparents* et de les prendre à la légère. Ils ne sont pas moins réels et authentiques que tout autre problème de la conduite des hommes. Ils résultent de toute la structure des idées et des raisonnements qui guident la politique actuelle. Ils existent bel et bien dans l'environnement social déterminé par ces doctrines. Ils ne peuvent pas être résolus par une simple recette. Il se peut qu'ils s'éteignent un jour avec la disparition de toute la structure des idées qui les ont créés.

Nous devons séparer les problèmes techniques des problèmes politiques. L'adaptation de l'homme aux conditions naturelles de la vie résulte de son étude de la nature. Les sciences de la nature peuvent être qualifiées par les théologiens et les métaphysiciens de moyens inadéquats pour résoudre les mystères du monde et pour répondre aux questions fondamentales de l'existence. Mais personne ne peut nier qu'elles ont réussi à améliorer la condition externe de la vie humaine. Le fait que l'on compte aujourd'hui davantage de gens

vivant sur la surface de la terre qu'il y a quelques centaines ou quelques milliers d'années et que tout citoyen d'un pays civilisé jouit d'un confort plus grand que celui qu'ont connu les générations précédentes, constitue une preuve de l'utilité de la science. Toute opération chirurgicale réussie contredit le scepticisme des râleurs blasés.

La recherche scientifique et son application à la lutte pour la vie humaine ne peut toutefois être faite qu'au sein d'une société, c'est-à-dire dans un monde où les hommes coopèrent selon le principe de la division du travail. La coopération sociale est un produit de la raison et de l'esprit. On ne peut la considérer comme un don de Dieu ou comme un phénomène naturel que dans la mesure où nous devons comprendre que le pouvoir de penser est une disposition naturelle de l'homme. L'homme a créé à la fois la technique et la société en faisant bon usage de ses facultés. Le progrès des sciences de la nature et des sciences sociales, le développement du savoir-faire technique et de la coopération sociale sont inextricablement liés entre eux. Les deux proviennent de l'esprit.

Nous n'avons pas à nous étendre sur le fait qu'il existe des problèmes que les sciences de la nature ne peuvent pas résoudre. Dans la mesure où la méthode expérimentale du laboratoire peut marcher, les sciences de la nature peuvent parvenir à des formulations que l'on peut considérer comme des faits incontestés. Les sciences de la nature fonctionnent par tâtonnements. Le fait que les expériences effectuées en laboratoire obtiennent les résultats attendus et que les machines fonctionnent de la manière voulue nous fournit une vérification au delà de tout doute du corpus de nos connaissances physiques.

Mais dans le domaine des sciences sociales nous ne jouissons pas de l'avantage de la méthode expérimentale. Nous devons sans cesse répéter ce point, parce qu'il est impossible de surestimer son immense portée et parce qu'il est totalement négligé par l'épistémologie et l'économie actuelles. Les théories qui bâtissent ou qui démolissent la coopération sociale ne peuvent être démontrées ou réfutées que par le raisonnement pur. Elles ne peuvent pas être laissées au simple examen de l'expérience.

Ceci explique parfaitement pourquoi le conflit des doctrines sociales semble être dans un tel état désespéré. Quand Lavoisier remplaça la théorie des phlogistons par une théorie plus satisfaisante, il rencontra tout d'abord une opposition obstinée de la part des partisans des anciennes idées. Mais la résistance disparut très tôt et les expériences de laboratoire ainsi que l'application de la nouvelle théorie dans la pratique technique y mirent fin pour toujours. Aucun test similaire ne pourrait être mis en avant en faveur des grands

succès économiques de Hume, Ricardo et Menger. Ils doivent passer l'examen minutieux du raisonnement abstrait.

Il y a aussi une deuxième différence importante. Dans le cadre d'une société capitaliste où existe la propriété privée des moyens de production, une nouvelle idée peut être mise en pratique dans un champ limité avec de faibles ressources. C'est ainsi que des hommes comme Fulton et Bell purent réussir à réaliser des plans qui faisaient rire la majorité de leurs contemporains. Mais les changements sociaux doivent être effectués par des mesures nécessitant le soutien de la majorité. Un libre-échangiste ne peut pas instaurer le libre-échange avec le soutien de quelques amis, la paix ne peut pas être établie par un petit groupe isolé d'amoureux de la paix. Pour que les doctrines sociales réussissent, le soutien de l'opinion publique est nécessaire. Les nombreux millions de gens qui voyagent par chemin de fer et qui écoutent la radio sans avoir la moindre idée de la façon dont sont construits et gérés les chemins de fer ou dont marche la radio, doivent appréhender les problèmes bien plus délicats de la coopération sociale si l'on veut que la société fonctionne de façon satisfaisante. Ainsi la majeure partie des gens simples, les masses qui n'aiment pas penser et réfléchir, les gens inertes qui mettent du temps à comprendre les nouvelles idées compliquées, doivent décider. Leurs convictions doctrinales, aussi grossières et naïves soient-elles, fixent le cours des événements. L'état de la société ne résulte pas des théories qui ont le soutien du petit groupe des esprits avancés, mais des doctrines que les masses de gens ordinaires considèrent comme bonnes.

On croit habituellement que le conflit entre les doctrines sociales est dû au choc des intérêts particuliers de différents groupes. Si cette théorie était exacte, la cause de la coopération humaine serait sans espoir. Si l'unanimité ne peut pas être obtenue parce que les intérêts bien compris des individus s'opposent entre eux ou parce que les intérêts de la société sont contraires aux intérêts des individus, alors aucune paix durable et aucune coopération amicale entre les hommes ne pourra jamais être atteinte. L'état actuel de la civilisation, qui suppose la paix, ne pourrait alors pas se maintenir et le sort de l'humanité serait voué à l'échec. Les nazis auraient alors eu raison de considérer la guerre comme la seule forme normale, naturelle et désirable des relations humaines. Les bolcheviques auraient alors eu raison de ne pas discuter avec leurs adversaires mais de les exterminer. La civilisation occidentale ne serait alors rien d'autre qu'un mensonge éhonté et ses réalisations, comme l'affirmait Werner Sombart, seraient l'œuvre du diable.

Ce que nous devons comprendre c'est que les problèmes sociaux résultent de l'état des doctrines sociales. Ce qu'il convient de prendre en compte est de savoir si l'on peut concevoir un mode d'organisation sociale pouvant être considéré comme satisfaisant du point de vue des intérêts — bien compris — de chaque individu. Si la réponse à cette question est nécessairement négative, alors nous devons voir dans les conflits de notre temps le prélude à la désintégration inévitable de la société. Si d'un autre côté la réponse est positive, nous devons étudier l'état d'esprit qui a engendré les conflits dans un monde où un autre résultat est au moins concevable.

En tout cas les conflits sont une conséquence des doctrines. Même ceux qui croient que les conflits constituent le résultat inévitable d'un antagonisme réel et nécessaire ne nient pas que ces antagonismes réels doivent être perçus par la raison afin de guider l'action des hommes. L'homme ne peut agir dans son propre intérêt que s'il sait ce que sont ses intérêts et ce qu'il faut faire pour les promouvoir. Les marxistes et les nationalistes sont tous deux d'accord pour dire qu'il pourrait y avoir, et qu'il y a eu, un état d'esprit dans lequel les classes, les nations et les individus se trompent quant à leurs véritables intérêts et s'accrochent à des doctrines nuisant à leur propre bien-être.

Malgré leurs affirmations répétées que l'être crée par un processus mystérieux les bonnes idées, ils louent les grands hommes pour les avoir découvertes, reconnaissent que certaines personnes imaginent des idées inadaptées à leur être et croient que la propagande est nécessaire pour imprégner les gens des doctrines convenant à leur être. Eux aussi, par conséquent, admettent que ce sont les doctrines et non le simple état des choses qui engendrent les conflits.

Il existe un autre sophisme largement répandu selon lequel les hommes seraient, pour des raisons innées ou à cause de leur environnement, prédisposés en faveur d'une *Weltanschauung* [représentation du monde] ou d'une philosophie particulières. Les hommes ayant différentes philosophies seraient en désaccord sur tout, leurs opinions ne pourraient jamais s'harmoniser, aucun accord ne pourrait être atteint. Cela aussi, si c'était vrai, rendrait la société et la coopération sociale impossibles. Mais ce n'est pas vrai. Tous les hommes, malgré les lignes qui les divisent, veulent les mêmes choses dans ce monde. Ils veulent protéger leur propre vie et celles des membres de leur famille contre tous les dommages et veulent accroître leur bien-être matériel. Ils luttent entre eux non pas parce qu'ils souhaitent atteindre des buts différents mais au contraire parce qu'ils supposent — poursuivant les mêmes fins — que la satisfaction que les autres peuvent tirer entrave leur propre progrès. Il y a eu

autrefois des ascètes qui renonçaient pleinement et honnêtement à toute ambition terrestre et qui se satisfaisaient de vivre la vie d'un poisson dans l'eau. Nous n'avons pas à nous étendre sur leur cas parce que ces rares saints ne sont certainement pas responsables des luttes pour la nourriture et les objets de luxe. Quand les gens sont en désaccord sur les doctrines sociales, ce n'est pas sur leur *Weltanschauung* que porte leur désaccord, c'est sur les méthodes pour obtenir davantage de richesses et de plaisirs. Tous les partis politiques agissant sur la scène de l'Histoire promettent à leurs disciples une vie meilleure sur terre. Ils justifient les sacrifices qu'ils obtiennent de leurs partisans en les présentant comme des moyens nécessaires pour acquérir davantage de richesses. Ils déclarent que ces sacrifices ne sont que temporaires, qu'ils constituent des investissements qui engendreront de multiples profits. Le conflit des doctrines est un débat sur les moyens, pas sur les fins ultimes.

Les conflits politiques sont issus de doctrines qui affirment que la seule voie vers le bonheur est d'infliger du mal aux autres gens ou de les menacer de violence. La paix, au contraire, ne peut être obtenue que par la conviction que la coopération pacifique apporte plus de satisfaction que le combat. Les nazis se sont engagés dans la voie de la conquête parce que leurs doctrines leur enseignaient qu'une guerre victorieuse était indispensable à leur bonheur. Les habitants des cinquante États américains vivent pacifiquement ensemble parce que leur doctrine leur enseigne qu'une coopération pacifique répond mieux à leurs objectifs que de faire la guerre. Lorsqu'une fois, il y a une centaine d'années, une doctrine différente eut prise sur les esprits américains, il en résulta une sanglante guerre civile.

Le principal sujet de la recherche historique doit ainsi être l'étude des doctrines sociales, économiques et politiques. Ce que font les hommes quand ils rédigent des lois et des constitutions, quand ils organisent des partis politiques et des armées, quand ils signent ou rompent des traités, quand ils vivent pacifiquement ou suscitent des guerres ou des révolutions, est une application de ces doctrines. Nous sommes nés dans un monde façonné par des doctrines et vivons dans un environnement qui change continuellement de par l'effet de doctrines changeantes. Le destin de tout homme est déterminé par l'œuvre de ces doctrines. Nous semons, mais le résultat de notre labeur et de notre peine ne dépend pas que des actes de Dieu : le comportement des autres est tout aussi important pour notre récolte, et ce comportement est guidé par des doctrines.

5. L'opportunité des doctrines

Il ne revient pas à la recherche scientifique de juger les différentes doctrines du point de vue de convictions préconçues ou de préférences personnelles. Nous n'avons pas le droit de juger les idées des autres d'après nos propres normes morales. Nous devons éliminer de notre raisonnement toute idée de fins et de valeurs ultimes. Il n'est pas du devoir de la science de dire aux gens ce qu'ils devraient essayer d'atteindre comme bien principal.

Il n'y a qu'un critère que nous devons appliquer en traitant de ces doctrines. Nous devons nous demander si leur application pratique réussira à atteindre les fins que les gens souhaitent obtenir. Nous devons examiner l'aptitude des doctrines du point de vue de ceux qui y ont recours afin de parvenir à certains buts. Nous devons chercher à savoir si elles sont adaptées à l'objectif qu'elles doivent servir.

Nous ne croyons pas qu'il se trouve des hommes qui prennent le vieux principe *fiat justitia pereat mundus* [que la justice se fasse, le monde dût-il disparaître] dans son sens littéral. Ils ne veulent pas détruire la société par la justice mais au contraire la protéger de la destruction. Mais s'il y avait des gens pour considérer que la fin ultime de leurs efforts était de détruire la civilisation afin de réduire l'humanité au statut de l'homme de Neandertal, alors nous ne pourrions pas faire autre chose que d'appliquer leur norme ultime à leurs doctrines. Nous pourrions ajouter : nous et la grande majorité de nos semblables ne partageons pas cette folie, nous ne cherchons pas la destruction mais le progrès de la civilisation et sommes prêts à la défendre contre les assauts de ses adversaires.

Il y a encore un deuxième point de vue duquel juger une doctrine. Nous pouvons nous demander si elle est logiquement cohérente ou contradictoire. Mais ce jugement n'est que secondaire et doit être subordonné au critère d'opportunité énoncé plus haut. Une doctrine contradictoire n'est fausse que parce que sa mise en œuvre n'atteindra pas les fins poursuivies.

Ce serait une erreur de qualifier de pragmatique cette méthode d'évaluation des doctrines. Nous ne nous intéressons pas à la question de la vérité. Nous devons prendre en compte des doctrines, c'est-à-dire des recettes pour l'action et pour celles-ci il n'y a pas d'autre critère que celui disant si ces recettes fonctionnent ou non.

Il ne serait pas plus correct de qualifier notre point de vue d'utilitariste. L'utilitarisme a rejeté toute norme provenant d'une loi morale hétéronome, devant être acceptée et respectée sans égard pour les conséquences qui en résultent. Du point de vue utilitariste

un acte est un crime parce que ses conséquences sont nuisibles à la société et non parce que certaines personnes croient qu'elles entendent au fond de leur âme une voix mystérieuse le qualifiant de crime. Nous ne parlons pas de problèmes d'éthique.

Le seul point que nous devons souligner est que les gens n'utilisant pas les moyens appropriés ne parviendront pas aux fins qu'ils désirent atteindre.

6. Doctrines ésotériques et croyances populaires

Tout essai entrepris pour étudier le comportement humain et les changements historiques doit faire une large part au fait que les hommes sont intellectuellement inégaux. Entre les philosophes et les savants qui imaginent de nouvelles idées et construisent des systèmes de pensée élaborés d'une part et les lourdauds à l'esprit étroit dont la pauvre intelligence ne peut saisir que les choses les plus simples d'autre part, il existe de nombreuses évolutions intermédiaires. Nous ne connaissons pas les causes de ces différences de capacités intellectuelles : nous devons simplement reconnaître leur existence. Il n'est pas permis de s'en débarrasser en expliquant qu'elles sont toutes le résultat de différences concernant l'environnement, l'expérience personnelle et l'éducation. Il ne peut y avoir de doute qu'à la racine de ces différences se trouve l'hétérogénéité innée des individus.

Seule une petite élite est capable d'absorber des enchaînements de raisonnements très fins. La plupart des gens sont simplement impuissants lorsqu'ils se trouvent face aux problèmes les plus subtils de l'implication ou de la déduction. Ils ne peuvent saisir que les propositions simples du calcul, la voie vers les mathématiques leur est bloquée. Il est inutile d'essayer de les familiariser avec des problèmes épineux et avec les théories imaginées pour les résoudre. Ils simplifient et complètent d'une façon maladroite ce qu'ils entendent ou lisent. Ils déforment et dénaturent les propositions et les conclusions. Ils transforment toute théorie et toute doctrine afin de l'adapter à leur niveau d'intelligence.

Le catholicisme a une signification différente pour le cardinal Newman et pour les foules de gens naïfs. La théorie darwinienne de l'évolution est autre chose que sa version populaire selon laquelle l'homme descendrait du singe. La psychanalyse freudienne ne s'identifie pas au pansexualisme, sa variante pour les masses. Le même dualisme peut être constaté pour toutes les doctrines sociales, économiques et politiques. Toutes les doctrines sont enseignées et acceptées au moins de deux façons différentes, voire contradictoires.

Un gouffre infranchissable sépare l'enseignement ésotérique de l'enseignement exotérique.

Comme l'étude des doctrines n'est pas un but en soi, elle doit prêter moins d'attention aux doctrines populaires qu'aux doctrines des auteurs philosophiques et à leurs livres. Bien entendu, les doctrines populaires découlent des théories logiquement élaborées et épurées des scientifiques et des savants. Elles sont secondes et non premières. Mais comme la mise en œuvre des doctrines sociales nécessite leur acceptation par l'opinion publique et que cette dernière se tourne la plupart du temps vers la version populaire d'une doctrine, l'étude de cette dernière n'est pas moins importante que celle de sa version pure. Pour l'Histoire, un slogan populaire peut parfois fournir plus d'informations que les idées formulées par les savants. Il y a des croyances populaires et généralement acceptées qui sont tellement contradictoires et si manifestement indéfendables qu'aucun penseur sérieux n'a jamais osé les exposer de manière systématique. Mais si une telle croyance est source d'action elle n'est pas moins importante pour la recherche historique que toute autre doctrine mise en pratique. L'Histoire ne doit pas limiter ses efforts aux doctrines correctes ou aux doctrines soigneusement présentées dans des écrits savants : elle doit étudier toutes les doctrines qui déterminent l'action humaine.

21

La liberté est une idée occidentale

I

L'histoire de la civilisation occidentale est celle d'une lutte incessante pour la liberté.

La coopération sociale dans le cadre de la division du travail est l'unique et ultime source du succès de l'homme dans son combat pour la survie et dans ses efforts pour améliorer autant que possible les conditions matérielles de son bien-être. Mais, la nature humaine étant ce qu'elle est, la société ne peut pas exister s'il n'y a pas de dispositions prises pour empêcher des individus indisciplinés d'entreprendre des actions incompatibles avec la vie en communauté. Afin de préserver la coopération pacifique, il faut être prêt à avoir recours à la suppression violente de ceux qui perturbent la paix. La société ne peut se passer d'un appareil social de coercition et de contrainte, c'est-à-dire d'un État et d'un gouvernement. Un nouveau problème se pose alors : comment faire en sorte que les hommes en charge des fonctions gouvernementales n'abusent pas de leur pouvoir et ne transforment pas en pratique les autres individus en esclaves. Le but de toutes les luttes pour la liberté est de maintenir dans certaines limites les défenseurs armés de la paix, les gouvernants et leurs agents. Le concept politique de liberté individuelle signifie liberté vis-à-vis d'une action de la part des pouvoirs de police.

L'idée de liberté est et a toujours été particulière à l'Occident. Ce qui sépare l'Orient de l'Occident est avant tout le fait que les peuples de l'Orient n'ont jamais conçu l'idée de la liberté. La gloire impérissable des Grecs antiques fut d'être les premiers à saisir la signification et l'importance des institutions garantissant la liberté. Les recherches historiques récentes ont fait remonter l'origine de certaines réalisations scientifiques auparavant attribuées aux Hellènes à des sources orientales. Mais personne n'a jamais contesté que l'idée de la liberté trouva son origine dans les cités de la Grèce antique. Les écrits des philosophes et historiens grecs la transmirent aux Romains, puis plus tard à l'Europe moderne et à l'Amérique. Elle devint une préoccupation essentielle de tous les plans occidentaux pour établir la bonne société. Elle engendra la philosophie du laissez-faire à laquelle l'humanité doit toutes les réussites sans précédent de l'âge du capitalisme.

Le but des institutions politiques et judiciaires modernes est de sauvegarder la liberté des individus contre les empiètements de la part du gouvernement. Le gouvernement représentatif et l'état de droit, l'indépendance des cours et des tribunaux par rapport à l'interférence des agences administratives, l'*habeas corpus*, l'examen juridique et le redressement des erreurs de l'administration, la liberté d'expression et de la presse, la séparation de l'Église et de l'État, ainsi que de nombreuses autres institutions visaient à un seul objectif : limiter le pouvoir discrétionnaire des fonctionnaires et mettre les individus à l'abri de l'arbitraire. L'époque du capitalisme a aboli tous les vestiges de l'esclavage et de la servitude. Elle a mis fin aux punitions cruelles et a réduit la peine pour les crimes commis au minimum indispensable pour décourager les délinquants. Elle a éliminé la torture et autres méthodes contestables infligées aux suspects et aux contrevenants. Elle a repoussé tous les privilèges et promulgué l'égalité de tous devant la loi. Elle a transformé les sujets de la tyrannie en citoyens libres.

Les améliorations matérielles furent le fruit de ces réformes et de ces innovations concernant la direction des affaires du gouvernement. Comme tous les privilèges disparurent et que tout le monde avait obtenu le droit de contester les intérêts établis de tous les autres, on laissa les mains libres à tous ceux qui avaient l'ingéniosité nécessaire pour développer toutes ces nouvelles industries qui rendent aujourd'hui les conditions matérielles du peuple plus satisfaisantes. Le chiffre de la population s'est multiplié et pourtant la population plus nombreuse a pu bénéficier d'une vie meilleure que ses aïeux.

Il y a également toujours eu dans les pays de la civilisation occidentale des avocats de la tyrannie — de la loi de l'arbitraire absolu d'un autocrate ou d'une aristocratie d'un côté, de la sujétion de tous les autres de l'autre. Mais à l'époque des Lumières, ces voix devinrent de plus en plus rares. La cause de la liberté prévalut. Dans la première partie du dix-neuvième siècle, l'avancée victorieuse du principe de liberté semblait être irrésistible. Les philosophes et les historiens les plus éminents avaient la conviction que l'évolution historique tendait à l'établissement d'institutions garantissant la liberté et qu'aucune intrigue et aucune machination de la part des champions de la servilité ne pourraient empêcher cette tendance vers le libéralisme.

II

En traitant de la philosophie sociale libérale, il existe une disposition à ne pas voir le pouvoir d'un facteur important qui œuvra en faveur de l'idée de liberté, à savoir le rôle éminent joué par la littérature de la Grèce antique dans l'éducation de l'élite. Parmi les auteurs grecs, il y avait aussi des champions de l'omnipotence du gouvernement, comme Platon. Mais la teneur principale de l'idéologie grecque était la poursuite de la liberté. D'après les critères des institutions modernes, les cités grecques doivent être considérées comme des oligarchies. La liberté que les hommes d'État, philosophes et historiens grecs ont glorifiée comme étant le bien le plus précieux de l'homme, était un privilège réservé à une minorité. En la déniant aux métèques et aux esclaves, ils défendaient en fait la loi despotique d'une caste héréditaire d'oligarques. Ce serait pourtant une sérieuse erreur de considérer leurs hymnes à la liberté comme des mensonges. Ils n'étaient pas moins sincères dans leurs louanges et dans leur recherche de la liberté que ne l'étaient, deux mille ans plus tard, les propriétaires d'esclaves qui signèrent la Déclaration d'Indépendance américaine. Ce fut la littérature politique des Grecs antiques qui donna naissance aux idées des Monarchomaques, à la philosophie des whigs, aux doctrines d'Althusius, de Grotius et de John Locke, à l'idéologie des pères des constitutions modernes et des déclarations des droits. Ce furent les études classiques, caractéristique essentielle de l'éducation libérale, qui maintinrent vivant l'esprit de liberté dans l'Angleterre des Stuarts, dans la France des Bourbons et dans l'Italie soumise au despotisme d'une constellation de princes.

Un homme comme Bismarck, qui était avec Metternich le principal ennemi de la liberté parmi les hommes d'État du dix-neuvième siècle, témoigne du fait que, même dans la Prusse de Frédéric-Guillaume III, le *Gymnasium*, éducation basée sur la littérature grecque et romaine, fut un bastion du républicanisme[1]. Les tentatives passionnées visant à éliminer les études classiques du cursus de l'éducation libérale et à détruire ainsi en réalité sa véritable nature constituèrent l'une des manifestations principales du renouveau de l'idéologie servile.

C'est un fait qu'il y a une centaine d'années seules quelques personnes anticipaient la force irrésistible que les idées antilibérales étaient destinées à acquérir en très peu de temps. L'idéal de la liberté

[1] Cf. Otto von Bismark, *Gedanken und Erinnerungen,* vol. 1 (New York : Cotta, 1898), p. 1.

semblait être si fermement enraciné que tout le monde pensait qu'aucun mouvement réactionnaire ne pourrait jamais réussir à l'éradiquer. Il est vrai que c'eut été une aventure sans espoir que d'attaquer ouvertement la liberté et de défendre sincèrement un retour à la sujétion et à l'esclavage. Mais l'antilibéralisme s'empara des esprits en se camouflant comme superlibéralisme, comme la réalisation et le couronnement des idées mêmes de la liberté. Il arriva déguisé en socialisme, communisme, planisme.

Aucun homme intelligent ne pouvait manquer de comprendre que les socialistes, les communistes et les planificateurs visaient à l'abolition la plus radicale de la liberté individuelle et à établir l'omnipotence du gouvernement. Pourtant, l'immense majorité des intellectuels socialistes étaient convaincus qu'en luttant en faveur du socialisme ils se battaient pour la liberté. Ils se disaient eux-mêmes de gauche et démocrates, et revendiquent même de nos jours pour eux l'épithète « libéral ».

Les intellectuels et des masses qui les suivirent comprenaient parfaitement, dans leur subconscient, le fait que leur échec à atteindre les vastes buts que leur ambition les poussait à poursuivre était dû à leurs propres insuffisances. Ils savaient très bien qu'ils n'étaient soit pas assez intelligents soit pas assez travailleurs. Mais ils ne voulaient pas s'avouer leur infériorité, ni l'avouer à leurs semblables, et cherchèrent un bouc émissaire. Ils se consolaient et essayaient de convaincre les autres que la cause de leur échec n'était pas leur propre infériorité mais l'injustice de l'organisation économique de la société. Avec le capitalisme, déclaraient-ils, la réalisation de ses objectifs n'est possible que pour un petit nombre. « La liberté dans une société de laissez-faire ne peut être atteinte que par ceux qui ont la richesse ou l'occasion de l'obtenir[1]. » Ainsi, concluaient-ils, l'État doit intervenir afin de réaliser la « justice sociale » — ce qu'ils veulent dire en réalité étant : afin de donner à la médiocrité frustrée « selon ses besoins ».

III

Tant que les problèmes du socialisme n'étaient qu'un sujet de débats, les gens manquant de discernement et de compréhension pouvaient être victimes de l'illusion que la liberté pourrait être préservée dans un régime socialiste. Une telle illusion ne peut plus être entretenue depuis que l'expérience soviétique a montré à tout le monde quelles sont les conditions dans une communauté socialiste.

[1] Cf. Bismarck, *Gedanken und Erinnerungen*, New York, 1898, vol. I, p. 1.

Aujourd'hui, les apologistes du socialisme sont forcés de déformer les faits et de dénaturer la signification des mots quand ils veulent faire croire à la compatibilité du socialisme et de la liberté.

Feu le professeur Laski — qui fut en son temps un membre éminent et le président du Parti travailliste britannique, soi-disant non communiste, voire anticommuniste — nous disait qu'il n'y avait « aucun doute qu'en Russie soviétique un communiste a un sentiment total de liberté ; et il a également sans aucun doute le sentiment aigu que la liberté lui est refusée dans l'Italie fasciste[1]. » La vérité est qu'un Russe est libre d'obéir à tous les ordres édictés par ses supérieurs. Mais dès qu'il s'écarte d'un centième de centimètre de la bonne façon de penser telle qu'elle est établie par les autorités, il est liquidé sans merci. Tous les politiciens, fonctionnaires, auteurs, musiciens et scientifiques qui furent « purgés » n'étaient — à coup sûr — pas des anticommunistes. Ils étaient, au contraire, des communistes fanatiques, des membres importants du parti, que les autorités suprêmes, en reconnaissance de leur loyauté envers les principes soviétiques, avaient promus à des postes élevés. Leur seule infraction était de n'avoir pas su adapter assez rapidement leurs pensées, politiques, livres ou compositions aux derniers changements des idées et des goûts de Staline. Il est difficile de croire que ces gens avaient « un sentiment total de liberté » si l'on n'attache pas au mot de *liberté* un sens qui est précisément le contraire de celui que tout le monde lui avait toujours associé.

L'Italie fasciste était certainement un pays où il n'y avait pas de liberté. Elle avait adopté le célèbre modèle soviétique du « principe du parti unique » et supprimait en conséquence toutes les idées dissidentes. Il y avait pourtant une différence manifeste entre les applications bolchevique et fasciste de ce principe. Par exemple, il y avait en Italie un ancien membre du groupe parlementaire des députés communistes, qui resta loyal jusqu'à sa mort aux principes communistes, le professeur Antonio Graziadei. Il touchait une pension du gouvernement à laquelle il avait droit comme professeur émérite, et était libre d'écrire et de publier, chez un des éditeurs italiens les plus importants, des livres marxistes orthodoxes. Son absence de liberté était certainement moins grande que celle des communistes russes qui, comme le professeur Laski avait choisi de le dire, avaient « sans doute » « un sentiment total de liberté ».

Le professeur Laski prenait plaisir à répéter le truisme selon lequel la liberté signifie toujours en pratique la liberté au sein de la loi.

[1] Cf. H. Laski, article « Liberty » dans *Encyclopedia of the Social Science*, IX, p. 443.

Il ajoutait que la loi vise toujours à « assurer la sécurité d'un mode de vie jugé satisfaisant par ceux qui dominent la machine de l'État[1]. » C'est une description correcte des lois d'un pays libre si elle signifie que la loi vise à protéger la société contre les conspirations voulant enflammer la guerre civile et renverser le gouvernement par la violence. Mais le professeur Laski commet une grosse erreur quand il ajoute que dans une société capitaliste « un effort de la part du pauvre pour modifier de manière radicale les droits de propriété du riche met immédiatement en danger tout l'édifice des libertés[2]. »

Prenons le cas de la grande idole du professeur Laski et de tous ses amis, Karl Marx. Quand en 1848 et 1849 ce dernier prit une part active à l'organisation et à la conduite de la révolution, d'abord en Prusse puis plus tard aussi dans d'autres états allemands, il fut — étant un étranger sur le plan légal — expulsé et déménagea, avec sa femme, ses enfants et sa bonne, d'abord à Paris puis à Londres[3]. Par la suite, quand la paix revint et que les instigateurs de la révolution avortée furent amnistiés, il fut libre de retourner dans toutes les régions allemandes et fit souvent usage de cette possibilité. Il n'était plus un exilé et choisit de son propre chef de demeurer à Londres[4]. Personne ne le brutalisa lorsqu'il fonda, en 1864, l'Association internationale des travailleurs, organisme dont l'unique but avoué était de préparer la grande révolution mondiale. Il ne fut pas arrêté quand, au nom de son association, il visita plusieurs pays du continent. Il était libre d'écrire et de publier des livres et des articles qui, pour utiliser les mots du professeur Laski, était certainement un effort pour « modifier de manière radicale les droits de propriété du riche. » Et il mourut tranquillement dans sa maison londonienne, 41 Maitland Park Road, le 14 mars 1883.

Ou prenons le cas du Parti travailliste britannique. Son effort pour « modifier de manière radicale les droits de propriété du riche » ne fut pas, comme le professeur Laski le savait parfaitement, empêché par la moindre action incompatible avec le principe de liberté.

Marx, le dissident, pouvait vivre, écrire et préconiser la révolution, parfaitement à l'aise, dans l'Angleterre victorienne tout comme

[1] Cf. Laski, *loc. cit.*, p. 446.

[2] Cf. Laski, *loc. cit.*, p. 446.

[3] Sur les activités de Marx dans les années 1848 et 1849, voir Karl Marx, *Chronik seines Lebens in Einzeldaten*, publié par l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou, 1934, pp. 43-81.

[4] En 1845, Marx renonça *volontairement* à sa nationalité prussienne. Quand plus tard, au début des années 1860, il envisagea de faire une carrière politique en Prusse, le gouvernement refusa de lui rendre sa citoyenneté. Une carrière politique se ferma ainsi devant lui. Peut-être que ce fait lui fit décider de rester à Londres.

le Parti travailliste pouvait se lancer dans toutes les activités politiques, tranquillement, dans l'Angleterre post-victorienne. En Russie soviétique, pas la moindre opposition n'est tolérée. C'est la différence entre la liberté et l'esclavage.

IV

Les critiques du concept légal et constitutionnel de liberté et des institutions créées pour le mettre en pratique ont raison de dire que la liberté par rapport aux actions arbitraires de la part des fonctionnaires n'est en elle-même pas suffisante pour rendre un individu libre. Mais en soulignant cette vérité indiscutable, ils enfoncent des portes ouvertes. Car aucun avocat de la liberté n'a jamais prétendu que restreindre l'arbitraire de l'administration est tout ce dont on a besoin pour rendre un citoyen libre. Ce qui donne à l'individu autant de liberté qu'il est compatible avec la vie en société, c'est le fonctionnement de l'économie de marché. Les constitutions et les déclarations des droits ne créent pas la liberté. Elles ne font que protéger la liberté qu'accorde le système économique concurrentiel aux individus contre les empiètements de la part des pouvoirs de police.

Dans l'économie de marché, les gens ont l'occasion de lutter pour obtenir la position qu'ils souhaitent atteindre dans la structure de la division sociale du travail. Ils sont libres de choisir la vocation dans laquelle ils prévoient de servir leurs semblables. Dans une économie planifiée, ils ne disposent pas de ce droit. Les autorités déterminent le métier de chacun. L'arbitraire des supérieurs assure la promotion d'un homme à un meilleur poste ou la lui interdit. L'individu dépend entièrement des bonnes grâces de ceux au pouvoir. Mais dans un régime capitaliste, tout le monde est libre de contester les intérêts de n'importe qui. Celui qui pense pouvoir approvisionner le public mieux et moins cher que les autres, peut essayer de démontrer son efficacité. Le manque de fonds ne peut pas frustrer ses projets. Car les capitalistes sont toujours à la recherche d'hommes pouvant utiliser leurs fonds de la manière la plus rentable. Le résultat des activités industrielles d'un homme ne dépend que du comportement des consommateurs qui achètent ce qu'ils préfèrent.

Le salarié ne dépend pas plus de l'arbitraire de son employeur. Un entrepreneur qui n'arrive pas à embaucher les travailleurs les plus adaptés au travail concerné et à les payer suffisamment pour les empêcher de prendre un autre emploi est pénalisé par une réduction de son revenu net. L'employeur n'accorde pas une faveur à ses employés. Il loue leurs services, moyen indispensable au succès de son entreprise, de la même façon qu'il achète les matières premières et

les équipements de l'usine. Le travailleur est libre de trouver l'emploi qui lui convient le mieux.

Le processus de sélection sociale déterminant la position et le revenu de chacun continue sans cesse dans une économie de marché. De grandes fortunes diminuent et finissent par disparaître complètement alors que d'autres personnes, nées dans la pauvreté, grimpent vers des positions éminentes et des revenus considérables. Quand il n'y a pas de privilèges et que le gouvernement n'accorde pas sa protection à des avantages établis et menacés par la plus grande efficacité de nouveaux venus, ceux qui ont acquis la richesse par le passé sont obligés de la regagner chaque jour à nouveau, dans une compétition avec tous les autres.

Dans le cadre de la coopération sociale avec division du travail, tout le monde dépend de la reconnaissance de ses services de la part du public acheteur dont il est lui-même membre. Tout le monde, en achetant ou en s'abstenant d'acheter, est un membre de la cour suprême qui attribue à tous — et donc à lui-même — une place donnée dans la société. Tout le monde joue un rôle dans le processus qui donne à certains un revenu plus élevé, à d'autres un revenu plus faible. Chacun est libre de faire une contribution que ses semblables sont prêts à récompenser en lui offrant un revenu plus élevé. La liberté dans un régime capitaliste veut dire : ne pas dépendre davantage de l'arbitraire des autres que les autres ne dépendent du sien. Aucune autre liberté n'est concevable quand la production est accomplie par la division du travail, et il n'y a pas d'autarcie économique parfaite possible.

Il n'est pas nécessaire de souligner que l'argument essentiel avancé en faveur du capitalisme et contre le socialisme n'est pas le fait que le socialisme doive nécessairement abolir tous les vestiges de la liberté et transformer tout le monde en esclaves des gens au pouvoir. Le socialisme est irréalisable en tant que système économique parce qu'une société socialiste n'aurait aucune possibilité de recourir au calcul économique. C'est pourquoi il ne peut pas être considéré comme un système d'organisation économique de la société. Il est une façon de désintégrer la coopération sociale et de conduire à la pauvreté et au chaos.

V

En traitant de la question de la liberté, on ne fait pas allusion au problème économique essentiel de l'antagonisme entre capitalisme et socialisme. On souligne plutôt que l'homme occidental, contrairement aux Asiatiques, est un être adapté à la vie en liberté et formé

par la vie en liberté. Les civilisations de Chine, du Japon, de l'Inde et des pays musulmans du Proche-Orient tels qu'ils existaient avant que ces nations ne se familiarisent avec le mode de vie occidental, ne peuvent certainement pas être écartées comme simple barbarie. Ces peuples, il y a déjà plusieurs centaines, voire plusieurs milliers d'années, engendrèrent de merveilleuses réalisations dans les arts industriels, en architecture, en littérature, en philosophie et dans le développement des institutions éducatives. Ils fondèrent et organisèrent de puissants empires. Mais leurs efforts s'interrompirent alors, leurs cultures s'engourdirent et ils perdirent leur capacité de se débrouiller avec succès face aux problèmes économiques. Leur génie intellectuel et artistique s'évanouit. Leurs artistes et leurs auteurs copièrent carrément les modèles traditionnels. Leurs théologiens, philosophes et spécialistes du droit s'adonnèrent à des exégèses constantes des œuvres anciennes. Les monuments érigés par leurs ancêtres s'effondrèrent. Leurs empires se désintégrèrent. Leurs citoyens perdirent vigueur et énergie, et devinrent apathiques face à l'appauvrissement et au déclin progressifs.

Les anciens ouvrages de philosophie et de poésie orientales peuvent être comparés avec les plus grandes œuvres occidentales. Mais pendant plusieurs siècles, l'Orient ne généra aucun livre important. L'histoire intellectuelle et littéraire des époques modernes ne fait guère mention du nom d'un quelconque auteur oriental. L'Orient n'a plus participé en quoi que ce soit à l'effort intellectuel de l'humanité. Les problèmes et les controverses qui agitèrent l'Occident demeurèrent étrangers à l'Orient. En Europe il y eut de l'agitation ; en Orient il y eut stagnation, indolence et indifférence.

La raison en est évidente. Il manque à l'Orient la chose primordiale, l'idée de liberté vis-à-vis de l'État. L'Orient n'a jamais levé la bannière de la liberté, il n'a jamais essayé de souligner les droits de l'individu face aux pouvoirs des dirigeants. Il n'a jamais remis en question l'arbitraire des despotes. Et, par conséquent, il n'a jamais établi le cadre légal qui protégerait la richesse des citoyens privés contre la confiscation de la part des tyrans. Au contraire, dupés par l'idée que la fortune du riche est la cause de la misère du pauvre, tous ces peuples ont soutenu la pratique des gouvernants consistant à exproprier les hommes d'affaires qui réussissaient. L'accumulation de capital à grande échelle fut ainsi empêchée et ces nations durent se passer de toutes les améliorations demandant un investissement considérable en capital. Aucune « bourgeoisie » ne put se développer et il n'y eut par conséquent aucun public pour encourager et soutenir les auteurs, artistes et inventeurs.

Toutes les voies permettant de se distinguer étaient fermées aux fils du peuple, à l'exception d'une seule. Ils pouvaient essayer de trouver une issue en se mettant au service des princes. La société occidentale était une communauté d'individus pouvant concourir pour les plus hautes récompenses. La société orientale était une agglomération de sujets totalement dépendants des bonnes grâces des souverains. La jeunesse alerte de l'Occident regarde le monde comme un champ d'action dans lequel elle peut gagner la célébrité, l'éminence, les honneurs et la richesse ; rien ne semble trop difficile à son ambition. L'humble progéniture des parents orientaux ne sait faire rien d'autre que de suivre la routine de son environnement. La noble confiance en soi de l'homme occidental a trouvé une expression triomphante dans des dithyrambes comme l'hymne du chœur de Sophocle d'Antigone à propos de l'homme et de son effort d'entreprise et comme la Neuvième Symphonie de Beethoven. Rien de ce genre n'a été entendu en Orient.

Est-il possible que les descendants des bâtisseurs de la civilisation de l'homme blanc renoncent à leur liberté et se rendent volontairement à la suzeraineté du gouvernement omnipotent ? Qu'ils cherchent la satisfaction dans un système où leur seule tâche serait de servir de rouages dans une vaste machine construite et dirigée par un planificateur tout-puissant ? La mentalité des civilisations arrêtées doit-elle balayer les idéaux pour lesquels des milliers et des milliers ont sacrifiés leurs vies ?

Ruere in servitium, ils plongèrent dans la servitude, observa tristement Tacite en parlant des Romains de l'époque de Tibère.

Table des matières

Préface, par Leonardo de Vio 5

MONNAIE, MÉTHODE ET MARCHÉ 7

Introduction, par Richard M. Ebeling 9

La méthode 25

1. Science sociale et science de la nature 27
2. Le traitement de « l'irrationnel » dans les sciences sociales 41
3. Le relativisme épistémologique dans les sciences de l'action humaine 65

La monnaie 81

4. La place de la monnaie parmi les biens économiques 83
5. La non-neutralité de la monnaie 99
6. La pertinence des méthodes d'évaluation des changements du pouvoir d'achat pour guider la politique bancaire et monétaire internationale 109
7. La grande inflation allemande 129
8. Les leçons de Senior concernant les problèmes monétaires 137

Le commerce 145

9. Les illusions du protectionnisme et de l'autarcie 147
10. L'autarcie et ses conséquences 173
11. Nationalisme économique et coopération économique pacifique 193
12. Le triste sort des nations sous-développées 205

Comparaison des systèmes économiques 213

13. Capitalisme contre socialisme 215
14. De l'égalité et de l'inégalité 229
15. Le choc des intérêts de groupe 241
16. Cent ans de marxisme socialiste 254
17. Quelques observations sur le mouvement réformateur russe 272
18. Notes sur le mouvement coopératif 279
19. Quelques observations sur les politiques et les méthodes économiques actuelles 323

331

Les idées

20. Le rôle des doctrines dans l'histoire humaine 333
21. La liberté est une idée occidentale 348